

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 4 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1984	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 196

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1504

Κύρωση της διεθνούς σύμβασης τηλεπικοινωνιών (ΝΑΙ-ΡΟΜΠΙ 1982) και των παραρτημάτων και πρωτοκόλλων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο πρώτο.

1. Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η διεθνής σύμβαση τηλεπικοινωνιών, που υπογράφτηκε στο Ναϊρόμπι της Κένυας την 6η Νοεμβρίου 1982 και αποτελείται από ογδόντα τρία (83) άρθρα, τρία (4) παραρτήματα, ένα (1) τελικό πρωτόκολλο, επτά (7) πρόσθετα πρωτόκολλα και ένα (1) πρόσθετο προαιρετικό πρωτόκολλο.

2. Τα κείμενα της σύμβασης, τα παραρτήματα και τα πρωτόκολλα που αναφέρονται στην προηγούμενη παράγραφο σε πρωτότυπο στη γαλλική και σε μετάφραση στην ελληνική γλώσσα έχουν ως εξής:

CONVENTION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

PREMIÈRE PARTIE
DISPOSITIONS FONDAMENTALES

Préambule

1 En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de réglementer ses télécommunications et compte tenu de l'importance croissante des télécommunications pour la sauvegarde de la paix et le développement social et économique de tous les pays, les plénipotentiaires des gouvernements contractants, ayant en vue de faciliter les relations pacifiques et la coopération entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention, qui est l'instrument fondamental de l'Union internationale des télécommunications.

CHAPITRE I
Composition, objet et structure de l'Union

ARTICLE 1

Composition de l'Union

2 1. L'Union internationale des télécommunications se compose de Membres qui, eu égard au principe d'universalité et à l'intérêt qu'il y a à ce que la participation à l'Union soit universelle, sont:

3 *a)* tout pays énuméré dans l'annexe 1, qui signe et ratifie la Convention ou adhère à cet Acte;

4 *b)* tout pays non énuméré dans l'annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 46;

5 *c)* tout pays souverain non énuméré dans l'annexe 1, et non Membre des Nations Unies, qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 46, après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union.

6 2. En application des dispositions du numéro 5, si une demande d'admission en qualité de Membre est présentée dans l'intervalle de deux Conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par l'entremise du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union; un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

ARTICLE 2

Droits et obligations des Membres

7 1. Les Membres de l'Union ont les droits et sont soumis aux obligations prévues dans la Convention.

8 2. Les droits des Membres, en ce qui concerne leur participation aux conférences, réunions et consultations de l'Union, sont les suivants:

9 *a)* tout Membre a le droit de participer aux conférences de l'Union, est éligible au Conseil d'administration et a le droit de présenter des candidats aux postes de fonctionnaires élus de tous les organes permanents de l'Union;

10 *b)* tout Membre a, sous réserve des dispositions des numéros 117 et 179, droit à une voix à toutes les conférences de l'Union, à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux et, s'il fait partie du Conseil d'aministration, à toutes les sessions de ce Conseil;

11 *c)* tout Membre a, sous réserve des dispositions des numéros 117 et 179, également droit à une voix dans toute consultation effectuée par correspondance.

ARTICLE 3

Siège de l'Union

12 Le siège de l'Union est fixé à Genève.

ARTICLE 4

Objet de l'Union

13 1. L'Union a pour objet:

14 *a)* de maintenir et d'étendre la coopération internationale entre tous les Membres de l'Union pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes, ainsi que de promouvoir et d'offrir l'assistance technique aux pays en développement dans le domaine des télécommunications;

15 *b)* de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;

16 *c)* d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins.

17 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union:

18 *a)* effectue l'attribution des fréquences du spectre radioélectrique et l'enregistrement des assignations de fréquence, de façon à éviter les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunications des différents pays;

19 *b)* coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences;

20 *c)* encourage la coopération internationale en vue d'assurer l'assistance technique aux pays en développement ainsi que la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunication dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition, y compris sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies et l'utilisation de ses propres ressources, selon les besoins;

21 *d)* coordonne les efforts en vue de permettre le développement harmonieux des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;

22 *e)* favorise la collaboration entre ses Membres en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;

23 *f)* provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

24 *g)* procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications.

ARTICLE 5

Structure de l'Union

25 L'Union comprend les organes suivants:

26 1. la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union;

27 2. les conférences administratives;

28 3. le Conseil d'administration;

29 4. les organes permanents désignés ci-après:

30 *a)* le Secrétariat général;

31 *b)* le Comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB);

32 *c)* le Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR);

33 *d)* le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT).

ARTICLE 6

Conférence de plénipotentiaires

34 1. La Conférence de plénipotentiaires est composée de délégations représentant les Membres. Elle est normalement convoquée tous les cinq ans et, de toute façon, l'intervalle entre les Conférences de plénipotentiaires successives n'excède pas six ans.

35 2. La Conférence de plénipotentiaires:

36 *a)* détermine les principes généraux que doit suivre l'Union pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 4 de la présente Convention;

37 *b)* examine le Rapport du Conseil d'administration relatant l'activité de tous les organes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;

38 *c)* établit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, après avoir examiné tous les aspects pertinents de l'activité de l'Union durant cette période, y compris le programme des conférences et réunions et tout autre plan à moyen terme présenté par le Conseil d'administration;

39 *d)* formule toutes directives générales concernant les effectifs de l'Union et fixe, au besoin, les traitements de base, les échelles de traitements et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union;

40 *e)* examine les comptes de l'Union et les approuve définitivement s'il y a lieu;

41 *f)* élit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration;

42 *g)* élit le secrétaire général et le vice-secrétaire général et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;

43 *h)* élit les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;

44 *i)* élit les directeurs des Comités consultatifs internationaux et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;

45 *j)* révise la Convention si elle le juge nécessaire;

46 *k)* conclut ou révise, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration au nom de l'Union avec ces mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable;

47 *l)* traite toutes les autres questions de télécommunication jugées nécessaires.

ARTICLE 7

Conférences administratives

48 1. Les conférences administratives de l'Union comprennent:

49 *a)* les conférences administratives mondiales;

50 *b)* les conférences administratives régionales.

51 2. Les conférences administratives sont normalement convoquées pour traiter de questions de télécommunication particulières. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues. Les décisions de ces conférences doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention. Lors de la prise des résolutions et décisions, les conférences administratives devraient tenir compte des répercussions financières prévisibles et doivent s'efforcer d'éviter de prendre telles résolutions et décisions qui peuvent entraîner le dépassement des limites supérieures des crédits fixées par la Conférence de plénipotentiaires.

52 3. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale peut comporter:

53 *a)* la révision partielle des Règlements administratifs énumérés au numéro 643;

54 *b)* exceptionnellement, la révision complète d'un ou plusieurs de ces Règlements;

55 *c)* toute autre question de caractère mondial relevant de la compétence de la conférence.

56 (2) L'ordre du jour d'une conférence administrative régionale ne peut porter que sur des questions de télécommunication particulières de caractère régional, y compris des directives destinées au Comité international d'enregistrement des fréquences en ce qui concerne ses activités intéressant la région dont il s'agit, à condition que ces directives ne soient pas contraires aux intérêts d'autres régions. En outre, les décisions d'une telle conférence doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions des Règlements administratifs.

ARTICLE 8

Conseil d'administration

57 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de quarante et un Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires en tenant compte de la nécessité d'une répartition équitable des sièges du Conseil entre toutes les régions du monde. Sauf dans les cas de vacances se produisant dans les conditions spécifiées par le Règlement général, les Membres de l'Union élus au Conseil d'administration remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.

58 (2) Chaque Membre du Conseil désigne pour siéger au Conseil une personne qui peut être assistée d'un ou plusieurs assesseurs.

59 2. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

60 3. Dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.

61 4. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution, par les Membres, des dispositions de la Convention, des Règlements administratifs, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union ainsi que d'accomplir toutes les autres tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires.

62 (2) Il définit chaque année la politique d'assistance technique conformément à l'objet de l'Union.

63 (3) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union et exerce un contrôle financier effectif sur les organes permanents.

64 (4) Il favorise la coopération internationale en vue d'assurer par tous les moyens à sa disposition, et notamment par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies, la coopération technique avec les pays en développement, conformément à l'objet de l'Union, qui est de favoriser par tous les moyens possibles le développement des télécommunications.

ARTICLE 9

Secrétariat général

65 1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté d'un vice-secrétaire général.

66 (2) Le secrétaire général et le vice-secrétaire général prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante et ne sont rééligibles qu'une fois.

67 (3) Le secrétaire général prend toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l'Union soient utilisées avec économie et il est responsable devant le Conseil d'administration pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l'Union. Le vice-secrétaire général est responsable devant le secrétaire général.

68 2. (1) Si l'emploi de secrétaire général devient vacant, le vice-secrétaire général succède au secrétaire général dans son emploi, qu'il conserve jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante; il est éligible à ce poste sous réserve des dispositions du numéro 66. Lorsque, dans ces conditions, le vice-secrétaire général succède au secrétaire général dans son emploi, le poste de vice-secrétaire général est considéré devenu vacant à la même date et les dispositions du numéro 69 s'appliquent.

69 (2) Si l'emploi de vice-secrétaire général devient vacant à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, le Conseil d'administration nomme un successeur pour la durée du mandat restant à courir.

70 (3) Si les emplois de secrétaire général et de vice-secrétaire général deviennent vacants simultanément, le fonctionnaire élu qui a été le plus longtemps en service exerce les fonctions de secrétaire général pendant une durée ne dépassant pas 90 jours. Le Conseil d'administration nomme un secrétaire général et, si les emplois sont devenus vacants à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, il nomme également un vice-secrétaire général. Un fonctionnaire ainsi nommé reste en service pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Il peut faire acte de candidature à l'élection au poste de secrétaire général ou de vice-secrétaire général à la Conférence de plénipotentiaires précitée.

71 3. Le secrétaire général agit en qualité de représentant légal de l'Union.

72 4. Le vice-secrétaire général assiste le secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le secrétaire général. Il exerce les fonctions du secrétaire général en l'absence de ce dernier.

ARTICLE 10

Comité international d'enregistrement des fréquences

73 1. Le Comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB) est composé de cinq membres indépendants élus par la Conférence de plénipotentiaires. Ces membres sont élus parmi les candidats proposés par les pays Membres de l'Union, de manière à assurer une répartition équitable entre les régions du monde. Chaque Membre de l'Union ne peut proposer qu'un seul candidat, ressortissant de son pays.

74 2. Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences prennent leurs fonctions aux dates qui ont été fixées lors de leur élection et restent en fonctions jusqu'aux dates fixées par la Conférence de plénipotentiaires suivante.

75 3. Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, en s'acquittant de leur tâche, ne représentent pas leur pays ni une région, mais sont des agents impartiaux investis d'un mandat international.

76 4. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent:

77 *a)* à effectuer l'inscription et l'enregistrement méthodiques des assignations de fréquence faites par les différents pays, conformément à la procédure spécifiée dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, conformément aux décisions des conférences compétentes de l'Union, afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle;

78 *b)* à effectuer, dans les mêmes conditions et dans le même but, une inscription méthodique des emplacements assignés par les pays aux satellites géostationnaires;

79 *c)* à fournir des avis aux Membres en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages préjudiciables peuvent se produire, ainsi qu'en vue de l'utilisation équitable, efficace et économique de l'orbite des satellites géostationnaires, compte tenu des besoins des Membres qui requièrent une assistance, des besoins particuliers des pays en développement, ainsi que de la situation géographique particulière de certains pays;

80 *d)* à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences, ainsi qu'à l'utilisation équitable de l'orbite des satellites géostationnaires conformément aux procédures prévues par le Règlement des radiocommunications, prescrites par une conférence compétente de l'Union ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions;

81 *e)* à apporter son aide technique à la préparation et à l'organisation des conférences de radiocommunications en consultant si nécessaire les autres organes permanents de l'Union, en tenant compte de toute directive du Conseil d'administration relative à l'exécution de cette préparation; le Comité apportera également son assistance aux pays en développement dans les travaux préparatoires à ces conférences;

82 *f)* à tenir à jour les dossiers indispensables qui ont trait à l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 11

Comités consultatifs internationaux

83 1. (1) Le Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des recommandations sur les questions techniques et d'exploitation se rapportant spécifiquement aux radiocommunications, sans limitation quant à la gamme de fréquences; en règle générale, ces études ne prennent pas en compte les questions d'ordre économique, mais dans les cas où elles supposent des comparaisons entre plusieurs solutions techniques, les facteurs économiques peuvent aussi être pris en considération.

84 (2) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des recommandations sur les questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant les services de télécommunication, à l'exception des questions techniques et d'exploitation se rapportant spécifiquement aux radiocommunications qui, selon le numéro 83, relèvent du CCIR.

85 (3) Dans l'accomplissement de ses tâches, chaque Comité consultatif international doit porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des recommandations directement liés à la création, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays en développement, dans le cadre régional et dans le domaine international.

86 2. Les Comités consultatifs internationaux ont pour membres:

87 *a)* de droit, les administrations de tous les Membres de l'Union;

88 *b)* toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces Comités.

89 3. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par:

90 *a)* l'assemblée plénière;

91 *b)* les commissions d'études qu'elle constitue;

92 *c)* un directeur, élu par la Conférence de plénipotentiaires et nommé conformément au numéro 323.

93 4. Il est institué une Commission mondiale du Plan ainsi que des Commissions régionales du Plan, selon des décisions conjointes des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux. Ces Commissions élaborent un Plan général pour le réseau international de télécommunication, afin de faciliter le développement coordonné des services internationaux de télécommunication. Elles soumettent aux Comités consultatifs internationaux des questions dont l'étude présente un intérêt particulier pour les pays en développement et qui relèvent du mandat de ces Comités.

94 5. Les Commissions régionales du Plan peuvent associer étroitement à leurs travaux les organisations régionales qui le souhaitent.

95 6. Les méthodes de travail des Comités consultatifs internationaux sont définies dans le Règlement général.

ARTICLE 12

Comité de coordination

96 1. Le Comité de coordination est composé du secrétaire général, du vice-secrétaire général, des directeurs des Comités consultatifs internationaux et des président et vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences. Il est présidé par le secrétaire général, et en son absence, par le vice-secrétaire général.

97 2. Le Comité de coordination conseille le secrétaire général et lui fournit une aide pratique pour toutes les questions d'administration, de finances et de coopération technique intéressant plus d'un organe permanent, ainsi que dans les domaines des relations extérieures et de l'information publique. Dans l'examen de ces questions, le Comité tient pleinement compte des dispositions de la Convention, des décisions du Conseil d'administration et des intérêts de l'Union tout entière.

98 3. Le Comité de coordination examine également les autres questions qui lui sont confiées au titre de la Convention et toutes questions qui lui sont soumises par le Conseil d'administration. Après étude de ces questions, le Comité présente au Conseil d'administration un rapport à leur sujet par l'intermédiaire du secrétaire général.

ARTICLE 13

Les fonctionnaires élus et le personnel de l'Union

99 1. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

100 (2) Chaque Membre doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions des fonctionnaires élus et du personnel de l'Union, et ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

101 (3) En dehors de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union, ne doivent pas avoir de participation ni d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression «intérêts financiers» ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.

102 (4) Pour garantir un fonctionnement efficace de l'Union, tout pays Membre dont un ressortissant a été élu secrétaire général, vice-secrétaire général, membre du Comité international d'enregistrement des fréquences, ou directeur d'un Comité consultatif international doit, dans la mesure du possible, s'abstenir de le rappeler entre deux Conférences de plénipotentiaires.

103 2. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs internationaux ainsi que les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences doivent tous être ressortissants de pays différents, Membres de l'Union. Lors de l'élection de ces fonctionnaires, il convient de tenir dûment compte des principes exposés au numéro 104 et d'une répartition géographique équitable entre les régions du monde.

104 3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficience, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération.

ARTICLE 14

Organisation des travaux et conduite des débats aux conférences et autres réunions

105 1. Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences, les assemblées plénières et réunions des Comités consultatifs internationaux appliquent le règlement intérieur compris dans le Règlement général.

106 2. Les conférences, le Conseil d'administration, les assemblées plénières et réunions des Comités consultatifs internationaux peuvent adopter les règles qu'ils jugent indispensables en complément de celles du règlement intérieur. Toutefois, ces règles complémentaires doivent être compatibles avec les dispositions de la Convention; s'il s'agit de règles complémentaires adoptées par des assemblées plénières et des commissions d'études, elles sont publiées sous forme de résolution dans les documents des assemblées plénières.

ARTICLE 15

Finances de l'Union

107 1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents:

108 *a)* au Conseil d'administration et aux organes permanents de l'Union;

109 *b)* aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives mondiales;

110 *c)* à la coopération et à l'assistance techniques dont bénéficient les pays en développement.

111 2. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres, déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre selon le tableau suivant:

classe de 40 unités	classe de 4 unités
classe de 35 unités	classe de 3 unités
classe de 30 unités	classe de 2 unités
classe de 25 unités	classe de 1 1/2 unités
classe de 20 unités	classe de 1 unité
classe de 18 unités	classe de 1/2 unité
classe de 15 unités	classe de 1/4 unité
classe de 13 unités	classe de 1/8 unité pour les pays les moins avancés tels qu'ils sont recensés par les Nations Unies et pour d'autres pays déterminés par le Conseil d'administration
classe de 10 unités	
classe de 8 unités	
classe de 5 unités	

112 3. En plus des classes de contribution mentionnées au numéro 111, tout Membre peut choisir un nombre d'unités contributives supérieur à 40.

113 4. Les Membres choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

114 5. Aucune réduction de la classe de contribution choisie conformément à la Convention ne peut prendre effet pendant la durée de validité de cette Convention. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, telles que des catastrophes naturelles nécessitant le lancement de programmes d'aide internationale, le Conseil d'administration peut autoriser une réduction du nombre d'unités de contribution lorsqu'un Membre en fait la demande et fournit la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution dans la classe choisie à l'origine.

115 6. Les dépenses des conférences administratives régionales visées au numéro 50 sont supportées par tous les Membres de la région concernée, selon la classe de contribution de ces derniers et, sur la même base, par ceux des Membres d'autres régions qui ont éventuellement participé à de telles conférences.

116 7. Les Membres payent à l'avance leur part contributive annuelle, calculée d'après le budget arrêté par le Conseil d'administration.

117 8. Un Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 10 et 11, tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions à payer par ce Membre pour les deux années précédentes.

118 9. Les dispositions régissant les contributions financières des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales figurent dans le Règlement général.

ARTICLE 16

Langues

119 1. (1) L'Union a pour langues officielles: l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

120 (2) L'Union a pour langues de travail: l'anglais, l'espagnol et le français.

121 (3) En cas de contestation, le texte français fait foi.

122 2. (1) Les documents définitifs des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs Actes finals, protocoles, résolutions, recommandations et vœux son établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.

123 (2) Tous les autres documents de ces conférences sont rédigés dans les langues de travail de l'Union.

124 3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs sont publiés dans les six langues officielles.

125 (2) Les propositions et contributions présentées pour examen aux conférences et réunions des Comités consultatifs internationaux et qui sont rédigées dans l'une des langues officielles sont communiquées aux Membres dans les langues de travail de l'Union.

126 (3) Tous les autres documents dont le secrétaire général doit, conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.

127 4. (1) Lors des conférences de l'Union et des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux, lors des réunions des commissions d'études inscrites au programme de travail approuvé par une assemblée plénière et celles du Conseil d'administration, un système efficace d'interprétation réciproque dans les six langues officielles doit être utilisé.

128 (2) Lors des autres réunions des Comités consultatifs internationaux, les débats ont lieu dans les langues de travail, pour autant que les Membres qui désirent une interprétation dans une langue de travail particulière indique avec un préavis d'au moins 90 jours leur intention de participer à la réunion.

129 (3) Lorsque tous les participants à une conférence ou à une réunion conviennent de cette procédure, les débats peuvent avoir lieu dans un nombre de langues inférieur à celui mentionné ci-dessus.

ARTICLE 17

Capacité juridique de l'Union

130 L'Union jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

CHAPITRE II

Dispositions générales relatives aux télécommunications

ARTICLE 18

Droit du public à utiliser le service international des télécommunications

131 Les Membres reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de correspondance publique. Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

ARTICLE 19

Arrêt des télécommunications

132 1. Les Membres se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

133 2. Les Membres se réservent aussi le droit d'interrompre toute autre télécommunication privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

ARTICLE 20

Suspension du service

134 Chaque Membre se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour une durée indéterminée, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres par l'intermédiaire du secrétaire général.

ARTICLE 21

Responsabilité

135 Les Membres n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommunication, notamment en ce qui concerne les réclamations tendant à obtenir des dommages et intérêts.

ARTICLE 22

Secret des télécommunications

136 1. Les Membres s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.

137 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes, afin d'assurer l'application de leur législation intérieure ou l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties.

ARTICLE 23

Etablissement, exploitation et sauvegarde des voies et des installations de télécommunication

138 1. Les Membres prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.

139 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédures que l'expérience pratique de l'exploitation a révélées les meilleures, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

140 3. Les Membres assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.

141 4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance de celles des sections de circuits internationaux de télécommunication qui sont comprises dans les limites de leur contrôle.

ARTICLE 24

Notification des contraventions

142 Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 44, les Membres s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs y annexés.

ARTICLE 25

Priorité des télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine

143 Les services internationaux de télécommunication doivent accorder la priorité absolue à toutes les télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

ARTICLE 26

Priorité des télégrammes d'Etat et des conversations téléphoniques d'Etat

144 Sous réserve des dispositions des articles 25 et 36, les télégrammes d'Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande. Les conversations téléphoniques d'Etat peuvent également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres communications téléphoniques.

ARTICLE 27

Langage secret

145 1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être régidés en langage secret dans toutes les relations.

146 2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux qui ont préalablement notifié, par l'intermédiaire du secrétaire général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour cette catégorie de correspondance.

147 3. Les Membres qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 20.

ARTICLE 28

Taxes et franchise

148 Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la franchise est accordée sont fixés dans les Règlements administratifs annexés à la présente Convention.

ARTICLE 29

Etablissement et reddition des comptes

149 Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des arrangements à ce sujet. En l'absence d'arrangements de ce genre ou d'accords particuliers, conclus dans les conditions prévues à l'article 31, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux dispositions des Règlements administratifs.

ARTICLE 30

Unité monétaire

150 En l'absence d'arrangements particuliers conclus entre Membres, l'unité monétaire employée à la composition des taxes de répartition pour les services internationaux de télécommunication et à l'établissement des comptes internationaux est:

- soit l'unité monétaire du Fonds monétaire international,
- soit le franc-or,

comme définis dans les Règlements administratifs. Les modalités d'application sont fixées dans l'appendice 1 aux Règlements télégraphique et téléphonique.

ARTICLE 31

Arrangements particuliers

151 Les Membres se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des arrangements particuliers sur des questions de télécommunication qui n'intéressent pas la généralité des Membres. Toutefois, ces arrangements ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la présente Convention ou des Règlements administratifs y annexés, en ce qui concerne les brouillages préjudiciables que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunication des autres pays.

ARTICLE 32

Conférences régionales, arrangements régionaux, organisations régionales

152 Les Membres se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des arrangements régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunication susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Les arrangements régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE III

Dispositions spéciales relatives aux radiocommunications

ARTICLE 33

Utilisation rationnelle du spectre des fréquences radioélectriques et de l'orbite des satellites géostationnaires

153 1. Les Membres s'efforcent de limiter le nombre de fréquences et l'étendue du spectre utilisé au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires. A cette fin, ils s'efforcent d'appliquer dans les moindres délais les derniers perfectionnements de la technique.

154 2. Lors de l'utilisation de bandes de fréquences pour les radiocommunications spatiales, les Membres tiennent compte du fait que les fréquences et l'orbite des satellites géostationnaires sont des ressources naturelles limitées qui doivent être utilisées de manière efficace et économique, conformément aux dispositions du Règlement des radiocommunications, afin de permettre un accès équitable à cette orbite et à ces fréquences aux différents pays ou groupes de pays, compte tenu des besoins spéciaux des pays en développement et de la situation géographique de certains pays.

ARTICLE 34

Intercommunication

155 1. Les stations qui assurent les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

156 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du numéro 155 n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

157 3. Nonobstant les dispositions du numéro 155, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunication, déterminé par le but de ce service ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 35

Brouillages préjudiciables

158 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages préjudiciables aux communications ou services radioélectriques des autres Membres, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunication, et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

159 2. Chaque Membre s'engage à exiger, des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet, l'observation des prescriptions du numéro 158.

160 3. De plus, les Membres reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne cause des brouillages préjudiciables aux communications ou services radioélectriques visés au numéro 158.

ARTICLE 36

Appels et messages de détresse

161 Les stations de radiocommunication sont obligées d'accepter en priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 37

Signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs

162 Les Membres s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs, et à collaborer en vue de localiser et d'identifier les stations de leur propre pays qui émettent de tels signaux.

ARTICLE 38

Installations des services de défense nationale

163 1. Les Membres conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées et de leurs forces navales et aériennes.

164 2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages préjudiciables ainsi que les prescriptions des Règlements administratifs concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

165 3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements administratifs annexés à la présente Convention, elle doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires applicables à ces services.

CHAPITRE IV

Relations avec les Nations Unies et les organisations internationales

ARTICLE 39

Relations avec les Nations Unies

166 1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'Accord conclu entre ces deux organisations, dont le texte figure dans l'annexe 3 à la présente Convention.

167 2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'Accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévues dans cette Convention et dans les Règlements administratifs. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des Comités consultatifs internationaux.

ARTICLE 40

Relations avec les organisations internationales

168 Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales qui ont des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE V

Application de la Convention et des Règlements

ARTICLE 41

Dispositions fondamentales et Règlement général

169 En cas de divergence entre une disposition de la première partie de la Convention (Dispositions fondamentales, numéros 1 à 194) et, une disposition de la seconde partie (Règlement général, numéros 201 à 643), la première prévaut.

ARTICLE 42

Règlements administratifs

170 1. Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs, qui régissent l'utilisation des télécommunications et lient tous les Membres.

171 2. La ratification de la présente Convention conformément à l'article 45 ou l'adhésion à la présente Convention conformément à l'article 46, implique l'acceptation des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification ou de cette adhésion.

172 3. Les Membres doivent informer le secrétaire général de leur approbation de toute révision de ces Règlements par des conférences administratives compétentes. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres au fur et à mesure qu'il les reçoit.

173 4. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un Règlement administratif, la Convention prévaut.

ARTICLE 43

Validité des Règlements administratifs en vigueur

174 Les Règlements administratifs visés au numero 170 sont ceux en vigueur au moment de la signature de la présente Convention. Ils sont considérés comme annexés à la présente Convention et demeurent valables, sous réserve des révisions partielles qui peuvent être adoptées aux termes du numéro 53, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux Règlements élaborés par les conférences administratives mondiales compétentes et destinés à les remplacer en tant qu'annexes à la présente Convention.

ARTICLE 44

Exécution de la Convention et des Règlements

175 1. Les Membres sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs y annexés dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunication établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages préjudiciables aux services de radiocommunication d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 38.

176 2. Ils doivent en outre prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs aux exploitations autorisées par eux à établir et à exploiter des télécommunications et qui assurent des services internationaux ou exploitent des stations pouvant causer des brouillages préjudiciables aux services de radiocommunication d'autres pays.

ARTICLE 45

Ratification de la Convention

177 1. La présente Convention sera ratifiée par chacun des gouvernements signataires selon les règles constitutionnelles en vigueur dans les pays respectifs. Les instruments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union, au secrétaire général qui les notifie aux Membres.

178 2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union aux numéros 8 à 11, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 177.

179 (2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 177 n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil d'administration, à aucune réunion des organes permanents de l'Union, ni lors d'aucune consultation par correspondance effectuée en conformité avec les dispositions de la Convention, et cela tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé. Les droits de ce gouvernement, autres que les droits de vote, ne sont pas affectés.

180 3. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 52, chaque instrument de ratification prend effet à la date de dépôt auprès du secrétaire général.

181 4. Dans le cas où l'un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auraient ratifiée.

ARTICLE 46

Adhésion à la Convention

182 1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en tout temps sous réserve des dispositions de l'article 1.

183 2. L'instrument d'adhésion est adressé au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Il prend effet à la date de son dépôt, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement. Le secrétaire général notifie l'adhésion aux Membres et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de l'Acte.

ARTICLE 47

Dénonciation de la Convention

184 1. Tout Membre qui a ratifié la présente Convention ou qui y a adhéré a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Le secrétaire général en avise les autres Membres.

185 2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour où le secrétaire général a reçu la notification.

ARTICLE 48

Abrogation de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973)

186 La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973) dans les relations entre les gouvernements contractants.

ARTICLE 49

Relations avec des Etats non contractants

187 Tous les Membres se réservent, pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention. Si une télécommunication originaire d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies de télécommunication d'un Membre, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements administratifs ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

ARTICLE 50

Règlement des différends

188 1. Les Membres peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider d'un commun accord.

189 2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie au Règlement général ou au Protocole additionnel facultatif, selon le cas.

CHAPITRE VI

Définitions

ARTICLE 51

Définitions

190 Dans la présente Convention, à moins de contradiction avec le contexte:

191 *a)* les termes qui sont définis dans l'annexe 2 à la présente Convention ont le sens qui leur est assigné dans cette annexe;

192 *b)* les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 42 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

CHAPITRE VII

Disposition finale

ARTICLE 52

Mise en vigueur et enregistrement de la Convention

193 La présente Convention entrera en vigueur le 1^er^ janvier 1984 entre les Membres dont les instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés avant cette date.

194 Conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le secrétaire général de l'Union enregistrera la présente Convention auprès du Secrétariat des Nations Unies.

CHAPITRE VIII

Fonctionnement de l'Union

ARTICLE 53

Conférence de plénipotentiaires

201 1. (1) La Conférence de plénipotentiaires se réunit conformément aux dispositions du numéro 34.

202 (2) Si cela est pratiquement possible, la date et le lieu d'une Conférence de plénipotentiaires sont fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente; dans le cas contraire, cette date et ce lieu sont déterminés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

203 2. (1) La date et le lieu de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, ou l'un des deux seulement, peuvent être changés:

204 *a)* à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;

205 *b)* sur proposition du Conseil d'administration.

206 (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

ARTICLE 54

Conférences administratives

207 1. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative est fixé par le Conseil d'administration, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 229.

208 (2) Le cas échéant, cet ordre du jour comprend toute question dont l'inclusion a été décidée par une Conférence de plénipotentiaires.

209 (3) Une conférence administrative mondiale traitant de radiocommunications peut également porter à son ordre du jour des directives à donner au Comité international d'enregistrement des fréquences touchant ses activités et l'examen de celles-ci. Une conférence administrative mondiale peut inclure dans ses décisions des instructions ou des demandes, selon le cas, aux organes permanents.

210 2. (1) Une conférence administrative mondiale est convoquée:

211 *a)* sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires, qui peut fixer la date et le lieu de sa réunion;

212 *b)* sur recommandation d'une conférence administrative mondiale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;

213 *c)* à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;

214 *d)* sur proposition du Conseil d'administration.

215 (2) Dans les cas visés aux numéros 212, 213, 214 et éventuellement 211, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union, sous réserve des dispositions du numéro 229.

216 3. (1) Une conférence administrative régionale est convoquée:

217 *a)* sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires;

218 *b)* sur recommandation d'une conférence administrative mondiale ou régionale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;

219 *c)* à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée, adressée individuellement au secrétaire général;

220 *d)* sur proposition du Conseil d'administration.

221 (2) Dans les cas visés aux numéros 218, 219, 220 et éventuellement 217, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée, sous réserve des dispositions du numéro 229.

222 4. (1) L'ordre du jour, la date et le lieu d'une conférence administrative peuvent être changés:

223 *a)* à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou d'un quart des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale. Les demandes sont adressées individuellement au secrétaire général qui en saisit le Conseil d'administration aux fins d'approbation;

224 *b)* sur proposition du Conseil d'administration.

225 (2) Dans les cas visés aux numéros 223 et 224, les modifications proposées ne sont définitivement adoptées qu'avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 229.

226 5. (1) Une Conférence de plénipotentiaires ou le Conseil d'administration peuvent juger utile de faire précéder la session principale d'une conférence administrative d'une session préparatoire chargée d'établir et de soumettre un rapport sur les bases techniques des travaux de la conférence.

227 (2) La convocation de cette session préparatoire et son ordre du jour doivent être approuvés par la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou par la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 229.

228 (3) A moins que la réunion préparatoire d'une conférence administrative n'en décide autrement, les textes qu'elle a finalement approuvés sont rassemblés sous la forme d'un rapport qui est approuvé par cette réunion et signé par son président.

229 6. Dans les consultations visées aux numéros 207, 215, 221, 225 et 227, les Membres de l'Union qui n'ont pas répondu dans le délai fixé par le Conseil d'administration sont considérés comme n'ayant pas participé à ces consultations et en conséquence ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Si le nombre des réponses reçues ne dépasse pas la moitié du nombre des Membres de l'Union consultés, on procède à une nouvelle consultation dont le résultat sera déterminant quel que soit le nombre de suffrages exprimés.

230 7. S'il y est invité par une Conférence de plénipotentiaires, par le Conseil d'administration ou par une conférence administrative précédente chargée d'établir les bases techniques à l'intention d'une conférence administrative ultérieure, et sous réserve que les dispositions budgétaires nécessaires soient prises par le Conseil d'administration, le CCIR peut convoquer une réunion préparatoire à la conférence, qui se tient préalablement à ladite conférence administrative. Le directeur du CCIR soumet le rapport de cette réunion préparatoire, par l'intermédiaire du secrétaire général, comme contribution aux travaux de la conférence administrative.

ARTICLE 55

Conseil d'administration

231 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires.

232 (2) Si, entre deux Conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil d'administration, le siège revient de droit au Membre de l'Union qui a obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres qui font partie de la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.

233 (3) Un siège au Conseil est considéré comme vacant:

234 *a)* lorsqu'un Membre du Conseil ne s'est pas fait représenter à deux sessions annuelles consécutives du Conseil;

235 *b)* lorsqu'un Membre de l'Union se démet de ses fonctions de Membre du Conseil.

236 2. Dans la mesure du possible, la personne désignée par un Membre du Conseil d'administration pour siéger au Conseil est un fonctionnaire de son administration des télécommunications ou est directement responsable devant cette administration ou en son nom; cette personne doit être qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunication.

237 3. Au début de chaque session annuelle, le Conseil d'administration élit, parmi les représentants de ses Membres et en tenant compte du principe du roulement entre les régions, ses propres président et vice-président. Ceux-ci restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et ne sont pas rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

238 4. (1) Le Conseil d'administration se réunit en session annuelle au siège de l'Union.

239 (2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.

240 (3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres, ou à l'initiative de son président dans les conditions prévues au numéro 267.

241 5. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs internationaux participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances réservées à ses seuls membres.

242 6. Le secrétaire général assume les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.

243 7. Le Conseil d'administration ne prend de décision que lorsqu'il est en session. A titre exceptionnel, le Conseil réuni en session peut décider qu'une question particulière sera réglée par correspondance.

244 8. Le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration a le droit d'assister en qualité d'observateur à toutes les réunions des organes permanents de l'Union désignés aux numéros 31, 32 et 33.

245 9. Seuls les frais de voyage, de subsistance et d'assurances engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont à la charge de l'Union.

246 10. Pour l'exécution des attributions qui lui sont dévolues par la Convention, le Conseil d'administration, en particulier:

247 *a)* est chargé, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 39 et 40. A cet effet, il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 40 et avec les Nations Unies en application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications; ces accords provisoires doivent être soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante conformément aux dispositions du numéro 46;

248 *b)* statue sur la mise en œuvre des décisions relatives aux futures conférences ou réunions ayant des répercussions financières, qui sont prises ou présentées par les conférences administratives ou les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux. Ce faisant, le Conseil d'administration tient compte de l'article 80;

249 *c)* décide de l'adoption des propositions de changements structurels des organes permanents de l'Union, qui lui sont soumises par le secrétaire général;

250 *d)* examine et arrête les plans pluri-annuels relatifs aux postes de travail et au personnel de l'Union;

251 *e)* arrête l'effectif et la classification du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires et, en prenant en considération le numéro 104, approuve une liste d'emplois des catégories professionnelle et supérieure qui, compte tenu des progrès constants accomplis dans les techniques et l'exploitation des télécommunications, seront pourvus par des titulaires de contrats de durée déterminée avec possibilité de prolongation, en vue d'employer les spécialistes les plus compétents dont les candidatures sont présentées par l'entremise des Membres de l'Union; cette liste sera proposée par le secrétaire général en consultation avec le Comité de coordination et sera soumise régulièrement à réexamen;

252 *f)* établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union, ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées

qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;

253 *g)* contrôle le fonctionnement administratif de l'Union et arrête des mesures appropriées visant la rationalisation efficace de ce fonctionnement;

254 *h)* examine et arrête le budget annuel de l'Union et le budget prévisionnel pour l'année suivante, compte tenu des limites fixées pour les dépenses par la Conférence de plénipotentiaires, en réalisant toutes les économies possibles, mais en gardant à l'esprit l'obligation faite à l'Union d'obtenir des résultats satisfaisants aussi rapidement que possible par l'intermédiaire des conférences et des programmes de travail des organes permanents; ce faisant, le Conseil tient compte des vues du Comité de coordination concernant les plans de travail mentionnés au numéro 302, telles qu'elles lui sont communiquées par le secrétaire général, et des résultats de toutes analyses de coûts mentionnées aux numéros 301 et 304;

255 *i)* prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et approuve ces comptes, s'il y a lieu, pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante;

256 *j)* ajuste, s'il est nécessaire:

257 1. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun;

258 2. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par les Nations Unies et les institutions spécialisées au siège de l'Union;

259 3. les indemnités de poste de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union;

260 4. les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union, en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies;

261 5. les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse;

262 6. les indemnités de cherté de vie accordées aux bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union selon la pratique suivie par les Nations Unies;

263 *k)* prend les dispositions nécessaires pour la convocation des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 53 et 54;

264 *l)* soumet à la Conférence de plénipotentiaires les avis qu'il juge utiles;

265 *m)* examine et coordonne les programmes de travail ainsi que leur progrès, de même que les arrangements de travail des organes permanents de l'Union, y compris les calendriers des réunions et prend en particulier les mesures qu'il estime appropriées concernant la réduction du nombre et de la durée des conférences et réunions ainsi que la diminution des dépenses prévues pour les conférences et réunions;

266 *n)* fournit aux organes permanents de l'Union, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou par la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, des directives appropriées en ce qui concerne leur assistance technique et autre à la préparation et à l'organisation des conférences administratives;

267 *o)* procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de secrétaire général ou de vice-secrétaire général, sous réserve des dispositions énoncées au numéro 103, dans la situation visée au numéro 69 ou 70 et cela au cours d'une de ses sessions ordinaires si la vacance s'est produite dans les 90 jours qui précèdent cette session, ou bien au cours d'une session convoquée par son président dans les périodes prévues au numéro 69 ou 70;

268 *p)* procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de directeur d'un Comité consultatif international à la première session régulière tenue après la date où la vacance s'est produite. Un directeur ainsi nommé reste en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires suivante comme le stipule le numéro 323, il peut être élu à ce poste lors de la Conférence de plénipotentiaires suivante;

269 *q)* procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de membre du Comité international d'enregistrement des fréquences selon la procédure prévue au numéro 315;

270 *r)* remplit les autres fonctions prévues dans la Convention et, dans le cadre de celle-ci et des Règlements administratifs, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union ou de ses organes permanents pris individuellement;

271 *s)* prend les dispositions nécessaires, après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre à titre provisoire les cas non prévus dans la Convention, les Règlements administratifs et leurs annexes, pour la solution desquels il n'est plus possible d'attendre la prochaine conférence compétente;

272 *t)* soumet un rapport sur les activités de tous les organes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;

273 *u)* envoie aux Membres de l'Union le plus tôt possible après chacune de ses sessions, des comptes rendus succincts de ses travaux, ainsi que tous documents qu'il juge utiles;

274 *v)* prend les décisions nécessaires pour assurer la répartition géographique équitable du personnel de l'Union et contrôle l'exécution de ces décisions.

ARTICLE 56

Secrétariat général

275 1. Le secrétaire général:

276 *a)* coordonne les activités des différents organes permanents de l'Union en tenant compte des vues du Comité de coordination dont il est question au numéro 96, afin d'assurer une utilisation aussi efficace et économique que possible du personnel, des fonds et des autres ressources de l'Union;

277 *b)* organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce Secrétariat, en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;

278 *c)* prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats sur la base du choix et des propositions du chef de chaque organe permanent, la décision finale de nomination ou de licenciement appartenant cependant au secrétaire général;

279 *d)* porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision, prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées, qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;

280 *e)* veille à l'application des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;

281 *f)* fournit des avis juridiques aux organes de l'Union;

282 *g)* supervise, pour les besoins de la gestion administrative, le personnel du siège de l'Union, afin d'assurer une utilisation aussi efficace que possible de ce personnel et de lui appliquer les conditions d'emploi du régime commun. Le personnel désigné pour assister directement les directeurs des Comités consultatifs internationaux et le Comité international d'enregistrement des fréquences travaille sous les ordres directs des hauts fonctionnaires intéressés, mais conformément aux directives administratives générales du Conseil d'administration et du secrétaire général;

283 *h)* dans l'intérêt général de l'Union et en consultation avec le président du Comité international d'enregistrement des fréquences ou avec le directeur du Comité consultatif en cause, affecte temporairement des fonctionnaires à d'autres emplois en fonction des fluctuations du travail au siège de l'Union. Le secrétaire général signale au Conseil d'administration ces affectations temporaires et leurs conséquences financières;

284 *i)* assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union;

285 *j)* prépare des recommandations pour la première réunion des chefs de délégation mentionnée au numéro 450, en tenant compte des résultats des consultations régionales éventuelles;

286 *k)* assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat des conférences de l'Union et, en collaboration avec le chef de l'organe permanent intéressé, fournit les services nécessaires à la tenue des réunions de chaque organe permanent de l'Union, en recourant, dans la mesure où il l'estime nécessaire, au personnel de l'Union, conformément au numéro 283. Le secrétaire général peut aussi, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toute autre réunion relative aux télécommunications;

287 *l)* tient à jour les nomenclatures officielles établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;

288 *m)* publie les principaux rapports des organes permanents de l'Union ainsi que les avis et les instructions d'exploitation à utiliser dans les services internationaux de télécommunication qui découlent de ces avis;

289 *n)* publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications qui lui sont communiqués par les parties, et tient à jour les documents qui s'y rapportent;

290 *o)* publie les normes techniques du Comité international d'enregistrement des fréquences, ainsi que toute autre donnée concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences et des positions de satellites sur l'orbite des satellites géostationnaires, telle qu'elle a été élaborée par le Comité dans l'exercice de ses fonctions;

291 *p)* établit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organes permanents de l'Union:

292 1. une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union;

293 2. les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs;

294 3. tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et par le Conseil d'administration;

295 *q)* rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;

296 *r)* recueille et publie, en collaboration avec les autres organes permanents de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays en développement afin de les aider à améliorer leurs réseaux de télécommunication. L'attention de ces pays est également attirée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous les auspices des Nations Unies;

297 *s)* rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres, concernant la mise en œuvre de moyens techniques destinés à obtenir le meilleur rendement des services de télécommunication et, notamment, le meilleur emploi possible des fréquences radioélectriques en vue de diminuer les brouillages;

298 *t)* publie périodiquement, à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il peut recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;

299 *u)* détermine, en consultation avec le directeur du Comité consultatif international intéressé ou, suivant le cas, avec le président du Comité international d'enregistrement des fréquences, la forme et la présentation de toutes les publications de l'Union, en tenant compte de leur nature et de leur contenu ainsi que du mode de publication le mieux approprié et le plus économique;

300 *v)* prend les mesures nécessaires pour que les documents publiés soient distribués en temps opportun;

301 *w)* après consultation avec le Comité de coordination et après avoir réalisé toutes les économies possibles, prépare et soumet au Conseil d'administration un projet de budget annuel et un budget prévisionnel pour l'année suivante, couvrant les dépenses de l'Union dans les limites fixées par la Conférence de plénipotentiaires et comprenant deux versions. Une version correspondra à une croissance zéro pour l'unité de contribution, l'autre à une croissance inférieure ou égale à toute limite fixée par le Protocole additionnel I après prélèvement éventuel sur le compte de provision. Le projet de budget et l'annexe contenant une analyse des coûts, après approbation par le Conseil, sont transmis à titre d'information à tous les Membres de l'Union;

302 *x)* après consultation avec le Comité de coordination et compte tenu des vues de celui-ci, prépare et soumet au Conseil d'administration des plans de travail pour l'avenir portant sur les principales activités exercées au siège de l'Union conformément aux directives du Conseil d'administration;

303 *y)* prépare et soumet au Conseil d'administration des plans pluriannuels de reclassement de postes de travail, de recrutement et de suppression d'emplois;

304 *z)* en tenant compte de l'opinion du Comité de coordination, prépare et soumet au Conseil d'administration des analyses de coûts des principales activités exercées au siège de l'Union lors de l'année précédant la session, en tenant compte surtout des effets de rationalisation obtenus;

305 *aa)* avec l'aide du Comité de coordination, établit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administration et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces documents, après vérification et approbation par le Conseil d'administration, sont communiqués aux Membres et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante aux fins d'examen et d'approbation définitive;

306 *ab)* avec l'aide du Comité de coordination, établit un rapport annuel sur l'activité de l'Union transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres;

307 *ac)* assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union;

308 *ad)* accomplit toute autre fonction que lui confie le Conseil d'administration.

309 2. Il convient que le secrétaire général ou le vice-secrétaire général assiste, à titre consultatif, aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives de l'Union ainsi qu'aux assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux; leur participation aux séances du Conseil d'administration est régie par les dispositions des numéros 241 et 242; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union.

ARTICLE 57

Comité international d'enregistrement des fréquences

310 1. (1) Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.

311 (2) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu du numéro 79, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.

312 2. (1) La procédure d'élection est établie par la Conférence de plénipotentiaires de la façon spécifiée au numéro 73.

313 (2) A chaque élection, tout membre du Comité en fonctions peut être proposé à nouveau comme candidat par le pays dont il est ressortissant.

314 (3) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires qui les a élus. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la conférence qui élit leurs successeurs.

315 (4) Si, dans l'intervalle qui sépare deux Conférences de plénipotentiaires chargées d'élire les membres du Comité, un membre élu du Comité démissionne, abandonne ses fonctions ou décède, le président du Comité demande au secrétaire général d'inviter les Membres de l'Union qui font partie de la région intéressée à proposer des candidats pour l'élection d'un remplaçant par le Conseil d'administration lors de sa session annuelle suivante. Cependant, si la vacance se produit plus de 90 jours avant la session du Conseil d'administration ou après la session annuelle du Conseil d'administration qui précède la prochaine Conférence de plénipotentiaires, le pays dont ce membre était ressortissant désigne, aussitôt que possible et dans les 90 jours, un remplaçant également ressortissant de ce pays, qui restera en fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions du nouveau membre élu par le Conseil d'administration ou jusqu'à l'entrée en fonctions des nouveaux membres du Comité élus par la prochaine Conférence de plénipotentiaires. Dans les deux cas, les dépenses qu'entraîne le voyage du remplaçant sont à la charge de son administration. Le remplaçant pourra être présenté comme candidat à l'élection par le Conseil d'administration ou par la Conférence de plénipotentiaires, selon le cas.

316 3. (1) Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.

317 (2) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, lesquels remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu.

318 (3) Le Comité dispose d'un secrétariat spécialisé.

319 4. Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque membre doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit en aucun cas essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 58

Comités consultatifs internationaux

320 1. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par:

321 *a)* l'assemblée plénière, réunie de préférence tous les quatre ans. Lorsqu'une conférence administrative mondiale correspondante a été convoquée, la réunion de l'assemblée plénière se tient, si possible, au moins huit mois avant cette conférence;

322 *b)* les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à examiner;

323 *c)* un directeur élu par la Conférence de plénipotentiaires pour la période séparant deux Conférences de plénipotentiaires. Il est rééligible à la Conférence de plénipotentiaires suivante. Si le poste se trouve inopinément vacant, le Conseil d'administration, lors de

sa session annuelle suivante, désigne le nouveau directeur conformément aux dispositions du numéro 268;

324 *d)* un secrétariat spécialisé qui assiste le directeur;

325 *e)* des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.

326 2. (1) Les questions étudiées par chaque Comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des recommandations, lui sont posées par la Conférence de plénipotentiaires, par une conférence administrative, par le Conseil d'administration, par l'autre Comité consultatif ou par le Comité international d'enregistrement des fréquences. Ces questions viennent s'ajouter à celles que l'assemblée plénière du Comité consultatif intéressé lui-même a décidé de retenir, ou, dans l'intervalle des assemblées plénières, à celles dont l'inscription a été demandée ou approuvée par correspondance par vingt Membres de l'Union au moins.

327 (2) Sur demande des pays intéressés, chaque Comité consultatif international peut également faire des études et donner des conseils sur des questions relatives aux télécommunications nationales de ces pays. L'étude de ces questions doit être effectuée conformément aux dispositions du numéro 326; dans les cas où cette étude implique la comparaison de plusieurs solutions techniques possibles, des facteurs économiques peuvent être pris en considération.

ARTICLE 59

Comité de coordination

328 1. (1) Le Comité de coordination assiste et conseille le secrétaire général sur toutes les questions mentionnées au numéro 97; il assiste le secrétaire général dans l'accomplissement des tâches qui sont assignées à celui-ci en vertu des numéros 276, 298, 301, 302, 305 et 306.

329 (2) Le Comité est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales mentionnées aux articles 39 et 40, en ce qui concerne la représentation des organes permanents de l'Union aux conférences de ces organisations.

330 (3) Le Comité examine les résultats des activités de l'Union dans le domaine de la coopération technique et présente des recommandations au Conseil d'administration par l'intermédiaire du secrétaire général.

331 2. Le Comité doit s'efforcer de formuler ses conclusions par accord unanime. S'il n'est pas appuyé par la majorité du Comité, le président peut, dans des circonstances exceptionnelles, prendre des décisions sous sa propre responsabilité, s'il estime que le règlement des questions en cause est urgent et ne peut attendre la prochaine session du Conseil d'administration. Dans ces circonstances, il fait rapport promptement et par écrit aux Membres du Conseil d'administration sur ces questions, en indiquant les raisons qui l'ont amené à prendre ces décisions, et en lui communiquant les vues, exposées par écrit, des autres membres du Comité. Si les questions étudiées dans de telles circonstances ne sont pas urgentes mais néanmoins importantes, elles doivent être soumises à l'examen du Conseil d'administration à sa prochaine session.

332 3. Le Comité se réunit sur convocation de son président, au moins une fois par mois; il peut également se réunir en cas de besoin, à la demande de deux de ses membres.

333 4. Un rapport sur les travaux du Comité de coordination est établi et communiqué sur demande aux Membres du Conseil d'administration.

CHAPITRE IX

Dispositions générales concernant les conférences

ARTICLE 60

Invitation et admission aux Conférences de plénipotentiaires lorsqu'il y a un gouvernement invitant

334 1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.

335 2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque pays Membre de l'Union.

336 (2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

337 3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 39 et, sur leur demande, aux organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 32.

338 4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique à envoyer des observateurs pour participer à la conférence à titre consultatif, sur la base de la réciprocité.

339 5. (1) Les réponses des Membres doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.

340 (2) Ces réponses peuvent être adressées au gouvernement invitant soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

341 6. Tous les organes permanents de l'Union sont représentés à la conférence à titre consultatif.

342 7. Sont admis aux Conférences de plénipotentiaires:

343 *a)* les délégations, telles qu'elles sont définies à l'annexe 2;

344 *b)* les observateurs des Nations Unies;

345 *c)* les observateurs des organisations régionales de télécommunication, conformément au numéro 337;

346 *d)* les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 338.

ARTICLE 61

Invitation et admission aux conférences administratives lorsqu'il y a un gouvernement invitant

347 1. (1) Les dispositions des numéros 334 à 340 sont applicables aux conférences administratives.

348 (2) Les Membres de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.

349 2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer à la conférence à titre consultatif.

350 (2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.

351 (3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.

352 3. Sont admis aux conférences administratives:

353 *a)* les délégations, telles qu'elles sont définies à l'annexe 2;

354 *b)* les observateurs des Nations Unies;

355 *c)* les observateurs des organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 32;

356 *d)* les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 338;

357 *e)* les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions des numéros 349 à 351;

358 *f)* les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le Membre dont elles dépendent;

359 *g)* les organes permanents de l'Union à titre consultatif, lorsque la conférence traite des affaires qui relèvent de leur compétence. En cas de besoin, la conférence peut inviter un organe qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter;

360 *h)* les observateurs des Membres de l'Union qui participent, sans droit de vote, à la conférence administrative régionale d'une région autre que celle à laquelle appartiennent lesdits Membres.

ARTICLE 62

Procédure pour la convocation de conférences administratives mondiales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

361 1. Les Membres de l'Union qui désirent qu'une conférence administrative mondiale soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposés pour la conférence.

362 2. Le secrétaire général, au reçu de requêtes concordantes provenant d'au moins un quart des Membres, en informe tous les Membres par les moyens de télécommunication les plus appropriés en les priant de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

363 3. Si la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 229, se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire accepte à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres par les moyens de télécommunication les plus appropriés.

364 4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.

365 (2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.

366 (3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.

367 5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions de l'article 64 sont applicables.

368 6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 229, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres de l'Union, en les invitant à se prononcer de façon définitive, dans un délai de six semaines, sur le ou les points controversés.

369 (2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 229.

370 7. La procédure indiquée ci-dessus est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative mondiale est présentée par le Conseil d'administration.

ARTICLE 63

Procédure pour la convocation de conférences administratives régionales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

371 Dans le cas des conférences administratives régionales, la procédure décrite à l'article 62 s'applique aux seuls Membres de la région intéressée. Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres de la région, il suffit que le secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres de cette région.

ARTICLE 64

Dispositions relatives aux conférences qui se réunissent sans gouvernement invitant

372 Lorsqu'une conférence doit être réunie sans gouvernement invitant, les dispositions des articles 60 et 61 sont applicables. Le secrétaire général, après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siège de l'Union.

ARTICLE 65

Dispositions communes à toutes les conférences

Changement de la date ou du lieu d'une conférence

373 1. Les dispositions des articles 62 et 63 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu d'une conférence, ou l'un des deux seulement. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés, déterminée selon les dispositions du numéro 229, s'est prononcée en leur faveur.

374 2. Tout Membre qui propose de changer la date ou le lieu d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui du nombre requis d'autres Membres.

375 3. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au numéro 362 les conséquences financières probables qui résultent du changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque des dépenses ont été engagées pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

ARTICLE 66

Délais et modalités de présentation des propositions et rapports aux conférences

376 1. Immédiatement après l'envoi des invitations, le secrétaire général prie les Membres de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions pour les travaux de la conférence.

377 2. Toute proposition dont l'adoption entraîne la révision du texte de la Convention ou des Règlements administratifs doit contenir des références aux numéros des parties du texte qui requièrent cette révision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi br[illegible]

378 3. Le secrétaire général communique les propositions à tous les Membres au fur et à mesure de leur réception.

379 4. Le secrétaire général réunit et coordonne les propositions et rapports reçus des administrations, du Conseil d'administration, des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et des réunions préparatoires aux conférences, selon le cas, et les fait parvenir aux Membres quatre mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence. Les fonctionnaires élus de l'Union ne sont pas habilités à présenter des propositions.

ARTICLE 67

Pouvoirs des délégations aux conférences

380 1. La délégation envoyée à une conférence par un Membre de l'Union doit être dûment accréditée conformément aux dispositions des numéros 381 à 387.

381 2. (1) Les délégations aux Conférences de plénipotentiaires sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères.

382 (2) Les délégations aux conférences administratives sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères, ou par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.

383 (3) Sous réserve de confirmation émanant de l'une des autorités citées au numéro 381 ou 382 et reçue avant la signature des Actes finals, une délégation peut être provisoirement accréditée par le chef de la mission diplomatique de son pays auprès du gouvernement du pays où se tient la conférence ou, si ce dernier est celui du siège de l'Union, par le chef de la délégation permanente de son pays auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

384 3. Les pouvoirs sont acceptés s'ils sont signés par l'une des autorités énumérées aux numéros 381 à 383 et s'ils répondent à l'un des critères suivants:

385 – conférer les pleins pouvoirs à la délégation;

386 – autoriser la délégation à représenter son gouvernement sans aucune restriction;

387 – donner à la délégation ou à certains de ses membres le droit de signer les Actes finals.

388 4. (1) Une délégation dont les pouvoirs sont reconnus en règle par la séance plénière est habilitée à exercer le droit de vote du Membre intéressé et à signer les Actes finals.

389 (2) Une délégation dont les pouvoirs ne sont pas reconnus en règle par la séance plénière n'est pas habilitée à exercer le droit de vote ni à signer les Actes finals tant qu'il n'a pas été remédié à cet état de choses.

390 5. Les pouvoirs doivent être déposés au secrétariat de la conférence dès que possible. Une commission spéciale telle que celle qui est décrite au numéro 471 est chargée de les vérifier; elle présente à la séance plénière un rapport sur ses conclusions dans le délai fixé par celle-ci. En attendant la décision de la séance plénière à ce sujet, la délégation d'un Membre de l'Union est habilitée à participer aux travaux et à exercer le droit de vote de ce Membre.

391 6. En règle générale, les Membres de l'Union doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Toutefois, si pour des raisons exceptionnelles un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut donner à la délégation d'un autre Membre le pouvoir de voter et de signer en son nom. Ce transfert de pouvoir doit faire l'objet d'un acte signé par l'une des autorités citées au numéro 381 ou 382.

392 7. Une délégation ayant le droit de vote peut donner mandat à une autre délégation ayant le droit de vote d'exercer ce droit au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. En pareil cas, elle doit en informer le président de la conférence en temps utile et par écrit.

393 8. Une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration.

394 9. Les pouvoirs et procurations adressés par télégramme ne sont pas acceptables. En revanche, sont acceptées les réponses télégraphiques aux demandes d'éclaircissement du président ou du secrétariat de la conférence concernant les pouvoirs.

CHAPITRE X

Dispositions générales concernant les Comités consultatifs internationaux

ARTICLE 68

Conditions de participation

395 1. Les membres des Comités consultatifs internationaux mentionnés aux numéros 87 et 88 peuvent participer à toutes les activités du Comité consultatif intéressé.

396 2. (1) Toute demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre qui l'a reconnue. La demande est adressée par ce Membre au secrétaire général, qui la porte à la connaissance de tous les Membres et du directeur de ce Comité. Le directeur du Comité consultatif fait connaître à cette exploitation la suite qui a été donnée à sa demande.

397 (2) Une exploitation privée reconnue ne peut intervenir au nom du Membre qui l'a reconnue que si celui-ci, dans chaque cas particulier, fait savoir au Comité consultatif intéressé qu'il l'a autorisée à cet effet.

398 3. (1) Les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication mentionnées à l'article 32 qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des Comités consultatifs.

399 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une organisation internationale ou d'une organisation régionale de télécommunication mentionnée à l'article 32 est adressée au secrétaire général, qui la porte par les moyens de télécommunication les plus appropriés à la connaissance de tous les Membres et les invite à se prononcer sur l'acceptation de cette demande; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et des membres du Comité de coordination.

400 4. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunication ou à l'étude ou la fabrication de matériel destiné aux services de télécommunication peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des Comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.

401 (2) Toute demande d'admission aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel doit être approuvée par l'administration du pays intéressé. La demande est adressée par cette administration au secrétaire général qui en informe tous les Membres et le directeur de ce Comité. Le directeur du Comité consultatif fait connaître à l'organisme scientifique ou industriel la suite qui a été donnée à sa demande.

402 5. Toute exploitation privée reconnue, toute organisation internationale ou organisation régionale de télécommunications, ou tout organisme scientifique ou industriel qui a été admis à participer aux travaux d'un Comité consultatif a le droit de dénoncer cette participation par une notification adressée au secrétaire général. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.

ARTICLE 69

Rôles de l'assemblée plénière

403 L'assemblée plénière:

404 *a)* examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifie ou rejette les projets de recommandation que contiennent ces rapports;

405 *b)* examine les questions existantes afin de voir s'il y a lieu ou non d'en poursuivre l'étude, et établit la liste des nouvelles questions à étudier conformément aux dispositions du numéro 326. Lors de la rédaction du texte de nouvelles questions, il convient de s'assurer qu'en principe leur étude devrait pouvoir être menée à bien dans un délai égal au double de l'intervalle entre deux assemblées plénières;

406 *c)* approuve le programme de travail découlant des dispositions du numéro 405 et fixe l'ordre des questions à étudier d'après leur importance, leur priorité et leur urgence en tenant compte de la nécessité de maintenir au minimum les exigences quant aux ressources de l'Union;

407 *d)* décide, au vu du programme de travail approuvé dont il est question au numéro 406, s'il y a lieu de maintenir ou de dissoudre les commissions d'études existantes, ou de créer de nouvelles commissions d'études;

408 *e)* attribue aux commissions d'études les questions à étudier;

409 *f)* examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du Comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière;

410 *g)* approuve, s'il y a lieu, en vue de la transmettre au Conseil d'administration, l'estimation présentée par le directeur aux termes des dispositions du numéro 439 des besoins financiers du Comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière;

411 *h)* lors de la prise des résolutions ou décisions, l'assemblée plénière devrait tenir compte des répercussions financières prévisibles et doit s'efforcer d'éviter de prendre telles résolutions et décisions qui peuvent entraîner le dépassement des limites supérieures des crédits fixées par la Conférence de plénipotentiaires;

412 *i)* examine les rapports de la Commission mondiale du Plan et toutes les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 11 et du présent chapitre.

ARTICLE 70

Réunions de l'assemblée plénière

413 1. L'assemblée plénière se réunit normalement à la date et au lieu fixés par l'assemblée plénière précédente.

414 2. La date et le lieu d'une réunion de l'assemblée plénière, ou l'un des deux seulement, peuvent être modifiés avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui ont répondu à une demande du secrétaire général sollicitant leur avis.

415 3. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée plénière.

416 4. Le secrétaire général est chargé de prendre, en accord avec le directeur du Comité consultatif intéressé, les dispositions administratives et financières nécessaires en vue des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.

ARTICLE 71

Langues et droit de vote aux assemblées plénières

417 1. (1) Les langues utilisées au cours des assemblées plénières sont celles qui sont prévues aux articles 16 et 78.

418 (2) Les documents préparatoires des commissions d'études, les documents et les procès-verbaux des assemblées plénières et les documents publiés à la suite de celles-ci par les Comités consultatifs internationaux sont rédigés dans les trois langues de travail de l'Union.

419 2. Les Membres autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des Comités consulatifs sont ceux qui sont visés au numéro 10. Toutefois, lorsqu'un Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration, les représentants des exploitations privées reconnues du pays concerné ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix, sous réserve des dispositions du numéro 397.

420 3. Les dispositions des numéros 391 à 394 relatives aux procurations s'appliquent aux assemblées plénières.

ARTICLE 72

Commissions d'études

421 1. L'assemblée plénière crée et maintient selon les besoins les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à

l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues, les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication, admises conformément aux dispositions des numéros 398 et 399, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, se font connaître soit au cours de l'assemblée plénière, soit, ultérieurement, au directeur du Comité consultatif intéressé.

422 2. En outre, et sous réserve des dispositions des numéros 400 et 401, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.

423 3. L'assemblée plénière nomme normalement un rapporteur principal et un vice-rapporteur principal pour chaque commission d'études. Si le volume de travail d'une commission d'études l'exige, l'assemblée plénière nomme, pour cette commission, autant de vice-rapporteurs principaux supplémentaires qu'elle l'estime nécessaire. Lors de la nomination des rapporteurs principaux et des vice-rapporteurs principaux, on tiendra compte tout particulièrement des critères de compétence et de l'exigence d'une répartition géographique équitable, ainsi que de la nécessité de favoriser la participation plus efficace des pays en développement. Si, dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, et si sa commission d'études n'avait qu'un vice-rapporteur principal, celui-ci prend sa place. Dans le cas où il s'agit d'une commission d'études pour laquelle l'assemblée plénière avait nommé plusieurs vice-rapporteurs principaux, cette commission, au cours de sa réunion suivante, élit parmi eux son nouveau rapporteur principal et, si nécessaire, un nouveau vice-rapporteur principal parmi ses membres. Une telle commission d'études élit de même un nouveau vice-rapporteur principal au cas où l'un de ses vice-rapporteurs principaux est empêché d'exercer ses fonctions dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière.

ARTICLE 73

Traitement des affaires des commissions d'études

424 1. Les questions confiées aux commissions d'études sont, dans la mesure du possible, traitées par correspondance.

425 2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut [illegible] donner des directives au sujet des réunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.

426 (2) En règle générale, dans l'intervalle entre deux assemblées plénières, une commission d'études ne tient pas plus de deux réunions, dont sa réunion finale qui précède l'assemblée plénière.

427 (3) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une ou plusieurs réunions de sa commission d'études non prévues par l'assemblée plénière sont nécessaires pour discuter verbalement des questions qui n'ont pas pu être traitées par correspondance, il peut, avec l'autorisation de son administration et après consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.

428 3. L'assemblée plénière peut, en cas de besoin, constituer des groupes de travail mixtes pour l'étude des questions qui requièrent la participation d'experts de plusieurs commissions d'études.

429 4. Après avoir consulté le secrétaire général, le directeur d'un Comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux des diverses commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu pendant la même période.

430 5. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du Comité consultatif et, éventuellement, aux organisations internationales et aux organisations régionales de télécommunication, qui y ont participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils parviennent à leurs destinataires au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée plénière. Il peut seulement être dérogé à cette clause lorsque des réunions des commissions d'études ont lieu immédiatement avant celle de l'assemblée plénière. Les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent pas être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

ARTICLE 74

Fonctions du directeur; secrétariat spécialisé

431 1. (1) Le directeur d'un Comité consultatif coordonne les travaux de l'assemblée plénière et des commissions d'études; il est responsable de l'organisation des travaux du Comité.

432 (2) Le directeur a la responsabilité des documents du Comité et prend, de concert avec le secrétaire général, les mesures voulues pour qu'ils soient publiés dans les langues de travail de l'Union.

433 (3) Le directeur est [illegible] secr[illegible] formé [illegible] spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du Comité.

434 (4) Le personnel des secrétariats spécialisés, des laboratoires et des installations techniques des Comités consultatifs relève, du point de vue administratif, de l'autorité du secrétaire général conformément aux dispositions du numéro 282.

435 2. Le directeur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la Conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au secrétaire général.

436 3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études, sous réserve des dispositions du numéro 416.

437 4. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du Comité consultatif depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport, après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.

438 5. Le directeur présente au Conseil d'administration, à sa session annuelle, un rapport sur les activités du Comité pendant l'année précédente, aux fins d'information du Conseil et des Membres de l'Union.

439 6. Le directeur, après avoir consulté le secrétaire général, soumet à l'approbation de l'assemblée plénière une estimation des besoins financiers du Comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière. Cette estimation, après approbation, est envoyée au secrétaire général pour être soumise au Conseil d'administration.

440 7. Le directeur établit, afin que le secrétaire général les incorpore aux prévisions budgétaires annuelles de l'Union, les prévisions de dépenses du Comité pour l'année suivante, en se fondant sur l'estimation des besoins financiers du Comité approuvée par l'assemblée plénière.

441 8. Le directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités de coopération et d'assistance techniques de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

ARTICLE 75

Propositions pour les conférences administratives

442 1. Les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux sont autorisées à soumettre aux conférences administratives des propositions découlant directement de leurs recommandations ou de conclusions de leurs études en cours.

443 2. Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent également formuler des propositions de modification aux Règlements administratifs.

444 3. Ces propositions sont adressées en temps utile au secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prévues au numéro 379.

ARTICLE 76

Relations des Comités consultatifs entre eux et avec des organisations internationales

445 1. (1) Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des recommandations sur des questions d'intérêt commun.

446 (2) Les directeurs des Comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études des deux Comités consultatifs, en vue d'effectuer des études et de préparer des projets de recommandation sur des questions d'intérêt commun. Ces projets de recommandation sont soumis à la prochaine réunion de l'assemblée plénière de chacun des Comités consultatifs.

447 2. Lorsque l'un des Comités consultatifs est invité à se faire représenter à une réunion de l'autre Comité consultatif ou d'une organisation internationale, son assemblée plénière ou son directeur est autorisé, en tenant compte du numéro 329, à prendre des dispositions pour assurer cette représentation à titre consultatif.

448 3. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences et le directeur de l'autre Comité consultatif, ou leurs représentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d'un Comité consultatif. En cas de besoin, un Comité peut inviter à ses réunions, à titre consultatif, des représentants de tout organe permanent de l'Union qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter

CHAPITRE XI

Règlement intérieur des conférences et autres réunions

ARTICLE 77

Règlement intérieur des conférences et autres réunions

1. Ordre des places

449 Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

2. Inauguration de la conférence

450 **1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle est préparé l'ordre du jour de la première séance plénière et sont présentées des propositions concernant l'organisation et la désignation des présidents et vice-présidents de la conférence et de ses commissions compte tenu du principe du roulement de la répartition géographique, de la compétence nécessaire et des dispositions du numéro 454.**

451 (2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions des numéros 452 et 453.

452 2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

453 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.

454 3. (1) A la première séance plénière, il est procédé à l'élection du président qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

455 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la proposition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au numéro 450.

456 4. La première séance plénière procède également:

457 *a)* à l'élection des vice-présidents de la conférence;

458 *b)* à la constitution des commissions de la conférence et à l'élection des présidents et vice-présidents respectifs;

459 *c)* à la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel fourni par l'administration du gouvernement invitant.

3. Prérogatives du président de la conférence

460 1. En plus de l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées dans le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

461 2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances plénières. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

462 3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

463 4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

4. Institution des commissions

464 1. La séance plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.

465 2. Il n'est institué de sous-commissions et groupes de travail que si cela est absolument nécessaire.

466 3. Sous réserve des dispositions prévues aux numeros 464 et 465, il sera établi les commissions suivantes:

467 *4.1 Commission de direction*

468 *a)* Cette commission est normalement constituée par le président de la conférence ou de la réunion, qui la préside, par les vice-présidents et par les présidents et vice-présidents des commissions.

469 **b) La commission de direction coordonne toutes les activités afférentes au bon déroulement des travaux et elle établit l'ordre et le nombre des séances, en évitant, si possible, toute simultanéité ou le petit nombre des membres de certaines délégations.**

470 ***4.2 Commission des pouvoirs***

471 **Cette commission vérifie les pouvoirs des délégations aux conférences et elle présente ses conclusions à la séance plénière dans les délais fixés par celle-ci.**

472 ***4.3 Commission de rédaction***

473 ***a)* Les textes établis autant que possible dans leur forme definitive par les diverses commissions en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction, laquelle est chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens et, s'il y a lieu, de les assembler avec les textes antérieurs non amendés.**

474 ***b)* Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à la séance plénière, laquelle les approuve ou les renvoie, aux fins de nouvel examen, à la commission compétente.**

475 *4.4 Commission de contrôle budgétaire*

476 ***a)* A l'ouverture de chaque conférence ou réunion, la séance plénière nomme une commission de contrôle budgétaire chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la disposition des délégués, d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence ou réunion. Cette commission comprend, indépendamment des membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du secrétaire général et, s'il y a un gouvernement invitant, un représentant de celui-ci.**

477 ***b)* Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil d'administration pour la conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence ou réunion, présente à la séance plénière un état provisoire des dépenses. La séance plénière en tient compte, afin de décider si les progrès réalisés justifient une prolongation au-delà de la date à laquelle le budget approuvé sera épuisé.**

478 *c)* A la fin de chaque conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire présente à la séance plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses de la conférence ou réunion, ainsi que de celles que risque d'entraîner l'exécution des décisions prises par cette conférence ou réunion.

479 *d)* Après avoir examiné et approuvé ce rapport, la séance plénière le transmet au secrétaire général, avec ses observations, afin qu'il en saisisse le Conseil d'administration lors de sa prochaine session annuelle.

5. Composition des commissions

480 *5.1 Conférences de plénipotentiaires*

481 Les commissions sont composées des délégués des pays Membres et des observateurs prévus aux numéros 344, 345 et 346, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

482 *5.2 Conférences administratives*

483 Les commissions sont composées des délégués des pays Membres, des observateurs et des représentants prévus aux numéros 354 à 358, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

484 **6. Présidents et vice-présidents des sous-commissions**

485 Le président de chaque commission propose à celle-ci le choix des présidents et vice-présidents des sous-commissions qu'elle institue.

7. Convocation aux séances

486 Les séances plénières et celles des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au lieu de réunion de la conférence.

8. Propositions présentées avant l'ouverture de la conférence

487 Les propositions présentées avant l'ouverture de la conférence sont réparties par la séance plénière entre les commissions compétentes instituées conformément aux dispositions de la section 4 du présent règlement intérieur. Toutefois, la séance plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

9. Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence

488 1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence sont remis, selon le cas, au président de la conférence ou au président de la commission compétente ou bien au secrétariat de la conférence aux fins de publication et de distribution comme document de conférence.

489 2. Aucune proposition ou amendement écrit ne peut être présenté s'il n'est signé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

490 3. Le président de la conférence, d'une commission, d'une sous-commission ou d'un groupe de travail peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.

491 4. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

492 5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission, de la sous-commission ou du groupe de travail compétent décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis aux fins de publication et de distribution dans les conditions prévues au numéro 488.

493 (2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

494 (3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou amendements visés au numéro 488, les aiguille, selon le cas, vers les commissions compétentes ou la séance plénière.

495 6. Toute personne autorisée peut lire ou demander que soit lu en séance plénière toute proposition ou tout amendement présenté par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

10. Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement

496 1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence, ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

497 2. Toute proposition ou tout amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis aux voix.

11. Propositions ou amendements omis ou différés

498 Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, il appartient à la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté de veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

12. Conduite des débats en séance plénière

499 *12.1 Quorum*

500 Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.

501 *12.2 Ordre de discussion*

502 (1) Les personnes qui désirent prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

503 (2) Toute personne qui a la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

504 *12.3 Motions d'ordre et points d'ordre*

505 (1) Au cours des débats, une délégation peut, au moment qu'elle juge opportun, présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision prise par le président conformément au présent règlement intérieur. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si la majorité des délégations présentes et votant ne s'y oppose pas.

506 (2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

507 *12.4 Ordre de priorité des motions et points d'ordre*

508 L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question aux numéros 505 et 506 est le suivant:

509 *a)* tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement intérieur, y compris les procédures de vote;

510 *b)* suspension de la séance;

511 *c)* levée de la séance;

512 *d)* ajournement du débat sur la question en discussion;

513 *e)* clôture du débat sur la question en discussion;

514 *f)* toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

515 *12.5 Motion de suspension ou de levée de la séance*

516 Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la motion et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

517 *12.6 Motion d'ajournement du débat*

518 Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion fait l'objet d'une discussion, seuls trois orateurs, en plus de l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, un en faveur de la motion et deux contre, après quoi la motion est mise aux voix.

519 *12.7 Motion de clôture du débat*

520 A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi cette motion est mise aux voix. Si la motion est adoptée, le président demande immédiatement qu'il soit voté sur la question en discussion.

521 *12.8 Limitation des interventions*

522 (1) La séance plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

523 (2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

524 (3) Quand un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

525 *12.9 Clôture de la liste des orateurs*

526 (1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à toute intervention antérieure, même après la clôture de la liste.

527 (2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

528 *12.10 Question de compétence*

529 Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

530 *12.11 Retrait et nouvelle présentation d'une motion*

531 L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise, soit par la délégation auteur de l'amendement, soit par toute autre délégation.

13. Droit de vote

532 1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer à la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 2.

533 2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées à l'article 67.

14. Vote

534 *14.1 Définition de la majorité*

535 (1) La majorité est constituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.

536 (2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

537 (3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

538 (4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme «délégation présente et votant» toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

539 *14.2 Non-participation au vote*

540 Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes du point de vue de la détermination du quorum au sens du numéro 500, ni comme s'étant abstenues du point de vue de l'application des dispositions du numéro 544.

541 *14.3 Majorité spéciale*

542 En ce qui concerne l'admission de nouveaux Membres de l'Union, la majorité requise est fixée à l'article 1.

543 *14.4 Plus de cinquante pour cent d'abstentions*

544 Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

545 *14.5 Procédures de vote*

546 (1) Les procédures de vote sont les suivantes:

547 *a)* à main levée, en règle générale, à moins qu'un vote par appel nominal selon la procédure *b)* ou un vote au scrutin secret selon la procédure *c)* n'ait été demandé;

548 *b)* par appel nominal dans l'ordre alphabétique français des noms des Membres présents et habilités à voter:

549 1. si au moins deux délégations, présentes et habilitées à voter, le demandent avant le début du vote à moins qu'un vote au scrutin secret selon la procédure *c)* n'ait été demandé, ou

550 2. si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure *a)*;

551 *c)* au scrutin secret si cinq au moins des délégations présentes et habilitées à voter le demandent avant le début du vote.

552 (2) Avant de faire procéder au vote, le président examine toute demande concernant la façon dont celui-ci s'effectuera, puis il annonce officiellement la procédure de vote qui va être appliquée et la question mise aux voix. Il déclare ensuite que le vote a commencé et, lorsque celui-ci est achevé, il en proclame les résultats.

553 (3) En cas de vote au scrutin secret, le secrétariat prend immédiatement les dispositions propres à assurer le secret du scrutin.

554 (4) Si un système électronique adéquat est disponible et si la conférence en décide ainsi, le vote peut être effectué au moyen d'un système électronique.

555 *14.6 Interdiction d'interrompre un vote quand il est commencé*

556 Quand le vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative au déroulement du vote. Cette motion d'ordre ne peut comprendre de proposition entraînant une modification du vote en cours ou une modification du fond de la question mise aux voix. Le vote commence par la déclaration du président indiquant que le vote a commencé et il se termine par la déclaration du président proclamant des résultats.

557 *14.7 Explications de vote*

558 Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.

559 *14.8 Vote d'une proposition par parties*

560 (1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le président, avec l'approbation de l'auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.

561 (2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.

562 *14.9 Ordre de vote des propositions relatives à une même question*

563 (1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

564 (2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

565 *14.10 Amendements*

566 (1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui comporte uniquement une suppression, une adjonction à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition.

567 (2) Tout amendement à une proposition qui est accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

568 (3) Aucune proposition de modification n'est considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle est incompatible avec la proposition initiale.

569 *14.11 Vote sur les amendements*

570 (1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, c'est cet amendement qui est mis aux voix en premier lieu.

571 (2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, celui qui s'écarte le plus du texte original est mis aux voix en premier lieu. Si cet amendement ne recueille pas la majorité des suffrages, celui des amendements parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original est ensuite mis aux voix et ainsi de suite jusqu'à ce que l'un des amendements ait recueilli la majorité des suffrages; si tous les amendements proposés ont été examinés sans qu'aucun d'eux ait recueilli une majorité, la proposition originale non amendée est mise aux voix.

572 (3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

573 *14.12 Répétition d'un vote*

574 (1) S'agissant des commissions, sous-commissions et groupes de travail d'une conférence ou d[illegible]réunion, une proposition, une partie d'une proposition ou un am[illegible]t ayant déjà fait l'objet d'une décision à la suite d'un vote dans une des commissions, ou sous-commissions ou dans un des groupes de travail, ne peut pas être mis aux voix à nouveau dans la même commission ou sous-commission ou dans le même groupe de travail. Cette disposition s'applique quelle que soit la procédure de vote choisie.

575 (2) S'agissant des séances plénières, une proposition, une partie d'une proposition ou un amendement ne doit pas être remis aux voix, à moins que les deux conditions suivantes soient remplies:

576 *a)* la majorité des Membres habilités à voter en fait la demande,

577 *b)* la demande de répétition du vote est faite au moins un jour franc après le vote.

15. Commissions et sous-commissions

Conduite des débats et procédure de vote

578 1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues au président de la conférence par la section 3 du présent règlement intérieur.

579 2. Les dispositions fixées à la section 12 du présent règlement intérieur pour la conduite des débats en séance plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

580 3. Les dispositions fixées à la section 14 du présent règlement intérieur sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions.

16. Réserves

581 1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

582 2. Toutefois, s'il apparait à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la révision d'un règlement, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

17. Procès-verbaux des séances plénières

583 1. Les procès-verbaux des séances plénières sont établis par le secrétariat de la conférence, qui en assure la distribution aux délégations le plus tôt possible et en tout cas au plus tard 5 jours ouvrables après chaque séance.

584 2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.

585 3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les principaux arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.

586 (2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit en règle générale l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.

587 4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée au numéro 586 en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

18. Comptes rendus et rapports des commissions et sous-commissions

588 1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés, séance par séance, dans des comptes rendus établis par le secrétariat de la conférence et distribués aux délégations 5 jours ouvrables au plus tard après chaque séance. Les comptes rendus mettent en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.

589 (2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue au numéro 586.

590 (3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion à la faculté à laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.

591 2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent sous une forme concise les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.

19. Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports

592 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance plénière ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans le cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.

593 (2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.

594 2. (1) Les procès-verbaux des dernières séances plénières sont examinés et approuvés par le président.

595 (2) Les comptes rendus des dernières séances d'une commission ou d'une sous-commission sont examinés et approuvés par le président de cette commission ou sous-commission.

20. Numérotage

596 1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés jusqu'à la première lecture en séance plénière. Les textes ajoutés portent provisoirement le numéro du dernier paragraphe précédent du texte primitif, auquel on ajoute «A», «B», etc.

597 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est normalement confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture, mais peut être confié au secrétaire général sur décision prise en séance plénière.

21. Approbation définitive

598 Les textes des Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par la séance plénière.

22. Signature

599 Les textes définitifs approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pouvoirs définis à l'article 67, en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

23. Communiqués de presse

600 Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du président de la conférence.

24. Franchise

601 Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organes permanents de l'Union qui assistent à la conférence et le personnel du secrétariat de l'Union détaché à la conférence, ont droit à la franchise postale, à la franchise des télégrammes ainsi qu'à la franchise téléphonique et télex dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et les exploitations privées reconnues concernés.

CHAPITRE XII

Autres dispositions

ARTICLE 78

Langues

602 1. (1) Lors des conférences de l'Union ainsi que des réunions du Conseil d'administration et des Comités consultatifs internationaux, des langues autres que celles indiquées aux numéros 120 et 127 peuvent être employées:

603 *a)* s'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organe permanent intéressé d'assurer l'utilisation d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, orales ou écrites, et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée;

604 *b)* si une délégation prend elle-même des dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une des langues indiquées au numéro 127.

605 (2) Dans le cas prévu au numéro 603, le secrétaire général ou le chef de l'organe permanent concerné se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.

606 (3) Dans le cas prévu au numéro 604, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer à ses propres frais la traduction orale dans sa propre langue à partir de l'une des langues indiquées au numéro 127.

607 2. Tous les documents dont il est question aux numéros 122 à 126 peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont spécifiées à condition que les Membres qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.

ARTICLE 79

Finances

608 1. (1) Chaque Membre fait connaître au secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe de contribution qu'il a choisie.

609 (2) Le secrétaire général notifie cette décision aux Membres.

610 (3) Les Membres qui n'ont pas fait connaître leur décision dans le délai spécifié au numéro 608 conservent la classe de contribution qu'ils avaient choisie antérieurement.

611 (4) Les Membres peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.

612 2. (1) Tout nouveau Membre acquitte, au titre de l'année de son adhésion, une contribution calculée à partir du premier jour du mois de l'adhésion.

613 (2) En cas de dénonciation de la Convention par un Membre, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet.

614 3. Les sommes dues portent intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3% (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6% (six pour cent) par an à partir du septième mois.

615 4. Les dispositions suivantes s'appliquent aux contributions des exploitations privées reconnues, organismes scientifiques ou industriels et organisations internationales:

616 *a)* les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer. De même, les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles sont convenues de participer ou ont participé aux termes du numéro 358;

617 *b)* les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins que, sous réserve de réciprocité, elles n'aient été exonérées par le Conseil d'administration;

618 *c)* les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions selon les dispositions des numéros 616 et 617 choisissent librement, dans le tableau qui figure au numéro 111 de la Convention, la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses, à l'exclusion des classes de 1/4 et de 1/8 d'unité réservées aux Membres de l'Union, et ils informent le secrétaire général de la classe choisie;

619 *d)* les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant;

620 *e)* aucune réduction du nombre d'unités de contribution ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention;

621 *f)* en cas de dénonciation de la participation aux travaux d'un Comité consultatif international, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet;

622 *g)* le montant de l'unité contributive des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer est fixé à 1/5 de l'unité contributive des Membres de l'Union. Ces contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt conformément aux dispositions du numéro 614;

623 *h)* le montant de l'unité contributive aux dépenses d'une conférence administrative des exploitations privées reconnues qui y participent aux termes du numéro 358 et des organisations internationales qui y participent, est fixé en divisant le montant total du budget de la conférence en question par le nombre total d'unités versées par les Membres au titre de leur contribution aux dépenses de l'Union. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt à partir du soixantième jour qui suit l'envoi des factures, aux taux fixés au numéro 614.

624 5. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres, groupes de Membres, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres, groupes, organisations ou autres.

625 6. Le prix de vente des publications aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est déterminé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir, en règle générale, les dépenses de reproduction et de distribution.

626 7. L'Union entretient un fonds de réserve constituant un capital de roulement permettant de faire front aux dépenses essentielles et de maintenir des réserves en espèces suffisantes pour éviter, dans la mesure du possible, d'avoir recours à des prêts. Le Conseil d'administration fixe annuellement le montant du fonds de réserve en fonction des besoins prévus. A la fin de chaque année financière, tous les crédits budgétaires qui n'ont pas été dépensés ou engagés sont placés dans le fonds de réserve. Les autres détails relatifs à ce fonds de réserve sont décrits dans le Règlement financier.

ARTICLE 80

Responsabilités financières des conférences administratives et des assemblées plénières des CCI

627 1. Avant d'adopter des propositions ayant des incidences financières, les conférences administratives et assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux tiennent compte de toutes les prévisions budgétaires de l'Union en vue d'assurer que ces propositions n'entraînent pas de dépenses supérieures aux crédits dont le Conseil d'administration peut disposer.

628 2. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif international ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer.

ARTICLE 81

Etablissement et reddition des comptes

629 1. Les administrations des Membres et les exploitations privées reconnues qui exploitent des services internationaux de télécommunication doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.

630 2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au numéro 629 sont établis conformément aux dispositions des Règlements administratifs à moins d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.

ARTICLE 82

Arbitrage: procédure

(Voir article 50)

631 1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.

632 2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.

633 3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent ni être des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.

634 4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

635 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.

636 6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prévue aux numéros 634 et 635.

637 7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au numéro 633, et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celle des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.

638 8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.

639 9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.

640 10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.

641 11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a encourues à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

642 12. L'Union fournit tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres peuvent avoir besoin.

CHAPITRE XIII

Règlements administratifs

ARTICLE 83

Règlements administratifs

643 **Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs suivants:**

- **le Règlement télégraphique,**
- **le Règlement téléphonique,**
- **le Règlement des radiocommunications.**

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Nairobi, le 6 novembre 1982.

POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'AFGHANISTAN:

MOHAMMAD ASLAM WATANJAR
MOHAMMAD ZAREEN KARIMI
KHOWAJA AQA SHARAR
AZIZULLAH BURHANI

POUR LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE:

N. BOUHIRED
M. ALI BELHADJ
A. HAMZA

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:

H. VENHAUS
J. VON VACANO

POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA:

MARIA EDITH PINTO ALVES
JOSÉ ANTÓNIO SMITH

POUR LE ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE:

RABEA SADIK DAHLAN
TAHER JAMEL AABED
SAMY S. AL-BASHEER
OBAIDULLA H. MOHAMED

POUR LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE:

NICOLAS JOAQUIN MAZZARO
GRACIELA BRÍGIDA MEALLA
MARCELO OTERO MOSTEIRIN
ANTONIO ERMETE CRISTIANI

POUR L'AUSTRALIE:

E. J. WILKINSON
M. R. RAMSAY
E. F. SANDBACH

POUR L'AUTRICHE:

DR. HEINRICH ÜBLEIS
DR. HEINRICH GÄRTNER
DR. WALTER KUDRNA
DR. KURT HENSELY

POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH:

A. B. M. TAHER
A. M. RASHED CHOWDHURY

POUR LA BARBADE:

NIGEL A. BARROW
C. M. THOMPSON
EUGENE V. FINGALL

POUR LA BELGIQUE:

VICOMTE GEORGES VILAIN XIIII
JOZEF DE PROFT
MICHEL GONY

JOZEF DE PROFT
MICHEL GONY

POUR LE BELIZE:

J. F. R. MARTIN

POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN:

FRANÇOIS DOSSOU
TAOFIQUI BOURAÏMA
ALPHONSE D'OLIVEIRA
FIDELIA AZODOGBEHOU
PATRICE HOUNGAVOU
DÉSIRÉ ADADJA
NASSIROU MACHIOUDI

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:

I. M. GRITSUK

POUR LA RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA:

JOSEPH M. B. SEKETE

POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL:

ARTHUR CEZAR ARAUJO ITUASSU

POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE:

N. KREKMANSKY

N. KREKMANSKY

POUR LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI:

PIERRE CLAVER GAHUNGU
ZACHARIE BANYIYEZAKO
THARCISSE NYAMWANA

POUR LA RÉPUBLIQUE-UNIE DU CAMEROUN:

P. KAMGA NJIKÉ
J. JIPGUEP
H. DJOUAKA
V. VEGA

POUR LE CANADA:

Alain Gourd

John A. Gilbert

ALAIN GOURD
JOHN A. GILBERT

POUR LA RÉPUBLIQUE DU CAP-VERT:

Maria Edith Alves

MARIA EDITH PINTO ALVES

POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:

COMMANDANT EMMANUEL MOKALO
JEAN-CYRILLE KOUNKOU
DOMINIQUE VIDAKOUA
JOSEPH KONDAOULE
JOSUÉ YONGORO
SIMON KOSSIGNON

POUR LE CHILI:

JULIO SERGIO POLLONI PEREZ
MIGUEL L. PIZARRO ARAGONES
SERGIO A. ANGELLOTTI CÁDIZ
JORGE OSSA ARANGUA

POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE:

李玉奎

刘一远

LI YUKUI
LIU YUAN

POUR LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE:

ANDREAS G. SKARPARIS

POUR L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN:

Antonio Stefanizzi

MONSEIGNEUR P. PHAM VAN THUONG
ANTONIO STEFANIZZI

POUR LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:

HECTOR CHARRY SAMPER
ORLANDO GALLO SUAREZ

POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO:

BERNARD BALOUNDA
ISIDORE N'DONGABEKA
FLORENTIN BOUCKACKA
JULIEN BOUKAMBOU MIAKAMIOUE

POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:

SUK JAE KANG

POUR LE COSTA RICA:

MIGUEL LEÓN SOLER
MARCO T. DELGADO MORA

POUR LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE:

KOUASSI APETE
YAPO SAMSON BROU
LEON AKA BONNY
KOUASSI BLE
JULIENNE KOFFI
OUMAR DICOH

POUR CUBA:

FERNANDO GALINDO CASTELLANOS

POUR LE DANEMARK:

HANS JESPERSEN
J. F. PEDERSEN
JØRN JENSBY

POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE:

MOHAMED WAGDI ABDEL HAMID
IBRAHIM FATHI HASSAN KHATTAB
OLFAT ABDELHAI ABDEL HAMID SHAWKAT

POUR LA RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR:

MIGUEL LEÓN SOLER
MARCO T. DELGADO MORA

POUR L'ÉQUATEUR:

NELSON F. RUIZ CORAL
GABRIEL BERNAL GOMEZ

POUR L'ESPAGNE:

F. MOLINA NEGRO
J. M. NOVILLO-FERTRELL Y PAREDES

POUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

MICHAEL R. GARDNER
FRANCIS S. URBANY
KALMANN SCHAEFER

POUR L'ÉTHIOPIE:

INGIDAYEHU GIRMAW
GABRECHRISTO SEYOUM
ABEBE GOSHU
ALEMSEGED DEGEFA

POUR FIDJI:

G. H. RAILTON

POUR LA FINLANDE:

PEKKA TARJANNE
JORMA NIKKILÄ

POUR LA FRANCE:

YVES PLATTARD
MICHEL TOUTAN
MARIE HUET

POUR LA RÉPUBLIQUE GABONAISE:

DOMINIQUE HELLA-ONDO
NESTOR TCHIMINA
AARON NGUEMA-ALLOGO
JULES LEGNONGO
FABIEN MBENG EKOGHA

POUR LA RÉPUBLIQUE DE GAMBIE:

ASSANE NDIAYE

POUR LE GHANA:

PETER TETTEH DEBRAH
JOHN KOFI OYIMAH

POUR LA GRÈCE:

ALEXANDRE G. AFENDOULIS
VASSILI G. CASSAPOGLOU

POUR LA GRENADE:

FENNIS AUGUSTINE
RAY SMITH

POUR LA RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA:

RAFAEL A. LEMUS M.

POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE RÉVOLUTIONNAIRE DE GUINÉE:

ALAFE KOUROUMA
MAMADOU SALIOU DIALLO
KADIO KOLON FOFANA
M. FALILOU BAH

POUR LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE ÉQUATORIALE:

DEMETRIO ELO NDONG NSEFUMU
EMILIO MANGUE OYONO MEYE
CRISTOBAL NDONG MBA AYANG

POUR LE GUYANA:

KENNETH R. SHORTT
RONALD CASE

POUR LA RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA:

GABRIEL SEMPORÉ
GASTON ZONGO
AUGUSTINE BALIMA

POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE:

FERENC VALTER

POUR LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE:

T. V. SRIRANGAN
M. K. RAO
P. K. GARG
V. S. SESHADRI

POUR LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE:

R. SOEPANGAT
R. WIKANTO
ARNOLD PH. DJIWATAMPU
S. SOEGIHARTO
NAZARUDDIN NASUTION
P. SARTONO
MUNTOYO HADISUWARNO
S. A. JASIN

POUR LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN:

Sayed Mostafa Safavi

SAYED MOSTAFA SAFAVI

POUR LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ:

ALI M. ABDULAH SHABAN
JAWAD ABDUL AMIN KHAKI
DR. AMER JOMARD

POUR L'IRLANDE:

H. E. MICHAEL C. GREENE
F. G. McGOVERN
P. M. Ó CIONNAITH

POUR L'ISLANDE:

JÓN A. SKÚLASON

POUR L'ÉTAT D'ISRAËL:

M. SHAKKÉD
URI M. GORDON
G. ROSENHEIMER

POUR L'ITALIE:

MARCELLO SERAFINI

POUR LA JAMAÏQUE:

P. D. CROSS

POUR LE JAPON:

TERUO KOSUGI
MORIYA KOYAMA
MITSUO KOJIMA
TOSHIRO TAKAHASHI

POUR LE ROYAUME HACHÉMITE DE JORDANIE:

ENG. M. DABBAS

POUR LA RÉPUBLIQUE DU KENYA:

Hon. HENRY KIPRONO ARAP KOSGEY

POUR L'ÉTAT DU KOWEÏT:

ABDULLA M. AL SABEJ
SALMAN Y. AL ROOMI
AHEMAD R. AL HUMAIDA
ADEL A. AL EBRAHIM

POUR LE ROYAUME DU LESOTHO:

M. MATHIBELI
F. M. RAMAKOAE

POUR LE LIBAN:

MAURICE-HABIB GHAZAL

POUR LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET SOCIALISTE:

زكريا احمد فهمي الهمالي
علي محمد سالم النائلي
محمد صالح السبعي
محمد ابو القاسم الغاوي

ZAKARIA AHMED FAHMI EL HAMMALI
ALI MOHAMMED SALEM ENAYLI
MOHAMED SALEH ALSABEY
MOHAMED ABULGASSEM GHAWI

POUR LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:

Apothéloz

M. APOTHÉLOZ
J. MANZ

POUR LE LUXEMBOURG:

CHARLES DONDELINGER

POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE MADAGASCAR:

PASCAL RATOVONDRAHONA
BERNARD RABENORO

POUR LA MALAISIE:

MOHAMED BIN DARUS
CHAN YAN CHOONG

POUR LE MALAWI:

JASPER ANTOINE MBEKEANI
JAMES CHIDAMBO KAMFOSE
EWEN SANGSTER HIWA

POUR LA RÉPUBLIQUE DES MALDIVES:

HASSAN MAHIR

POUR LA RÉPUBLIQUE DU MALI:

MAMADOU BA

POUR LE ROYAUME DU MAROC:

MOHAMED MOUHCINE
MOHAMED MEZIATI
HASSAN LEBBADI
AHMED KHAOUJA

POUR LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE:

OUSMANE SAÏDOU SOW

POUR LE MEXIQUE:

AD REFERENDUM

ENRIQUE BUJ FLORES

POUR MONACO:

ETIENNE FRANZI

POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE

D. GARAM-OCHIR
L. BALGANSHOSH
L. NATSAGDORJ

POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU MOZAMBIQUE:

SMART EDWARD KATAWALA

POUR LE NÉPAL:

RAM PRASAD SHARMA

POUR LE NICARAGUA:

DR. NORMAN LACAYO RENER
ING. AUGUSTO GOMEZ ROMERO

POUR LA RÉPUBLIQUE DU NIGER:

DANDARE NAMBOUA
IDRISSA IBRAHIM
MOUNKAILA MOUSSA
HAMANI KINDO HASSANE

POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DU NIGÉRIA:

NUHU MOHAMMED
STEPHEN JERRY OKAFOR MBANEFO
IDRIS OLA LEDIJU
SHEHU ADEBAYO NASIRU
KEHINDE AYOOLA FADAHUNSI
JOHN ADEBAYO LATEJU
ALBERT ADEBAYO BEECROFT

POUR LA NORVÈGE:

KJELL HOLLER
IVAR MØKLEBUST
PER MORTENSEN
ARNE BØE

POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

D. C. ROSE
A. TURPIE
C. W. SINGLETON
W. J. GRAY

POUR LE SULTANAT D'OMAN:

H. E. KARIM AHMED AL HAREMI

POUR LA RÉPUBLIQUE DE L'OUGANDA:

Hon. AKENA P'OJOK
S. ELIPHAZ K. MBABAALI
BARNABAS L. KATO

POUR LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN:

ABDULLAH KHAN

POUR LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE:

D. P. KAMARA
K. MAITAVA
G. H. RAILTON

POUR LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY:

RAUL FERNANDEZ GAGLIARDONE
JALEI GARCIA

POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS:

PHILIPPUS LEENMAN

POUR LE PÉROU:

CARLOS A. ROMERO SANJINES
ROBERTO KANNA UESU

POUR LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:

CEFERINO S. CARREON

POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE:

LEON KOŁATKOWSKI

POUR LE PORTUGAL:

AFONSO DE CASTRO
JOSÉ ANTÓNIO DA SILVA GOMES
JOÃO VERSTEEG

POUR L'ÉTAT DU QATAR:

FUAD ABBAS
IBRAHIM A. AL MAHMOOD

POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE:

عن وفد الجمهورية العربية السورية
وزير المواصلات المهندس محمد رضا الكردي
المدير العام المهندس مكرم عبيد
مدير الدراسات الفنية
المهندس احمد مرعي النفاخ

ENG. M. R. AL KURDI
ENG. M. OBEID
ENG. A. M. NAFFAKH

POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE:

DR. MANFRED CALOV

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:

VLADIMIR DELIKATNYI

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE:

I. TĂNASE

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD:

J. H. M. SOLOMON
A. MARSHALL
J. F. R. MARTIN

POUR LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE:

JEAN KAJYIBWAMI
ASSUMANI BIZIMANA

POUR LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN:

PIETRO GIACOMINI

POUR LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL:

ASSANE NDIAYE
MAHMOUDOU SAMOURA
MARIE-JEANNE NDIAYE
LEON DIA
ASSANE GUEYE
SOULEYMANE MBAYE
ALIOUNE BADARA KEBE
GUILA THIAM
MAMADOU NDIAYE

POUR LA RÉPUBLIQUE DE SINGAPOUR:

LIM CHOON SAI

POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE SOMALIE:

H. E. ABDUKAHMAN HUSSEIN MOHAMOUD
ABDULKADIR MOHAMOUD WALAYO

POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU SOUDAN:

ABDALLA SIRAG ELDIN
HASSAN BABIKER MOHAMED
AWAD BABIKER ABDELGADIR
MAHMOUD TAMIM

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DÉMOCRATIQUE DE SRI LANKA:

AMBALAVARNAR SHANMUGARAJAH

POUR LA SUÈDE:

TONY HAGSTRÖM
T. LARSSON
ARNE RÅBERG

POUR LA CONFÉDÉRATION SUISSE:

M. APOTHÉLOZ
G. DUPUIS
J. MANZ
TH. MOECKLI-PELET
P. L. GALLI

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE:

MICHAL ONDREJKA

POUR LA THAÏLANDE:

SUCHART P. SAKORN
KANES SCHMARAKKUL
MANOTE MITRSOMWANG
WIDHYA BHOOLSUWAN

POUR LA RÉPUBLIQUE DU SURINAME:

JOHAN RICARDO NEEDE

POUR LE ROYAUME DU SWAZILAND:

VICTOR SYDNEY LEIBBRANDT
JOHN SELBY SIKHONDZE
BASILIO FANUKWENTE MANANA
JAMES PENZIE MBAYIYANE MHLANGA

POUR LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE:

J. A. MSAMBICHAKA
CHARLES KAZUKA
ABDULLA H. KHAMIS
W. J. G. MALLYA

POUR LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE:

A. DO AITHNARD
KOUMA SETHI NENONENE
KOSSIVI AYIKOE
K. HINVI EDJOSSAN
MAHAMA BOUKARI

POUR LE ROYAUME DES TONGA:

D. C. ROSE
A. TURPIE
C. W. SINGLETON
W. J. GRAY

POUR LA TUNISIE:

BRAHIM KHOUADJA
BECHIR GUEBLAOUI
RAOUF CHKIR
MOHAMED EZZEDINE
CHEDLY HELAL

POUR LA TURQUIE:

AHMET AKYAMAÇ
A. MÜNIR ÇAĞAVI
ENVER IBEK

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

Y. ZOUBAKOV

POUR LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY:

GILBERTO L. VERDIER
LUIS M. MELIDE

POUR LA RÉPUBLIQUE DU VENEZUELA:

LUIS MANUEL LEAÑEZ LUGO
HECTOR MIGUEL PALMA NUÑEZ
MARIA ELENA RODRIGUEZ C.
ABRAHAM EDUARDO MIZRAHI R.
CARLOS JULIO MARTINEZ G.
CARLOS A. SANCHEZ
MIGUEL LEON CASTRO

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM:

TRUONG VAN THOAN

POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN:

ABDULLA ALI AL-KHOURABI

POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DU YÉMEN:

KAMAL ABDULRAHIM

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE:

VUČIĆ ČAGOROVIĆ

POUR LA RÉPUBLIQUE DU ZAIRE

NDEZE MATABARO
LUTUI A ELONGA

POUR LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE:

H. E. MUSONDA JUSTIN CHIMBA
THOMAS NELSON CHINYONGA

POUR LA RÉPUBLIQUE DU ZIMBABWE:

DR. NAOMI NHIWATIWA
RAYMOND MUTAMBIRWA
ABNIEL WHENDERO
CHEMIST SIZIBA
DAVIS DAURAMANZI

ANNEXE 1

(Voir numéro 3)

Afghanistan (République démocratique d')
Albanie (République populaire socialiste d')
Algérie (République algérienne démocratique et populaire)
Allemagne (République fédérale d')
Angola (République populaire d')
Arabie saoudite (Royaume d')
Argentine (République)
Australie
Autriche
Bahamas (Commonwealth des)
Bahreïn (Etat de)
Bangladesh (République populaire du)
Barbade
Belgique
Belize
Bénin (République populaire du)
Biélorussie (République socialiste soviétique de)
Birmanie (République socialiste de l'Union de)
Bolivie (République de)
Botswana (République du)
Brésil (République fédérative du)
Bulgarie (République populaire de)
Burundi (République du)
Cameroun (République-Unie du)
Canada

Cap-Vert (République du)
Centrafricaine (République)
Chili
Chine (République populaire de)
Chypre (République de)
Cité du Vatican (Etat de la)
Colombie (République de)
Comores (République fédérale islamique des)
Congo (République populaire du)
Corée (République de)
Costa Rica
Côte d'Ivoire (République de)
Cuba
Danemark
Djibouti (République de)
Dominicaine (République)
Egypte (République arabe d')
El Salvador (République d')
Emirats arabes unis
Equateur
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Ethiopie
Fidji
Finlande
France
Gabonaise (République)

Gambie (République de)
Ghana
Grèce
Grenade
Guatemala (République du)
Guinée (République populaire révolutionnaire de)
Guinée-Bissau (République de)
Guinée équatoriale (République de)
Guyane

Haïti (République d')
Haute-Volta (République de)
Honduras (République du)
Hongroise (République populaire)

Inde (République de l')
Indonésie (République d')
Iran (République islamique d')
Iraq (République d')
Irlande
Islande
Israël (Etat d')
Italie
Jamaïque
Japon
Jordanie (Royaume hachémite de)
Kampuchea démocratique
Kenya (République du)
Koweït (Etat du)
Lao (République démocratique populaire)
Lesotho (Royaume du)
Liban
Libéria (République du)
Libye (Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste)
Liechtenstein (Principauté de)
Luxembourg

Madagascar (République démocratique de)
Malaisie
Malawi
Maldives (République des)
Mali (République du)
Malte (République de)
Maroc (Royaume du)
Maurice
Mauritanie (République islamique de)
Mexique
Monaco
Mongolie (République populaire de)
Mozambique (République populaire du)
Namibie
Nauru (République de)
Népal
Nicaragua

Niger (République du)
Nigéria (République fédérale du)
Norvège
Nouvelle-Zélande
Oman (Sultanat d')
Ouganda (République de l')
Pakistan (République islamique du)
Panama (République du)
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paraguay (République du)
Pays-Bas (Royaume des)
Pérou
Philippines (République des)
Pologne (République populaire de)
Portugal
Qatar (Etat du)
République arabe syrienne

République démocratique allemande
République populaire démocratique de Corée
République socialiste soviétique d'Ukraine
Roumanie (République socialiste de)
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Rwandaise (République)
Saint-Marin (République de)
Sao Tomé-et-Principe (République démocratique de)

Sénégal (République du)
Sierra Leone
Singapour (République de)
Somalie (République démocratique)
Soudan (République démocratique du)
Sri Lanka (République socialiste démocratique de)
Sudafricaine (République)
Suède

Suisse (Confédération)
Suriname (République du)
Swaziland (Royaume du)
Tanzanie (République-Unie de)
Tchad (République du)
Tchécoslovaque (République socialiste)

Thaïlande
Togolaise (République)
Tonga (Royaume des)
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turquie
Union des Républiques socialistes soviétiques
Uruguay (République orientale de l')
Venezuela (République du)
Viet Nam (République socialiste du)
Yémen (République arabe du)
Yémen (République démocratique populaire du)
Yougoslavie (République socialiste fédérative de)
Zaïre (République du)
Zambie (République de)
Zimbabwe (République du)

ANNEXE 2

Définition de certains termes employés dans la Convention et dans les Règlements de l'Union internationale des télécommunications

Définition de certains termes employés dans la Convention et dans les Règlements de l'Union internationale des télécommunications

2001 Aux fins de la présente Convention, les termes suivants ont le sens donné par les définitions qui les accompagnent.

2002 *Administration:* Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements.

2003 *Brouillage préjudiciable:* Brouillage qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité ou qui dégrade sérieusement, interrompt de façon répétée ou empêche le fonctionnement d'un service de radiocommunication utilisé conformément au Règlement des radiocommunications.

2004 *Correspondance publique:* Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter aux fins de transmission.

2005 *Délégation:* Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, conseillers, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.

Chaque Membre est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, de conseillers ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent aux télécommunications.

2006 *Délégué:* Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre de l'Union à une Conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

2007 *Expert:* Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel autorisé par le gouvernement ou l'administration de son pays à assister aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif international.

2008 *Exploitation privée:* Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunication destinée à assurer un service de télécommunication international ou susceptible de causer des brouillages préjudiciables à un tel service.

2009 *Exploitation privée reconnue:* Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 44 de la Convention sont imposées par le Membre sur le territoire duquel est installé le siège social de cette exploitation ou par le Membre qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunication sur son territoire.

2010 *Observateur:* Personne envoyée par:

- les Nations Unies, une institution spécialisée des Nations Unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique ou une organisation régionale de télécommunications pour participer à titre consultatif à la Conférence de plénipotentiaires, à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international;
- une organisation internationale, pour participer à titre consultatif à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international;
- le gouvernement d'un Membre de l'Union, pour participer sans droit de vote à une conférence administrative régionale;

conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

2011 *Radiocommunication:* Télécommunication réalisée à l'aide des ondes radioélectriques.

Note 1: Les ondes radioélectriques sont des ondes électromagnétiques dont la fréquence est par convention inférieure à 3 000 GHz, se propageant dans l'espace sans guide artificiel.

Note 2: Pour les besoins du numéro 83 de la Convention, le terme «radiocommunication» comprend également les télécommunications réalisées à l'aide d'ondes électromagnétiques dont la fréquence est supérieure à 3 000 GHz, se propageant dans l'espace sans guide artificiel.

2012 *Service de radiodiffusion:* Service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émission.

2013 *Service international:* Service de télécommunication entre bureaux ou stations de télécommunication de toute nature, situés dans des pays différents ou appartenant à des pays différents.

2014 *Service mobile:* Service de radiocommunication entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.

2015 *Télécommunication:* Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

2016 *Télégramme:* Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.

2017 *Télégrammes de service:* Télégrammes échangés entre:

a) les administrations;

b) les exploitations privées reconnues;

c) les administrations et les exploitations privées reconnues;

d) les administrations et les exploitations privées reconnues d'une part, et le secrétaire général de l'Union d'autre part;

et relatifs aux télécommunications publiques internationales.

2018 *Télégrammes et conversations téléphoniques d'Etat:* Télégrammes et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après:

- chef d'un Etat;
- chef d'un gouvernement et membres d'un gouvernement;
- commandant en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;
- agents diplomatiques ou consulaires;
- Secrétaire général des Nations Unies; chef des organes principaux des Nations Unies;
- Cour internationale de Justice.

Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.

2019 *Télégrammes privés:* Télégrammes autres que les télégrammes d'Etat ou de service.

2020 *Télégraphie:* Forme de télécommunication dans laquelle les informations transmises sont destinées à être enregistrées à l'arrivée sous forme d'un document graphique; ces informations peuvent dans certains cas être présentées sous une autre forme ou enregistrées pour un usage ultérieur.

Note: Un document graphique est un support d'information sur lequel est enregistré de façon permanente un texte écrit ou imprimé ou une image fixe, et qui est susceptible d'être classé et consulté.

2021 *Téléphonie:* Forme de télécommunication essentiellement destinée à l'échange d'informations sous la forme de parole.

ANNEXE 3

(Voir article 39)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications

Préambule

En raison des dispositions de l'article 57 de la Charte des Nations Unies et de l'article 26 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947, les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications conviennent de ce qui suit:

ARTICLE I

Les Nations Unies reconnaissent l'Union internationale des télécommunications, appelée ci-après «l'Union», comme l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures appropriées conformes à son Acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet Acte.

ARTICLE II

Représentation réciproque

1. L'Organisation des Nations Unies sera invitée à envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de toutes les conférences plénipotentiaires et administratives de l'Union; elle sera également invitée, après s'être dûment concertée avec l'Union, à envoyer des représentants pour assister à des réunions de Comités consultatifs internationaux ou à toutes autres réunions convoquées par l'Union, avec le droit de participer, sans vote, à la discussion de questions intéressant les Nations Unies.

2. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances de l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins de consultation sur les questions de télécommunication.

3. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances du Conseil économique et social des Nations Unies et du Conseil de tutelle, de leurs commissions et comités et à participer, sans droit de vote, à leurs délibérations quand il sera traité de points de l'ordre du jour auxquels l'Union serait intéressée.

4. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances des commissions principales de l'Assemblée générale au cours desquelles doivent être discutées des questions relevant de la compétence de l'Union, et à participer, sans droit de vote, à ces discussions.

5. Le Secrétariat des Nations Unies effectuera la distribution de tous exposés écrits présentés par l'Union aux Membres de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de ses commissions, et du Conseil de tutelle, selon le cas. De même, les exposés écrits présentés par les Nations Unies seront distribués par l'Union à ses Membres.

ARTICLE III

Inscription de questions à l'ordre du jour

Après les consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, l'Union inscrira à l'ordre du jour des conférences plénipotentiaires ou administratives, ou des réunions d'autres organes de l'Union, les questions qui lui seront proposées par les Nations Unies. Le Conseil économique et social et ses commissions, ainsi que le Conseil de tutelle inscriront pareillement à leur ordre du jour les questions proposées par les conférences ou les autres organes de l'Union.

ARTICLE IV

Recommandations des Nations Unies

1. L'Union, tenant compte du fait que les Nations Unies sont tenues de favoriser la réalisation des objectifs prévus à l'article 55 de la Charte, et d'aider le Conseil économique et social à exercer la fonction et le pouvoir que lui confère l'article 62 de la Charte de faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économiques, sociaux, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, et d'adresser des recommandations sur toutes ces questions aux institutions spécialisées intéressées; tenant compte également du fait que les articles 58 et 63 de la Charte disposent que l'Organisation des Nations Unies doit faire des recommandations pour coordonner les activités de ces institutions spécialisées et les principes généraux dont elles s'inspirent, convient de prendre les mesures nécessaires pour soumettre le plus tôt possible, à son organe approprié, à toutes fins utiles, toutes recommandations officielles que l'Organisation des Nations Unies pourra lui adresser.

2. L'Union convient d'entrer en consultation avec l'Organisation des Nations Unies, à la demande de celle-ci au sujet de ces recommandations, et de faire connaître en temps voulu, à l'Organisation des Nations Unies, les mesures qu'auront prises l'Union ou ses Membres, pour donner effet à ces recommandations ou sur tout autre résultat de ces mesures.

3. L'Union coopérera à toute autre mesure qui pourrait être nécessaire pour assurer la coordination pleinement effective des activités des institutions spécialisées et de celles des Nations Unies. Elle convient notamment de collaborer avec tout organe ou à tous organes que le Conseil économique et social pourrait établir pour faciliter cette coordination et de fournir tous renseignements qui pourraient être nécessaires pour atteindre ces fins.

ARTICLE V

Echange de renseignements et de documents

1. Sous réserve des mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents, les Nations Unies et l'Union procéderont à l'échange le plus complet et le plus rapide possible de renseignements et de documents, pour satisfaire aux besoins de chacune d'elles.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions du paragraphe précédent:

a) l'Union présentera aux Nations Unies un rapport annuel sur son activité;

b) l'Union donnera suite, dans toute la mesure possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou de renseignements que les Nations Unies pourraient lui adresser;

c) le Secrétaire général des Nations Unies procédera à des échanges de vues avec l'autorité compétente de l'Union, à la demande de celle-ci, pour fournir à l'Union les renseignements qui présenteraient pour elle un intérêt particulier.

ARTICLE VI

Assistance aux Nations Unies

L'Union convient de coopérer avec les Nations Unies, leurs organismes principaux et subsidiaires, et de leur fournir toute l'assistance qu'il lui sera possible, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Convention internationale des télécommunications, en tenant pleinement compte de la situation particulière de ceux des Membres de l'Union qui ne sont pas Membres des Nations Unies.

ARTICLE VII

Relations avec la Cour internationale de Justice

1. L'Union convient de fournir à la Cour internationale de Justice tous renseignements que celle-ci peut lui demander en application de l'article 34 de son statut.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies autorise l'Union à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs sur les questions juridiques qui se posent dans le domaine de sa compétence, autres que les questions concernant les relations mutuelles de l'Union avec l'Organisation des Nations Unies ou les autres institutions spécialisées.

3. Une requête de ce genre peut être adressée à la Cour par la Conférence plénipotentiaire ou par le Conseil administratif agissant en vertu d'une autorisation de la Conférence plénipotentiaire.

4. Quand elle demande un avis consultatif à la Cour internationale de Justice, l'Union informe de cette requête le Conseil économique et social.

ARTICLE VIII

Dispositions concernant le personnel

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent d'établir pour le personnel, dans toute la mesure possible, des normes, méthodes et dispositions communes destinées à éviter des contradictions graves dans les termes et conditions d'emploi, ainsi que la concurrence dans le recrutement du personnel et à faciliter les échanges de personnel qui paraîtraient souhaitables de part et d'autre pour utiliser au mieux les services de ce personnel.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de coopérer, dans toute la mesure possible, en vue d'atteindre les fins ci-dessus.

ARTICLE IX

Services statistiques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de s'efforcer de réaliser une collaboration aussi étroite que possible, l'élimination de tout double emploi dans leur activité et l'utilisation la plus efficace possible de leur personnel technique dans le rassemblement, l'analyse, la publication, la normalisation, l'amélioration et la diffusion de renseignements statistiques. Elles conviennent d'unir leurs efforts pour tirer le meilleur parti possible des renseignements statistiques et pour alléger la tâche des gouvernements et des autres organismes appelés à fournir ces renseignements.

L'Union reconnaît que l'Organisation des Nations Unies est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques servant aux buts généraux des organisations internationales.

3. L'Organisation des Nations Unies reconnaît que l'Union est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques dans le domaine qui lui est propre, sans préjudice des droits de l'Organisation des Nations Unies de s'intéresser à de telles statistiques, dans la mesure où elles peuvent être nécessaires à la réalisation de ses propres objectifs ou au perfectionnement des statistiques du monde entier. Il appartiendra à l'Union de prendre toutes décisions concernant la forme sous laquelle ses documents de service seront établis.

4. En vue de constituer un centre de renseignements statistiques destiné à l'usage général, il est convenu que les données fournies à l'Union aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront, dans toute la mesure possible, accessibles à l'Organisation des Nations Unies, sur sa demande.

5. Il est convenu que les données fournies à l'Organisation des Nations Unies aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront accessibles à l'Union sur sa demande, dans toute la mesure où cela sera possible et opportun.

ARTICLE X

Services administratifs et techniques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union reconnaissent qu'il est souhaitable, pour utiliser de la manière la plus efficace le personnel et les ressources disponibles, d'éviter, chaque fois que cela sera possible, la création de services dont les travaux se font concurrence ou chevauchent, et, en cas de besoin, de se consulter à cette fin.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union prendront ensemble des dispositions en ce qui concerne l'enregistrement et le dépôt des documents officiels.

ARTICLE XI

Dispositions budgétaires et financières

1. Le budget ou le projet de budget de l'Union sera transmis à l'Organisation des Nations Unies en même temps qu'il sera transmis aux Membres de l'Union; l'Assemblée générale pourra faire des recommandations à l'Union à ce sujet.

2. L'Union aura le droit d'envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de l'Assemblée générale ou de toutes commissions de cette Assemblée à tout moment où le budget de l'Union sera en discussion.

ARTICLE XII

Financement des services spéciaux

1. Si l'Union se trouve contrainte, à la suite d'une demande d'assistance, de rapports spéciaux ou d'études, présentés par l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article VI ou à d'autres dispositions du présent accord, de faire face à d'importantes dépenses supplémentaires, les parties se consulteront pour déterminer comment faire face à ces dépenses de la manière la plus équitable possible.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union se consulteront également pour prendre les dispositions qu'elles jugeront équitables pour couvrir les frais des services centraux administratifs, techniques ou fiscaux et de toutes facilités ou assistance spéciales accordées par l'Organisation des Nations Unies à la demande de l'Union.

ARTICLE XIII

Laissez-passer des Nations Unies

Les fonctionnaires de l'Union auront le droit d'utiliser le laissez-passer des Nations Unies conformément aux accords spéciaux qui seront conclus par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les autorités compétentes de l'Union.

ARTICLE XIV

Accords entre institutions

1. L'Union convient d'informer le Conseil économique et social de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé entre l'Union et toute autre institution spécialisée ou toute autre organisation intergouvernementale ou toute organisation internationale non gouvernementale, et informera en outre le Conseil économique et social des détails de cet accord quand il sera conclu.

2. L'Organisation des Nations Unies convient d'informer l'Union de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé par toutes autres institutions spécialisées sur des questions qui peuvent intéresser l'Union et, en outre, fera part à l'Union des détails de cet accord quand il sera conclu.

ARTICLE XV

Liaison

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent des dispositions ci-dessus dans la conviction qu'elles contribueront à maintenir une liaison effective entre les deux organisations. Elles affirment leur intention de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires à cette fin.

2. Les dispositions concernant la liaison prévue par le présent accord s'appliqueront, dans toute la mesure appropriée, aux relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies, y compris ses bureaux régionaux ou auxiliaires.

ARTICLE XVI

Service de télécommunication des Nations Unies

1. L'Union reconnaît qu'il est important pour l'Organisation des Nations Unies de bénéficier des mêmes droits que les Membres de l'Union dans l'exploitation des services de télécommunication.

2. L'Organisation des Nations Unies s'engage à exploiter les services de télécommunication qui dépendent d'elle conformément aux termes de la Convention internationale des télécommunications et du Règlement annexé à cette Convention.

3. Les modalités précises d'application de cet article feront l'objet d'arrangements distincts.

ARTICLE XVII

Exécution de l'accord

Le Secrétaire général des Nations Unies et l'autorité compétente de l'Union pourront conclure tous arrangements complémentaires qui paraîtront souhaitables en vue de l'application du présent accord.

ARTICLE XVIII

Révision

Cet accord sera sujet à révision par entente entre les Nations Unies et l'Union sous réserve d'un préavis de six mois de la part de l'une ou de l'autre partie.

ARTICLE XIX

Entrée en vigueur

1. Le présent accord entrera provisoirement en vigueur après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence plénipotentiaire des télécommunications tenue à Atlantic City, en 1947.

2. Sous réserve de l'approbation mentionnée au paragraphe 1, le présent accord entrera officiellement en vigueur en même temps que la Convention internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947 ou à une date antérieure selon la décision de l'Union.

PROTOCOLE FINAL (*)

à la

Convention internationale des télécommunications

(Nairobi, 1982)

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982):

1

Pour la République populaire révolutionnaire de Guinée:

La Délégation de la République populaire révolutionnaire de Guinée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou ne se conforment pas de quelque manière que ce soit aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés ou encore si les réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

2

Pour la France:

La Délégation française réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

3

Pour la Thaïlande:

La Délégation de la Thaïlande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays quelconque n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si les réserves formulées par un pays quelconque devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Thaïlande ou conduire à une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

4

Pour la République islamique de Mauritanie:

La Délégation du Gouvernement de la République islamique de Mauritanie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

5

Pour la République algérienne démocratique et populaire:

La Délégation de la République algérienne démocratique et populaire à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si les réserves formulées par les autres Membres devaient compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

(*) *Note du Secrétariat général:* Les textes du Protocole final sont rangés par ordre chronologique de leur dépôt.

Dans la Table des matières ces textes sont classés par ordre alphabétique des noms de pays.

6

Pour la Malaisie:

La Délégation de la Malaisie

1. réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part aux dépenses de l'Union ou manqueraient, de quelque manière que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Malaisie;

2. déclare que la signature de la Convention susmentionnée et la ratification éventuelle de celle-ci par le Gouvernement de la Malaisie n'ont aucune valeur en ce qui concerne le Membre figurant à l'annexe 1 sous le nom d'Israël, et n'impliquent d'aucune manière la reconnaissance de ce Membre par le Gouvernement de la Malaisie.

7

Pour Monaco:

La Délégation de la Principauté de Monaco réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles y attachés ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres compromettaient le parfait et efficace fonctionnement de ses services de télécommunication.

Pour la République fédérale du Nigéria:

En signant la présente Convention, la Délégation de la République fédérale du Nigéria déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient de quelque manière que ce soit le bon fonctionnement des services de télécommunication de la République fédérale du Nigéria.

9

Pour la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein:

1. Les Délégations des pays susmentionnés réservent le droit de leurs Gouvernements de prendre les mesures nécessaires à la protection de leurs intérêts si des réserves déposées ou d'autres mesures prises devaient avoir pour conséquences de porter atteinte au bon fonctionnement de leurs services de télécommunication ou de conduire à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union.

2. En ce qui concerne l'article 83 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs Administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans ledit article.

10

Pour la République argentine:

1. En signant la présente Convention, la Délégation de la République argentine déclare, au nom de son Gouvernement, que toute référence du Protocole final de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, Kenya, 1982) ou de tout autre document de la Conférence, aux îles Malouines, aux îles de la Géorgie du Sud et aux îles Sandwich du Sud, sous la dénomination erronée de «îles Falkland et leurs dépendances», n'affecte en rien les droits souverains de la République argentine sur lesdites îles.

2. L'occupation de ces îles par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, à la suite d'un acte de force que n'a jamais accepté la République argentine, a conduit l'Organisation des Nations Unies, dans les résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII) et 31/49 de l'Assemblée générale, à inviter les deux parties à rechercher un règlement pacifique de ce conflit de souveraineté sur lesdites îles et à les prier instamment d'entreprendre des négociations en vue de mettre fin à une situation coloniale.

3. De plus, il convient de signaler que toute référence des mêmes documents au prétendu «Territoire antarctique britannique» n'affecte en rien les droits de la République argentine dans le secteur antarctique argentin et que cette mention figure à l'article IV du Traité antarctique conclu à Washington le 1er décembre 1959, dont la République argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont tous deux signataires.

11

Pour la République des Philippines:

La Délégation de la République des Philippines réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qui pourraient être nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union, ce qui pourrait entraîner une augmentation de la contribution des Philippines, ou s'ils manquaient, de quelque autre manière que ce soit, aux obligations de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si les réserves faites par d'autres pays avaient pour conséquence de léser les intérêts des Philippines.

12

Pour Barbade:

La Délégation de Barbade réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un ou plusieurs Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou si les réserves d'autres Membres peuvent compromettre les services de télécommunication de Barbade.

13

Pour la République du Venezuela:

La Délégation de la République du Venezuela réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Membres, actuels ou futurs, ne contribueraient pas aux dépenses de l'Union, ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication. En outre, conformément à sa politique internationale, le Gouvernement du Venezuela n'accepte pas l'arbitrage comme moyen de régler les différends. C'est la raison pour laquelle il formule des réserves au sujet des articles de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) qui traitent de cette question.

14

Pour la République socialiste de Roumanie:

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République socialiste de Roumanie déclare que le maintien de l'état de dépendance de certains territoires, [illegible] font référence les dispositions du Protocole additionnel III, n'est pas conforme aux documents adoptés par l'ONU concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, y compris la Déclaration relative aux principes de droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies qui a été adoptée à l'unanimité par la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU 2625 (XXV) du 24 octobre 1970 et qui proclame solennellement l'obligation des Etats de favoriser la réalisation du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, dans le but de mettre un terme sans retard au colonialisme.

15

Pour la République socialiste de Roumanie:

En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République socialiste de Roumanie réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures qu'il jugera utiles quant aux conséquences financières qui pourraient découler des Actes finals de la Conférence ou des réserves faites par d'autres Etats Membres, et notamment celles qui ont trait à une augmentation éventuelle de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

2. de faire toute déclaration ou réserve jusqu'au moment de la ratification de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

16

Pour la République rwandaise:

La Délégation de la République rwandaise à la Conférence réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures nécessaires pour protéger ses intérêts:

- si des Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union, entraînant ainsi une augmentation des parts contributives des autres pays Membres;
- si des Membres n'observaient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés;
- si des réserves formulées par d'autres administrations compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

17

Pour l'Italie:

La Délégation de l'Italie déclare que le Gouvernement italien ne peut accepter aucune conséquence financière susceptible de découler de réserves faites par d'autres gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982).

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres manquaient, de quelque manière que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

18

Pour la République du Guatemala:

La Délégation de la République du Guatemala à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982),

1. réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires et suffisantes pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves quelconques formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. réserve, de plus, à son Gouvernement, le droit de formuler toute déclaration ou réserve jusqu'au moment où il ratifiera la Convention (Nairobi, 1982).

19

Pour la République centrafricaine:

La Délégation de la République centrafricaine à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de sauvegarder ses intérêts si certains pays Membres de l'Union n'observaient pas les dispositions de la présente Convention internationale des télécommunications ou formulaient de façon anormale des réserves tendant à augmenter les parts de contributions de son pays aux dépenses de l'Union.

20

(ce numéro n'a pas été utilisé)

21

Pour Malawi:

En signant la présente Convention, la Délégation du Malawi réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la présente Convention, de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication.

22

Pour la République populaire du Bangladesh:

La Délégation de la République populaire du Bangladesh réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts:

1. si les réserves formulées par d'autres gouvernements de pays Membres de l'Union entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

2. si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou de ses annexes ou protocoles;

3. si les réserves formulées par d'autres gouvernements devaient compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

23

Pour la République populaire du Congo:

1. En signant le Protocole final de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République populaire du Congo réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne se conformeraient pas, de quelque manière que ce soit, aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si les réserves formulées par d'autres Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

2. La Délégation de la République populaire du Congo réserve en outre à son Gouvernement, le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible d'entraîner une éventuelle augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

24

Pour la République d'Iraq:

La Délégation de la République d'Iraq déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toute mesure qu'il estimera nécessaire pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si les réserves formulées par un tel Membre compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de l'Iraq ou conduisaient à une augmentation de la quote-part contributive de l'Iraq aux dépenses de l'Union.

25

Pour le Liban:

La Délégation du Liban déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toute mesure qu'il estimera nécessaire pou. sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (de Malaga-Torremolinos, 1973 et de Nairobi, 1982) ou si les réserves formulées par un tel Membre compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Liban ou conduisaient à une augmentation de la quote-part contributive du Liban aux dépenses de l'Union.

26

Pour la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste:

La Délégation de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou non les conséquences découlant de toute réserve formulée par d'autres pays, de nature à entraîner une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts et de ses services de télécommunication au cas où un Membre manquerait de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou des Règlements qui y sont annexés.

27

Pour Costa Rica:

La Délégation de Costa Rica réserve à son Gouvernement le droit de:

1. n'accepter aucune mesure financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa contribution à l'Union;

2. de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982);

3. de formuler les réserves qu'il estimera opportunes à l'égard des textes contenus dans la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) et qui pourraient affecter directement ou indirectement sa souveraineté.

28

Pour l'Etat d'Israël:

La Délégation de l'Etat d'Israël, au nom de son Gouvernement – réitérant le numéro XCIX du Protocole final à la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos, 1973 – déclare que les parties de la Résolution N° 74 relative à Israël reposent sur des allégations mensongères. Elles font valoir des considérations matérielles et juridiques qui ne sont fondées ni *de facto* ni *de jure*. Elles ne servent ni les buts véritables ni l'objet de l'UIT et Israël les rejette purement et simplement.

29

Pour la République d'Indonésie:

1. La Délégation de la République d'Indonésie réserve à son Gouvernement le droit:

a) de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications de 1982, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

b) de prendre toute autre mesure conforme à la Constitution et aux lois de la République d'Indonésie.

2. La Délégation indonésienne, au nom du Gouvernement de la République d'Indonésie, déclare qu'elle ne se juge pas tenue d'appliquer les dispositions de l'article 50, paragraphe 2, de la Convention internationale des télécommunications de 1982.

30

Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie:

La Délégation de la République socialiste fédérative de Yougoslavie réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures qu'il estime nécessaires pour protéger les intérêts de ses télécommunications si certains Membres n'observaient pas les dispositions de la présente Convention, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part aux dépenses de l'Union, ou si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

31

Pour la République populaire du Bénin:

La Délégation de la République populaire du Bénin à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si les réserves formulées par d'autres Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa contribution aux dépenses de l'Union.

32

Pour la République togolaise:

La Délégation de la République togolaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes, si un pays ne respectait pas les dispositions de la présente Convention ou si des réserves émises par certains Membres pendant la Conférence de Nairobi, 1982, ou lors de la signature ou de l'adhésion entraînaient des situations préjudiciables à ses services de télécommunication ou une augmentation estimée trop importante de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

33

Pour la République orientale de l'Uruguay:

La Délégation de la République orientale de l'Uruguay déclare, au nom de son Gouvernement, que celui-ci se réserve le droit de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou des annexes ou protocoles qui y sont joints, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

34

Pour la République démocratique d'Afghanistan:

La Délégation de la République démocratique d'Afghanistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre n'observe pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou des annexes et protocoles qui y sont joints, ou encore si les conséquences de toute réserve formulée par un autre pays lèsent ses intérêts, et plus particulièrement compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

3. de faire toute réserve ou déclaration avant qu'il ratifie la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

35

Pour l'Etat du Koweït et l'Etat du Qatar:

Les Délégations de l'Etat du Koweït et de l'Etat du Qatar déclarent que leurs Gouvernements se réservent le droit de prendre toutes mesures qu'ils jugeront nécessaires pour protéger leurs intérêts si un Membre de l'Union n'observe pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, Kenya, 1982), ou si les réserves qu'il a formulées compromettent le bon fonctionnement de leurs services de télécommunication ou entraînent une augmentation de la contribution du Koweït ou du Qatar aux dépenses de l'Union.

36

Pour le Royaume du Lesotho:

La Délégation du Lesotho déclare au nom de son Gouvernement:

1. qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves formulées par un pays quel qu'il soit, et réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires;

2. qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si d'autres pays n'observaient pas les dispositions de la présente Convention (Nairobi, 1982), ou des annexes ou protocoles qui y sont joints, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

37

Pour la République démocratique d'Afghanistan, la République algérienne démocratique et populaire, le Royaume d'Arabie saoudite, la République populaire du Bangladesh, la République islamique d'Iran, la République d'Iraq, le Royaume hachémite de Jordanie, l'Etat du Koweït, le Liban, la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, la République des Maldives, le Royaume du Maroc, la République islamique de Mauritanie, le Sultanat d'Oman, la République islamique du Pakistan, l'Etat du Qatar, la République arabe syrienne, la République démocratique Somalie, la République démocratique du Soudan, la Tunisie, la République arabe du Yémen, la République démocratique populaire du Yémen:

Les Délégations des pays ci-dessus à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ainsi que la ratification éventuelle de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs, ne sont pas valables vis-à-vis de l'entité sioniste figurant dans l'annexe 1 à la Convention sous la prétendue appellation d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

38

Pour la République de Singapour:

La Délégation de la République de Singapour réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre de l'Union manque, de quelque manière que ce soit, aux obligations qui découlent de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou des annexes et des protocoles qui y sont joints, ou si les réserves faites par un pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

39

Pour la République de Corée:

La Délégation de la République de Corée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estime nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre de l'Union ne prend pas sa part des dépenses de l'Union ou n'observe pas les dispositions de la présente Convention, ou des annexes, protocoles et règlements qui y sont joints, ou si des réserves faites par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

40

Pour la République du Sénégal:

En signant la présente Convention, la Délégation de la République du Sénégal déclare au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres gouvernements ayant pour conséquence l'augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

Par ailleurs, la République du Sénégal se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle jugera utiles à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), des annexes ou protocoles qui y sont attachés ou au cas où les réserves émises par d'autres pays tendraient à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

41

Pour la République du Burundi:

La Délégation de la République du Burundi réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque façon que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés;

2. d'accepter ou non toute mesure susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive.

42

Pour le Ghana:

La Délégation du Ghana réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si le non-respect de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), des annexes et protocoles qui y sont attachés, ou les réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

43

Pour la République démocratique de Madagascar:

La Délégation de la République démocratique de Madagascar réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera utiles pour protéger ses intérêts au cas où les Membres de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si des réserves formulées par d'autres pays venaient à compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune incidence financière résultant des réserves faites par d'autres gouvernements participant à la présente Conférence.

44

Pour la République islamique du Pakistan:

La Délégation du Gouvernement du Pakistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) se réserve le droit d'accepter ou non les conséquences qui pourraient résulter du non-respect, par tout autre Membre de l'Union, des dispositions de la Convention (1982) ou des Règlements y annexés.

45

Pour la République-Unie du Cameroun:

La Délégation de la République-Unie du Cameroun à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts, si les réserves émises par d'autres délégations ou le non-respect de la présente Convention tendaient à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

En outre, le Gouvernement de la République-Unie du Cameroun n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres délégations à la présente Conférence, ayant pour effet l'augmentation de sa contribution aux dépenses de l'Union.

46

Pour la Turquie:

La Délégation du Gouvernement de la Turquie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts, si des réserves formulées par d'autres Membres de l'Union entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve de plus à son Gouvernement le droit de procéder à une réduction proportionnelle à la contribution de la Turquie au titre de toute rubrique ou sous-rubrique du budget, au cas où des réserves émises par d'autres parties se traduiraient par le non-versement par ces parties des parts contributives dues au titre de cette rubrique ou sous-rubrique.

47

Pour la République arabe syrienne:

La Délégation de la République arabe syrienne déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un Membre manquerait, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si des réserves formulées par un Membre compromettaient ses services de télécommunication ou conduisaient à une augmentation de la part contributive de la République arabe syrienne aux dépenses de l'Union.

48

Pour la République socialiste du Viet Nam:

Au nom de son Gouvernement, la Délégation de la République socialiste du Viet Nam à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) déclare ce qui suit:

1. elle confirme une fois de plus la position du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, exposée dans la déclaration de son Ministère des affaires étrangères, en date du 7 août 1979, à savoir que les archipels Hoang Sa (Paracels) et Truong Sa (Spratly ou Spratley) font partie intégrante du territoire de la République socialiste du Viet Nam. Par conséquent, le Gouvernement du Viet Nam ne peut accepter les modifications de l'attribution de fréquences et les délimitations des subdivisions des zones 6D, 6F et 6G, figurant dans les Actes finals (ADD 27/132A) de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles aéronautiques (Genève, 1978). Etant donné que ces dispositions affectent les services aéronautiques de télécommunication du Viet Nam et ceux de certains autres pays de la région, elles devront être révisées par les prochaines Conférences administratives mondiales des radiocommunications pour les services mobiles;

2. elle réserve en outre à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune autre disposition du Règlement des radiocommunications qui pourrait porter préjudice à ses services de télécommunication, et celui de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts et ses services de télécommunication.

49

Pour la République gabonaise:

La Délégation de la République gabonaise réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si des réserves faites par d'autres Membres peuvent compromettre ses services de télécommunication;

2. d'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter de ces réserves.

50

Pour la République de Côte d'Ivoire:

La Délégation de la République de Côte d'Ivoire déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves formulées dans la présente Convention (Nairobi, 1982) par d'autres gouvernements et qui pourraient entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union ou qui pourraient compromettre ses services de télécommunication.

51

(ce numéro n'a pas été utilisé)

52

Pour la République populaire de Bulgarie:

En signant la Convention internationale des télécommunications, la République populaire de Bulgarie déclare qu'elle se réserve le droit de prendre toutes mesures nécessaires pour protéger ses intérêts si d'autres Etats n'observent pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications ou si, par d'autres actes, ils portent atteinte à la souveraineté de la République populaire de Bulgarie.

53

Pour le Portugal:

La Délégation portugaise déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres gouvernements, qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle déclare aussi réserver à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

54

Pour la République fédérative du Brésil:

En signant ces Actes finals, qui devront être ratifiés par son Congrès national, la Délégation du Brésil réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Membres manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou de ses annexes et protocoles joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres risquent d'entraîner une augmentation de la contribution du Brésil aux dépenses de l'Union ou enfin si les réserves d'autres Membres risquent de compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

55

Pour la République démocratique Somalie:

La Délégation de la République démocratique Somalie déclare que son Gouvernement ne saurait accepter aucune des conséquences financières qui pourraient découler des réserves faites par d'autres gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982).

Elle réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts au cas où certains Membres, de quelque façon que ce soit, ne respectaient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient ses services de télécommunication.

56

Au nom de la République fédérale d'Allemagne:

La Délégation de la République fédérale d'Allemagne déclare officiellement à propos de l'article 83 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) qu'elle maintient les réserves faites au nom de la République fédérale d'Allemagne lors de la signature des Règlements mentionnés dans ledit article.

57

Au nom de la République fédérale d'Allemagne:

La Délégation de la République fédérale d'Allemagne réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou, de quelque autre manière que ce soit, ne respectent pas les dispositions de la Convention, de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou si des réserves formulées par d'autres pays sont de nature à accroître sa contribution aux dépenses de l'Union ou à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication. De plus, la Délégation de la République fédérale d'Allemagne formule, à titre de mesure conservatoire, une réserve contre toute modification de l'article 4 de la Convention internationale des télécommunications qui tendrait à inclure dans la Convention la coopération technique en tant qu'objet de l'Union; elle réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures nécessaires au cas où le budget ordinaire de l'Union s'en trouverait obéré.

58

Pour la République socialiste tchécoslovaque:

Au nom de son Gouvernement, la Délégation de la République socialiste tchécoslovaque déclare que, en signant la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), elle laisse ouverte la question de l'adoption du Règlement des radiocommunications (Genève, 1979).

59

Pour le Chili:

La Délégation du Chili tient à signaler que chaque fois qu'apparaissent dans la Convention internationale des télécommunications, dans ses annexes, dans les Règlements, ou dans des documents de quelque nature que ce soit, des mentions ou des références à des «territoires antarctiques» comme dépendances d'un Etat quelconque, ces mentions ou références ne s'appliquent pas, et ne peuvent pas s'appliquer, au secteur antarctique chilien, compris entre 53° et 90° de longitude ouest, qui fait partie intégrante du territoire national de la République du Chili et sur lequel cette République possède des droits imprescriptibles et exerce sa souveraineté.

Eu égard à ce qui précède, le Gouvernement du Chili se réserve le droit de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Etats porteraient atteinte, de quelque manière que ce soit, à tout ou partie du territoire défini ci-dessus, en invoquant les dispositions de ladite Convention, de ses annexes ou de ses protocoles et/ou des Règlements y afférents.

60

Pour le Chili:

La Délégation du Chili à la Conférence de plénipotentiaires réserve à son Gouvernement le droit de formuler les réserves qu'il jugera nécessaires au sujet des textes contenus dans la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), dans ses annexes, dans ses protocoles ou dans les Règlements y afférents et qui affectent directement ou indirectement le fonctionnement de ses services de télécommunication ou qui portent atteinte à sa souveraineté.

Elle lui réserve aussi le droit de protéger ses intérêts au cas où les réserves d'autres gouvernements entraîneraient une augmentation de sa contribution aux dépenses de l'Union.

61

Pour la République du Niger:

La Délégation de la République du Niger à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention ou des Règlements, ou encore si des réserves formulées par ces Membres compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Niger;

2. d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves propres à entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

62

Pour la Grèce:

En signant la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République de Grèce à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) déclare formellement qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures conformes à la Constitution, à la législation et aux engagements internationaux de la République de Grèce, qu'il pourra estimer ou juger nécessaires ou utiles pour protéger et sauvegarder ses droits et intérêts nationaux au cas où des Etats Membres de l'Union manqueraient, de quelque manière que ce soit, de respecter les dispositions de la présente Convention et de ses annexes, protocoles et Règlements qui y sont attachés, ou de s'y conformer ou encore au cas où ils ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union.

Elle réserve également le droit à son Gouvernement de n'accepter aucune conséquence de toutes réserves formulées par d'autres parties contractantes qui, entre autres choses, pourraient entraîner une augmentation de sa propre quote-part contributive aux dépenses de l'Union, ou encore si les réserves en question devaient compromettre le bon et efficace fonctionnement des services de télécommunication de la République de Grèce.

63

Pour Papouasie-Nouvelle-Guinée:

La Délégation de Papouasie-Nouvelle-Guinée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou s'ils manquent, de quelque autre manière que ce soit, aux obligations qui découlent de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou des annexes et des protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement des services de télécommunication de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

64

Pour la République-Unie de Tanzanie:

La Délégation de la République-Unie de Tanzanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si les réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

65

Pour la Guyane:

La Délégation de la Guyane réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si les réserves et les actions d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

66

Pour la République de Haute-Volta:

La Délégation de la République de Haute-Volta à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) réserve à son Gouvernement le droit:

1. de refuser toutes mesures financières de nature à augmenter sa part contributive aux dépenses de l'Union;

2. de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où des Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou des annexes, Règlements et protocoles y afférents, ou encore si des réserves formulées par d'autres Etats Membres compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

67

Pour la République de l'Inde:

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République de l'Inde n'accepte pour son Gouvernement aucune conséquence financière résultant des réserves qui pourraient être faites par un Membre au sujet des finances de l'Union.

2. De plus, la Délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre, en tant que de besoin, les mesures propres à assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organes permanents, ainsi que l'application des dispositions de base du Règlement général et des Règlements administratifs annexés à la Convention si un pays quelconque fait des réserves et/ou n'accepte pas les dispositions de la Convention.

68

Pour la Jamaïque:

La Délégation de la Jamaïque réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Jamaïque ou entraînaient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

69

Pour Cuba:

En signant les Actes finals de la présente Conférence de plénipotentiaires, l'Administration de la République de Cuba tient à bien préciser que, devant les déclarations par lesquelles le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a fait connaître son intention d'émettre vers Cuba des programmes de radiodiffusion à des fins subversives et déstabilisatrices – déclarations qui contreviennent aux dispositions de la Convention de l'Union internationale des télécommunications – elle se réserve le droit d'utiliser, quand elle le jugera nécessaire, les moyens dont elle dispose et d'appliquer toutes les mesures qu'elle jugera opportunes pour assurer le meilleur fonctionnement possible de ses services de radiodiffusion.

70

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Profondément troublés par l'évolution des débats de la Conférence de plénipotentiaires de 1982 de l'UIT, les Etats-Unis d'Amérique se réservent le droit de faire toutes réserves et déclarations particulières appropriées avant de ratifier la Convention de l'Union internationale des télécommunications. La préoccupation générale des Etats-Unis d'Amérique est motivée par l'absence regrettable, dans tous les secteurs de l'Union, d'une planification financière réaliste, par la politisation de l'Union et par l'obligation imposée à celle-ci d'offrir une coopération et une assistance techniques qui seraient mieux assurées par le Programme des Nations Unies pour le développement et par le secteur privé. Cette déclaration est nécessairement de caractère général, vu l'incapacité dans laquelle se trouve la Conférence d'achever l'essentiel de ses travaux avant le délai fixé pour la présentation des réserves.

71

Pour la Nouvelle-Zélande:

La Délégation de la Nouvelle-Zélande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Nouvelle-Zélande.

72

Pour le Royaume des Tonga:

La Délégation de la Nouvelle-Zélande, au nom du Gouvernement du Royaume des Tonga, réserve à ce Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient, de quelque autre façon, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Royaume des Tonga.

73

Pour la République populaire de Bulgarie, la République populaire hongroise, la République populaire de Mongolie, la République populaire de Pologne, la République démocratique allemande et la République socialiste tchécoslovaque:

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation non justifiée de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'ils jugeront nécessaires pour sauvegarder leurs intérêts.

De plus, elles leur réservent également le droit de faire toute déclaration ou réserve au moment de la ratification de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

74

Pour la République du Kenya:

La Délégation de la République du Kenya déclare, au nom de son Gouvernement et conformément aux pouvoirs qui lui sont dévolus:

1. qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour sauvegarder et protéger ses intérêts si un Membre, quel qu'il soit, n'observe pas, comme il y est tenu, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982);

2. que le Gouvernement de la République du Kenya décline toute responsabilité en ce qui concerne les conséquences qui pourraient résulter des réserves émises par des Membres de l'Union.

75

(ce numéro n'a pas été utilisé)

76

Pour le Mexique:

La Délégation du Mexique déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si les réserves formulées par des Membres compromettent les services de télécommunication du Mexique ou entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

77

Pour le Nicaragua:

En signant la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République du Nicaragua réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il juge nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où les réserves formulées par d'autres Gouvernements entraîneraient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union ou compromettraient les services de télécommunication du Nicaragua.

78

Pour la République de Colombie:

La Délégation de la République de Colombie réserve à son Gouvernement le droit d'adopter toutes mesures qu'elle pourra juger nécessaires, conformément à sa législation nationale et au droit international, pour sauvegarder ses intérêts au cas où les réserves formulées par les représentants d'autres Etats pourraient compromettre les services de télécommunication de la Colombie ou le plein exercice de ses droits souverains, ainsi qu'au cas où l'application ou l'interprétation d'une disposition quelconque de la Convention rendraient ces mesures nécessaires.

79

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques:

En signant la Convention internationale des télécommunications, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclarent qu'elles se réservent le droit de prendre toutes mesures qu'elles jugeront nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où d'autres Etats manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications ou prendraient d'autres mesures susceptibles d'empiéter sur la souveraineté de l'U.R.S.S.

La République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques tiennent pour illégitime et ne reconnaissent pas la signature de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) par la Délégation du Chili.

Les Délégations de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques réservent à leurs Gouvernements le droit de n'accepter aucune décision d'ordre financier qui conduirait à une augmentation injustifiée de leurs contributions annuelles et résultant, en particulier, des modifications apportées au numéro 107, article 15, de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) par la Conférence de plénipotentiaires.

80

Pour l'Equateur:

La Délégation de l'Equateur déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle s'efforcera, dans la mesure du possible, d'observer les dispositions de la Convention approuvée par la présente Conférence (Nairobi, 1982) et réserve à son Gouvernement le droit:

a) d'adopter toutes mesures nécessaires pour protéger ses ressources naturelles, ses services de télécommunication et ses autres intérêts, dans le cas où ils seraient compromis par suite de l'inapplication des dispositions de ladite Convention et de ses annexes, ou des réserves formulées par d'autres pays Membres de l'Union;

b) de prendre toute autre décision, conformément à sa législation et au droit international, pour défendre ses droits souverains.

81

Pour l'Espagne:

La Délégation de l'Espagne déclare au nom de son Gouvernement que le mot «pays» utilisé dans le préambule, les articles 1 et 2 et d'autres dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) au sujet des Membres et de leurs droits et obligations, est pour ledit Gouvernement synonyme du terme «Etat souverain» et qu'il a la même valeur, la même portée et le même contenu juridique et politique.

82

Pour l'Espagne:

La Délégation de l'Espagne déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune des réserves formulées par d'autres gouvernements et qui impliqueraient une augmentation de ses obligations financières à l'égard de l'Union.

83

Pour le Nicaragua:

Le Gouvernement de la République de Nicaragua se réserve le droit de formuler toute déclaration ou réserve jusqu'à ce qu'il ratifie la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

84

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

I

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

II

Le Royaume-Uni note que la Conférence a adopté une réduction de 10% de certains des plafonds financiers proposés dans le projet de Protocole additionnel I pour la période commençant en 1984; cependant, cette réduction ne répond pas entièrement au souci exprimé à plusieurs reprises par de nombreuses délégations qui ont préconisé que l'Union ajuste ses dépenses futures aux ressources financières de tous les Membres de l'Union. Cette carence renforce la nécessité, pour le Conseil d'administration, de s'attacher très sérieusement à faire toutes les économies possibles dans le budget annuel de l'Union. Pour sa part, le Royaume-Uni réserve sa position concernant toute proposition impliquant des dépenses supérieures au montant total fixé au budget de l'Union pour 1983.

III

Le Royaume-Uni a appuyé les activités d'assistance technique des organes permanents de l'Union et le rôle éventuel de l'Union comme stimulant de la coopération technique par le Programme volontaire spécial adopté à la présente Conférence, ainsi que par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement. Toutefois, en l'absence d'instructions claires de la présente Conférence quant aux incidences financières de l'introduction de «l'assistance technique» dans les objectifs de l'Union, le Royaume-Uni se doit d'exprimer son inquiétude à propos de l'incidence que les dépenses consacrées à ces activités pourrait avoir sur l'aptitude de l'Union à exercer ses fonctions techniques normales. Par conséquent, le Royaume-Uni se réserve le droit, dans les discussions futures du budget de l'Union, d'insister pour que ces fonctions techniques normales viennent en priorité dans l'attribution des crédits de l'Union.

85

Pour le Canada:

La Délégation du Canada, notant l'ampleur de l'augmentation des plafonds financiers dans le Protocole additionnel I pour les années 1983 à 1989, réserve la position de son Gouvernement au sujet de l'acceptation des obligations financières imposées au titre du Protocole additionnel I, Dépenses de l'Union pour la période 1983 à 1989.

Conformément aux dispositions du paragraphe 2, section 16, de l'article 77 de la Convention internationale des télécommunications, la Délégation du Canada réserve en outre à son Gouvernement le droit de formuler toutes réserves supplémentaires qui pourraient être nécessaires jusques et y compris le moment où la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) aura été ratifiée par le Canada.

86

Pour le Pérou:

La Délégation du Pérou réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention ou de ses Règlements, ou encore si des réserves formulées par ces Membres compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Pérou;

2. d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves susceptibles d'entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

3. de formuler toute autre déclaration ou réserve jusqu'au moment où sera ratifiée la présente Convention.

87

Pour la République islamique d'Iran:

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République islamique d'Iran réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qui pourront être nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou si un Membre n'observe pas de quelque autre manière que ce soit, les dispositions de la Convention (Nairobi, 1982), ou des annexes et des protocoles qui y sont joints, ou encore si les réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

2. En outre, la Délégation de la République islamique d'Iran réserve à son Gouvernement le droit de prendre, s'il y a lieu, les mesures propres à assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organes permanents.

88

Pour l'Australie:

Au nom de son Gouvernement, la Délégation de l'Australie, notant que les débats qui ont eu lieu à la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi à propos des numéros 14 et 20 (article 4), du numéro 110 (article 15) et du numéro 1.1 du Protocole additionnel I, laissent subsister des doutes quant aux effets que l'application des nouvelles dispositions de l'article 4 pourrait avoir sur les ressources financières de l'Union, déclare qu'elle accepte les nouvelles dispositions de l'article 4 à condition que:

1. les activités de coopération technique et d'assistance technique financées sur le budget ordinaire excluent les activités de projets telles que la fourniture de matériel pour les systèmes;

2. la coopération technique et l'assistance technique financées sur les ressources propres de l'Union n'entraînent pas de modifications fondamentales et majeures pour les finances de l'Union internationale des télécommunications.

89

Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède:

1. En ce qui concerne les articles 42 et 83 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs Administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 83.

2. Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'ils n'acceptent aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

3. Les Délégations des pays susmentionnés réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou bien si un Membre manquait, de quelque autre manière, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), des annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de leurs services de télécommunication.

90

Pour la République de Colombie, la République populaire du Congo, l'Equateur, la République gabonaise, la République d'Indonésie, la République du Kenya, la République de l'Ouganda, la République démocratique Somalie:

Les Délégations des pays ci-dessus ratifient, quant au fond et compte tenu des nouvelles dispositions introduites dans la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les réserves N[os] 40, 42 et 79 formulées lors de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979), dans la mesure où elles s'appliquent aux résolutions, recommandation, protocoles et Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Nairobi, 1982).

91

Pour l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas:

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes et des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou enfin si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de leurs services de télécommunication.

92

Pour l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas:

En ce qui concerne l'article 83 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs Administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 83.

93

Pour la République du Zimbabwe:

En signant la présente Convention et avant sa ratification, le Gouvernement de la République du Zimbabwe formule les réserves suivantes:

1. sa signature ne signifie nullement qu'il excuse les actions agressives d'Israël contre ses voisins;

2. il ne reconnaît en aucune façon la politique de ségrégation raciale de la République sudafricaine, ni ses actions agressives en Namibie et ses activités de déstabilisation de la région de l'Afrique du Sud.

3. La Délégation de la République du Zimbabwe réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

94

Pour la République de Chypre:

A

La Délégation de la République de Chypre à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune incidence financière qui pourrait résulter de réserves faites par d'autres Etats parties à la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires ou utiles pour protéger ou sauvegarder ses intérêts ou ses droits nationaux si les Etats Membres de l'Union, de quelque manière que ce soit, n'observent pas les dispositions de la Convention précitée, de ses annexes, protocoles et Règlements, ou si des réserves formulées par d'autres Etats Membres compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

B

La Délégation de la République de Chypre à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) en signant la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982), déclare officiellement et fermement que le Gouvernement de la République de Chypre récuse, rejette et considère comme irrecevable toute contestation avancée par le passé ou qui pourrait l'être à tout moment dans l'avenir, par n'importe quel Etat Membre de l'Union partie à la Convention précitée, concernant l'intégrité et la souveraineté nationale de la République de Chypre sur l'ensemble de son territoire.

Elle déclare également que les régions du territoire de la République illégalement et temporairement occupées sont et restent partie intégrante et inséparable dudit territoire, dont les relations internationales relèvent de la compétence légale et de la responsabilité du Gouvernement de la République de Chypre.

En vertu de ce qui précède, le Gouvernement de la République de Chypre a le droit exclusif, entier, absolu et souverain de représenter dans les relations internationales la République de Chypre dans sa totalité, vu qu'elle est reconnue non seulement en droit international mais encore par tous les Etats, par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, ainsi que par toutes les autres organisations internationales ou intergouvernementales.

95

Pour la République d'El Salvador:

Le Gouvernement de la République d'El Salvador se réserve le droit de n'accepter aucune mesure financière qui pourrait entraîner une augmentation de sa contribution et de formuler les réserves qu'il jugera nécessaires au sujet des textes contenus dans la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) qui pourraient porter directement ou indirectement atteinte à sa souveraineté.

Il se réserve aussi le droit de prendre des mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

96

Pour Grenade:

En ce qui concerne la déclaration N° 13 de la Délégation de la République du Venezuela relative à la politique de son Gouvernement dans les affaires internationales, et selon laquelle le Venezuela n'accepte pas l'arbitrage en tant que moyen de règlement des différends, la Délégation de Grenade réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts si un Membre n'observe pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou les annexes et protocoles qui y sont joints, ou si les réserves formulées par d'autres Membres devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de Grenade.

97

Pour l'Etat d'Israël.

Les déclarations formulées par certaines délégations dans les numéros 6, 37, 93 (1) du Protocole final étant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des télécommunications et, par conséquent, dénuées de toute valeur juridique, le Gouvernement d'Israël tient à faire savoir officiellement qu'il rejette purement et simplement ces déclarations et qu'il considère qu'elles ne peuvent avoir aucune valeur pour ce qui est des droits et des obligations des Etats Membres de l'Union internationale des télécommunications.

De toute façon, le Gouvernement d'Israël se prévaudra des droits qui sont les siens pour sauvegarder ses intérêts au cas où les gouvernements de ces délégations violeraient de quelque manière que ce soit l'une quelconque des dispositions de la Convention ou des annexes, des protocoles ou des Règlements y annexés.

98

Pour le Royaume du Swaziland:

La Délégation du Royaume du Swaziland réserve le droit à son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres ne respecteraient pas, d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou les annexes et Règlements qui y sont joints, ou si des réserves faites par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

99

Pour la République de l'Ouganda:

En signant la présente Convention, la Délégation de la République de l'Ouganda déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne respectent pas leurs obligations envers l'Union en ce qui concerne la contribution aux dépenses ou s'ils n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de la République de l'Ouganda.

100

Pour la République du Mali:

La Délégation de la République du Mali déclare que son Gouvernement n'acceptera aucune augmentation de sa part contributive au budget de l'Union, en raison de la défaillance de quelque pays que ce soit au règlement de ses contributions et autres frais connexes, ou du fait des réserves émises par d'autres pays, ou encore du non-respect de la présente Convention par certains pays.

Elle réserve de plus à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qui s'imposeraient pour protéger ses intérêts en matière de télécommunication du fait du non-respect de la Convention de Nairobi (1982), par un pays Membre quelconque de l'Union.

101

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord prend acte de la déclaration N° 59 de la Délégation du Chili concernant les territoires antarctiques. Dans la mesure où cette déclaration peut viser le Territoire antarctique britannique, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tient à préciser qu'il ne doute nullement de son droit de souveraineté sur le Territoire antarctique britannique. A propos de ladite déclaration, la Délégation du Royaume-Uni attire l'attention sur les dispositions du Traité antarctique, et notamment sur l'article IV de ce Traité.

102

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration N° 10 faite par la Délégation argentine pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni sur les Iles Falkland et leurs dépendances, ainsi que sur le Territoire antarctique britannique et elle désire formellement réserver les droits du Gouvernement de Sa Majesté sur cette question. Les Iles Falkland et leurs dépendances ainsi que le Territoire antarctique britannique sont, et continuent à être, partie intégrante des territoires dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

La Délégation du Royaume-Uni ne peut pas non plus accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle l'appellation «Dépendances des Iles Falkland» est erronée, pas plus, dans la mesure où cette opinion se réfère à l'appellation «d'Iles Falkland», le fait que cette appellation soit erronée. En outre, la Délégation du Royaume-Uni ne peut pas accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle il convient d'associer le terme «Malouines» à la désignation des Iles Falkland et de leurs dépendances. La décision du Comité spécial des Nations Unies d'ajouter «Malouines» après cette désignation n'avait trait qu'aux documents du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'appellation de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et à leurs peuples et elle n'a pas été adoptée par les Nations Unies pour tous leurs documents. Cette décision ne concerne donc nullement la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ni ses annexes ou tous autres documents publiés par l'Union internationale des télécommunications.

Pour ce qui est des Résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII) et 31/49 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Délégation du Royaume-Uni n'accepte pas les raisons données par la Délégation argentine à cet égard. Le Royaume-Uni s'est abstenu lors du vote des deux premières Résolutions et s'est prononcé contre la troisième.

La Délégation du Royaume-Uni souligne également que, dans le courant de l'année, l'Argentine a interrompu, sans avertissement ou provocation, les négociations visant à régler ce différend, pour envahir les Iles Falkland.

La Délégation du Royaume-Uni note la référence de la Délégation argentine à l'article IV du Traité de l'Antarctique signé à Washington le 1[er] décembre 1959, mais elle tient à déclarer que cet article ne confirme ni ne justifie le pouvoir ou la souveraineté d'une puissance quelconque sur un territoire antarctique quel qu'il soit. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur le Territoire antarctique britannique.

103

Pour la Turquie:

En ce qui concerne la déclaration 94 (B) de la Délégation de Chypre, le Gouvernement turc considère que l'Administration gréco-chypriote actuelle ne représente que la partie méridionale de l'île de Chypre.

104

Pour la République fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grèce, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Principauté de Liechtenstein, le Luxembourg, Monaco, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Royaume des Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Confédération suisse:

Les Délégations des pays ci-dessus, se référant à la réserve formulée par la République de Colombie, la République populaire du Congo, l'Equateur, la République gabonaise, la République d'Indonésie, la République du Kenya, la République de l'Ouganda et la République démocratique Somalie dans la déclaration N° 90 estiment, pour autant que cette déclaration se réfère à la Déclaration de Bogota, signée le 3 décembre 1976 par les pays équatoriaux, et à la revendication de ces pays d'exercer des droits souverains sur des parties de l'orbite des satellites géostationnaires, que cette revendication ne peut être admise par la présente Conférence. En outre, les Délégations des pays ci-dessus souhaitent renouveler la déclaration faite à ce sujet, au nom de leurs Administrations, lors de la signature des Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979).

Elles souhaitent également affirmer que la référence à la «situation géographique de certains pays» dans l'article 33 ne signifie pas que l'on admette la revendication de droits préférentiels quelconques sur l'orbite des satellites géostationnaires.

105

Pour la République démocratique d'Afghanistan, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République populaire de Bulgarie, la République populaire hongroise, la République populaire de Mongolie, la République populaire de Pologne, la République démocratique allemande, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la République socialiste tchécoslovaque et l'Union des Républiques socialistes soviétiques:

Les Délégations des pays ci-dessus ne reconnaissent pas les prétentions qui visent à étendre la souveraineté d'Etat sur les parties de l'orbite des satellites géostationnaires, car elles sont contraires au statut de l'espace extra-atmosphérique selon le droit international universellement reconnu (déclaration N° 90).

106

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques:

Comme l'a déjà déclaré à maintes reprises le Gouvernement soviétique à propos de la question des prétentions territoriales dans l'Antarctique formulées par certains Etats, l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'a reconnu ni ne peut reconnaître comme légal aucun règlement séparé de la question de l'appartenance de l'Antarctique aux Etats (déclarations N^os 10 et 59).

107

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques:

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements le droit de faire toutes déclarations ou réserves qu'ils estimeront nécessaires lors de la ratification de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

108

Pour la République argentine:

En ce qui concerne la déclaration N° 59 du Protocole final de la Convention internationale des télécommunications adoptée par la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982), la République argentine réfute la déclaration, qui y est contenue, qu'elle soit formulée en particulier par l'Etat qui en est l'auteur ou par tout autre Etat, qui risquerait de compromettre les droits qu'elle a sur le secteur compris entre le 25ᵉ et le 74ᵉ degré de longitude ouest au sud du 60ᵉ degré de latitude sud qui comprend des territoires sur lesquels la République argentine exerce ses droits de souveraineté imprescriptibles et inaliénables.

109

Pour la République argentine:

La Délégation de la République argentine réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa contribution;

2. de prendre toutes mesures qu'il peut estimer opportunes afin de protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982);

3. de formuler les réserves qu'il peut estimer opportunes en ce qui concerne les textes qui sont inclus dans la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) et qui pourraient porter atteinte directement ou indirectement à sa souveraineté.

110

Pour la République du Botswana:

La Délégation de la République du Botswana déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourrait juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou des Règlements, annexes et protocoles qui y sont attachés, ou encore au cas où les réserves formulées par d'autres pays devraient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

111

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Prenant note de la déclaration formulée par l'Administration de Cuba (N° 69), les Etats-Unis d'Amérique réaffirment leur droit d'émettre vers Cuba sur des fréquences appropriées, libres de perturbations ou d'autres brouillages préjudiciables, et se réservent le droit de prendre toutes les mesures nécessaires en ce qui concerne le brouillage existant et tout brouillage éventuel que Cuba causerait au service de radiodiffusion des Etats-Unis.

112

Pour le Chili:

La Délégation du Chili à la Conférence de plénipotentiaires s'oppose, dans le fond et dans la forme, à la déclaration des Républiques soviétiques de Biélorussie, d'Ukraine et de l'U.R.S.S. qui figure au numéro 79 du Protocole final et qui la concerne, et elle estime que ces Délégations n'ont ni le pouvoir ni «l'autorité morale» pour se constituer en tribunal habilité à juger de la légalité des délégations accréditées à la présente Conférence, outrepassant ainsi les décisions de la Commission de vérification des pouvoirs, organe légitime constitué par la Conférence qui a reconnu la légalité et la légitimité de la Délégation du Chili, comme les ont également reconnues les autres Délégations des Membres de l'Union.

En conséquence, la Délégation du Chili rejette énergiquement et considère comme illégale la déclaration mentionnée ci-dessus, car elle manque de base juridique et elle n'est motivée que par des raisons exclusivement politiques, totalement étrangères aux objectifs de l'Union internationale des télécommunications et au mandat de la présente Conférence, ce qui la situe automatiquement en dehors du cadre juridique de ladite Conférence.

113

Pour la République argentine:

La République argentine déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration N° 102 faite, lors de la signature du Protocole final, par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord quant à ses droits sur les territoires mentionnés, et se rapportant aux îles Malouines, aux îles de la Géorgie du Sud et aux îles Sandwich du Sud.

114

Pour la République islamique d'Iran:

Au nom de Dieu, compatissant et miséricordieux,

La Délégation de la République islamique d'Iran à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) rejette catégoriquement les déclarations faites dans le Protocole final sous les numéros 9, 28, 57, 70, 79, 84, 85, 88, 89, 90, 92.

Elle déclare en outre que, vu le temps insuffisant dont elle dispose pour présenter des contre-réserves, elle réserve à son Gouvernement le droit de formuler les réserves et contre-réserves supplémentaires qui pourront être nécessaires jusques et y compris la date de ratification de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) par le Gouvernement de la République islamique d'Iran.

115

Pour la République populaire de Chine:

En signant cette Convention, la Délégation de la République populaire de Chine déclare:

1. que toute revendication de souveraineté éventuellement formulée par un autre pays dans le Protocole final de la Convention de l'UIT (Nairobi, 1982) et dans d'autres documents sur les îles Xisha et Nansha, qui sont des parties inséparables du territoire de la République populaire de Chine, sera illégale et non avenue; en outre, une telle revendication injustifiée ne portera en aucun cas atteinte aux droits de souveraineté absolus et incontestables de la République populaire de Chine sur lesdites îles;

2. qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre ne se conforme pas aux dispositions de la Convention (Nairobi, 1982) ou si les réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Nairobi, le 6 novembre 1982.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

PROTOCOLES ADDITIONNELS

PROTOCOLE ADDITIONNEL I

Dépenses de l'Union pour la période de 1983 à 1989

1.1 Le Conseil d'administration est autorisé à établir le budget annuel de l'Union de telle sorte que les dépenses annuelles:

- du Conseil d'administration,
- du Secrétariat général,
- du Comité international d'enregistrement des fréquences,
- des secrétariats des Comités consultatifs internationaux,
- des laboratoires et installations techniques de l'Union,
- de la coopération et de l'assistance techniques dont bénéficient les pays en développement

ne dépassent pas les sommes ci-après pour les années 1983 et suivantes, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires:

66.950.000	francs suisses pour l'année 1983
72.300.000	francs suisses pour l'année 1984
72.850.000	francs suisses pour l'année 1985
74.100.000	francs suisses pour l'année 1986
75.050.000	francs suisses pour l'année 1987
75.400.000	francs suisses pour l'année 1988
76.550.000	francs suisses pour l'année 1989

1.2 Pour les années postérieures à 1989, les budgets annuels ne devront pas dépasser la somme fixée pour l'année précédente.

1.3 Les montants fixés ci-dessus ne comprennent pas les montants affectés aux conférences, réunions, cycles d'études et projets spéciaux inclus aux paragraphes 2 et 3.

2. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences visées au numéro 109 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux et des cycles d'études. Le montant affecté à cette fin doit couvrir les dépenses relatives aux réunions préparatoires aux conférences, aux travaux entre les sessions, aux réunions proprement dites et celles suivant immédiatement ces réunions y compris, si l'information est disponible, les dépenses immédiates qui peuvent découler des décisions de ces conférences ou réunions.

2.1 Durant les années 1983 à 1989, le budget adopté par le Conseil d'administration pour les conférences, réunions et cycles d'études, ne doit pas dépasser les montants suivants:

a) Conférences

1.950.000	francs suisses pour la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles, 1983.
10.000.000	francs suisses pour la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion 1984/1986 (budgets 1983 à 1986).
11.100.000	francs suisses pour la Conférence administrative mondiale des radiocommunications sur l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et la planification des services spatiaux utilisant cette orbite, 1985/1988 (budgets 1983 à 1988).
4.600.000	francs suisses pour la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles, 1987 (budgets 1986 et 1987).
1.130.000	francs suisses pour la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique, 1988 (budgets 1987 et 1988).
4.130.000	francs suisses pour la Conférence de plénipotentiaires, 1989.
4.550.000	francs suisses, pour la mise en œuvre des seules décisions des conférences; ce montant, s'il n'est pas employé, ne pourra pas être transféré à d'autres rubriques du budget. Les dépenses afférentes sont sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

b) Réunions du CCIR

2.700.000	francs suisses pour 1983
2.200.000	francs suisses pour 1984
5.250.000	francs suisses pour 1985
1.100.000	francs suisses pour 1986
3.450.000	francs suisses pour 1987
3.500.000	francs suisses pour 1988
5.300.000	francs suisses pour 1989

c) Réunions du CCITT

4.800.000	francs suisses pour 1983
6.900.000	francs suisses pour 1984
6.100.000	francs suisses pour 1985
6.300.000	francs suisses pour 1986
6.500.000	francs suisses pour 1987
6.650.000	francs suisses pour 1988
7.000.000	francs suisses pour 1989

d) Cycles d'études

800.000	francs suisses pour 1983
200.000	francs suisses pour 1984
420.000	francs suisses pour 1985
200.000	francs suisses pour 1986
330.000	francs suisses pour 1987
200.000	francs suisses pour 1988
330.000	francs suisses pour 1989

2.2 Si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit pas en 1989, le Conseil d'administration doit établir le coût de chacune des conférences visées au numéro 109 ainsi qu'un budget annuel pour les réunions des Comités consultatifs internationaux tenues après 1989, l'approbation des crédits budgétaires correspondants devant être préalablement obtenue auprès des Membres de l'Union conformément aux dispositions du paragraphe 7 du présent Protocole. Les crédits correspondants ne sont pas transférables.

2.3 Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites fixées pour les réunions et cycles d'études dans chacun des paragraphes 2.1 *b)*, 2.1 *c)* et 2.1 *d)* ci-dessus si ce dépassement peut être compensé par des sommes s'inscrivant dans les limites des dépenses:

- restant disponibles sur une année précédente
- ou à prélever sur une année future.

3. Les dépenses consacrées au Projet «Utilisation accrue de l'ordinateur par l'IFRB» autorisées par le Conseil d'administration ne peuvent pas dépasser les sommes suivantes:

3.976.000	francs suisses pour 1983
3.274.000	francs suisses pour 1984
3.274.000	francs suisses pour 1985
3.274.000	francs suisses pour 1986
3.274.000	francs suisses pour 1987
3.274.000	francs suisses pour 1988
3.274.000	francs suisses pour 1989

3.1 Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites susmentionnées si ce dépassement peut être compensé par des sommes s'inscrivant dans les limites des dépenses:

- restant disponibles sur une année précédente
- ou à prélever sur une année future.

---

4. Le Conseil évalue rétrospectivement chaque année les écarts intervenus dans les deux années écoulées, les écarts susceptibles de se produire dans l'année en cours et les écarts probables fondés sur les meilleures estimations, susceptibles de se produire dans les deux années à venir (l'exercice budgétaire suivant et celui qui suit), sous les rubriques suivantes:

4.1 échelles de traitements, contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève;

4.2 cours du change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis, dans la mesure où il influe sur les dépenses de personnel payé selon le barème des Nations Unies;

4.3 pouvoir d'achat du franc suisse par rapport aux dépenses autres que celles concernant le personnel.

En fonction de ces données, le Conseil peut autoriser pour l'exercice budgétaire suivant (et provisoirement pour l'exercice qui suit) des dépenses jusqu'à concurrence des montants indiqués aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, ajustés en fonction du paragraphe 4 en tenant compte de l'opportunité de financer une bonne part de ces augmentations par des économies au sein de l'organisation, tout en reconnaissant que certaines dépenses ne peuvent pas être ajustées rapidement à des écarts échappant au contrôle de l'Union. Toutefois, les dépenses effectives ne peuvent pas dépasser le montant résultant des écarts effectifs visés au paragraphe 4 ci-dessus.

6. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 4.

7. Si les crédits qui peuvent être utilisés par le Conseil en vertu des paragraphes 1 à 4 ci-dessus ne suffisent pas à financer des activités imprévues mais urgentes, le Conseil peut dépasser de moins de 1% les crédits du plafond fixé par la Conférence de plénipotentiaires. Si les crédits proposés dépassent le plafond de 1% ou plus, le Conseil ne peut autoriser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit s'appuyer sur un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

8. Pour fixer le montant de l'unité contributive d'une année quelconque, le Conseil d'administration tient compte du programme des conférences et des réunions futures et de leur coût respectif estimé, afin d'éviter de larges fluctuations d'une année à l'autre.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

Procédure à suivre par les Membres pour le choix de leur classe de contribution

1. Chaque Membre informe le secrétaire général avant le 1er juillet 1983 de la classe de contribution qu'il a choisie dans le tableau des classes de contribution figurant au numéro 111 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

2. Les Membres qui n'auront pas fait connaître leur décision avant le 1er juillet 1983 conformément aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus seront tenus de verser le même nombre d'unités que celui qu'ils versaient en vertu de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973).

3. A la première réunion du Conseil d'administration qui suit la mise en vigueur de la présente Convention, les Membres peuvent, avec l'approbation du Conseil d'administration, réduire le niveau de l'unité contributive qu'ils ont choisi si leur position relative de contribution en vertu de la nouvelle Convention est sensiblement moins bonne que leur position en vertu de l'ancienne.

PROTOCOLE ADDITIONNEL III

Mesures propres à donner aux Nations Unies la possibilité d'appliquer la Convention en ce qui concerne tout mandat exercé en vertu de l'article 75 de la Charte des Nations Unies

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), a décidé de prendre les mesures suivantes afin de donner aux Nations Unies la possibilité de continuer à appliquer la Convention internationale des télécommunications à la suite de la décision de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) de supprimer la qualité de Membre associé.

Il est convenu que la possibilité dont jouissent actuellement les Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 75 de la Charte des Nations Unies, aux termes de la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965), sera reconduite aux termes de la Convention de Nairobi (1982) dès l'entrée en vigueur de cette Convention. Chaque cas sera examiné par le Conseil d'administration de l'Union.

PROTOCOLE ADDITIONNEL IV

Date d'entrée en fonctions du secrétaire général et du vice-secrétaire général

Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982) dans les conditions fixées par cette même Conférence entreront en fonctions le 1er janvier 1983.

PROTOCOLE ADDITIONNEL V

Date d'entrée en fonctions des membres du Comité international d'enregistrement des fréquences

Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences élus par la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982) dans les conditions fixées par cette même Conférence entreront en fonctions le 1er mai 1983.

PROTOCOLE ADDITIONNEL VI

Election des directeurs des Comités consultatifs internationaux

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) a adopté des dispositions prévoyant l'élection des directeurs des Comités consultatifs internationaux par la Conférence de plénipotentiaires. Il a été décidé d'appliquer les mesures suivantes à titre intérimaire:

1. Jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, les directeurs des Comités consultatifs internationaux seront élus par leurs assemblées plénières, conformément à la procédure établie par la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973).

2. Les directeurs des Comités consultatifs internationaux, élus en vertu des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, resteront en fonctions jusqu'à la date à laquelle leurs successeurs élus par la prochaine Conférence de plénipotentiaires prendront leurs fonctions selon la décision de cette Conférence.

PROTOCOLE ADDITIONNEL VII

Arrangements transitoires

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) a adopté les dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982):

1. Le Conseil d'administration, qui sera composé de quarante et un Membres élus par la Conférence selon la procédure fixée par ladite Convention, pourra se réunir aussitôt après son élection et exécuter les tâches que la Convention lui confie.

2. Le président et le vice-président que le Conseil d'administration élira au cours de sa première session resteront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, qui aura lieu à l'ouverture de la session annuelle de 1984 du Conseil.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Nairobi, le 6 novembre 1982.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

PROTOCOLE ADDITIONNEL FACULTATIF À LA CONVENTION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS NAIROBI, 1982

RÈGLEMENT OBLIGATOIRE DES DIFFÉRENDS

SECONDE PARTIE

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

PROTOCOLE ADDITIONNEL FACULTATIF

à la

Convention internationale des télécommunications

(Nairobi, 1982)

Règlement obligatoire des différends

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les plénipotentiaires soussignés ont signé le Protocole additionnel facultatif suivant relatif au règlement obligatoire des différends et faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982).

Les Membres de l'Union, parties au présent Protocole additionnel facultatif à la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

exprimant le désir de recourir, pour ce qui les concerne, à l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 de celle-ci,

sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1

A moins qu'un des modes de règlement énumérés à l'article 50 de la Convention n'ait été choisi d'un commun accord, les différends relatifs à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 de celle-ci sont, à la demande d'une des parties, soumis à un arbitrage obligatoire. La procédure est celle de l'article 82 de la Convention dont le paragraphe 5 est modifié comme suit:

«5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre. Si, à l'échéance de ce délai, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, cette désignation est faite, à la demande de l'autre partie, par le secrétaire général qui procède conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 82 de la Convention.»

ARTICLE 2

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Membres qui signeront la Convention. Il sera ratifié selon la procédure prévue pour la Convention et restera ouvert à l'adhésion des pays qui deviendront Membres de l'Union.

ARTICLE 3

Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention ou le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification ou d'adhésion mais au plus tôt lors de l'entrée en vigueur de la Convention.

Pour chaque Membre qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur, ce Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 4

Le secrétaire général notifiera à tous les Membres:

a) les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion;

b) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Nairobi, le 6 novembre 1982.

Note du secrétaire général

Ce Protocole additionnel facultatif a été signé par les délégations suivantes:

République démocratique d'Afghanistan. Royaume d'Arabie saoudite. République argentine. Australie. Autriche. République populaire du Bangladesh. Barbade. Belgique. Belize. République populaire du Bénin. République du Botswana. République fédérative du Brésil. République du Burundi. République-Unie du Cameroun. Canada. République centrafricaine. Chili. République de Chypre. République de Colombie. République populaire du Congo. République de Corée. Costa Rica. République de Côte d'Ivoire. Cuba. Danemark. République arabe d'Egypte. République d'El Salvador. Equateur. Fidji. Finlande. République gabonaise. République de Gambie. Ghana. Grèce. Grenade. République du Guatemala. République populaire révolutionnaire de Guinée. République de Guinée équatoriale. Guyane. République de Haute-Volta. Islande. Italie. Jamaïque. Japon. Royaume hachémite de Jordanie. Etat du Koweït. Liban. Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste. Principauté de Liechtenstein. Luxembourg. République démocratique de Madagascar. Malawi. République des Maldives. République du Mali. Royaume du Maroc. République islamique de Mauritanie. Mexique. Népal. Nicaragua. République du Niger. République fédérale du Nigéria. Norvège. Nouvelle-Zélande. Sultanat d'Oman. République de l'Ouganda. Papouasie-Nouvelle-Guinée. République du Paraguay. Royaume des Pays-Bas. République des Philippines. Etat du Qatar. République arabe syrienne. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. République rwandaise. République de Saint-Marin. République du Sénégal. République démocratique du Soudan. République socialiste démocratique de Sri Lanka. Suède. Confédération suisse. République du Suriname. Royaume du Swaziland. République-Unie de Tanzanie. Thaïlande. République togolaise. Tunisie. République orientale de l'Uruguay. République arabe du Yémen. République populaire démocratique du Yémen. République du Zaïre. République de Zambie. République du Zimbabwe.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΒΑΣΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Πρόλογος.

1. Οι πληρεξούσιοι των συμβαλλομένων κυβερνήσεων αναγνωρίζοντας πλήρως σε κάθε χώρα το κυριαρχικό δικαίωμα της ρυθμίσεως των τηλεπικοινωνιών της και λαμβάνοντας υπόψη τη συνεχώς αυξανόμενη σημασία των τηλεπικοινωνιών για τη διαφύλαξη της ειρήνης και την κοινωνική και οικονομική ανάπτυξη όλων των χωρών, με σκοπό τη διευκόλυνση των ειρηνικών σχέσεων και συνεργασίας μεταξύ των λαών με την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιών, αποφάσισαν με κοινή συμφωνία την παρούσα σύμβαση η οποία αποτελεί το βασικό όργανο της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι.

Σύνθεση, σκοπός και διάρθρωση της Ενώσεως.

Άρθρο 1.

Σύνθεση της Ενώσεως.

2. 1. Η Διεθνής Ένωση Τηλεπικοινωνιών περιλαμβάνει Μέλη τα οποία, λαμβανομένης υπόψη της αρχής της παγκοσμιότητας και του ενδιαφέροντος για παγκόσμια συμμετοχή στην Ένωση είναι:

3. α) Κάθε χώρα αναγραφόμενη στο Παράρτημα Ι η οποία υπογράφει και επικυρώνει τη Σύμβαση ή προσχωρεί σ' αυτήν.

4. β) Κάθε χώρα μη αναγραφόμενη στο Παράρτημα Ι που γίνεται Μέλος των Ηνωμένων Εθνών και προσχωρεί στη Σύμβαση σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 46.

5. γ) Κάθε κυρίαρχη χώρα μη αναγραφόμενη στο Παράρτημα Ι και μη Μέλος των Ηνωμένων Εθνών, η οποία προσχωρεί στη Σύμβαση σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 46, εφόσον η αίτηση για αποδοχή της σαν Μέλους της Ενώσεως έχει γίνει αποδεκτή από τα δύο τρίτα των Μελών της Ενώσεως.

6. 2. Εις εφαρμογήν των διατάξεων του αριθ. 5, αν μία αίτηση εισδοχής ως Μέλους υποβληθεί κατά το διάστημα που μεσολαβεί μεταξύ δύο Διασκέψεων Πληρεξουσίων, δια της διπλωματικής οδού και μέσω της χώρας όπου εδρεύη η Ένωση, ο Γενικός Γραμματέας συμβουλεύεται σχετικά τα Μέλη της Ενώσεως. Εάν κάποιο Μέλος δεν απαντήσει εντός τεσσάρων μηνών από της ημέρας κατά την οποία ζητήθηκε η γνώμη του, θεωρείται ότι απέσχε.

Άρθρο 2.

Δικαιώματα και υποχρεώσεις των μελών.

7. 1. Τα Μέλη της Ενώσεως έχουν τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις που προβλέπονται στη Σύμβαση.

8. 2. Τα δικαιώματα των Μελών αναφορικά με τη συμμετοχή τους στις διασκέψεις, συνόδους και τις ψηφοφορίες της Ενώσεως με αλληλογραφία είναι τα ακόλουθα:

9. α) Κάθε Μέλος έχει το δικαίωμα να μετέχει στις διασκέψεις της Ενώσεως, να εκλέγεται στο Διοικητικό Συμβούλιο και να προτείνει υποψήφιους για θέσεις υπαλλήλων που εκλέγονται σε όλα τα μόνιμα όργανα της Ενώσεως.

10. β) Με επιφύλαξη των διατάξεων των αριθ. 117 και 179, κάθε Μέλος έχει δικαίωμα μιας ψήφου σε όλες τις διασκέψεις της Ενώσεως, σε όλες τις συνόδους των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών και, αν είναι μέλος του Διοικητικού Συμβουλίου, σε όλες τις συνόδους του Συμβουλίου αυτού.

11. γ) Με επιφύλαξη των διατάξεων των αριθ. 117 και 179, κάθε Μέλος έχει επίσης δικαίωμα μιας ψήφου σε όλες τις ψηφοφορίες που γίνονται με αλληλογραφία.

Άρθρο 3.

Έδρα της Ενώσεως.

12. Έδρα της Ενώσεως ορίζεται η Γενεύη.

Άρθρο 4.

Αντικείμενο της Ενώσεως.

13. 1. Η Ένωση έχει ως αντικείμενο:

14. α) Να διατηρεί και να επεκτείνει τη διεθνή συνεργασία μεταξύ όλων των Μελών της Ενώσεως για τη βελτίωση και την ορθολογική χρησιμοποίηση των Τηλεπικοινωνιών παντός είδους και επίσης να προωθεί και να προσφέρει τεχνική βοήθεια στις χώρες που βρίσκονται στο στάδιο της ανάπτυξης στον τομέα των Τηλεπικοινωνιών.

15. β) Να ευνοεί την ανάπτυξη των τεχνικών μέσων και την πλέον αποτελεσματική εκμετάλλευση αυτών, με σκοπό την αύξηση της αποδόσεως των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών, επέκταση της χρήσεως αυτών και την κατά το δυνατόν γενίκευση της χρησιμοποιήσεως αυτών από το κοινό.

16. γ) Να εναρμονίζει τις προσπάθειες των Εθνών στην επιδίωξη των σκοπών αυτών.

17. 2. Για το σκοπό αυτό η Ένωση ειδικώτερα:

18. α) Πραγματοποιεί την κατανομή των συχνοτήτων του ραδιοηλεκτρικού φάσματος και την καταγραφή των εκχωρούμενων συχνοτήτων με τρόπο που να αποφεύγονται επιβλαβείς παρενοχλήσεις μεταξύ των σταθμών ραδιοεπικοινωνιών των διαφόρων Χωρών.

19. β) Συντονίζει τις προσπάθειες για την εξάλειψη των επιβλαβών παρενοχλήσεων μεταξύ των σταθμών ραδιοεπικοινωνιών των διαφόρων Χωρών και τη βελτίωση της χρησιμοποιήσεως του φάσματος συχνοτήτων.

20. γ) Ενθαρρύνει τη διεθνή συνεργασία για την εξασφάλιση τεχνικής βοήθειας στις αναπτυσσόμενες χώρες και τη δημιουργία, ανάπτυξη και βελτίωση των τηλεπικοινωνιακών εγκαταστάσεων και δικτύων στις αναπτυσσόμενες χώρες με όλα τα μέσα που διαθέτει, συμπεριλαμβανομένης της συμμετοχής της στα οικεία προγράμματα των Ηνωμένων Εθνών και της χρησιμοποίησης των δικών της πηγών ανάλογα με τις ανάγκες.

21. δ) Συντονίζει τις προσπάθειες για την αρμονική ανάπτυξη των τηλεπικοινωνιακών μέσων, ιδιαίτερα εκείνες για τη διαστημική τεχνική, εν όψει της καλύτερης χρησιμοποίησης των δυνατοτήτων που προσφέρουν.

22. ε) Ευνοεί τη συνεργασία μεταξύ των Μελών της για την καθιέρωση χαμηλών κατά το δυνατόν τιμολογίων εναρμονιζόμενων με παροχή υπηρεσιών καλής ποιότητας και ανεξάρτητη οικονομική διαχείριση των τηλεπικοινωνιών πάνω σε υγιείς βάσεις.

23. στ) Προκαλεί την υιοθέτηση μέτρων που εξασφαλίζουν την ασφάλεια της ανθρώπινης ζωής με τη συνεργασία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών.

24. ζ) Προβαίνει σε μελέτες, εκδίδει κανονισμούς, υιοθετεί αποφάσεις, διατυπώνει συστάσεις και ευχές, συλλέγει δε και δημοσιεύει πληροφορίες που αφορούν τις τηλεπικοινωνίες.

Άρθρο 5.

Διάρθρωση της Ενώσεως.

25. Η Ένωση περιλαμβάνει τα κάτωθι Όργανα:

26. 1. Τη Διάσκεψη πληρεξουσίων, ανώτατο όργανο της Ενώσεως.

27. 2. Τις Διοικητικές Διασκέψεις.

28. 3. Το Διοικητικό Συμβούλιο.

29. 4. Τα κάτωθι μόνιμα Όργανα:

30. α) Τη Γενική Γραμματεία.

31. β) Τη Διεθνή Επιτροπή Καταγραφής Συχνοτήτων (I.F.R.B.).

32. γ) Τη Διεθνή Συμβουλευτική Επιτροπή Ραδιοεπικοινωνιών (CCIR).

33. δ) Τη Διεθνή Συμβουλευτική Τηλεγραφική και Τηλεφωνική Επιτροπή (CCITT).

Άρθρο 6.

Διάσκεψη Πληρεξουσίων.

34. 1. Η Διάσκεψη πληρεξουσίων απαρτίζεται από αντιπροσωπείες που εκπροσωπούν τα Μέλη. Η Διάσκεψη συγκαλείται κανονικά κάθε πέντε έτη και οπωσδήποτε το διάστημα μεταξύ διαδοχικών Διασκέψεων πληρεξουσίων δεν υπερβαίνει τα εξής έτη.

35. 2. Η Διάσκεψη πληρεξουσίων:

36. α) Προσδιορίζει τις γενικές αρχές που οφείλει να ακολουθεί η Ένωση για την επίτευξη των σκοπών που αναφέρονται στο άρθρο 4 της παρούσας Συμβάσεως.

37. β) Εξετάζει την έκθεση του Διοικητικού Συμβουλίου επί των δραστηριοτήτων όλων των Οργάνων της Ενώσεως κατά το χρονικό διάστημα από της τελευταίας Διασκέψεως των πληρεξουσίων.

38. γ) Θέτει τις βάσεις του Προϋπολογισμού της Ενώσεως καθώς και το ύψος των δαπανών αυτής για την περίοδο που μεσολαβεί μέχρι και την προσεχή Διάσκεψη πληρεξουσίων, λαμβάνοντας υπόψη όλα τα σχετικά θέματα της δραστηριότητας της Ενώσεως κατά την περίοδο αυτή, συμπεριλαμβανομένων των διασκέψεων και συνόδων που έχουν προγραμματισθεί και οποιουδήποτε μεσοπρόθεσμου προγράμματος που υποβάλλεται από το Διοικητικό Συμβούλιο.

39. δ) Διατυπώνει γενικές κατευθύνσεις που αφορούν τη δύναμη του Προσωπικού της Ενώσεως και εφόσον κριθεί αναγκαίο καθορίζει τις βασικές αποδοχές, τις μισθολογικές βαθμίδες και το καθεστώς των αποζημιώσεων και συντάξεων όλων των υπαλλήλων της Ενώσεως.

40. ε) Εξετάζει τους λογαριασμούς της Ενώσεως και τους εγκρίνει οριστικά εφ' όσον έχουν καλώς.

41. στ) Εκλέγει τα Μέλη της Ενώσεως που θα αποτελέσουν το Διοικητικό Συμβούλιο.

42. ζ) Εκλέγει τον Γενικό Γραμματέα και τον αναπληρωτή Γενικό Γραμματέα και καθορίζει την ημερομηνία αναλήψεως των καθηκόντων τους.

43. η) Εκλέγει τα μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων (IFRB) και καθορίζει την ημερομηνία αναλήψεως των καθηκόντων τους.

44. θ) Εκλέγει τους Διευθυντές των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών και καθορίζει την ημερομηνία αναλήψεως των καθηκόντων τους.

45. ι) Αναθεωρεί τη Σύμβαση αν το κρίνει αναγκαίο.

46. ια) Συνάπτει ή αναθεωρεί, αν χρειασθεί, τις μεταξύ της Ενώσεως και άλλων διεθνών οργανισμών συμφωνίες, εξετάζει κάθε προσωρινή συμφωνία που συνάπτεται από το Διοικητικό Συμβούλιο, για λογαριασμό της Ενώσεως με τους ίδιους αυτούς οργανισμούς και δίνει σ' αυτό τη συνέχεια την οποία κρίνει κατάλληλη.

47. ιβ) Διαχειρίζεται όλα τα άλλα τηλεπικοινωνιακά θέματα τα οποία κρίνονται αναγκαία.

Άρθρο 7.

Διοικητικές Διασκέψεις.

48. 1. Οι Διοικητικές Διασκέψεις της Ενώσεως περιλαμβάνουν:

49. α) Τις παγκόσμιες διοικητικές διασκέψεις.

50. β) Τις περιφερειακές διοικητικές διασκέψεις.

51. 2. Οι διοικητικές διασκέψεις συγκαλούνται κανονικά για την εξέταση ειδικών τηλεπικοινωνιακών θεμάτων. Μόνο τα θέματα που αναγράφονται στην ημερήσια διάταξη αυτών μπορούν να συζητούνται. Οι αποφάσεις των διασκέψεων αυτών πρέπει σε όλες τις περιπτώσεις να είναι σύμφωνες με τις διατάξεις της Συμβάσεως. Όταν υιοθετούνται αποφάσεις, οι διοικητικές διασκέψεις πρέπει να λαμβάνουν υπόψη τις οικονομικές επιπτώσεις που μπορούν να προβλεφθούν και να προσπαθούν να αποφεύγουν την υιοθέτηση αποφάσεων που ενδέχεται να ανεβάσουν το ύψος των δαπανών πάνω από τα ανώτατα όρια σε πιστώσεις που έχουν καθορισθεί από τη Διάσκεψη των Πληρεξουσίων.

52. 3. (1) Η ημερήσια διάταξη μιας παγκόσμιας διοικητικής διασκέψεως μπορεί να περιλαμβάνει:

53. α) Τη μερική αναθεώρηση των Διοικητικών Κανονισμών που αναφέρονται στον αριθ. 643.

54. β) Εξαιρετικώς, την πλήρη αναθεώρηση ενός ή περισσότερων από αυτούς τους Κανονισμούς.

55. γ) Κάθε άλλο θέμα παγκόσμιου χαρακτήρα που εμπίπτει στην αρμοδιότητα της διασκέψεως.

56. (2) Η ημερήσια διάταξη μιας περιοχικής διοικητικής διασκέψεως μπορεί να αναφέρεται μόνο σε ειδικά τηλεπικοινωνιακά θέματα περιοχικού χαρακτήρα περιλαμβανομένων των κατευθύνσεων που προορίζονται για τη Διεθνή Επιτροπή καταγραφής συχνοτήτων σε ό,τι αφορά στις δραστηριότητές της τις σχετικές με την εν λόγω περιοχή με τον όρο ότι οι κατευθύνσεις αυτές δεν έρχονται σε αντίθεση με τα συμφέροντα άλλων περιοχών. Εξ άλλου, οι αποφάσεις μιας τέτοιας διασκέψεως, πρέπει σε κάθε περίπτωση να είναι σύμφωνες με τις διατάξεις των Διοικητικών Κανονισμών.

Άρθρο 8.

Διοικητικό Συμβούλιο.

57. 1. (1) Το Διοικητικό Συμβούλιο αποτελείται από σαράντα ένα Μέλη της Ενώσεως που εκλέγονται από τη Διάσκεψη των Πληρεξουσίων λαμβανομένης υπόψη της ανάγκης ισομερούς κατανομής των εδρών του Συμβουλίου μεταξύ όλων των περιοχών του κόσμου. Εκτός από τις περιπτώσεις κενώσεως εδρών σύμφωνα με τους προβλεπόμενους στους Γενικούς Κανονισμούς όρους, τα Μέλη της Ενώσεως που έχουν εκλεγεί στο Διοιητικό Συμβούλιο εκπληρώνουν την εντολή τους μέχρι την ημερομηνία που η Διάσκεψη πληρεξουσίων προβαίνει στην εκλογή νέου Συμβουλίου. Τα ίδια Μέλη μπορούν να επανεκλέγονται.

58. (2) Κάθε Μέλος του Συμβουλίου ορίζει για την έδρα του στο Συμβούλιο πρόσωπο το οποίο μπορεί να βοηθείται από ένα ή περισσότερους συμβούλους.

59. 2. Το Διοικητικό Συμβούλιο καταρτίζει τον δικό του εσωτερικό κανονισμό.

60. 3. Κατά το διάστημα που μεσολαβεί μεταξύ των Διασκέψεων πληρεξουσίων, το Διοικητικό Συμβούλιο ενεργεί σαν εντολοδόχος της Διασκέψεως πληρεξουσίων μέσα στα όρια των εξουσιών που παραχωρήθηκαν από αυτήν.

61. 4. (1) Το Διοικητικό Συμβούλιο παίρνει όλα τα αναγκαία μέτρα για διευκόλυνση της εφαρμογής από τα Μέλη, των διατάξεων της Συμβάσεως, των Διοικητικών Κανονισμών των αποφάσεων της Διασκέψεως πληρεξουσίων και αν χρειασθεί των αποφάσεων άλλων Διασκέψεων και συνόδων της Ενώσεως και ασκεί όλα τα άλλα καθήκοντα τα οποία του ανατέθηκαν από τη Διάσκεψη των πληρεξουσίων.

62. (2) Καθορίζει κάθε χρόνο την πολιτική τεχνικής βοήθειας σύμφωνα με τους σκοπούς της Ενώσεως.

63. (3) Εξασφαλίζει αποτελεσματικό συντονισμό των δραστηριοτήτων της Ενώσεως και ασκεί αποτελεσματικό οικονομικό έλεγχο στα μόνιμα όργανα αυτής.

64. (4) Ευνοεί τη διεθνή συνεργασία για την εξασφάλιση με όλα τα εις τη διάθεσή της μέσα και κυρίως με τη συμμετοχή της Ενώσεως στα οικεία προγράμματα των Ηνωμένων Εθνών, της τεχνικής συνεργασίας με τις αναπτυσσόμενες χώρες, σύμφωνα με τους σκοπούς της Ενώσεως που ευνοούν με όλα τα δυνατά μέσα την ανάπτυξη των τηλεπικοινωνιών.

Άρθρο 9.

Γενική Γραμματεία.

65. 1. (1) Η Γενική Γραμματεία διευθύνεται από Γενικό Γραμματέα επικουρούμενο από αναπληρωτή Γενικό Γραμματέα.

66. (2) Ο Γενικός Γραμματέας και ο αναπληρωτής Γραμματέας αναλαμβάνουν υπηρεσία από την ημερομηνία η οποία καθορίζεται κατά την εκλογή τους. Παραμένουν κανονικά σε υπηρεσία μέχρι την ημερομηνία που καθορίζεται από την επόμενη σύνοδο της Διασκέψεως των πληρεξουσίων και μπορούν να επανεκλεγούν μία ακόμη φορά.

67. (3) Ο Γενικός Γραμματέας παίρνει όλα τα αναγκαία μέτρα για εξασφάλιση λογικής χρήσεως των εσόδων της Ενώσεως και είναι υπεύθυνος έναντι του Διοικητικού Συμβουλίου για το σύνολο των από διοικητικής και οικονομικής απόψεως δραστηριοτήτων της Ενώσεως. Ο αναπληρωτής Γενικός Γραμματέας είναι υπεύθυνος έναντι του Γενικού Γραμματέα.

68. 2. (1) Αν η θέση του Γενικού Γραμματέα χηρεύσει, ο αναπληρωτής Γενικός Γραμματέας διαδέχεται αυτόν και διατηρεί τη θέση μέχρι την ημερομηνία που καθορίζεται από την επόμενη σύνοδο της Διασκέψεως πληρεξουσίων, μπορεί δε να εκλεγεί για τη θέση αυτή με την επιφύλαξη των διατάξεων του αριθ. 56. Όταν κάτω από αυτές τις συνθήκες ο αναπληρωτής Γενικός Γραμματέας διαδεχθεί τον Γε-

νικό Γραμματέα στη θέση του ή θέση του αναπληρωτή Γενικού Γραμματέα θεωρείται χηρεύσασα κατά την ίδια ημερομηνία και εφαρμόζονται οι διατάξεις του αριθμού 69.

69. (2) Αν η θέση του αναπληρωτή Γενικού Γραμματέα χηρεύσει περισσότερο από 180 ημέρες προ της ημερομηνίας που έχει καθορισθεί για τη σύγκληση της προσεχούς Διασκέψεως πληρεξουσίων, το Διοικητικό Συμβούλιο ορίζει διάδοχο για το υπόλοιπο διάστημα.

70. (3) Αν οι θέσεις του Γενικού Γραμματέα και του αναπληρωτή Γενικού Γραμματέα χηρεύσουν ταυτοχρόνως, ο αρχαιότερος εκλεγμένος υπάλληλος αναλαμβάνει καθήκοντα Γενικού Γραμματέα για μια περίοδο που δεν υπερβαίνει τις 90 ημέρες. Το Διοικητικό Συμβούλιο διορίζει Γενικό Γραμματέα, εφ' όσον δε οι θέσεις εχήρευσαν περισσότερο από 180 ημέρες προ της ημερομηνίας που έχει ορισθεί για τη σύγκληση της προσεχούς διασκέψεως πληρεξουσίων, και αναπληρωτή Γενικό Γραμματέα. Ο διοριζόμενος κατ' αυτό τον τρόπο υπάλληλος ασκεί τα καθήκοντά του κατά το υπόλοιπο διάστημα της περιόδου για την οποία είχε εκλεγεί ο προκάτοχός του. Ο υπάλληλος αυτός μπορεί να θέσει υποψηφιότητα για εκλογή στη θέση του Γενικού Γραμματέα ή του αναπληρωτή Γενικού Γραμματέα στη Διάσκεψη των Πληρεξουσίων.

71. 3. Ο Γενικός Γραμματέας ενεργεί υπό την ιδιότητα του νόμιμου αντιπροσώπου της Ενώσεως.

72. 4. Ο αναπληρωτής Γενικός Γραμματέας συντρέχει τον Γενικό Γραμματέα στην εκτέλεση των καθηκόντων του και αναλαμβάνει τα ειδικά καθήκοντα τα οποία του αναθέτει ο Γενικός Γραμματέας. Εκτελεί τα καθήκοντα του Γενικού Γραμματέα σε περίπτωση απουσίας αυτού.

Άρθρο 10.

Διεθνής Επιτροπή καταγραφής Συχνοτήτων.

73. 1. Η Διεθνής Επιτροπή καταγραφής Συχνοτήτων (IFRB) αποτελείται από πέντε ανεξάρτητα μέλη, που εκλέγονται από τη Διάσκεψη των Πληρεξουσίων. Τα μέλη αυτά εκλέγονται μεταξύ υποψηφίων που προτείνονται από χώρες Μέλη της Ενώσεως κατα τρόπο ο οποίος εξασφαλίζει ισόρροπο εκπροσώπηση των περιοχων του κόσμου.Κάθε Μέλος της Ενώσεως μπορεί να προτείνει ένα μόνο υποψήφιο προερχόμενο από τη χώρα του.

74. 2. Τα μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων αναλαμβάνουν τα καθήκοντά τους κατά τις ημερομηνίες που έχουν καθορισθεί κατά τον χρόνο της εκλογής τους και παραμένουν στις θέσεις αυτές μέχρι τις ημερομηνίες που καθορίζονται από την επομένη Διάσκεψη Πληρεξουσίων.

75. 3. Τα μέλη της Διεθνούς Επιτροπής καταγραφής Συχνοτήτων κατά την εκτέλεση των καθηκόντων τους δεν εκπροσωπούν τη χώρα τους ούτε την περιοχή, αλλά είναι αμερόληπτοι παράγοντες περιβεβλημένοι με διεθνή εντολή.

76. 4. Τα κυριώτερα καθήκοντα της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων είναι:

77. α) Να πραγματοποιεί μεθοδική καταγραφή και καταχώρηση των από τις διάφορες χώρες εκχωρουμένων συχνοτήτων σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται από τον Κανονισμό Ραδιοεπικοινωνιών και αν χρειαστεί σύμφωνα με αποφάσεις των αρμοδίων διασκέψεων της Ενώσεως, με σκοπό την επίσημη διεθνούς αναγνωρίσεως αυτών.

78. β) Να πραγματοποιεί με τους ίδιους όρους και για τον ίδιο σκοπό μεθοδική καταγραφή των παραχωρούμενων από τις χώρες θέσεων των γαιοστατικών δορυφόρων.

79. γ) Να παρέχει συμβουλές στα Μέλη για την εκμετάλλευση του μεγαλύτερου δυνατού αριθμού ραδιοηλεκτρικών οδών στις περιοχές του φάσματος των συχνοτήτων στις οποίες μπορούν να προσκληθούν επιβλαβείς παρενοχλήσεις καθώς επίσης και για την ισόρροπη αποτελεσματική και οικονομική χρησιμοποίηση της τροχιάς των γαιοστατικών δορυφόρων, λαμβανομένων υπόψη των αναγκών των Μελών που χρειάζονται βοήθεια, των ειδικών αναγκών των υπό - ανάπτυξη χωρών καθώς επίσης και της ειδικής γεωγραφικής καταστάσεως ορισμένων χωρών.

80. δ) Να εκτελεί όλα τα πρόσθετα καθήκοντα τα σχετικά με την εκχώρηση και τη χρησιμοποίηση των συχνοτήτων και την ισόρροπη χρησιμοποίηση της τροχιάς των γαιοστατικών δορυφόρων, σύμφωνα με τις διαδικασίες που προβλέπονται από τον Κανονισμό Ραδιοεπικοινωνιών και καθορίζονται από αρμόδια διάσκεψη της Ενώσεως ή από το Διοικητικό Συμβούλιο με τη συγκατάθεση της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως εν όψει προπαρασκευής μιας τέτοιας διασκέψεως ή σε εκτέλεση των αποφάσεων αυτής.

81. ε) Να παρέχει τεχνική βοήθεια για την προπαρασκευή και οργάνωση των διασκέψεων ραδιοεπικοινωνιών σε συνεργασία, όταν χρειασθεί, με τα άλλα μόνιμα όργανα της Ενώσεως και λαμβάνοντας υπόψη τις σχετικές κατευθυντήριες γραμμές του Διοικητικού Συμβουλίου, κατά την εκτέλεση αυτής της προπαρασκευής, η Επιτροπή θα παρέχει επίσης βοήθεια στις υπό ανάπτυξη χώρες κατά τις προπαρασκευαστικές εργασίες στις διασκέψεις αυτές.

82. στ) Να ενημερώνει τους απαραίτητους φακέλους που έχουν σχέση με την άσκηση των καθηκόντων της.

Άρθρο 11.

Διεθνείς Συμβουλευτικές Επιτροπές.

83 1. (1) Η Διεθνής Συμβουλευτική Επιτροπή Ραδιοεπικοινωνιών (CCIR) επιφορτίζεται με τη διενέργεια μελετών και την έκδοση συστάσεων επί θεμάτων τεχνικών και εκμεταλλεύσεως που αναφέρονται ειδικά στις ραδιοεπικοινωνίες απεριόριστου φάσματος συχνοτήτων. Οι μελέτες αυτές γενικά δεν αναφέρονται σε οικονομικά θέματα αλλά όπου προϋποθέτουν συγκρίσεις μεταξύ εναλλακτικών τεχνικών λύσεων μπορούν να ληφθούν υπόψη και οικονομικοί παράγοντες.

84. (2) Η Διεθνής Συμβουλευτική Τηλεγραφική και Τηλεφωνική Επιτροπή (CCITT) επιφορτίζεται με τη διενέργεια μελετών και έκδοση συστάσεων πάνω σε θέματα τεχνικά εκμεταλλεύσεως και τιμολογήσεως που αναφέρονται στις τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες εκτός των θεμάτων τεχνικών ή εκμεταλλεύσεως που αναφέρονται ειδικά στις ραδιοεπικοινωνίες τα οποία σύμφωνα με το αρ. 83 βρίσκονται στη δικαιοδοσία της CCIR.

85. (3) Κατά την εκπλήρωση των καθηκόντων της, κάθε Διεθνής Συμβουλευτική Επιτροπή θα δίνει την πρέπουσα προσοχή στη μελέτη των θεμάτων και την επεξεργασία των συστάσεων που συνδέονται απ' ευθείας με τη δημιουργία, ανάπτυξη και βελτίωση των τηλεπικοινωνιών στις υπό ανάπτυξη χώρες τόσο σε περιοχικό όσο και σε διεθνές επίπεδο.

86. 2. Οι Διεθνείς Συμβουλευτικές Επιτροπές έχουν σαν μέλη:

87. α) αυτοδικαίως, τις διευθύνσεις όλων των Μελών της Ενώσεως.

88. β) κάθε αναγνωρισμένη ιδιωτική επιχείρηση η οποία με την έγκριση του Μέλους το οποίο την έχει αναγνωρίσει, ζητεί να μετάσχει στις εργασίες των Επιτροπών αυτών.

89. 3. Η λειτουργία κάθε Διεθνούς Συμβουλευτικής Επιτροπής εξασφαλίζεται από:

90. α) Τη Γενική Συνέλευση

91. β) Τις επιτροπές μελετών που συγκροτούνται από αυτή

92. γ) Ένα διευθυντή εκλεγόμενο από τη Σύνοδο των πληρεξουσίων και διοριζόμενο σύμφωνα με τον Αριθ. 323.

93. 4. Συνιστάται Παγκόσμια Επιτροπή Σχεδίου καθώς επίσης και Περιοχικές Επιτροπές Σχεδίου σύμφωνα με κοινές αποφάσεις των Γενικών Συνελεύσεων των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών. Αυτές οι Επιτροπές επεξεργάζονται ένα Γενικό Σχέδιο για το διεθνές δίκτυο τηλεπικοινωνιών με σκοπό τη διευκόλυνση της συντονισμένης αναπτύξεως των διεθνών τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών. Αυτές υποβάλλουν στις Διεθνείς Συμβουλευτικές Επιτροπές θέματα των οποίων η μελέτη παρουσιάζει ιδιαίτερο ενδιαφέρον για τις υπό ανάπτυξη χώρες και τα οποία υπάγονται στην αρμοδιότητα των επιτροπών αυτών.

94. 5) Οι Περιοχικές Επιτροπές Σχεδίου μπορούν να συνεργάζονται στενά με περιοχικούς οργανισμούς που εκδηλώνουν την επιθυμία για τέτοιου είδους συνεργασία.

95. 6. Οι μέθοδοι εργασίας των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών καθορίζονται στον Γενικό Κανονισμό.

Άρθρο 12.

Συντονιστική Επιτροπή.

96. 1. Η Συντονιστική Επιτροπή αποτελείται από το Γενικό Γραμματέα, τον αναπληρωτή Γενικό Γραμματέα, τους Διευθυντές των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών και τον Πρόεδρο και Αντι-

πρόεδρο της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων. Προεδρεύεται από το Γενικό Γραμματέα και κατά την απουσία του από τον Αναπληρωτή Γενικό Γραμματέα.

97. 2. Η Συντονιστική Επιτροπή συμβουλεύει και επικουρεί το Γενικό Γραμματέα σε όλα τα θέματα τα διοικητικά, οικονομικά και τεχνικής συνεργασίας που ενδιαφέρουν περισσότερα από ένα μόνιμα όργανα καθώς επίσης και σε θέματα των τομέων εξωτερικών σχέσεων και δημοσίας ενημερώσεως. Κατά την εξέταση αυτών των θεμάτων η Επιτροπή λαμβάνει απολύτως υπόψη τις διατάξεις της Συμβάσεως, τις αποφάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου και τα συμφέροντα της Ενώσεως σφαιρικά.

98. 3. Η Συντονιστική Επιτροπή εξετάζει επίσης τα άλλα σημαντικά θέματα τα οποία της αναθέτονται από τη Σύμβαση και οποιαδήποτε θέματα που υποβάλλονται σε αυτή από το Διοικητικό Συμβούλιο. Μετά τη μελέτη των θεμάτων αυτών, η Επιτροπή υποβάλλει στο Διοικητικό Συμβούλιο έκθεση επί του αντικειμένου τους μέσω του Γενικού Γραμματέα.

Άρθρο 13.

Εκλεγόμενοι Υπάλληλοι και Προσωπικό της Ενώσεως.

99. 1. (1) Κατά την εκπλήρωση των καθηκόντων τους, οι εκλεγόμενοι υπάλληλοι, καθώς και το προσωπικό της Ενώσεως δεν επιτρέπεται να ζητούν ή να δέχονται οδηγίες από άλλη Κυβέρνηση ή άλλη αρχή ξένη προς την Ένωση. Οφείλουν να απέχουν από κάθε ενέργεια ασυμβίβαστη προς τη θέση τους ως διεθνών λειτουργών.

100. (2) Κάθε μέλος οφείλει να σέβεται τον αποκλειστικώς διεθνή χαρακτήρα των καθηκόντων των εκλεγομένων υπαλλήλων και του Προσωπικού της Ενώσεως και να μην επιδιώκει να επηρεάσει αυτούς κατά την εκτέλεση του έργου των.

101. (3) Οι εκλεγόμενοι υπάλληλοι καθώς και το προσωπικό της Ενώσεως δεν επιτρέπεται να έχουν πέραν των καθηκόντων τους, συμμετοχή ή οικονομικά συμφέροντα οποιασδήποτε φύσεως σε οποιαδήποτε επιχείρηση που ασχολείται με τηλεπικοινωνίες. Εν τούτοις, η έκφραση «Οικονομικά συμφέροντα» δεν πρέπει να ερμηνευτεί σαν αντιβαίνουσα στη συνέχιση πληρωμών για τη σύνταξη λόγω προγενέστερης θέσεως ή παροχής υπηρεσιών.

102. (4) Προκειμένου να εξασφαλισθεί η ικανοποιητική λειτουργία της Ενώσεως, οποιαδήποτε Χώρα-Μέλος από την οποία προέρχεται ο εκλεγόμενος Γενικός Γραμματέας, ο αναπληρωτής Γενικός Γραμματέας, μέλος της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων ή ο Διευθυντής μιας διεθνούς συμβουλευτικής επιτροπής οφείλουν όσο αυτό είναι δυνατόν, να μην ανακαλούν το πρόσωπο αυτό κατά το διάστημα που μεσολαβεί μεταξύ δύο διασκέψεων πληρεξουσίων.

103. 2. Ο Γενικός Γραμματέας, ο Αναπληρωτής Γενικός Γραμματέας, οι Διευθυντές των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών και τα μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων πρέπει να προέρχονται όλοι από διαφορετικές χώρες, μέλη της Ενώσεως. Κατά την εκλογή των υπαλλήλων αυτών επιβάλλεται να λαμβάνονται υπόψη οι αρχές που εκθέτονται στον αριθ. 104 καθώς επίσης και μια ισόρροπη γεωγραφική κατανομή μεταξύ των περιοχών του κόσμου.

104. 3. Η κυριαρχούσα σκέψη κατά την πρόσληψη και τον καθορισμό των όρων χρησιμοποιήσεως του Προσωπικού πρέπει να είναι η αναγκαία για την εξασφάλιση στην Ένωση των υπηρεσιών προσώπων με ανώτατα προσόντα ικανότητας καταλληλότητας και ακεραιότητας. Επιβάλλεται να λαμβάνεται σοβαρά υπόψη η σπουδαιότητα προσλήψεως Προσωπικού επί ευρύτερης, κατά το δυνατόν γεωγραφικής βάσεως.

Άρθρο 14.

Οργάνωση των εργασιών και Διεύθυνση των συζητήσεων κατά τις διασκέψεις και άλλες συνόδους.

105. 1. Για την οργάνωση των εργασιών τους και τη Διεύθυνση των συζητήσεών τους οι διασκέψεις, οι Γενικές Συνελεύσεις και σύνοδοι των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών εφαρμόζουν τον εσωτερικό κανονισμό που περιλαμβάνεται στο Γενικό Κανονισμό.

106. 2. Οι διασκέψεις, το Διοικητικό Συμβούλιο, οι Γενικές Συνελεύσεις και σύνοδοι των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών μπορούν να υιοθετήσουν τους κανόνες τους οποίους κρίνουν απαραίτητους για τη συμπλήρωση εκείνων του εσωτερικού Κανονισμού. Εν τούτοις οι συμπληρωματικοί αυτοί κανόνες πρέπει να συμφωνούν με τις διατάξεις της Συμβάσεως. Εάν πρόκειται για συμπληρωματικούς κανόνες που υιοθετούνται από Γενικές Συνελεύσεις και επιτροπές μελετών δημοσιεύονται σε μορφή αποφάσεως στα πρακτικά των Γενικών Συνελεύσεων.

Άρθρο 15.

Οικονομικά της Ενώσεως.

107. 1. Οι δαπάνες της Ενώσεως περιλαμβάνουν τα έξοδα που αφορούν:

108. α) Το Διοικητικό Συμβούλιο και τα μόνιμα όργανα της Ενώσεως

109. β) Τις διασκέψεις Πληρεξουσίων και τις παγκόσμιες διοικητικές διασκέψεις

110. γ) Την τεχνική συνεργασία και βοήθεια που παρέχεται στις υπό ανάπτυξη χώρες.

111. 2. Οι δαπάνες της Ενώσεως καλύπτονται από τις συνδρομές των μελών της που καθορίζονται με βάση τον αριθμό των μονάδων οι οποίες αντιστοιχούν στην κλάση συμμετοχής που έχει εκλέξει κάθε Μέλος σύμφωνα με τον κατωτέρω πίνακα:

κλάση 40 μονάδων	κλάση 4 μονάδων
κλάση 35 μονάδων	κλάση 3 μονάδων
κλάση 30 μονάδων	κλάση 2 μονάδων
κλάση 25 μονάδων	κλάση 1 1/2 μονάδων
κλάση 20 μονάδων	κλάση 1 μονάδας
κλάση 18 μονάδων	κλάση 1/2 μονάδας
κλάση 15 μονάδων	κλάση 1/4 μονάδας
κλάση 13 μονάδων	κλάση 1/8 μονάδας. Για τις λιγότερο αναπτυγμένες χώρες όπως αναφέρονται στον πίνακα των Ηνωμένων Εθνών και άλλες χώρες που καθορίζονται από το Διοικητικό Συμβούλιο.
κλάση 10 μονάδων	
κλάση 8 μονάδων	
κλάση 5 μονάδων	

112. 3. Εκτός από τις κλάσεις συμμετοχής που αναγράφονται στον αριθμό 111 κάθε Μέλος μπορεί να εκλέξει ένα αριθμό μονάδων συμμετοχής άνω των 40.

113. 4. Τα Μέλη εκλέγουν ελεύθερα την κλάση συμμετοχής σύμφωνα με την οποία επιθυμούν να μετέχουν στις δαπάνες της Ενώσεως.

114. 5. Καμμία μείωση της κλάσης συμμετοχής που έχει επιλεγεί σύμφωνα με τη Σύμβαση δεν μπορεί να γίνει κατα την διαρκεία ισχύος αυτής της Συμβάσεως. Εν τούτοις, σε εξαιρετικές περιστάσεις όπως είναι εθνικές καταστροφές για τις οποίες απαιτείται η εκτέλεση προγραμμάτων διεθνούς βοηθείας, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να εγκρίνει μείωση του αριθμού μονάδων συμμετοχής όταν αυτό ζητηθεί από Μέλος που έχει αποδείξει ότι δεν μπορεί να συνεχίσει να μετέχει στην κλάση που έχει αρχικά επιλέξει.

115. 6. Οι δαπάνες των περιοχικών διοικητικών διασκέψεων που προβλέπονται στον αριθ. 50 βαρύνουν όλα τα Μέλη της ενδιαφερομένης περιοχής ανάλογα με την κλάση συμμετοχής αυτών και στην ίδια βάση, τα Μέλη άλλων περιοχών, τα οποία ενδεχομένως έχουν μετάσχει σε τέτοιες διασκέψεις.

116. 7. τα Τα Μέλη πληρώνουν προκαταβολικά την ετήσια συνδρομή τους που υπολογίζεται βάσει του προϋπολογισμού που εγκρίνεται από το Διοικητικό Συμβούλιο.

117. 8. Κάθε Μέλος που καθυστερεί τις πληρωμές του προς την Ένωση στερείται του δικαιώματος ψήφου, όπως καθορίζεται στους αριθ. 10 και 11, εφόσον το καθυστερούμενο ποσόν ισούται ή υπερβαίνει το ποσόν των οφειλομένων συνδρομών του για τα προηγούμενα δύο έτη.

118. 9. Οι διατάξεις που εφαρμόζονται ως προς τις οικονομικές υποχρεώσεις των αναγνωρισμένων ιδιωτικών επιχειρήσεων, των Επιστημονικών ή Βιομηχανικών Οργανισμών καθώς και των διεθνών οργανισμών, περιλαμβάνονται στον Γενικό Κανονισμό.

Άρθρο 16.

Γλώσσες.

119. 1. (1) Επίσημες Γλώσσες της Ενώσεως είναι η Αγγλική, η Αραβική, η Κινεζική, η Ιαπωνική, η Γαλλική και η Ρωσσική.

120. (2) Γλώσσες εργασίας της Ενώσεως είναι η Αγγλική, η Γαλλική και η Ισπανική.

121. (3) Σε περίπτωση αμφισβητήσεως το γαλλικό κείμενο είναι επικρατέστερο.

122. 2. (1) Τα τελικά πρακτικά των Διασκέψεων πληρεξουσίων και των Διοικητικών Διασκέψεων, οι τελικές πράξεις αυτών, τα Πρωτόκολλα, οι αποφάσεις, οι συστάσεις και οι ευχές συντάσσονται στις επίσημες γλώσσης της Ενώσεως σε κείμενα ισοδύναμα τόσο από απόψεως τύπου όσο και από απόψεως ουσίας.

123. (2) Όλα τα άλλα έγγραφα των Διασκέψεων αυτών συντάσσονται στις γλώσσες εργασίας της Ενώσεως.

124. 3. (1) Τα επίσημα υπηρεσιακά έγγραφα της Ενώσεως, τα προβλεπόμενα στους Διοικητικούς Κανονισμούς δημοσιεύονται στις έξη επίσημες γλώσσες.

125. (2) Οι προτάσεις και εισηγήσεις που υποβάλλονται στις διασκέψεις και συνόδους των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών σε οποιαδήποτε από τις επίσημες γλώσσες κοινοποιούνται στα Μέλη στις γλώσσες εργασίας της Ενώσεως.

126. (3) Όλα τα άλλα έγγραφα που προορίζονται για γενική διανομή και τα οποία προετοιμάζονται από τον Γενικό Γραμματέα στα πλαίσια των αρμοδιοτήτων του, συντάσσονται στις τρείς γλώσσες εργασίας.

127. 4. (1) Κατά τις διασκέψεις της Ενώσεως και τις Γενικές Συνελεύσεις των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών, κατά τις συνόδους των επιτροπών μελετών που περιλαμβάνονται στο πρόγραμμα εργασίας το οποίο εγκρίνεται απο μια Γενική Συνέλευση και εκείνες του Διοικητικού Συμβουλίου, πρέπει να χρησιμοποιείται ένα αποτελεσματικό σύστημα αμοιβαίας μετάφρασης στις έξη επίσημες γλώσσες.

128. (2) Στις άλλες συνόδους των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών, οι συζητήσεις διεξάγονται στίς γλώσσες εργασίας υπό την προϋπόθεση ότι τα Μέλη που ζητούν μετάφραση για μια συγκεκριμένη γλώσσα εργασίας ανακοινώνουν την απόφασή τους να συμμετάσχουν στις συνόδους αυτές 90 τουλάχιστον ημέρες πριν.

129. (3) Όταν όλοι οι μετέχοντες σε μιά διάσκεψη ή σε μία σύνοδο συμφωνήσουν, όλες οι συζητήσεις μπορούν να διεξάγονται σε λιγότερες γλώσσες από αυτές που αναφέρονται ανωτέρω.

Άρθρο 17.

Νομική Ικανότης της Ενώσεως.

130. Η Ένωση περιλαμβάνει στην επικράτεια κάθε ενός από τα Μέλη της, της αναγκαιας νομικής ικανότητος για την άσκηση των λειτουργιων της και εκπλήρωση των σκοπών της.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ.

Γενικές Διατάξεις σχετικές προς τις Τηλεπικοινωνίες.

Άρθρο 18.

Δικαίωμα του κοινού να χρησιμοποιεί τη Διεθνή Υπηρεσία Τηλεπικοινωνιών.

131. Τα Μέλη αναγνωρίζουν στο κοινό το δικαίωμα επικοινωνίας μέσω της δημοσίας υπηρεσίας διεθνούς ανταποκρίσεως. Οι υπηρεσίες, τα τέλη και οι εγγυήσεις είναι οι ίδιες για όλους τους χρήστες σε κάθε κατηγορία ανταποκρίσεως χωρίς οποιαδήποτε προτεραιότητα ή προτίμηση.

Άρθρο 19.

Διακοπή Τηλεπικοινωνιών.

132. 1. Τα Μέλη διατηρούν το δικαίωμα να μην επιτρέπουν τη μεταβίβαση κάθε ιδιωτικού τηλεγραφήματος το οποίο θα μπορούσε να θεωρηθεί επικίνδυνο για την ασφάλεια του Κράτους ή αντίθετο προς τους Νόμους αυτού, προς τη δημόσια τάξη ή τα χρηστά ήθη υπό τον όρο να ειδοποιούν αμέσως το γραφείο προελεύσεως σχετικά με τη μη μεταβίβαση αυτού του τηλεγραφήματος ολικώς ή μερικώς εκτός εαν η ειδοποίηση αυτή κρίνεται επικίνδυνη για την ασφάλεια του Κράτους.

133. 2. Τα Μέλη διατηρούν επίσης, το δικαίωμα να διακόπτουν κάθε ιδιωτική τηλεπικοινωνία η οποία θα μπορούσε να θεωρηθεί επικίνδυνη για την ασφάλεια του Κράτους ή αντίθετη προς τους νόμους αυτού, προς τη δημοσια τάξη ή τα χρηστά ήθη.

Άρθρο 20.

Αναστολή Υπηρεσιών.

134. Κάθε μέλος διατηρεί το δικαίωμα να αναστέλλει την υπηρεσία των Διεθνών Τηλεπικοινωνιών για απροσδιόριστο χρόνο, είτε γενικώς, είτε σε μερικές μόνο σχέσεις ή και για ορισμένες κατηγορίες ανταποκρίσεων εξερχομένων, εισερχομένων ή διαβατικών υπό τον όρο να ειδοποιεί σχετικά με αυτό αμέσως κάθε ένα από τα άλλα Μέλη μέσω της Γενικής Γραμματείας.

Άρθρο 21.

Ευθύνη.

135. Τα Μέλη δεν αναλαμβάνουν ευθύνη έναντι των πελατών των διεθνών Τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών κυρίως όσον αφορά αιτήσεις για αποζημίωση.

Άρθρο 22.

Απόρρητο των Τηλεπικοινωνιών.

136. 1. Τα Μέλη υποχρεούνται να λαμβάνουν όλα τα δυνατά μέτρα, ανάλογα με το χρησιμοποιούμενο σύστημα τηλεπικοινωνίας, ώστε να εξασφαλίζεται το απόρρητο των διεθνών ανταποκρίσεων.

137. 2. Εν τούτοις διατηρούν το δικαίωμα να ανακοινώνουν τις ανταποκρίσεις αυτές στις αρμόδιες αρχές με σκοπό την εξασφάλιση της εφαρμογής της εσωτερικής τους νομοθεσίας ή εκτελέσεως διεθνών Συμβάσεων στις οποίες έχουν προσχωρήσει.

Άρθρο 23.

Εγκατάσταση, Εκμετάλλευση και Προστασία των Τηλεπικοινωνιακών οδών και εγκαταστάσεων.

138. 1. Τα Μέλη λαμβάνουν τα κατάλληλα μέτρα για την οργάνωση με τους καλύτερους τεχνικούς όρους των αναγκαίων οδών και εγκ/σεων για την εξασφάλιση της ταχείας και αδιάλειπτης ανταλλαγής των διεθνών τηλεπικοινωνιών.

139. 2. Όσο είναι δυνατόν, η εκμετάλλευση αυτών των οδών και εγκαταστάσεων πρέπει να ασκείται με τις καλλίτερες μεθόδους και διαδικασίες που έχουν καθιερωθεί με βάση την από την πράξη κεκτημένη πείρα, πρέπει δε οι οδοί αυτές και εγκαταστάσεις να διατηρούνται σε καλή κατάσταση λειτουργίας και να βρίσκονται στο επίπεδο των επιστημονικών και τεχνικών προόδων.

140. 3. Τα Μέλη εξασφαλίζουν την προστασία αυτών των οδών και εγκαταστάσεων μέσα στα όρια της δικαιοδοσίας τους.

141. 4. Όλα τα Μέλη λαμβάνουν τα κατάλληλα μέτρα για τη διατήρηση σε καλή κατάσταση των τμημάτων των διεθνών τηλεπικοινωνιακών κυκλωμάτων τα οποία περιλαμβάνονται μέσα στα όρια του ελέγχου τους, εκτός εάν υπάρχουν ιδιαίτερες συμφωνίες που καθορίζουν άλλους όρους.

Άρθρο 24.

Ανακοίνωση Παραβάσεων.

142. Προς διευκόλυνση της εφαρμογής των διατάξεων του Άρθρου 44, τα Μέλη αναλαμβάνουν την υποχρέωση της αμοιβαίας ανακοινώσεως των παραβάσεων των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως και των προσαρτημένων σ' αυτήν Διοικητικών Κανονισμών.

Άρθρο 25.

Προτεραιότητα Τηλεπικοινωνιών που αφορούν την ασφάλεια της ανθρώπινης ζωής.

143. Οι Διεθνείς τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες οφείλουν να παρα-

χωρούν απόλυτη προτεραιότητα σε όλες τις Τηλεπικοινωνίες που αφορούν την ασφάλεια ζωής, στη θάλασσα και στη ξηρά, στον αέρα ή στον εξωατμοσφαιρικό χώρο καθώς και στις επιδημιολογικές τηλεπικοινωνίες του Παγκόσμιου Οργανισμού Υγείας που έχουν εξαιρετικώς επείγοντα χαρακτήρα.

Άρθρο 26.

Προτεραιότητα Κρατικών Τηλεγραφημάτων και Τηλεφωνικών Συνδιαλέξεων.

144. Υπό την επιφύλαξη των διατάξεων των άρθρων 25 και 36 τα Κρατικά Τηλεγραφήματα απολαμβάνουν προτεραιότητας σε σχέση με τα άλλα τηλεγραφήματα, όταν ο αποστολέας το ζητήσει. Οι κρατικές τηλεφωνικές συνδιαλέξεις μπορούν επίσης εφόσον ζητηθεί ρητά και υπάρχει δυνατότητα, να τύχουν προτεραιότητας σε σχέση με τις άλλες τηλεφωνικές συνδιαλέξεις.

Άρθρο 27.

Μυστική Γλώσσα.

145. 1. Τα Κρατικά και υπηρεσιακά τηλεγραφήματα μπορούν να συντάσσονται σε μυστική γλώσσα σε όλες τις σχέσεις.

146. 2. Τα ιδιωτικά τηλεγραφήματα σε μυστική γλώσσα μπορούν να γίνονται δεκτά μεταξύ όλων των χωρών εκτός εκείνων οι οποίες ανακοίνωσαν προηγουμένως μέσω του Γενικού Γραμματέα, ότι δεν δέχονται τη γλώσσα αυτή γι' αυτή την κατηγορία ανταποκρίσεως.

147. 3. Τα Μέλη τα οποία δεν δέχονται ιδιωτικά τηλεγραφήματα σε μυστική γλώσσα προερχόμενα ή προοριζόμενα για το έδαφός τους οφείλουν να τα δέχονται σαν διαβατικά εκτός της περιπτώσεως αναστολής της υπηρεσίας που προβλέπεται στο άρθρο 20.

Άρθρο 28.

Τέλη και Ατέλειες.

148. Οι διατάξεις οι σχετικές με τα τέλη των τηλεπικοινωνιών και οι διάφορες περιπτώσεις για τις οποίες χορηγείται ατέλεια ορίζονται στους Διοικητικούς Κανονισμούς τους προσαρτημένους στην παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 29.

Κατάρτιση και εξόφληση Λογαριασμών.

149. Οι διακανονισμοί διεθνών λογαριασμών χαρακτηρίζονται σαν τρέχουσες συναλλαγές και ενεργούνται σύμφωνα με τις τρέχουσες διεθνείς υποχρεώσεις των ενδιαφερομένων χωρών, όταν οι κυβερνήσεις έχουν συνάψει σχετικές συμφωνίες για το θέμα αυτό. Εφ' όσον δεν υπάρχουν τέτοιες συμφωνίες ή ελλείψει ιδιαιτέρων συμφωνιών συναφθεισών σύμφωνα με το άρθρο 31, οι Διακανονισμοί αυτοί των λογαριασμών πραγματοποιούνται σύμφωνα με τις διατάξεις των Διοικητικών Κανονισμών.

Άρθρο 30.

Νομισματική Μονάδα.

150. Ελλείψει ιδιαιτέρων συμφωνιών συναφθεισών μεταξύ Μελών, η νομισματική μονάδα που θα χρησιμοποιηθεί για τη σύνθεση των τελών κατανομής για διεθνείς τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες και την κατάρτιση των διεθνών λογαριασμών είναι:

– ή η νομισματική μονάδα του Διεθνούς Νομισματικού Ταμείου.

- ή το χρυσό φράγκο,

όπως ορίζονται στους Διοικητικούς Κανονισμούς. Οι διατάξεις για εφαρμογή περιλαμβάνονται στο Παράρτημα Ι των Κανονισμών Τηλεγραφικού και Τηλεφωνικού.

Άρθρο 31.

Ιδιαίτερες Συμφωνίες.

151. Τα Μέλη επιφυλάσσουν σε αυτά τα ίδια, για τις αναγνωρισμένες από αυτά ιδιωτικές επιχειρήσεις και για άλλες επιχειρήσεις δεόντως για το σκοπό αυτό εξουσιοδοτημένες, την ευχέρεια να συνάπτουν ιδιαίτερες συμφωνίες για θέματα τηλεπικοινωνιών τα οποία δεν ενδιαφέρουν το σύνολο των Μελών. Εν τούτοις, οι συμφωνίες αυτές δεν πρέπει να βρίσκονται σε αντίθεση με τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως ή των προσαρτημένων σ' αυτήν διοικητικών Κανονισμών όσον αφορά στις επιβλαβείς παρενοχλήσεις τις οποίες θα μπορούσε να προκαλέσει η εφαρμογή αυτών στις υπηρεσίες ραδιοεπικοινωνιών των άλλων χωρών.

Άρθρο 32.

Περιοχικές Διασκέψεις, Περιοχικές συμφωνίες, Περιοχικές Οργανώσεις.

152. Τα Μέλη επιφυλάσσουν σε αυτά το δικαίωμα να πραγματοποιούν περιοχικές διασκέψεις, να συνάπτουν περιοχικές συμφωνίες και να συνιστούν περιοχικές οργανώσεις με σκοπό τον διακανονισμό τηλεπικοινωνιακών θεμάτων επιδεκτικών ρυθμίσεως σε περιοχικό επίπεδο. Οι περιοχικές συμφωνίες δεν πρέπει να αντιβαίνουν στην παρούσα Σύμβαση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ.

Ειδικές Διατάξεις για Ραδιοεπικοινωνίες.

Άρθρο 33.

Ορθολογική Χρησιμοποίηση του Φάσματος Ραδιηλεκτρικών Συχνοτήτων και της Τροχιάς Γαιοστατικών Δορυφόρων.

153. 1. Τα Μέλη καταβάλλουν προσπάθεια ώστε ο χρησιμοποιούμενος αριθμός συχνοτήτων και η χρησιμοποιούμενη περιοχή του φάσματος να περιορίζονται στο ελάχιστο δυνατό όριο το απαραίτητο για την εξασφάλιση κατά ικανοποιητικό τρόπο της λειτουργίας των αναγκαίων υπηρεσιών. Για το σκοπό αυτό προσπαθούν να εφαρμόζουν τις τελευταίες τελειοποιήσεις της τεχνικής στις συντομώτερες προθεσμίες.

154. 2. Κατά τη χρησιμοποίηση των ζωνών συχνοτήτων για τις διαστημικές Ραδιοεπικοινωνίες τα Μέλη λαμβάνουν υπόψη ότι οι συχνότητες και η τροχιά γαιοστατικών δορυφόρων είναι περιορισμένα φυσικά μέσα τα οποία πρέπει να χρησιμοποιούνται αποτελεσματικά καιμε οικονομία σύμφωνα με τις διατάξεις των Κανονισμών Ραδιοεπικοινωνιών, ώστε να μπορούν χώρες ή ομάδες χωρών να συμμετέχουν δίκαια σ' αυτή την τροχιά και σ' αυτές τις συχνότητες λαμβανομένων υπόψη των ειδικών αναγκών των υπό ανάπτυξη χωρών και της γεωγραφικής θέσεως ορισμένων χωρών.

Άρθρο 34.

Ενδοεπικοινωνία.

155. 1. Οι σταθμοί οι οποίοι εξασφαλίζουν τις ραδιοεπικοινωνίες στην κινητή υπηρεσία είναι υποχρεωμένοι, μέσα στα όρια, της κανονικής τους χρησιμοποιήσεως να ανταλλάσσουν αμοιβαία ραδιοεπικοινωνίες χωρίς διάκριση ως προς το ραδιοηλεκτρικό σύστημα που έχει υιοθετηθεί από αυτούς.

156. 2. Εν τούτοις, για να μη παρακωλύονται οι επιστημονικές πρόοδοι, οι διατάξεις του Αριθ. 155 δεν εμποδίζει τη χρήση ραδιοηλεκτρικού συστήματος μη ικανού να επικοινωνεί με άλλα συστήματα, εφ' όσον η ανικανότητα αυτή οφείλεται στην ειδική φύση του συστήματος αυτού και δεν είναι προϊόν διατάξεων που επινοήθηκαν αποκλειστικά με σκοπό την παρεμπόδιση της ενδοεπικοινωνίας.

157. 3. Παρά τις διατάξεις του Αριθ. 155, ένας σταθμός μπορεί να διατίθεται για την εκτέλεση περιορισμένης διεθνούς υπηρεσίας τηλεπικοινωνίας που καθορίζεται από το σκοπό αυτής της υπηρεσίας ή από άλλες συνθήκες ανεξάρτητες του χρησιμοποιούμενου συστήματος.

Άρθρο 35.

Επιβλαβείς Παρενοχλήσεις.

158. 1. Όλοι οι σταθμοί, οποιοσδήποτε και αν είναι ο σκοπός τους, πρέπει να εγκαθίστανται και να εκμεταλλεύονται κατά τρόπο που δεν

προκαλεί επιβλαβείς παρενοχλήσεις στις επικοινωνίες ή ραδιοηλεκτρικές υπηρεσίες άλλων Μελών, αναγνωρισμένων ιδιωτικών επιχειρήσεων ή άλλων επιχειρήσεων δεόντως εξουσιοδοτημένων για την εξασφάλιση υπηρεσίας ραδιοεπικοινωνιών και οι οποίες λειτουργούν σύμφωνα με τις διατάξεις του Κανονισμού Ραδιοεπικοινωνιών.

159. 2. Κάθε Μέλος αναλαμβάνει την υποχρέωση να απαιτεί, από τις αναγνωρισμένες ιδιωτικές επιχειρήσεις και άλλες επιχειρήσεις δεόντως εξουσιοδοτημένες για το σκοπό αυτό, την τήρηση των διατάξεων του Αριθ. 158.

160. 3. Επιπλέον, τα Μέλη αναγνωρίζουν ως επιθυμητή τη λήψη των πρακτικά δυνατών μέτρων για την παρεμπόδιση της λειτουργίας ηλεκτρικών συσκευών και εγκαταστάσεων κάθε είδους οι οποίες προκαλούν επιβλαβείς παρενοχλήσεις στις ραδιοηλεκτρικές υπηρεσίες ή επικοινωνίες που αναφέρονται στο Αριθ. 158.

Άρθρο 36.

Κλήσεις και Μηνύματα Κινδύνου.

161. Οι σταθμοί ραδιοεπικοινωνιών είναι υποχρεωμένοι να δέχονται κατ' απόλυτη προτεραιότητα και μηνύματα κινδύνου οποιαδήποτε και αν είναι η προέλευσή τους, να απαντούν κατά τον ίδιο τρόπο στα μηνύματα αυτά και να δίνουν σ' αυτά αμέσως τη συνέχεια που επιβάλλεται.

Άρθρο 37.

Ψευδή ή Απατηλά Σήματα Κινδύνου, Επείγοντος, Ασφαλείας ή Ταυτότητας.

162. Τα Μέλη υποχρεούνται να λαμβάνουν τα κατάλληλα μέτρα για την παρεμπόδιση της μεταβίβασης ή θέσης σε κυκλοφορία ψευδών ή απατηλών σημάτων κινδύνου, επείγοντος ασφαλείας ή ταυτότητας και να συνεργάζονται με σκοπό τον εντοπισμό και καθορισμό της ταυτότητας των σταθμών της χώρας τους που εκπέμπουν τέτοια σήματα.

Άρθρο 38.

Εγκαταστάσεις Υπηρεσιών Εθνικής Άμυνας.

163. 1. Τα Μέλη διατηρούν την πλήρη ελευθερία τους αναφορικά με τις στρατιωτικές ραδιοηλεκτρικές εγκαταστάσεις του στρατού ξηράς και των ναυτικών και αεροπορικών δυνάμεών τους.

2. Εν τούτοις, οι εγκαταστάσεις αυτές πρέπει, όσο είναι δυνατόν, να τηρούν τις κανονιστικές διατάξεις τις σχετικές με την παροχή βοήθειας σε περίπτωση κινδύνου με τη λήψη μέτρων για την παρεμπόδιση των επιβλαβών παρενοχλήσεων καθώς και τις διατάξεις των Διοικητικών Κανονισμών που αφορούν τους τύπους εκπομπής και τις συχνότητες που θα χρησιμοποιηθούν ανάλογα με τη φύση των υπηρεσιών που εξασφαλίζονται από αυτές.

165. 3. Εξ άλλου, εφ' όσον οι εγκαταστάσεις αυτές μετέχουν στην υπηρεσία της δημόσιας ανταποκρίσεως ή σε άλλες υπηρεσίες που διέπονται από τους προσαρτημένους στην παρούσα Σύμβαση Διοικητικούς Κανονισμούς, πρέπει να συμμορφώνονται γενικά με τις κανονιστικές διατάξεις που εφαρμόζονται σ' αυτές τις υπηρεσίες.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV.

Σχέσεις με τα Ηνωμένα Έθνη και τους Διεθνείς Οργανισμούς.

Άρθρο 39.

Σχέσεις με τα Ηνωμένα Έθνη.

166. 1. Η σχέση μεταξύ των Ηνωμένων Εθνών και της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών καθορίζονται στην συναφθείσα μεταξύ των δύο αυτών οργανισμών συμφωνία, το κείμενο της οποίας περιλαμβάνεται στο Παράρτημα 3 της παρούσας Σύμβασης.

167. 2. Σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου XVI της ανωτέρω μνημονευομένης συμφωνίας, οι υπηρεσίες εκμεταλλεύσεως τηλεπικοινωνιών των Ηνωμένων Εθνών απολαμβάνουν των δικαιωμάτων και υπόκεινται στις υποχρεώσεις οι οποίες προβλέπονται στην παρούσα Σύμβαση και στους Διοικητικούς Κανονισμούς. Έχουν κατα συνέπεια το δικαίωμα παραστάσεως, σ' όλες τις διασκέψεις της Ενώσεως, συμπεριλαμβανομένων των συνόδων των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών, υπό συμβουλευτική ιδιότητα.

Άρθρο 40.

Σχέσεις με τους Διεθνείς Οργανισμούς.

168. Προκειμένου να υποβοηθηθεί η πραγματοποίηση πλήρους διεθνούς συντονισμού στον τομέα των τηλεπικοινωνιών, η Ένωση συνεργάζεται με διεθνείς οργανισμούς, οι οποίοι έχουν συναφή ενδιαφέροντα και δραστηριότητες.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V.

Εφαρμογή της Συμβάσεως και των Κανονισμών.

Άρθρο 41.

Βασικές Διατάξεις και Γενικός Κανονισμός.

169. Σε περίπτωση διαφοράς μεταξύ μιας διατάξεως του πρώτου μέρους της Συμβάσεως (Βασικές Διατάξεις Αριθ.1 μέχρι 194) και μιας διατάξεως του δεύτερου μέρους της Συμβάσεως (Γενικός Κανονισμός Αριθ. 201 μέχρι 643) επικρατέστερη θεωρείται η πρώτη.

Άρθρο 42.

Διοικητικοί Κανονισμοί.

170. 1. Οι διατάξεις της Συμβάσεως συμπληρώνονται από τους Διοικητικούς Κανονισμούς οι οποίοι ρυθμίζουν τη χρησιμοποίηση των τηλεπικοινωνιών και δεσμεύουν όλα τα Μέλη.

171. 2. Η επικύρωση της παρούσας Συμβάσεως σύμφωνα με το άρθρο45 ή η προσχώρηση στη παρούσα Σύμβαση, σύμφωνα με το Άρθρο 46, συνεπάγεται την αποδοχή των σε ισχύ Διοικητικών Κανονισμών κατά τον χρόνο της επικυρώσεως ή προσχωρήσεως αυτής.

172. 3. Τα Μέλη οφείλουν να πληροφορούν τον Γενικό Γραμματέα για την έγκριση από αυτά κάθε αναθεωρήσεως των Κανονισμών αυτών από αρμόδιες διοικητικές διασκέψεις. Ο Γενικός Γραμματέας γνωστοποιεί στα Μέλη τις εγκρίσεις αυτές μετά τη λήψη τους.

173. 4. Σε περίπτωση διαφοράς μεταξύ διατάξεως της Συμβάσεως και διατάξεως Διοικητικού Κανονισμού επιρκατέστρη θεωρείται η Σύμβαση.

Άρθρο 43.

Εγκυρότητα των σε ισχύ Διοικητικών Κανονισμών.

174. Οι Διοικητικοί Κανονισμοί που αναφέρονται στο αριθ. 170 είναι οι ισχύοντες κατά τη στιγμή της υπογραφής της παρούσας Συμβάσεως.

Αυτοί θεωρούνται προσαρτημένοι στην παρούσα Σύμβαση και παραμένουν σε ισχύ, υπό την επιφύλαξη μερικών αναθεωρήσεων που μπορούν να υιοθετηθούν σύμφωνα με τους όρους του αριθμού 53 μέχρι της θέσεως σε ισχύ των νέων Κανονισμών που καταρτίζονται από τις αρμόδιες παγκόσμιες διοικητικές διασκέψεις για να αντικαταστήσουν αυτούς σαν παραρτήματα της παρούσας συμβάσεως.

Άρθρο 44.

Εκτέλεση της Συμβάσεως και των Κανονισμών.

175. 1. Τα Μέλη είναι υποχρεωμένα να συμμορφώνονται με τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως και τους προσαρτημένους Διοικητικούς Κανονισμούς σε όλα τα γραφεία και σταθμούς τηλεπικοινωνιών τους οποίους έχουν εγκαταστήσει ή εκμεταλλεύονται και οι οποίοι εξασφαλίζουν διεθνείς υπηρεσίες ή μπορούν να προκαλέσουν επιβλαβείς παρενοχλήσεις στις υπηρεσίες ραδιοεπικοινωνιών άλλων χωρών, εκτός εάν πρόκειται για υπηρεσίες που εξαιρούνται από αυτές τις υποχρεώσεις σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 38.

176. 2. Τα Μέλη είναι εξ άλλου υποχρεωμένα να λαμβάνουν τα αναγκαία μέτρα για την επιβολή της τηρήσεως των διατάξεων της παρούσας Συμβάσεως και των Διοικητικών Κανονισμών στις εξουσιοδοτημένες επιχειρήσεις από τα Μέλη να εγκαθιστούν και εκμεταλλεύονται τηλεπικοινωνίες και οι οποίες εξασφαλίζουν διεθνείς υπηρεσίες ή εκμεταλλεύονται σταθμούς που μπορούν να προκαλέσουν επιβλαβείς παρενοχλήσεις στις υπηρεσίες ραδιοεπικοινωνιών άλλων χωρών.

Άρθρο 45.

Επικύρωση Συμβάσεως.

177. 1. Η παρούσα Σύμβαση θα επικυρωθεί από κάθε μία από τις κυβερνήσεις οι οποίες την υπογράφουν σύμφωνα με τους ισχύοντες συνταγματικούς κανόνες στις αντίστοιχες χώρες. Τα κυρωτικά έγγραφα θα καταθετούν μέσα στη συντομώτερη δυνατή προθεσμία, διά της διπλωματικής οδού και με τη μεσολάβηση της κυβερνήσεως της χώρας στην οποία βρίσκεται η έδρα της Ενώσεως, στο Γενικό Γραμματέα ο οποίος θα ανακοινώνει στα Μέλη.

178. 2. (1) Κατά τη διάρκεια περιόδου δύο ετών από την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της παρούσας συμβάσεως, Κυβέρνηση η οποία έχει υπογράψει αυτήν, έστω και αν δεν κατέθεσε κυρωτικά έγγραφα σύμφωνα με τους όρους του Αριθ. 177, απολαμβάνει των δικαιωμάτων τα οποία αναγνωρίζονται στα Μέλη της Ενώσεως στους αριθμούς 8 μέχρι 11.

179. (2). Από το τέλος της διετούς περιόδου από την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της παρούσας συμβάσεως, κυβέρνηση η οποία έχει υπογράψει τη σύμβαση και η οποία δεν κατέθεσε κυρωτικά έγγραφα σύμφωνα με τους όρους του αριθ. 177 δεν έχει πλέον το δικαίωμα ψήφου σε οποιαδήποτε διάσκεψη της Ενώσεως, σύνοδο του Διοικητικού Συμβουλίου, σύνοδο των μονίμων οργάνων της Ενώσεως ούτε σε οποιαδήποτε ψηφοφορία που διενεργείται με αλληλογραφία σύμφωνα με τις διατάξεις της Συμβάσεως μέχρις ότου κατατεθούν τα εν λόγω έγγραφα. Τα άλλα δικαιώματα της κυβερνήσεως αυτής εκτός του δικαιώματος ψήφου δεν θίγονται.

180. 3. Μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Συμβάσεως σύμφωνα με το Άρθρο 52, κάθε κυρωτικό έγγραφο θεωρείται ισχύον από την ημερομηνία καταθέσεώς του στον Γενικό Γραμματέα.

181. 4. Σε περίπτωση που μία ή περισσότερες Κυβερνήσεις, οι οποίες έχουν υπογράψει τη σύμβαση, δεν επικυρώνουν αυτή, δεν θα παύσει να ισχύει για τις Κυβερνήσεις οι οποίες την έχουν επικυρώσει.

Άρθρο 46.

Προσχώρηση στη Σύμβαση.

182. 1. Η Κυβέρνηση χώρας η οποία δεν υπέγραψε την παρούσα Σύμβαση, μπορεί να προσχωρήση σ' αυτήν σε οποιονδήποτε χρόνο με την επιφύλαξη των διατάξεων του Άρθρου 1.

183. 2. Το έγγραφο προσχωρήσεως απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα δια της διπλωματικής οδού και με τη μεσολάβηση της κυβερνήσεως της χώρας που εδρεύει η Ένωση. Η προσχώρηση ισχύει από την ημερομηνία καταθέσεώς του, εκτός αν ορίζεται διαφορετικά σ' αυτό. Ο Γενικός Γραμματέας γνωστοποιεί την προσχώρηση στα Μέλη και διαβιβάζει σε κάθε ένα από αυτά ένα επιυρωμένο αντίγραφο της πράξεως προσχωρήσεως.

Άρθρο 47.

Καταγγελία της Συμβάσεως.

184. 1. Κάθε Μέλος που επικύρωσε ή προσχώρησε στην παρούσα Σύμβαση έχει το δικαίωμα καταγγελίας αυτής δια γνωστοποιήσεως που απευθύνεται στον Γενικό Γραμματέα δια της διπλωματικής οδού και με τη μεσολάβηση της Κυβερνήσεως της χώρας που εδρεύει η Ένωση. Ο Γενικός Γραμματέας ειδοποιεί τα άλλα Μέλη σχετικά με αυτό.

185. 2. Η καταγγελία αυτή θεωρείται ότι ισχύει από την εκπνοή περιόδου ενός έτους από την ημέρα λήψεως της σχετικής γνωστοποιήσεως από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 48.

Κατάργηση της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών MALAGA - TORREMOLINOS (1973).

186. Η παρούσα Σύμβαση καταργεί και αντικαθιστά τη Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών MALAGA - TORREMOLINOS (1973) στις σχέσεις μεταξύ των Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων.

Άρθρο 49.

Σχέσεις με μη Συμβεβλημένα Κράτη.

187. Όλα τα Μέλη επιφυλάσσουν σ' αυτά και τις αναγνωρισμένες ιδιωτιεκς επιχειρήσεις το δικαίωμα να καθορίζουν τους όρους με τους οποίους δέχονται επικοινωνίες ανταλλασσόμενες με Κράτος που δεν μετέχει στην παρούσα Σύμβαση. Εάν τηλεπικοινωνία προερχόμενη από Κράτος μη συμβεβλημένο γίνεται δεκτή από ένα Μέλος, αυτή πρέπει να μεταβιβαστεί και εφ' όσον χρησιμοποιεί τηλεπικοινωνιακές οδούς ενός Μέλους εφαρμόζονται σε αυτήν οι υποχρεωτικές διατάξεις της Συμβάσεως και των Διοικητικών Κανονισμών καθώς και τα κανονικά τέλη.

Άρθρο 50.

Διακανονισμός Διαφορών.

188. 1. Τα Μέλη μπορούν να ρυθμίζουν τις διαφορές τους πάνω σε θέματα σχετικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Συμβάσεως ή των Κανονισμών που προβλέπονται στο άρθρο 42, δια της διπλωματικής οδού, ή σύμφωνα με διαδικασίες που έχουν καθιερωθεί από διμερείς ή πολυμερείς συνθήκες που έχουν συναφθεί μεταξύ αυτών για τον διακανονισμό διεθνών διαφορών ή με κάθε άλλη μέθοδο την οποία θα μπορούσαν να αποφασίσουν από κοινού.

189. 2. Στην περίπτωση που δεν υιοθετείται κανένα από αυτά τα μέσα διακανονισμού, κάθε Μέλος που βρίσκεται σε διαφωνία μπορεί, να προσφύγει στη διαιτησία σύμφωνα με τη διαδικασία που καθορίζεται στο Γενικό Κανονισμό ή στο Πρόσθετο Προαιρετικό Πρωτόκολλο ανάλογα με την περίπτωση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VI.

Ορισμοί.

Άρθρο 51.

Ορισμοί.

190. Στην παρούσα Σύμβαση εκτός εάν προβλέπεται διαφορετικά από το κείμενο:

191. α) Οι όροι που περιλαμβάνονται στο Παράρτημα 2 της παρούσας Συμβάσεως έχουν την έννοια που τους αποδίδεται σ' αυτό το παράρτημα.

192. β) Οι άλλοι όροι που περιλαμβάνονται στους Κανονισμούς του άρθρου 42, έχουν την έννοια που τους αποδίδεται σε αυτούς τους Κανονισμούς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VII.

Τελική Διάταξη.

Άρθρο 52.

Έναρξη ισχύος και Κατάθεση της Συμβάσεως.

193. Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ την 1 Ιανουαρίου 1984 μεταξύ των Μελών των οποίων τα όργανα επικυρώσεως ή προσχωρήσεως θα έχουν κατατεθεί προ της ημερομηνίας αυτής.

194. Σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 102 του Χάρτου των Ηνωμένων Εθνών ο Γενικός Γραμματέας της Ενώσεως θα καταθέσει την παρούσα Σύμβαση στη Γραμματεία των Ηνωμένων Εθνών.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟ

ΓΕΝΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VIII.

Λειτουργία της Ενώσεως.

Άρθρο 53.

Διάσκεψη Πληρεξουσίων.

201. 1. (1) Η Διάσκεψη Πληρεξουσίων συνέρχεται σύμφωνα με τις Διατάξεις του Αριθ. 34.

202. (2) Εάν τούτο είναι πρακτικώς δυνατόν, η ημερομηνία και ο τόπος κάθε Διασκέψεως Πληρεξουσίων καθορίζονται από την προηγούμενη Διάσκεψη Πληρεξουσίων. Σε αντίθετη περίπτωση, η ημερομηνία αυτή και ο τόπος ορίζονται από το Διοικητικό Συμβούλιο κατόπιν συμφωνίας της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως.

203. 2. (1) Η ημερομηνία και ο τόπος της επομένης Διασκέψεως πληρεξουσίων ή ένα από αυτά μπορούν να αλλάξουν:

204. α) Μετά από αίτηση τουλάχιστον του ενός τετάρτου των Μελών της Ενώσεως που απευθύνεται χωριστά στον Γενικό Γραμματέα,

205. β) Μετά από πρόταση του Διοικητικού Συμβουλίου.

206. (2) Και στις δύο περιπτώσεις νέα ημερομηνία και τόπος ή το ένα από τα δύο μόνον καθορίζονται κατόπιν συμφωνίας της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως.

Άρθρο 54.

Διοικητικές Διασκέψεις.

207. 1. (1) Η ημερήσια διάταξη μιας διοικητικής διασκέψεως καθορίζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο κατόπιν συμφωνίας της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως, εάν πρόκειται για παγκόσμια διοικητική διάσκεψη, ή της πλειοψηφίας των Μελών της περιοχής την οποία αφορά η διάσκεψη εάν πρόκειται για περιοχική διοικητική διάσκεψη, με την επιφύλαξη των διατάξεων του αριθ. 229.

208. (2) Ανάλογα με την περίπτωση, αυτή η ημερήσια διάταξη περιλαμβάνει κάθε θέμα που αποφασίστηκε να περιληφθεί από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων.

209. (3) Μία Παγκόσμια διοικητική διάσκεψη που ασχολείται με τις ραδιοεπικοινωνίες μπορεί επίσης να περιλαμβάνει στην ημερήσια διάταξη τις κατευθύνσεις που πρέπει να δοθούν στη Διεθνή Επιτροπή Καταγραφής Συχνοτήτων σχετικές με τις δραστηριότητες της καθώς και την εξέταση αυτών των δραστηριοτήτων. Μία παγκόσμια διοικητική διάσκεψη μπορεί να περιλαμβάνει στις αποφάσεις της οδηγίες ή αιτήσεις ανάλογα με την περίπτωση, που πρέπει να δοθούν στα μόνιμα όργανα.

210. 2. (1) Μία Παγκόσμια διοικητική διάσκεψη συγκαλείται:

211. α) Κατόπιν αποφάσεως μιας Διασκέψεως Πληρεξουσίων η οποία μπορεί να καθορίσει την ημερομηνία και τον τόπο συνόδου της.

212. β) κατόπιν συστάσεως προηγούμενης παγκόσμιας διοικητικής διασκέψεως με την επιφύλαξη εγκρίσεως από το Διοικητικό Συμβούλιο.

213. γ) κατόπιν αιτήσεως του ενός τετάρτου, τουλάχιστον των Μελών της Ενώσεως, που απευθύνεται χωριστά στο Γενικό Γραμματέα.

214. δ) κατόπιν προτάσεως του Διοικητικού Συμβουλίου.

215. (2) Στις περιπτώσεις που προβλέπονται στους αριθμούς 212, 213, 214 και ενδεχομένως 211, η ημερομηνία και ο τόπος της διασκέψεως ορίζονται από το Διοικητικό Συμβούλιο κατόπιν συμφωνίας της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως με την επιφύλαξη των διατάξεων του αριθμού 229.

216. 3. (1) Μία περιοχική διοικητική διάσκεψη συγκαλείται:

217. α) κατόπιν αποφάσεως μιας Διασκέψεως Πληρεξουσίων

218. β) κατόπιν συστάσεως μιας προηγούμενης παγκοσμίου ή περιοχικής διοικητικής διασκέψεως με την επιφύλαξη εγκρίσεως από το Διοικητικό Συμβούλιο.

219. γ) κατόπιν αιτήσεως του ενός τετάρτου, τουλάχιστον των Μελών της Ενώσεως τα οποία ανήκουν στην εν λόγω περιοχή, απευθυνόμενη χωριστά στον Γενικό Γραμματέα.

220. δ) κατόπιν προτάσεως του Διοικητικού Συμβουλίου.

221. (2) Στις περιπτώσεις που προβλέπονται στους αριθμούς 218, 219, 220 και ενδεχομένως 217 η ημερομηνία και ο τόπος της Διασκέψεως ορίζονται από το Διοικητικό Συμβούλιο με τη συμφωνία της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως που ανήκουν στην υπόψη περιοχή με την επιφύλαξη των διατάξεων του αριθμού 229.

222. 4. (1) Η ημερήσια διάταξη, η ημερομηνία και ο τόπος μιας διοικητικής διασκέψεως μπορούν να μεταβληθούν:

223. α) Κατόπιν αιτήσεως τουλάχιστον του ενός τετάρτου των Μελών της Ενώσεως εάν πρόκειται για παγκόσμια διοικητική διάσκεψη, ή του ενός τετάρτου των Μελών της Ενώσεως που ανήκουν στην υπόψη περιοχή εάν πρόκειται για περιοχική διοικητική διάσκεψη. Οι αιτήσεις υποβάλλονται χωριστά στο γενικό γραμματέα, ο οποίος τις παραπέμπει στο Διοικητικό Συμβούλιο για έγκριση.

224. β) κατόπιν προτάσεως του Διοικητικού Συμβουλίου.

225. (2) Στις περιπτώσεις που προβλέπονται στους αριθμούς 223 και 224, οι προτεινόμενες μεταβολές υιοθετούνται οριστικά μόνον κατόπιν συμφωνίας της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως, εφ' όσον πρόκειται για παγκόσμια διοικητική διάσκεψη, ή της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως που ανήκουν στην υπόψη περιοχή εάν πρόκειται για περιοχική διοικητική διάσκεψη, με την επιφύλαξη των διατάξεων του αριθ. 229.

226. 5. (1) Μία Διάσκεψη πληρεξουσίων ή το Διοικητικό Συμβούλιο μπορούν να θεωρήσουν ότι είναι χρήσιμο να προηγηθεί, η κυρία σύνοδος μιας διοικητικής διασκέψεως, μιας προπαρασκευαστικής συνόδου επιφορτισμένης να καταρτίσει και να υποβάλει μία έκθεση πάνω στις τεχνικές βάσεις των εργασιών της Διασκέψεως.

227. (2) Η σύγκληση της προπαρασκευαστικής αυτής συνόδου και η ημερήσια διάταξη αυτής πρέπει να εγκριθούν από την πλειοψηφία των Μελών της Ενώσεως εάν πρόκειται για παγκόσμια διοικητική διάσκεψη, ή από την πλειοψηφία των Μελών της Ενώσεως που ανήκουν στην ενδιαφερόμενη περιοχή, εάν πρόκειται για περιοχική διοικητική διάσκεψη, με την επιφύλαξη του αριθμού 229.

228. (3) Εκτός εάν η προπαρασκευαστική σύνοδος μιας διοικητικής διασκέψεως αποφασίσει διαφορετικά, τα κείμενα τα οποία τελικά αυτή ενέκρινε συγκεντρώνονται υπό μορφή εκθέσεως η οποία εγκρίνεται από τη σύνοδο αυτή και υπογράφεται από τον Πρόεδρό της.

229. 6. Στις ψηφοφορίες που προβλέπονται στους αριθμούς 207, 215, 221, 225 και 227 τα Μέλη της Ενώσεως τα οποία δεν απάντησαν εντός της προθεσμίας της οριζομένης από το Διοικητικό Συμβούλιο, θεωρούνται σαν μη μετέχοντα στις ψηφοφορίες αυτές και δεν λαμβάνονται, κατά συνέπεια, υπόψη για τον υπολογισμό της πλειοψηφίας. Εάν ο αριθμός των ληφθεισών απαντήσεων δεν υπερβαίνει το μισό του αριθμού των ερωτηθέντων Μελών, διεξάγεται νέα ψηφοφορία της οποίας το αποτέλεσμα είναι οριστικό, ανεξάρτητα από τον αριθμό ψηφισάντων Μελών.

230. 7. Αν κληθεί προς τούτο από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων, από το Διοικητικό Συμβούλιο ή από προηγούμενη διοικητική διάσκεψη που έχει αναλάβει να καθορίσει τις τεχνικές βάσεις για μία επόμενη διοικητική διάσκεψη και με την προϋπόθεση ότι ελήφθησαν από το Διοικητικό Συμβούλιο οι αναγκαίες προϋπολογιστικές διατάξεις, η Διεθνής Συμβουλευτική Επιτροπή Ραδιοεπικοινωνιών μπορεί να συγκαλέσει σύνοδο προπαρασκευαστική της διασκέψεως η οποία γίνεται πριν από την εν λόγω διοικητική διάσκεψη. Ο διευθυντής της Διεθνούς Συμβουλευτικής Επιτροπής Ραδιοεπικοινωνιών υποβάλλει την έκθεση της προπαρασκευαστικής αυτής συνόδου, μέσω του Γενικού Γραμματέα, σαν εισήγηση στις εργασίες της διοικητικής διασκέψεως.

Άρθρο 55.

Διοικητικό Συμβούλιο.

231. 1. (1) το Διοικητικό Συμβούλιο αποτελείται από Μέλη της Ενώσεως τα οποία εκλέγονται από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων.

232. (2) Εάν, μεταξύ δύο Διασκέψεων Πληρεξουσίων χηρεύσει μία έδρα στο Διοικητικό Συμβούλιο, αυτή αυτοδικαίως καταλαμβάνεται από το Μέλος της Ενώσεως, το οποίο στην τελευταία ψηφοφορία έλαβε το μεγαλύτερο αριθμό ψήφων μεταξύ των μελών που ανήκουν στην ίδια περιοχή και δεν έχουν εκλεγεί.

233. (3) Μία έδρα στο Συμβούλιο λογίζεται κενή:

234. α) Όταν ένα μέλος του Συμβουλίου δεν αντιπροσωπεύθηκε σε δύο διαδοχικές ετήσιες συνεδριάσεις του Συμβουλίου.

235. β) Όταν ένα Μέλος της Ενώσεως παραιτείται από τα καθήκοντά του σαν Μέλος του Συμβουλίου.

236. 2. Μέσα στα όρια του δυνατού, πρόσωπο το οποίο ορίζεται απο Μέλος του Διοικητικού Συμβουλίου για την κατάληψη της έδρας στο Συμβούλιο είναι στέλεχος της διευθύνσεως τηλεπικοινωνιών του, ή είναι απ' ευθείας υπεύθυνο έναντι αυτής της διευθύνσεως ή εν ονόματι αυτής. Το πρόσωπο αυτό πρέπει να είναι κατάλληλο λόγω της εμπειρίας του στα τηλεπικοινωνιακά ζητήματα.

237. 3. Στην αρχή κάθε ετήσιας συνόδου, το Διοικητικό Συμβούλιο εκλέγει τον Πρόεδρο και Αντιπρόεδρο αυτού μεταξύ των αντιπροσώπων των Μελών του, λαμβανομένων υπόψη της αρχής της εκ περιτροπής διαδοχής μεταξύ των περιοχών. Αυτοί εκπληρούν τα καθήκοντά τους μέχρι την έναρξη της επόμενης ετήσιας συνόδου και δεν έχουν δικαίωμα επανεκλογής. Ο Αντιπρόεδρος αναπληρώνει τον Πρόεδρο κατά την απουσία του.

238. 4. (1) Το Διοικητικό Συμβούλιο συνέρχεται σε ετήσια σύνοδο στην Έδρα της Ενώσεως.

239. (2) Κατά τη διάρκεια της συνόδου αυτής μπορεί να αποφασίσει να συγκαλέσει, εκτάκτως, μία συμπληρωματική σύνοδο.

240. (3) Κατά το διάστημα μεταξύ τακτικών συνόδων, το Συμβούλιο μπορεί να συγκληθεί, κατά κανόνα στην έδρα της Ενώσεως από τον Πρόεδρό του κατόπιν αιτήσεως της πλειοψηφίας των Μελών του, ή με πρωτοβουλία του Προέδρου, σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στον αριθμό 267.

241. 5. Ο Γενικός Γραμματέας και Αναπληρωτής Γενικός Γραμματέας, ο Πρόεδρος και ο Αντιπρόεδρος της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων και οι Διευθυνταί των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών συμμετέχουν αυτοδικαίως στις συζητήσεις του Διοικητικού Συμβουλίου χωρίς όμως να λαμβάνουν μέρος στις ψηφοφορίες. Εν τούτοις το Συμβούλιο μπορεί να πραγματοποιεί συνεδριάσεις στις οποίες μετέχουν μόνο τα μέλη του.

242. 6. Ο Γενικός Γραμματέας εκτελεί καθήκοντα γραμματέα του Διοικητικού Συμβουλίου.

243. 7. Το Διοικητικό Συμβούλιο λαμβάνει αποφάσεις μόνο όταν βρίσκεται σε σύνοδο. Κατ' εξαίρεση το Συμβούλιο κατά τη διάρκεια συνόδου μπορεί να αποφασίσει ότι ένα συγκεκριμένο θέμα θα ρυθμισθεί δι' αλληλογραφίας.

244. 8. Ο Αντιπρόσωπος κάθε Μέλους του Διοικητικού Συμβουλίου έχει το δικαίωμα να παρίσταται σαν παρατηρητής, σε όλες τις συνόδους των μονίμων οργάνων της Ενώσεως που αναφέρονται στους αριθμούς 31, 32 και 33.

245. 9. Μόνον τα έξοδα ταξειδίου διαμονής και ασφαλίσεως που πραγματοποιούνται από τον αντιπρόσωπο κάθε Μέλους του Διοικητικού Συμβουλίου για την εκπλήρωση των καθηκόντων του κατά τις συνόδους του Συμβουλίου, βαρύνουν την Ένωση.

246. 10. Για την εκπλήρωση των αρμοδιοτήτων, οι οποίες παρέχονται σ' αυτό από τη Σύμβαση, το Διοικητικό Συμβούλιο ειδικότερα:

247. α) Είναι επιφορτισμένο με την εξασφάλιση συντονισμού με όλους τους διεθνείς Οργανισμούς που προβλέπονται από τα Άρθρα 39 και 40 κατά το χρονικό διάστημα που μεσολαβεί μεταξύ δύο Διασκέψεων Πληρεξουσίων. Προς το σκοπό αυτό συνάπτει για λογαριασμό της Ενώσεως, προσωρινές συμφωνίες με τους διεθνείς Οργανισμούς που αναφέρονται στο Άρθρο 40 και με τα Ηνωμένα Έθνη κατ' εφαρμογή της Συμφωνίας μεταξύ του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών. Οι προσωρινές αυτές συμφωνίες πρέπει να υποβάλλονται στην επόμενη Διάσκεψη Πληρεξουσίων σύμφωνα με τις διατάξεις του αριθμού 46.

248. β) Αποφασίζει για την εφαρμογή αποφάσεων σχετικών με μελλοντικές διασκέψεις ή συνόδους που έχουν οικονομικές επιπτώσεις οι οποίες λαμβάνονται ή υποβάλλονται από τις διοικητικές διασκέψεις ή τις Γενικές Συνελεύσεις των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών. Το Διοικητικό Συμβούλιο σ' αυτές τις ενέργειές του πρέπει να λαμβάνει υπόψη τις διατάξεις του Άρθρου 80.

249. γ) Αποφασίζει για την υιοθέτηση προτάσεων δομικών αλλαγών των μόνιμων οργάνων της Ενώσεως που υποβάλλονται σ' αυτό από το Γενικό Γραμματέα.

250. δ) Εξετάζει και αποφασίζει για πολυετή προγράμματα που αναφέρονται σε θέσεις εργασίας και στο προσωπικό της Ενώσεως.

251. ε) Ορίζει τον αριθμό και την ιεραρχία του Προσωπικού της Γενικής Γραμματείας και των ειδικών γραμματειών των μονίμων οργάνων της Ενώσεως ως λαμβάνονται υπόψη τις γενικές κατευθυντήριες γραμμές που δίνονται από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων, και λαμβάνοντας υπόψη τον αριθμό 104, εγκρίνει κατάσταση θέσεων των κατηγοριών επαγγελματικής και ανωτάτης οι οποίες, λαμβανομένων υπόψη των σταθερών προόδων που πραγματοποιούνται στη τεχνική και εκμετάλλευση των τηλεπικοινωνιών, θα καταλαμβάνονται από κατόχους συμβολαίων καθορισμένης διαρκείας με δυνατότητα ανανεώσεως, με σκοπό τη χρησιμοποίηση των πλέον αρμοδίων ειδικευμένων των οποίων οι υποψηφιότητες υποβάλλονται μέσω των μελών της Ενώσεως. Η κατάσταση αυτή προτείνεται από το Γενικό Γραμματέα μετά από συνεννόηση με την επιτροπή συντονισμού και υποβάλλεται κανονικά για επανεξέταση.

252. στ) Καταρτίζει όλους τους κανονισμούς τους οποίους κρίνει αναγκαίους για τις διοικητικές και οικονομικές δραστηριότητες της Ενώσεως καθώς και τους διοικητικούς κανονισμούς που αποσκοπούν να συμπεριλάβουν την τρέχουσα πρακτική του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και των ειδικευμένων Οργανισμών οι οποίοι εφαρμόζουν το Κοινό Καθεστώς αποδοχών αποζημιώσεων και συντάξεων.

253. ζ) Ελέγχει τις διοικητικές λειτουργίες της Ενώσεως και ψηφίζει τα κατάλληλα μέτρα για την ορθολογική οργάνωση αυτών των λειτουργιών.

254. η) Εξετάζει και ψηφίζει τον ετήσιο προϋπολογισμό της Ενώσεως και τον προσωρινό προϋπολοσιμό για το επόμενο έτος, λαμβανομένων υπόψη των καθορισθέντων από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων ορίων για τις δαπάνες και πραγματοποιώντας κάθε δυνατή οικονομία εν όψει όμως πάντοτε της υποχρεώσεως της Ενώσεως να επιτυγχάνει κατά το ταχύτερο δυνατό ικανοποιητικά αποτελέσματα, μέσω των διασκέψεων και των προγραμμάτων εργασίας των μονίμων οργάνων. Για το σκοπό αυτό το Συμβούλιο λαμβάνει υπόψη τις απόψεις της Συντονιστικής Επιτροπής που αφορούν τα σχέδια εργασίας τα αναφερόμενα στον αριθμό 302, όπως ανακοινώνονται σ' αυτό από το γενικό γραμματέα, και τα αποτελέσματα όλων των αναλύσεων κόστους που μνημονεύονται στους αριθμούς 301 και 304.

255. θ) Λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα και τον ετήσιο έλεγχο των λογαριασμών της Ενώσεως οι οποίοι καταρτίζονται από τον Γενικό Γραμματέα και εγκρίνει εφ' όσον απαιτείται, τους λογαριασμούς αυτούς για υποβολή στην επομένη Διάσκεψη Πληρεξουσίων.

256. ι) Προσαρμόζει, εάν είναι αναγκαίο:

257. 1. Τις βασικές μισθολογικές βαθμίδες αποδοχών του προσωπικού της επαγγελματικής κατηγορίας και των ανωτέρων κατηγοριών με εξαίρεση τις αποδοχές των θέσεων οι οποίες πληρούνται με εκλογή για να τις προσαρμόσει με τις βασικές κλίμακες αποδοχών που έχουν καθορισθεί από τα Ηνωμένα Έθνη για τις αντίστοιχες κοινές κατηγορίες.

258. 2. Τις βασικές μισθολογικές βαθμίδες αποδοχών του Προσωπικού της κατηγορίας των γενικών υπηρεσιών, για να τις προσαρμόσει προς τις αποδοχές οι οποίες εφαρμόζονται από τα Ηνωμένα Έθνη και τους ειδικευμένους οργανισμούς στην έδρα της Ενώσεως.

259. 3. Τις αποζημιώσεις θέσεως της επαγγελματικής κατηγορίας και των ανωτέρων κατηγοριών περιλαμβανομένων και των θέσεων που πληρούνται με εκλογή, σύμφωνα με τις αποφάσεις των Ηνωμένων Εθνών τις ισχύουσες για την έδρα της Ενώσεως.

260. 4. Τις αποζημιώσεις τις οποίες δικαιούται όλο το Προσωπικό της Ενώσεως, σύμφωνα με τις τροποποιήσεις στο Κοινό Καθεστώς που υιοθετούνται από τα Ηνωμένα Έθνη.

261. 5. Τις συνεισφορές της Ενώσεως και του προσωπικού στο Κοινό Ταμείο Συντάξεων του προσωπικού των Ηνωμένων Εθνών, σύμφωνα με τις αποφάσεις της Μιχτής Επιτροπής του Ταμείου αυτού.

262. 6. Τις αποζημιώσεις κόστους ζωής που παρέχονται στους δικαιούχους του Ταμείου ασφαλίσεως Προσωπικού της Ενώσεως, σύμφωνα με την ακολουθουμένη από τα Ηνωμένα Έθνη πρακτική.

263. ια) Λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για τη σύγκληση των διασκέψεων Πληρεξουσίων και των διοικητικών διασκέψεων της Ενώσεως κατ' εφαρμογή των Άρθρων 53 και 54.

264. ιβ) Υποβάλλει στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Ενώσεως τις γνωματεύσεις τις οποίες κρίνει χρήσιμες.

265. ιγ) Εξετάζει και συντονίζει τα προγράμματα εργασίας και την πρόοδό των, καθώς και τις διευθετήσεις εργασίας των μονίμων οργάνων της Ενώσεως περιλαμβανομένων των χρονολογιών των συνόδων και ειδικότερα λαμβάνει τα μέτρα τα οποία κρίνει κατάλληλα για μείωση του αριθμού και της διαρκείας των διασκέψεων των συνόδων καθώς επίσης και τη μείωση των προβλεπομένων δαπανών για τις διασκέψεις και συνόδους.

266. ιδ) Παρέχει στα μόνιμα όργανα της Ενώσεως με τη συγκατάθεση της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως εφόσον πρόκειται για Παγκόσμια Διοικητική Διάσκεψη ή της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως που ανήκουν στην ενδιαφερόμενη περιοχή εφόσον πρόκειται για Περιοχική Διοικητική Διάσκεψη, τις κατάλληλες κατευθυντήριες γραμμές αναφορικά με την τεχνική και άλλου είδους ενίσχυση αυτών στην προετοιμασία και οργάνωση των διοικητικών διασκέψεων.

267. ιε) Με την επιφύλαξη των διατάξεων που προβλέπονται στον αριθμό 103 προβαίνει στον διορισμό Γενικού Γραμματέα ή Αναπληρωτή Γενικού Γραμματέα σε κενωθείσα θέση στην περίπτωση την προβλεπόμενη στον αριθ. 69 ή 70 και κατά τη διάρκεια τακτικής συνόδου εφ' όσον η θέση εχήρευσε 90 ημέρες προ της συνόδου αυτής, ή ακόμη κατά τη διάρκεια συνόδου που συγκαλείται από τον Πρόεδρο στις προβλεπόμενες στον αριθ. 69 ή 70 προθεσμίες.

268. ιστ) Προβαίνει στον διορισμό Διευθυντού μιας Διεθνούς Συμβουλευτικής Επιτροπής όταν η θέση αυτή χηρεύσει, κατά την πρώτη τακτική σύνοδο που γίνεται μετά την ημερομηνία που χηρεύει η θέση. Ο κατ' αυτόν τον τρόπο διοριζόμενος Διευθυντής παραμένει εν ενεργεία μέχρι της ημερομηνίας που ορίζεται από την επόμενη Διάσκεψη Πληρεξουσίων καθώς προβλέπεται στον αριθ. 323 μπορεί να εκλεγεί στη θέση αυτή κατά την επομένη Διάσκεψη Πληρεξουσίων.

269. ιζ) Προβαίνει στον διορισμό σε θέσεις μέλους της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων που εχήρευσε σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στον αριθ. 315.

270. ιη) Εκτελεί τις άλλες προβλεπόμενες από τη Σύμβαση λειτουργίες και στα πλαίσια αυτής και των Διοικητικών Κανονισμών, όλες τις λειτουργίες, οι οποίες κρίνονται αναγκαίες για τη σωστή διοίκηση της Ενώσεως ή των μονίμων οργάνων αυτής λαμβανομένων χωριστά.

271. ιθ) Λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα, κατόπιν συμφωνίας της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως, για την προσωρινή επίλυση θεμάτων που δεν προβλέπονται από τη Σύμβαση, τους Διοικητικούς Κανονισμούς και τα Παραρτήματά τους, η διευθέτηση των οποίων δεν είναι δυνατόν να αναβληθεί μέχρι την προσεχή αρμόδια διάσκεψη.

272. κ) Υποβάλλει έκθεση επί των δραστηριοτήτων όλων των οργάνων της Ενώσεως από τις τελευταίας Διασκέψεως Πληρεξουσίων.

273. κα) Διαβιβάζει στα Μέλη της Ενώσεως το ταχύτερον δυνατόν, μετά από κάθε σύνοδο αυτού, περιληπτικά πρακτικά των δραστηριοτήτων του καθώς και άλλα έγγραφα τα οποία κρίνει χρήσιμα.

274. κβ) Λαμβάνει τις αναγκαίες αποφάσεις για την εξασφάλιση ισόρροπης γεωγραφικής κατανομής του προσωπικού της Ενώσεως και ελέγχει την εφαρμογή αυτών των αποφάσεων.

Άρθρο 56.

Γενική Γραμματεία.

275. 1. Ο Γενικός Γραμματέας:

276. α) Συντονίζει τις δραστηριότητες των διαφόρων μονίμων οργάνων της Ενώσεως λαμβανομένων υπόψη των απόψεων της Συντονιστικής Επιτροπής η οποία αναφέρεται στον αριθ. 96 προκειμένου να εξασφαλίζεται η όσο το δυνατόν πλέον αποτελεσματική και οικονομική χρησιμοποίηση του προσωπικού των κεφαλαίων και των άλλων εσόδων της Ενώσεως.

277. β) Οργανώνει την εργασία της Γενικής Γραμματείας και διορίζει το προσωπικό της Γραμματείας αυτής σύμφωνα με τις κατευθύνσεις που δίδονται από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων και τους κανονισμούς που καταρτίζονται από το Διοικητικό Συμβούλιο.

278. γ) Λαμβάνει τα διοικητικά μέτρα τα σχετιζόμενα με τη σύσταση των ειδικευμένων γραμματειών των μονίμων Οργάνων και διορίζει το προσωπικό αυτών των Γραμματειών με βάση την εκλογή και τις προτάσεις του Προϊσταμένου κάθε μονίμου οργάνου, όμως η τελική απόφαση περί διορισμού ή απολύσεως ανήκει στο Γενικό Γραμματέα.

279. δ) Γνωστοποιεί στο Διοικητικό Συμβούλιο κάθε απόφαση που λαμβάνεται από τα Ηνωμένα Έθνη και τους ειδικευμένους οργανισμούς που αφορά στους όρους εργασίας, αποζημιώσεως και παροχών κοινής εφαρμογής.

280. ε) Εποπτεύει την εφαρμογή των διοικητικών και οικονομικών κανονισμών των εγκριθέντων από το Διοικητικό Συμβούλιο.

281. στ) Παρέχει νομικές γνωματεύσεις στα όργανα της Ενώσεως.

282. ζ) Εποπτεύει, για τις ανάγκες της διοικητικής διαχειρίσεως, το Προσωπικό της έδρας της Ενώσεως προς τον σκοπό εξασφαλίσεως μιας όσο το δυνατόν αποτελεσματικής χρησιμοποιήσεως του Προσωπικού αυτού και της εφαρμογής από αυτό των όρων απασχολήσεως του Κοινού Συστήματος. Το προσωπικό το προοριζόμενο να βοηθεί απ' αυθείας τους Διευθυντάς των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών και τη Διεθνή Επιτροπή Καταγραφής Συχνοτήτων εργάζεται υπό τις άμεσες διαταγές των ενδιαφερομένων ανωτέρων λειτουργών σύμφωνα όμως με τις γενικές διοικητικές κατευθύνσεις του Διοικητικού Συμβουλίου και του Γενικού Γραμματέα.

283. η) Μετακινεί προσωρινά και αφού συμβουλευθεί τον Πρόεδρο της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων ή το Διευθυντή της ενδιαφερομένης Συμβουλευτικής Επιτροπής υπαλλήλους της Ενώσεως σε άλλες θέσεις σε συνάρτηση με τη ροή της εργασίας στην έδρα της Ενώσεως προς το γενικό συμφέρον της Ενώσεως. Ο γενικός γραμματέας ανακοινώνει στο Διοικητικό Συμβούλιο τις πρσωρινές αυτές μετακινήσεις και τις οικονομικές συνέπειές των.

284. θ) Εξασφαλίζει την εργασία γραμματείας η οποία προηγείται και έπεται των διασκέψεων της Ενώσεως.

285. ι) Προετοιμάζει συστάσεις για την πρώτη σύνοδο των αρχηγών των αντιπροσωπειών που αναφέρονται στον αριθ. 450, λαμβανομένων υπόψη των αποτελεσμάτων ενδεχομένων περιοχικών διαβουλεύσεων.

286. ια) Εξασφαλίζει, όταν απαιτηθεί και σε σύνοδο των αρχηγών των αντιπροσωπειών που αναφέρονται στον αριθ. 450, λαμβανομένων υπόψη των αποτελεσμάτων ενδεχομένων περιοχικών διαβουλεύσεων.

286. ια) Εξασφαλίζει, όταν απαιτηθεί και σε συνεργασία με την προσκαλούσα Κυβέρνηση τη γραμματεία των διασκέψεων της Ενώσεως και παρέχει τις αναγκαίες διευκολύνσεις και υπηρεσίες για τις συνόδους των μονίμων οργάνων της Ενώσεως σε συνεργασία με τον Προϊστάμενο του ενδιαφερομένου μονίμου οργάνου προσφεύγοντας στο μέτρο που κρίνει αναγκαίο στο προσωπικό της Ενώσεως σύμφωνα με τον αριθ. 283. Ο Γενικός Γραμματέας μπορεί επίσης κατόπιν αιτήσεως και επί τη βάσει συμβολαίου, να εξασφαλίζει τη γραμματεία οποιασδήποτε άλλης συνόδου σχετικής με τις τηλεπικοινωνίες.

287. ιβ) Ενημερώνει τα επίσημα ονοματολόγια που καταρτίζονται από στοιχεία παρεχόμενα για το σκοπό αυτό από τα μόνιμα Όργανα της Ενώσεως ή από τις διευθύνσεις, με εξαίρεση τα ευρετήρια και όλους του άλλους απαραίτητους φακέλλους οι οποίοι μπορούν να έχουν σχέση με τα καθήκοντα της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων.

288. ιγ) Δημοσιεύει τις κύριες εκθέσεις των μονίμων οργάνων της Ενώσεως, ως και τις συστάσεις και οδηγίες εκμεταλλεύσεως προς χρήση από τις διεθνείς υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών που απορρέουν από τις συστάσεις αυτές.

289. ιδ) Δημοσιεύει τις διεθνείς και περιοχικές συμφωνίες που αφορούν τις τηλεπικοινωνίες οι οποίες ανακοινώνονται σ' αυτόν από τα Μέλη και ενημερώνει τα στοιχεία τα οποία αναφέρονται σε αυτές.

290. ιε) Δημοσιεύει τα τεχνικά πρότυπα της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων καθώς και κάθε άλλο στοιχείο σχετικό με την εκχώρηση και χρησιμοποίηση των συχνοτήτων και των θέσεων σε τροχιά γεωστατικών δορυφόρων όπως επεξεργάσθηκε από την Επιτοπή κατά την εκτέλεση των καθηκόντων της.

291. ιστ) Καταρτίζει, δημοσιεύει και ενημερώνει ανατρέχοντας κατά περίπτωση στα άλλα μόνιμα όργανα της Ενώσεως:

292. 1. Σειρά στοιχείων που αναφέρονται στη σύνθεση και διάρθρωση της Ενώσεως.

293. 2. Τις γενικές στατιστικές και τα επίσημα υπηρεσιακά έγγραφα της Ενώσεως τα προβλεπόμενα από τους Διοικητικούς Κανονισμούς.

294. 3. Όλα τα άλλα έγγραφα η τήρηση των οποίων καθορίζεται από τις διασκέψεις και το Διοικητικό Συμβούλιο.

295. ιζ) Συγκεντρώνει και δημοσιεύει σε κατάλληλη μορφή, πληροφορίες εθνικού και διεθνούς χαρακτήρος αναφορικά με τις τηλεπικοινωνίες σ' όλο τον κόσμο.

296. ιη) Συλλέγει και δημοσιεύει σε συνεργασία με τα άλλα μόνιμα όργανα της Ενώσεως πληροφορίες τεχνικού ή διοικητικού χαρακτήρα οι οποίες θα ήσαν ιδιαίτερα χρήσιμες για τις υπό ανάπτυξη

χώρες με σκοπό να τις βοηθήσουν για να βελτιώσουν τα τηλεπικοινωνιακά τους δίκτυα. Εφιστάται επίσης η προσοχή των χωρών αυτών στις δυνατότητες οι οποίες παρέχονται από τα διεθνή προγράμματα, που τελούν υπό την αιγίδα των Ηνωμένων Εθνών.

297. ιθ) Συγκεντρώνει και δημοσιεύει όλες τις πληροφορίες οι οποίες μπορεί να είναι χρήσιμες στα Μέλη που αναφέρονται στη χρησιμοποίηση τεχνικών μέσων με στόχο την επίτευξη της καλλίτερης απόδοσης των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών και ιδιαίτερα της καλλίτερης δυνατής χρησιμοποίησης των ραδιοηλεκτρικών συχνοτήτων για μείωση των παρενοχλήσεων.

298. κ) Δημοσιεύει περιοδικά, με τη βοήθεια των πληροφοριών που συγκεντρώνονται ή θέτονται στη διάθεσή του συμπεριλαμβανομένων και εκείνων τις οποίες μπορεί να λαμβάνει από άλλους διεθνείς οργανισμούς έντυπο που περιλαμβάνει γενικές πληροφορίες και στοιχεία σχετικά με τις τηλεπικοινωνίες.

299. κα) Καθορίζει, αφού συμβουλευθεί τον Διευθυντή της ενδιαφερομένης Διεθνούς Συμβουλευτικής Επιτροπής, ή ανάλογα με την περίπτωση τον Πρόεδρο της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων, τη μορφή και την εμφάνιση όλων των δημοσιευμάτων της Ενώσεως, λαμβάνοντας υπόψη τη φύση και το περιεχόμενο αυτών καθώς επίσης τον καταλληλότερο και πλέον οικονομικό τρόπο δημοσιεύσεως.

300. κβ) Λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για την έγκαιρη διανομή των δημοσιευμένων στοιχείων.

301. κγ) Κατόπιν συνεννοήσεως με τη Συντονιστική Επιτροπή και αφού πραγματοποιηθούν όλες οι δυνατές οικονομίες, προετοιμάζει και υποβάλλει στο Διοικητικό Συμβούλιο, σχέδιο ετήσιου προϋπολογισμού και ένα προκαταρκτικό προϋπολογισμό για το επόμενο έτος που να καλύπτει τις δαπάνες της Ενώσεως μέσα στα όρια που καθορίζονται από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων και ο οποίος αποτελείται απο δύο εκδόσεις. Η μία έκδοση θα αντιστοιχεί σε μηδενική αύξηση για τη μονάδα συμμετοχής και η άλλη για μία αύξηση μικρότερη ή ίση προς κάθε όριο που καθορίζεται στο Πρόσθετο Πρωτόκολλο Ι μετά από ενδεχομένη ανάληψη από τον Λογαριασμό Αποθεματικού. Το σχέδιο προϋπολογισμού και το παράρτημα που περιλαμβάνει ανάλυψη δαπανών μετά την έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου, διαβιβάζονται πληροφοριακώς, σε όλα τα Μέλη της Ενώσεως.

302. κδ) Αφού συμβουλευθεί τη Συντονιστική Επιτροπή και λάβει υπόψη του τις απόψεις αυτής, προετοιμάζει και υποβάλλει στο Διοικητικό Συμβούλιο προγράμματα εργασίας για το μέλλον που περιλαμβάνουν τις κυριώτερες δραστηριότητες οι οποίες ασκούνται στην Έδρα της Ενώσεως σύμφωνα με τις κατευθύνσεις του Διοικητικού Συμβουλίου.

303. κε) Προετοιμάζει και υποβάλλει στο Διοικητικό Συμβούλιο, πολυετή προγράμματα ανακατατάξεων θέσεων εργασίας, προκήρυξη και κατάργηση θέσεων.

304. κστ) Λαμβάνοντας υπόψη τη γνώμη της Συντονιστικής Επιτροπής, προετοιμάζει και υποβάλλει στο Διοικητικό Συμβούλιο αναλύσεις δαπανών των κυριώτερων δραστηριοτήτων που ασκούνται στην Έδρα της Ενώσεως κατά το έτος που προηγείται της συνόδου λαμβάνοντας υπόψη κυρίως, τα αποτελέσματα που επιτυγχάνονται με την ορθολογιστική οργάνωση.

305. κζ) Με τη βοήθεια της Συντονιστικής Επιτροπής, καταρτίζει έκθεση οικονομικής διαχειρίσεως και λογαριασμών που υποβάλλεται κάθε χρόνο στο Διοικητικό Συμβούλιο και ανακεφαλαιωτικό λογαριασμό, πριν από κάθε Διάσκεψη Πληρεξουσίων. Τα στοιχεία αυτά, αφού ελεγχθούν και εγκριθούν από το Διοικητικό Συμβούλιο, ανακοινώνονται στα Μέλη και υποβάλλονται στην επόμενη Διάσκεψη Πληρεξουσίων για εξέταση και οριστική έγκριση.

306. κη) Με τη βοήθεια της Συντονιστικής Επιτροπής καταρτίζει ετήσια έκθεση πάνω στις δραστηριότητες της Ενώσεως, η οποία, αφού εγκριθεί από το Διοικητικό Συμβούλιο, διαβιβάζεται προς όλα τα Μέλη.

307. κθ) Εκτελεί όλες τις άλλες λειτουργίες της Γραμματείας της Ενώσεως.

307. κθ) Εκτελεί όλες τις άλλες λειτουργίες της Γραμματείας της Ενώσεως.

308. λ) Εκτελεί κάθε άλλη λειτουργία η οποία του ανατίθεται από το Διοικητικό Συμβούλιο.

309. 2. Ο Γενικός Γραμματέας ή ο Αναπληρωτής Γενικός Γραμματέας πρέπει να παρίσταται συμβουλευτικά, στις Διασκέψεις Πληρεξουσίων και τις Διοικητικές Διασκέψεις της Ενώσεως καθώς επίσης και στις Γενικές Συνελεύσεις των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών. Η συμμετοχή του στις συνόδους του διοικητικού Συμβουλίου διέπεται από τις διατάξεις των αριθμών 241 και 242. Ο Γενικός Γραμματέας ή ο αντιπρόσωπός του μπορεί να μετέχει συμβουλευτικά, σε όλες τις άλλες συνόδους της Ενώσεως.

Άρθρο 57.

Διεθνής Επιτροπή Καταγραφής Συχνοτήτων.

310. 1. (1) Τα μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων πρέπει να είναι κατάλληλα ως προς την τεχνική αρμοδιότητα αυτών στον τομέα των ραδιοεπικοινωνιών και να κατέχουν πρακτική πείρα ως προς την απονομή και χρησιμοποίηση των συχνοτήτων.

311. (2) Εξ' άλλου, για την καλλίτερη κατανόηση των προβλημάτων τα οποία υποβάλλονται στην Επιτροπή σύμφωνα με τις διατάξεις του αριθ. 79, κάθε Μέλος θα πρέπει να είναι ενήμερο των γεωγραφικών οικονομικών και δημογραφικών συνθηκών μιας ιδιαίτερης περιοχής της υδρογείου.

312. 2. (1) Η διαδικασία εκλογής καταρτίζεται από τη Διάσκεψη των Πληρεξουσίων όπως περιγράφεται στον αριθ.73.

313. (2) Σε κάθε εκλογή μπορεί να προταθεί ξανά σαν υποψήφιος από τη χώρα από την οποία προέρχεται κάθε εν ενεργεία Μέλος της Επιτροπής.

314. (3) Τα Μέλη της Επιτροπής αναλαμβάνουν υπηρεσία την ημερομηνία που ορίζεται από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων η οποία τα εξέλεξε. Παραμένουν κανονικά σε υπηρεσία μέχρι την ημερομηνία που ορίζεται από τη διάσκεψη η οποία εκλέγει τους διαδόχους των.

315. (4) Εάν κατά το διάστημα που μεσολαβεί μεταξύ δύο Διασκέψεων Πληρεξουσίων, οι οποίες και εκλέγουν τα Μέλη της Επιτροπής, ένα εκλεγμένο Μέλος της Επιτροπής παραιτηθεί, ή εγκαταλείψει τα καθήκοντά του ή αποθάνει, ο Πρόεδρος της Επιτροπής ζητεί από το Γενικό Γραμματέα να καλέσει τα Μέλη της Ενώσεως, που αποτελούν μέρος της ενδιαφερομένης περιοχής, να προτείνουν υποψηφίους για την εκλογή αντικαταστάτου από το Διοικητικό Συμβούλιο κατά την επομένη ετήσια σύνοδό του. Εν τούτοις, εάν το κενό δημιουργείται για περισσότερες από 90 ημέρες πριν από τη σύνοδο του Διοικητικού Συμβουλίου ή μετά την ετήσια σύνοδο του Διοικητικού Συμβουλίου που προηγείται της επομένης Διασκέψεως Πληρεξουσίων, η χώρα από την οποία το μέλος αυτό προέρχεται υποδεικνύει το ταχύτερο δυνατό και εντός 90 ημερών αντικαταστάτη επίσης προερχόμενο από τη χώρα αυτή, ο οποίος θα παραμείνει εν ενεργεία μέχρις αναλήψεως καθηκόντων του νέου μέλους το οποίο εκλέγεται από το Διοικητικό Συμβούλιο ή μέχρις αναλήψεως καθηκόντων των νέων Μελών του Συμβουλίου τα οποία εκλέγονται από τη προσεχή Διάσκεψη Πληρεξουσίων. Και στις δύο περιπτώσεις, οι δαπάνες που προκαλεί το ταξίδι του αντικαταστάτη είναι εις βάρος της Διευθύνσεώς του. Ο αντικαταστάτης μπορεί να υποβάλει υποψηφιότητα για εκλογή από το Διοικητικό Συμβούλιο ή από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων ανάλογα με την περίπτωση.

316. 3. (1) Οι μέθοδοι εργασίας της Επιτροπής καθορίζονται από τον Κανονισμό Ραδιοεπικοινωνιών.

317. (2) Τα μέλη της Επιτροπής εκλέγουν μεταξύ τους Πρόεδρο και Αντιπρόεδρο οι οποίοι ασκούν τα καθήκοντά τους για ένα χρόνο. Εν συνεχεία ο Αντιπρόεδρος διαδέχεται κάθε χρόνο τον Πρόεδρο και εκλέγεται νέος Αντιπρόεδρος.

318. (3) Η Επιτροπή διαθέτει ειδικευμένη Γραμματεία.

319. 4. Δεν επιτρέπεται σε κανένα μέλος, σε σχέση με την εκτέλεση των καθηκόντων του, να ζητεί ή λαμβάνει οδηγίες οποιασδήποτε Κυβερνήσεως είτε μέλους αυτής είτε οποιασδήποτε δημόσιας ή ιδιωτικής οργανώσεως καθώς και οποιουδήποτε προσώπου. Επιπλέον κάθε μέλος οφείλει να σέβεται τον διεθνή χαρακτήρα της Επιτροπής και των καθηκόντων των μελών αυτής και σε ουδεμία περίπτωση επιτρέπεται προσπάθεια επηρεασμού οποιουδήποτε από αυτά κατά την εκτέλεση των καθηκόντων του.

Άρθρο 58.

Διεθνείς Συμβουλευτικές Επιτροπές.

320. 1. Η λειτουργία κάθε Διεθνούς Συμβουλευτικής Επιτροπής εξασφαλίζεται από:

321. α) Τη γενική συνέλευση, που συνεδριάζει κατά προτίμηση κάθε τέσσερα χρόνια. Όταν έχει συγκληθεί αντίστοιχη παγκόσμια διοικητική διάσκεψη, η σύνοδος της γενικής συνελεύσεως πραγματοποιείται εφόσον είναι δυνατόν, οχτώ τουλάχιστον μήνες προ της διασκέψεως αυτής.

322. β) Τις επιτροπές μελετών, οι οποίες δημιουργούνται από τη γενική Συνέλευση για τη μελέτη των σχετικών θεμάτων.

323. γ) Ένα Διευθυντή που εκλέγεται από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων για το χρονικό διάστημα που μεσολαβεί μεταξύ δύο Διασκέψεων Πληρεξουσίων. Ο Διευθυντής αυτός μπορεί να επανεκλεγεί κατά την επομένη Διάσκεψη Πληρεξουσίων. Εάν η θέση μείνει απρόοπτα κενή το Διοικητικό Συμβούλιο διορίζει νέο Διευθυντή κατά την επομένην ετήσια σύνοδό του σύμφωνα με τις διατάξεις του Αριθ. 268.

324. δ) Μια ειδικευμένη Γραμματεία που βοηθά τον Διευθυντή.

325. ε) Εργαστήρια ή τεχνικές εγκαταστάσεις που δημιουργούνται από την Ένωση.

326. 2. (1) Τα μελετώμενα από κάθε Διεθνή Συμβουλευτική Επιτροπή θέματα για τα οποία είναι επιφορτισμένη να εκδίδει συστάσεις, υποβάλλονται σ' αυτήν από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων, από διοικητική διάσκεψη, από το Διοικητικό Συμβούλιο, απο άλλη Συμβουλευτική Επιτροπή ή από τη Διεθνή Επιτροπή Καταγραφής Συχνοτήτων. Τα θέματα αυτά προσθέτονται σ' εκείνα τα οποία αυτή η ίδια Γενική Συνέλευση της ενδιαφερόμενης Συμβουλευτικής Επιτροπής αποφάσισε να εξετάσει η' σ' εκείνα των οποίων η εγγραφή ζητήθηκε ή έγινε δεκτή δι' αλληλογραφίας από είκοσι τουλάχιστον Μέλη της Ενώσεως κατά το διάστημα που μεσολαβεί μεταξύ δύο Γενικών Συνελεύσεων.

327. (2) Μετά από αίτηση των ενδιαφερομένων χωρών κάθε Συμβουλευτική Επιτροπή μπορεί επίσης να προβαίνει σε μελέτες που να παρέχει συμβουλές σε θέματα σχετικά με τις εθνικές τηλεπικοινωνίες των χωρών αυτών. Η μελέτη των θεμάτων αυτών πρέπει να πραγματοποιείται σύμφωνα με τις διατάξεις του άριθ. 326. Όταν αυτή η μελέτη επιβάλλει τη σύγκριση περισσοτέρων τεχνικών λύσεων, οι οικονομικοί παράγοντες μπορούν να λαμβάνονται υπόψη.

Άρθρο 59.

Συντονιστική Επιτροπή.

328. 1. (1) Η Συντονιστική Επιτροπή παρέχει τη συνδρομή της στον γενικό γραμματέα επί όλων των θεμάτων τα οποία μνημονεύονται στον αριθ. 81 και βοηθά τον γενικό γραμματέα κατά την εκπλήρωση των καθηκόντων τα οποία του ανατέθηκαν σύμφωνα με τις διατάξεις των αριθ. 276, 298, 301, 302, 305 και 306.

329. (2) Η Επιτροπή είναι επιφορτισμένη να εξασφαλίζει το συντονισμό με όλους τους διεθνείς Οργανισμούς οι οποίοι μνημονεύονται στα Άρθρα 39 και 40 αναφορικά με την εκπροσώπηση των μονίμων οργάνων της Ενώσεως στις διασκέψεις των οργανισμών αυτών.

330. (3) Η Επιτροπή εξετάζει τα αποτελέσματα των εργασιών της Ενώσεως στον τομέα της τεχνικής συνεργασίας και υποβάλλει συστάσεις στο Διοικητικό Συμβούλιο μέσω του γενικού γραμματέα.

331. 2. Η Επιτροπή πρέπει να προσπαθεί να διατυπώνει τα συμπεράσματά της με ομόφωνη γνώμη. Σε περίπτωση ελλείψεως υποστηρίξεως από την πλειοψηφία στην Επιτροπή, ο Πρόεδρος μπορεί σε εξαιρετικές περιπτώσεις να λαμβάνει αποφάσεις, με την ευθύνη του εφ' όσον κρίνει ότι η διευθέτηση των θεμάτων αυτών είναι επείγουσα και δεν μπορεί να περιμένει την προσεχή σύνοδο του Διοικητικού Συμβουλίου. Με αυτές τις προϋποθέσεις, κάνει προφορική και γραπτή έκθεση στα μέλη του Διοικητικού Συμβουλίου πάνω σ' αυτά τα θέματα, αναφέροντας τους λόγους που τον οδήγησαν να πάρει τις αποφάσεις αυτές ως και τις εκτεθείσες γραπτώς απόψεις των άλλων μελών της επιτροπής. Εάν τα μελετώμενα θέματα με αυτές τις προϋποθέσεις δεν είναι επείγοντα αλλά τουλάχιστον ενδιαφέροντα, πρέπει να υποβάλλονται για εξέταση από το Διοικητικό Συμβούλιο κατά την προσεχή σύνοδό του.

332. 3. Η Επιτροπή συνέρχεται, μετά από πρόσκληση του Προέδρου της τουλάχιστον μία φορά το μήνα. Μπορεί επίσης να συνέρχεται σε περίπτωση ανάγκης κατόπιν αιτήσεως δύο μελών της.

333. 4. Μία έκθεση συντάσσεται πάνω στις εργασίες της Συντονιστικής Επιτροπής και ανακοινώνεται μετά από αίτηση στα Μέλη του Διοικητικού Συμβουλίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IX.

Γενικές Διατάξεις σχετικές με τις Διασκέψεις.

Άρθρο 60.

Πρόσκληση και αποδοχή στις Διασκέψεις Πληρεξουσίων όταν υπάρχει προσκαλούσα Κυβέρνηση.

334. 1. Η προσκαλούσα Κυβέρνηση, σε συμφωνία με το Διοικητικό Συμβούλιο, ορίζει την οριστική ημερομηνία και τον ακριβή τόπο της διασκέψεως.

335. 2. (1) Ένα χρόνο προ της ημερομηνίας αυτής, η προσκαλούσα κυβέρνηση αποστέλλει πρόσκληση στην κυβέρνηση κάθε χώρας Μέλους της Ενώσεως.

336. (2) Οι προσκλήσεις αυτές μπορούν να απευθύνονται είτε απ' ευθείας, είτε μέσω του γενικού γραμματέα, είτε μέσω άλλη Κυβερνήσεως.

337. 3. Ο γενικός γραμματέας αποστέλλει πρόσκληση στα Ηνωμένα Έθνη σύμφωνα με το Άρθρο 39 και στους περιοχικούς τηλεπικοινωνιακούς Οργανισμούς που μνημονεύονται στο Άρθρο 32, κατόπιν αιτήσεώς τους.

338. 4. Η προσκαλούσα Κυβέρνηση, σε συμφωνία με το Διοικητικό Συμβούλιο ή μετά από πρόταση αυτού, μπορεί να προσκαλέσει τις ειδικευμένες οργανώσεις των Ηνωμένων Εθνών και τη Διεθνή Επιτροπή Ατομικής Ενεργείας να αποστείλουν παρατηρητές για να μετάσχουν στη διάσκεψη υπό συμβουλευτική ιδιότητα με βάση την αμοιβαιότητα.

339. 5. (1) Οι απαντήσεις των Μελών πρέπει να φθάνουν στην προσκαλούσα κυβέρνηση όχι αργότερα από ένα μήνα προ της ημερομηνίας ενάρξεως της διασκέψεως και πρέπει να περιέχουν κατά το δυνατόν, όλες τις πληροφορίες τις σχετικές με τη σύνθεση της αντιπροσωπείας.

340. (2) Οι απαντήσεις αυτές μπορούν να απευθύνονται είτε απ' ευθείας στην προσκαλούσα κυβέρνηση είτε μέσω του Γενικού Γραμματέα είτε μέσω μιας άλλης κυβερνήσεως.

341. 6. Όλα τα μόνιμα όργανα της Ενώσεως αντιπροσωπεύονται στη Διάσκεψη υπό συμβουλευτική ιδιότητα.

342. 7. Γίνονται δεκτοί στις Διασκέψεις Πληρεξουσίων:

343. α) Οι αντιπροσωπείες όπως αυτές ορίζονται στο Παράρτημα 2.

344. β) Οι παρατηρητές των Ηνωμένων Εθνών.

345. γ) Οι παρατηρητές των περιοχικών τηλεπικοινωνιακών Οργανισμών σύμφωνα με τον αριθ. 337.

346. δ) Οι παρατηρητές των ειδικευμένων οργανισμών και της Διεθνούς Επιτροπής Ατομικής Ενεργείας σύμφωνα με τον Αριθ. 338.

Άρθρο 61.

Πρόσκληση και Αποδοχή σε Διοικητικές Διασκέψεις όταν υπάρχει προσκαλούσα Κυβέρνηση.

347. 1. (1) Οι διατάξεις των Αριθ. 334 μέχρι 340 εφαρμόζονται στις διοικητικές διασκέψεις.

348. (2) Τα Μέλη της Ενώσεως μπορούν να ανακοινώσουν στις αναγνωρισμένες από αυτά ιδιωτικές επιχειρήσεις την πρόσκληση που τους απευθύνθηκε.

349. 2. (1) Η προσκαλούσα κυβέρνηση, σε συμφωνία με το Διοικητικό Συμβούλιο ή μετά από πρόταση αυτού, μπορεί να απευθύνει ανακοίνωση στους Διεθνείς Οργανισμούς οι οποίοι ενδιαφέρονται να αποστείλουν παρατηρητές για να μετάσχουν στη διάσκεψη υπό συμβουλευτική ιδιότητα.

350. (2) Οι ενδιαφερόμενοι διεθνείς Οργανισμοί απευθύνουν στην προσκαλούσα κυβέρνηση αίτηση συμμετοχής εντός προθεσμίας δύο μηνών αρχομένης από την ημερομηνία της ανακοινώσεως.

351. (3) Η προσκαλούσα κυβέρνηση συγκεντρώνει τις αιτήσεις, η δε απόφαση περί αποδοχής λαμβάνεται από την ίδια τη διάσκεψη.

352. 3. Γίνονται δεκτοί στις διοικητικές διασκέψεις:

353. α) Οι αντιπροσωπείες, όπως αυτές ορίζονται στο Παράρτημα 2.

354. β) Οι παρατηρητές των Ηνωμένων Εθνών.

355. γ) Οι παρατηρητές των περιοχικών τηλεπικοινωνιακών οργανισμών που μνημονεύονται στο Άρθρο 32.

356. δ) Οι παρατηρητές των ειδικευμένων οργανώσεων και της Διεθνούς Επιτροπής Ατομικής Ενεργείας, σύμφωνα με τον Αριθ. 338.

357. ε) Οι παρατηρητές των διεθνών Οργανισμών οι οποίοι γίνονται δεκτοί σύμφωνα με τις διατάξεις των Αριθ. 349 μέχρι 351.

358. στ) Οι αντιπρόσωποι των αναγνωρισμένων ιδιωτικών επιχειρήσεων δεόντως εξουσιοδοτημένων από το μέλος από το οποίο εξαρτώνται.

359. ζ) Τα μόνιμα όργανα της Ενώσεως, υπό συμβουλευτική ιδιότητα όταν η διάσκεψη διαχειρίζεται θέματα είναι της αρμοδιότητάς τους. Εάν κριθεί αναγκαίο, η διάσκεψη μπορεί να προσκαλέσει όργανο το οποίο δεν θα έκρινε χρήσιμο να αντιπροσωπευθεί σ' αυτήν.

360. η) Οι παρατηρητές των Μελών της Ενώσεως που μετέχουν χωρίς δικαίωμα ψήφου σε περιοχική διοικητική διάσκεψη μιας περιοχής διαφορετικής από εκείνη στην οποία ανήκουν τα εν λόγω Μέλη.

Άρθρο 62.

Διαδικασία για τη Σύγκληση Παγκόσμιων Διοικητικών Διασκέψεων κατόπιν αιτήσεως των Μελών της Ενώσεως ή Προτάσεως του Διοικητικού Συμβουλίου.

361. 1. Τα Μέλη της Ενώσεως τα οποία επιθυμούν τη σύγκληση παγκόσμιας διοικητικής διασκέψεως πληροφορούν περί αυτού το γενικό γραμματέα, αναφέροντας την προτεινόμενη για τη διάσκεψη ημερησία διάταξη, τον τόπο και την ημερομηνία.

362. 2. Ο Γενικός Γραμματέας, μετά τη λήψη ταυτοσήμων αιτήσεων προερχομένων τουλάχιστον από το ένα τέταρτο των Μελών γνωστοποιεί τούτο με τα πλέον κατάλληλα τηλεπικοινωνιακά μέσα σ' όλα τα Μέλη και ζητεί από αυτά να του γνωστοποιήσουν, εντός προθεσμίας έξι εβδομάδων, εάν αποδέχονται ή όχι την διατυπωθείσα πρόταση.

363. 3. Εάν η πλειοψηφία των μελών, που καθορίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις του Αριθ. 229, αποφανθεί υπέρ του συνόλου της προτάσεως, δηλαδή αποδέχεται τόσο την ημερήσια διάταξη όσο και την προτεινόμενη ημερομηνία και τόπο συνόδου, ο Γενικός Γραμματέας πληροφορεί περί αυτού όλα τα Μέλη με τα πλέον κατάλληλα τηλεπικοινωνιακά μέσα.

364. 4. (1) Εάν η πρόταση που έγινε αποδεκτή προβλέπει σύγκληση της διασκέψεως εκτός της έδρας της Ενώσεως, ο Γενικός Γραμματέας ερωτά την κυβέρνηση της ενδιαφερομένης χώρας εάν δέχεται να γίνει προσκαλούσα κυβέρνηση.

365. (2) Εάν η απάντηση είναι καταφατική, ο Γενικός Γραμματέας σε συμφωνία με την ενδιαφερόμενη κυβέρνηση, λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για τη σύγκληση της διασκέψεως.

366. (3) Εάν η απάντηση είναι αρνητική, ο γενικός γραμματέας καλεί τα Μέλη τα οποία ζήτησαν τη σύγκληση της διασκέψεως να διατυπώσουν νέες προτάσεις ως προς τον τόπο της διασκέψεως.

367. 5. Όταν η πρόταση η οποία έγινε δεκτή προβλέπει τη σύγκληση της διασκέψεως στην έδρα της Ενώσεως εφαρμόζονται οι διατάξεις του Άρθρου 64.

368. 6. (1) Εάν δεν εγκριθεί το σύνολο της προτάσεως (ημερήσια διάταξη, ημερομηνία και τόπος) από την πλειοψηφία των Μελών που καθορίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις του αριθ. 229, ο γενικός γραμματέας κοινοποιεί τις ληφθείσες απαντήσεις στα Μέλη της Ενώσεως καλώντας αυτά να αποφανθούν κατά τρόπο οριστικό, εντός προθεσμίας έξη εβδομάδων από της λήψεως, επί του ή των αμφισβητουμένων σημείων.

369. (2) Τα σημεία αυτά θεωρούνται ότι έγιναν αποδεκτά όταν εγκριθούν από την πλειοψηφία των Μελών, που καθορίζεται από τις διατάξεις του Αριθ. 229.

370. 7. Η διαδικασία η οποία αναφέρεται ανωτέρω εφαρμόζεται επίσης όταν η πρόταση συγκλήσεως παγκόσμιας διοικητικής διασκέψεως υποβάλλεται από το Διοικητικό Συμβούλιο.

Άρθρο 63.

Διαδικασία για τη Σύγκληση Περιοχικών Διοικητικών Διασκέψεων κατόπιν Αιτήσεως των Μελών της Ενώσεως ή Προτάσεως του Διοικητικού Συμβουλίου.

371. Στην περίπτωση περιοχικών διοικητικών διασκέψεων η διαδικασία που προβλέπεται στο Άρθρο 62 εφαρμόζεται μόνο στα Μέλη της ενδιαφερομένης περιοχής. Εάν η σύγκληση πρόκειται να γίνει με πρωτοβουλία των Μελών της περιοχής, αρκεί να λάβει ο Γενικός Γραμματέας ταυτόσημες αιτήσεις προερχόμενες από το ένα τέταρτο των Μελών της περιοχής αυτής.

Άρθρο 64.

Διατάξεις σχετικές με Διασκέψεις που συνέρχονται χωρίς την προσκαλούσα Κυβέρνηση.

372. Όταν πρόκειται να συνέλθει διάσκεψη χωρίς προσκαλούσα κυβέρνηση, εφαρμόζονται οι διατάξεις των Άρθρων 60 και 61. Ο γενικός γραμματέας κατόπιν συνεννοήσεως με την Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας, λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για τη σύγκληση και την οργάνωση της διασκέψεως στην έδρα της Ενώσεως.

Άρθρο 65.

Διατάξεις κοινές για όλες τις Διασκέψεις. Αλλαγή της ημερομηνίας ή του Τόπου Διασκέψεως.

373. 1. Οι διατάξεις των Άρθρων 62 και 63 εφαρμόζονται κατ' αναλογία, όταν πρόκειται μετά από αίτηση των Μελών της Ενώσεως ή πρόταση του Διοικητικού Συμβουλίου να αλλάξει η ημερομηνία και ο τόπος της διασκέψεως ή το ένα από τα δύο μόνο. Εν τούτοις, τέτοιου είδους αλλαγές δεν μπορούν να πραγματοποιούνται παρά μόνο εάν η πλειοψηφία των ενδιαφερομένων Μελών που καθορίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις του Αριθ. 229 αποφαίνεται υπέρ αυτών.

374. 2. Κάθε Μέλος που προτείνει αλλαγή της ημερομηνίας ή του τόπου διασκέψεως είναι υποχρεωμένο να εξασφαλίσει την υποστήριξη του απαιτούμενου αριθμού άλλων Μελών.

375. 3. Εάν είναι αναγκαίο, ο Γενικός Γραμματέας αναφέρει στην ανακοίνωση που προβλέπεται στον Αριθ. 362, τις πιθανές οικονομικές συνέπειες που προκύπτουν από την αλλαγή της ημερομηνίας ή του τόπου π.χ. όταν έχουν γίνει δαπάνες για την προπαρασκευή συγκλήσεως της διασκέψεως στον προβλεπόμενο αρχικά τόπο.

Άρθρο 66.

Προθεσμίες και Τρόπος Υποβολής Προτάσεων και Εκθέσεων στις Διασκέψεις.

376. 1. Αμέσως μετά την αποστολή των προσκλήσεων ο Γενικός Γραμματέας παρακαλεί τα Μέλη να αποστείλουν σ' αυτόν εντός προθεσμίας τεσσάρων μηνών, τις προτάσεις για τις εργασίες της διασκέψεως.

377. 2. Κάθε πρόταση της οποίας η αποδοχή συνεπάγεται την αναθεώρηση του κειμένου της Συμβάσεως ή των Διοικητικών Κανονισμών πρέπει να περιέχει παραπομπές στους αριθμούς των τμημάτων του κειμένου των οποίων ζητείται αναθεώρηση. Η αιτιολογία των προτάσεων θα πρέπει να αναφέρεται σε κάθε περίπτωση όσο το δυνατόν πιο συνοπτικά.

378. 3. Ο γενικός γραμματέας ανακοινώνει τις προτάσεις σ' όλα τα Μέλη όταν λάβει αυτές.

379. 4. Ο γενικός γραμματέας συγκεντρώνει και συσχετίζει τις λαμβανόμενες προτάσεις και τις εκθέσεις των διευθύνσεων του Διοικητικού Συμβουλίου, των Γενικών Συνελεύσεων των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών και των προπαρασκευαστικών συνόδων των Διασκέψεων ανάλογα με την περίπτωση και τις αποστέλλει στα Μέλη τουλάχιστον τέσσερεις μήνες προ της ημερομηνίας ενάρξεως της Διασκέψεως. Οι εκλεγμένοι υπάλληλοι της Ενώσεως δεν έχουν δυνατότητα να υποβάλουν προτάσεις.

Άρθρο 67.

Διαπιστευτήρια των Αντιπροσωπειών στις Διασκέψεις.

380. 1. Η αντιπροσωπεία που αποστέλλεται από ένα Μέλος της Ενώσεως σε διάσκεψη πρέπει να είναι δεόντως εξουσιοδοτημένη σύμφωνα με τις διατάξεις των Αριθ. 381 μέχρι 387.

381. 2. (1) Οι αντιπροσωπείες στις Διασκέψεις Πληρεξουσίων διαπιστεύονται με πράξεις υπογεγραμμένες από τον Αρχηγό του

Κράτους ή από τον Αρχηγό της Κυβερνήσεως ή από τον Υπουργό Εξωτερικών.

382. (2) Οι αντιπροσωπείες στις διοικητικές διασκέψεις διαπιστεύονται με πράξεις υπογεγραμμένες από τον Αρχηγό του Κράτους, τον Αρχηγό της Κυβερνήσεως ή τον Υπουργό Εξωτερικών ή από τον Υπουργό τον αρμόδιο για τα θέματα που εξετάζονται από τη διάσκεψη.

383. (3) Με την επιφύλαξη επιβεβαιώσης προερχομένης από μία από τις αρχές που μνημονεύονται στον αριθμό 381 και 382 και λαμβανομένης προ της υπογραφής των Τελικών Πράξεων μία αντιπροσωπεία μπορεί προσωρινά να διαπιστευθεί από τον Αρχηγό της διπλωματικής αποστολής της ενδιαφερόμενης χώρας της την Κυβέρνηση της χώρας που γίνεται η διάσκεψη, ή στην περίπτωση που η διάσκεψη πραγματοποιείται στην έδρα της Ενώσεως, μία αντιπροσωπεία μπορεί επίσης να διαπιστευθεί προσωρινά από τον Αρχηγό της Μόνιμης Αντιπροσωπείας της χώρας της στο Γραφείο των Ηνωμένων Εθνών στη Γενεύη.

384. 3. Τα διαπιστευτήρια γίνονται δεκτά εάν είναι υπογεγραμμένα από μία από τις αρχές που μνημονεύονται στους αριθμούς 381 μέχρι 383 και εάν ανταποκρίνονται σε ένα από τα επόμενα κριτήρια:

385. – να απονέμουν πλήρεις εξουσίες στην αντιπροσωπεία

386. – να εξουσιοδοτούν την αντιπροσωπεία να εκπροσωπεί την κυβέρνησή της χωρίς κανένα περιορισμό

387. – να δίνουν στην αντιπροσωπεία ή σε ορισμένα από τα Μέλη της το δικαίωμα υπογραφής των Τελικών Πράξεων.

388. 4. (1) Μία αντιπροσωπεία της οποίας τα διαπιστευτήρια αναγνωρίζονται ως έχοντα καλώς από την Γενική Συνέλευση έχει τη δυνατότητα να ασκεί το δικαίωμα ψήφου του ενδιαφερόμενου Μέλους και να υπογράφει τις Τελικές Πράξεις.

389. (2) Μία αντιπροσωπεία της οποίας τα διαπιστευτήρια δεν αναγνωρίζονται ως καλώς έχοντα από τη Γενική Συνέλευση δεν μπορεί να ασκεί το δικαίωμα ψήφου ούτε να υπογράφει τις Τελικές Πράξεις για όσο χρόνο δεν θα έχουν τακτοποιηθεί αυτά.

390. 5. Τα διαπιστευτήρια θα πρέπει να κατάθέτονται στη γραμματεία της διασκέψεως το συντομότερο δυνατόν. Ειδική επιτροπή, όπως προσδιορίζεται στον Αριθ. 471, επιφορτίζεται με τον έλεγχο αυτόν και υποβάλλει στη Γενική Συνέλευση έκθεση με τα συμπεράσματά της εντός της καθοριζόμενης από τη Γενική Συνέλευση προθεσμίας. Στο διάστημα αναμομής της αποφάσεως της Γενικής Συνελεύσεως επί του εν λόγω θέματος, η αντιπροσωπεία ενός Μέλους της Ενώσεως μπορεί να μετέχει στη διάσκεψη και να ασκεί το δικαίωμα ψήφου του ενδιαφερόμενου Μέλους.

391. 6. Κατά γενικό κανόνα τα Μέλη της Ενώσεως πρέπει να προσπαθούν να αποστέλλουν στις διασκέψεις της Ενώσεως τις δικές τους αντιπροσωπείες. Εν τούτοις, εάν ένα Μέλος για εξαιρετικούς λόγους, δεν μπορεί να αποστείλει δική του αντιπροσωπεία, μπορεί να δώσει στην αντιπροσωπεία άλλου Μέλους το δικαίωμα ψήφου και υπογραφής για λογαριασμό του. Η εξουσιοδότηση αυτή θα πρέπει να αποτελέσει αντικείμενο πράξεως υπογραφομένης από μία από τις αναφερόμενες στους Αριθ. 381 ή 382 αρχές.

392. 7. Αντιπροσωπεία που έχει το δικαίωμα ψήφου μπορεί να δώσει εντολή σε άλλη αντιπροσωπεία με δικαίωμα ψήφου να ασκήσει το δικαίωμα αυτό κατά τη διάρκεια μιας ή περισσοτέρων συνεδριάσεων στις οποίες δεν είναι δυνατόν να παραστεί.Σε παρόμοια περίπτωση πρέπει να πληροφορεί σχετικά τον Πρόεδρο της διασκέψεως εγγράφως και εγκαίρως.

393. 8. Μία αντιπροσωπεία μπορεί να ασκήσει το δικαίωμα μιας μόνο ψήφου κατ' εξουσιοδότηση.

394. 9. Τα διαπιστευτήρια και οι εξουσιοδοτήσεις που απευθύνονται τηλεγραφικώς δεν γίνονται δεκτά τουναντίον, γίνονται δεκτές τηλεγραφικές απαντήσεις σε αιτήσεις διασαφήσεως του Προέδρου ή της γραμματείας της Διασκέψεως, σχετικές με τα διαπιστευτήρια.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Χ.

Γενικές διατάξεις σχετικές με τις διεθνείς συμβουλευτικές Επιτροπές.

Άρθρο 68.

Όροι Συμμετοχής.

395. 1. Τα Μέλη των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών που αναφέρονται στους αριθ. 87 και 88 μπορούν να συμμετέχουν σε όλες τις δραστηριότητες της ενδιαφερόμενης Συμβουλευτικής Επιτροπής.

396. 2. (1) Κάθε αίτηση αναγνωρισμένης ιδιωτικής επιχειρήσεως για συμμετοχή στις εργασίες μιας Συμβουλευτικής Επιτροπής πρέπει να εγκρίνεται από το Μέλος το οποίο την έχει αναγνωρίσει. Η αίτηση απευθύνεται από το Μέλος αυτό στο γενικό γραμματέα ο οποίος πληροφορεί σχετικά όλα τα Μέλη και τον Διευθυντή αυτής της Συμβουλευτικής Επιτροπής. Ο Διευθυντής της Συμβουλευτικής Επιτροπής γνωστοποιεί στην αναγνωρισμένη ιδιωτική επιχείρηση τη συνέχεια η οποία δόθηκε στην αίτησή της.

397. (2) Μία αναγνωρισμένη ιδιωτική επιχείρηση δεν μπορεί να ενεργεί για λογαριασμό του Μέλους το οποίο την έχει αναγνωρίσει, εκτός εάν το Μέλος αυτό γνωστοποιεί στην ενδιαφερόμενη Συμβουλευτική Επιτροπή, σε κάθε ειδική περίπτωση, ότι την εξουσιοδότησε προς τούτο.

398. 3. (1) Οι Διεθνείς Οργανισμοί και οι περιοχικοί τηλεπικοινωνιακοί οργανισμοί οι μνημονευόμενοι στο Άρθρο 32 που συντονίζουν τις εργασίες τους με τη Διεθνή Ένωση Τηλεπικοινωνιών και που ασκούν συναφείς δραστηριότητες, μπορούν να γίνονται δεκτοί για να συμμετάσχουν στις εργασίες των Συμβουλευτικών Επιτροπών υπό συμβουλευτική ιδιότητα.

399. (2) Η πρώτη αίτηση από διεθνή ή περιοχικό τηλεπικοινωνιακό οργανισμό που αναφέρεται στο Άρθρο 32, για συμμετοχή στις εργασίες μιας Συμβουλευτικής Επιτροπής, απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα ο οποίος πληροφορεί σχετικά όλα τα Μέλη με τα πλέον κατάλληλα τηλεπικοινωνιακά μέσα και καλεί αυτά να αποφανθούν επί της αποδοχής της αιτήσεως αυτής. Η αίτηση γίνεται δεκτή εάν η πλειοψηφία των απαντήσεων των Μελών που λαμβάνονται εντός προθεσμίας ενός μηνός είναι ευνοϊκή. Ο Γενικός Γραμματέας γνωστοποιεί το αποτέλεσμα της ψηφοφορίας αυτής σε όλα τα Μέλη και στα Μέλη της Συντονιστικής Επιτροπής.

400. 4. (1) Οι επιστημονικοί ή βιομηχανικοί οργανισμοί που ασχολούνται με τη μελέτη των τηλεπικοινωνιακών προβλημάτων ή με τη μελέτη ή κατασκευή υλικού που προορίζεται για τις υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών, μπορούν να γίνονται δεκτοί να συμμετέχουν, υπό συμβουλευτική ιδιότητα στις συνόδους των επιτροπών μελετών των Συμβουλευτικών Επιτροπών με την επιφύλαξη εγκρίσεως των Διευθύνσεων των ενδιαφερομένων χωρών.

401. (2) Κάθε αίτηση επιστημονικού ή βιομηχανικού οργανισμού για συμμετοχή στις συνόδους των επιτροπών μελέτης μιας Συμβουλευτικής Επιτροπής πρέπει να εγκρίνεται από τη Διεύθυνση της ενδιαφερομένης χώρας. Η αίτηση απευθύνεται από τη Διεύθυνση αυτή στο γενικό γραμματέα ο οποίος πληροφορεί σχετικά όλα τα Μέλη και το Διευθυντή αυτής της Επιτροπής. Ο Διευθυντής της Συμβουλευτικής Επιτροπής γνωστοποιεί στον επιστημονικό ή βιομηχανικό οργανισμό τη συνέχεια που δόθηκε στην αίτησή της.

402. 5. Κάθε αναγνωρισμένη ιδιωτική επιχείρηση, διεθνής οργανισμός, περιοχικός τηλεπικοινωνιακός οργανισμός ή κάθε επιστημονικός ή βιομηχανικός οργανισμός που έγινε για συμμετοχή στις εργασίες μιας Συμβουλευτικής Επιτροπής έχει το δικαίωμα να καταγγείλει αυτή τη συμμετοχή με μια ανακοίνωση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα. Η καταγγελία αυτή πραγματοποιείται μετά τη λήξη χρονικής περιόδου ενός έτους από της ημερομηνίας λήψεως της ανακοινώσεως από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 69.

Καθήκοντα της Γενικής Συνελεύσεως.

403. Η Γενική Συνέλευση:

404. α) Εξετάζει τις εκθέσεις των επιτροπών μελετών και εγκρίνει, τροποποιεί ή απορρίπτει τα σχέδια συστάσεων, που περιέχουν οι εκθέσεις αυτές.

405. β) Εξετάζει τα υφιστάμενα θέματα για να αποφανθεί εάν υπάρχει ή όχι ανάγκη συνεχίσεως της μελέτης και καταρτίζει κατάλογο νέων θεμάτων για μελέτη, σύμφωνα με τις διατάξεις του Αριθ. 326. Κατά τη σύνταξη του κειμένου των νέων θεμάτων πρέπει να εξασφαλίζεται ότι κατ' αρχή η μελέτη θα έπρεπε να ολοκληρωθεί εντός προθεσμίας ίσης προς το διπλάσιο του μεταξύ δύο Γενικών Συνελεύσεων διαστήματος.

406. γ) Εγκρίνει το πρόγραμμα εργασίας που απορρέει από τις διατάξεις του Αριθ. 405 και καθορίζει τη σειρά των θεμάτων που θα

[illegible] ανάλογα με τη σπουδαιότητα προτεραιότητα και του επείγοντος αυτών, λαμβανομένης υπόψη της ανάγκης να συγκρατούνται στο ελάχιστο οι απαιτήσεις ως προς τους πόρους της Ενώσεως.

407. δ) Αποφασίζει, ενόψει του εγκεχριμένου προγράμματος εργασίας για το οποίο γίνεται λόγος στον Αριθμό 406 τη διατήρηση ή διάλυση των υφισταμένων επιτροπών μελετών, ή για τη δημιουργία νέων.

408. ε) Κατανέμει στις επιτροπές μελετών τα θέματα για μελέτη.

409. στ) Εξετάζει και εγκρίνει την έκθεση του Διευθυντού επί των εργασιών της Επιτροπής από την τελευταία σύνοδο της Γενικής Συνελεύσεως.

410. ζ) Εγκρίνει, εάν υπάρχει θέμα, προς υποβολή στο Διοικητικό Συμβούλιο, την υποβαλλόμενη από τον διευθυντή κατά τους όρους των διατάξεων, του αριθμού 439 εκτίμηση των οικονομικών αναγκών της Επιτροπής μέχρι την προσεχή Γενική Συνέλευση.

411. η) Η Γενική Συνέλευση κατά τη λήψη των αποφάσεων θα πρέπει να λαμβάνει υπόψη τις προβλεπόμενες οικονομικές επιπτώσεις και να προσπαθεί να αποφεύγει την υιοθέτηση αποφάσεων οι οποίες θα μπορούσαν να προκαλέσουν την υπέρβαση των ανωτέρων ορίων πιστώσεων που καθορίζονται από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων.

412. θ) Εξετάζει τις εκθέσεις της Παγκόσμιας Επιτροπής Σχεδιάσεως και όλα τα άλλα θέματα τα οποία κρίνονται αναγκαία στα πλαίσια των διατάξεων του Άρθρου 11 και του παρόντος Κεφαλαίου.

Άρθρο 70.

Σύνοδοι της Γενικής Συνελεύσεως.

413. 1. Η Γενική Συνέλευση συνέρχεται κανονικά σε ημερομηνία και τόπο που ορίζονται από την προηγούμενη Γενική Συνέλευση.

414. 2. Η ημερομηνία και ο τόπος συγκλήσεως της Γενικής Συνελεύσεως, ή ένα από τα δύο, μπορούν να τροποποιούνται με την έγκριση της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως τα οποία έχουν απαντήσει σε αίτηση του γενικού γραμματέα με την οποία ζητήθηκε η γνώμη τους.

415. 3. Σε κάθε μία από τις συνόδους αυτές, η Γενική Συνέλευση μιας συμβουλευτικής επιτροπής, προεδρεύεται από τον Αρχηγό της αντιπροσωπείας της χώρας στην οποία η σύνοδος λαμβάνει χώρα ή όταν η σύνοδος αυτή γίνεται στην έδρα της Ενώσεως, από πρόσωπο που εκλέγεται από την ίδια τη Γενική Συνέλευση. Ο Πρόεδρος υποβοηθείται από Αντιπροέδρους οι οποίοι εκλέγονται από τη Γενική Συνέλευση.

416. 4. Ο Γενικός Γραμματέας επιφορτίζεται με τη λήψη των αναγκαίων διοικητικών και οικονομικών μέτρων, σε συμφωνία με το Διευθυντή της ενδιαφερομένης Συμβουλευτικής Επιτροπής, για τις συνόδους της Γενικής Συνελεύσεως και των επιτροπών μελετών.

Άρθρο 71.

Γλώσσες και Δικαίωμα Ψήφου στις Γενικές Συνελεύσεις.

1. (1) Οι γλώσσες που χρησιμοποιούνται κατά τις Γενικές Συνελεύσεις είναι οι προβλεπόμενες στα Άρθρα 16 και 78.

(2) Τα προπαρασκευαστικά έγγραφα των επιτροπών μελετών, τα έγγραφα και πρακτικά των Γενικών Συνελεύσεων και τα έγγραφα που δημοσιεύονται μετά τις Συνελεύσεις αυτές από τις Διεθνείς Συμβουλευτικές Επιτροπές συντάσσονται στις τρεις γλώσσες εργασίας της Ενώσεως.

2. Τα Μέλη τα οποία έχουν δικαίωμα ψήφου στις συνεδριάσεις των Γενικών Συνελεύσεων των Συμβουλευτικών Επιτροπών είναι εκείνα τα οποία προβλέπονται στον Αριθμό 10. Εν τούτοις, όταν ένα Μέλος της Ενώσεως δεν αντιπροσωπεύεται από μία διεύθυνση, οι αντιπρόσωποι των αναγνωρισμένων ιδιωτικών επιχειρήσεων της ενδιαφερομένης χώρας έχουν μαζί και ανεξάρτητα του αριθμού τους, δικαίωμα μιας μόνο ψήφου, υπό την επιφύλαξη των διατάξεων του Αριθμού 377.

3. Οι διατάξεις των Αριθμών 391 μέχρι 394 οι σχετικές με τις εξουσιοδοτήσεις εφαρμόζονται στις Γενικές Συνελεύσεις.

Άρθρο 72.

Επιτροπές Μελετών.

421. 1. Η Γενική Συνέλευση δημιουργεί και διατηρεί, ανάλογα με τις ανάγκες, τις απαραίτητες επιτροπές μελετών για την επεξεργασία των υπό μελέτη θεμάτων. Οι διευθύνσεις, οι αναγνωρισμένες ιδιωτικές επιχειρήσεις οι διεθνείς και περιοχικοί τηλεπικοινωνιακοί οργανισμοί οι οποίοι γίνονται δεκτοί σύμφωνα με τις διατάξεις των Αριθμών 398 και 399 και οι οποίοι επιθυμούν να μετάσχουν στις εργασίες των επιτροπών μελετών δηλώνουν τούτο είτε κατά τη σύνοδο της Γενικής Συνελεύσεως είτε μεταγενέστερα, στο Διευθυντή της ενδιαφερόμενης Συμβουλευτικής Επιτροπής.

422. 2. Εξ' άλλου και υπό την επιφύλαξη των διατάξεων των Αριθμών 400 και 401, οι εμπειρογνώμονες των επιστημονικών ή βιομηχανικών Οργανισμών μπορούν να γίνουν δεκτοί να μετάσχουν υπό συμβουλευτική ιδιότητα σε κάθε σύνοδο οποιασδήποτε από τις επιτροπές μελετών.

423. 3. Η Γενική Συνέλευση ορίζει κανονικά τον κύριο εισηγητή και ένα αναπληρωτή του κυρίου εισηγητή για κάθε επιτροπή μελετών. Εάν ο όγκος εργασίας μιας επιτροπής μελετών το απαιτεί, η Γενική Συνέλευση ορίζει για την επιτροπή αυτή τόσους επί πλέον αναπληρωτές κυρίου εισηγητού όσους θεωρεί απαραίτητο. Κατά τον διορισμό των κυρίων εισηγητών και των αναπληρωτών κυρίων εισηγητών θα λαμβάνονται υπόψη όλως ιδιαιτέρως κριτήρια αρμοδιότητας και ισόρροπης γεωγραφικής κατανομής καθώς επίσης και η ανάγκη προωθήσεως πιο ενεργού συμμετοχής των υπό ανάπτυξη χωρών. Εάν, κατά το διάστημα που μεσολαβεί μεταξύ δύο συνόδων της Γενικής Συνελεύσεως ένας κύριος εισηγητής κωλύεται να ασκήσει τα καθήκοντά του και δεν έχει ορισθεί παρά ένας μόνο στην επιτροπή του τότε αυτός καταλαμβάνει τη θέση του. Στην περίπτωση επιτροπής μελετών για την οποία η Γενική Συνέλευση είχε ορίσει περισσότερους από ένα αναπληρωτές κυρίου εισηγητού, η Επιτροπή αυτή κατά την επομένη σύνοδό της εκλέγει μεταξύ αυτών τον νέο κύριο εισηγητή της και αν είναι αναγκαίο ένα νέο αναπληρωτή κυρίου εισηγητή μεταξύ των μελών της. Μια τέτοια επιτροπή μελετών εκλέγει επίσης ένα νέο αναπληρωτή κυρίου εισηγητού εάν ένας από τους αναπληρωτές Κυρίου εισηγητού κωλύεται να ασκήσει τα καθήκοντά του κατά τη διάρκεια μεταξύ δύο συνόδων της Γενικής Συνελεύσεως.

Άρθρο 73.

Διεξαγωγή των Εργασιών των Επιτροπών Μελετών.

424. 1. Η επεξεργασία των θεμάτων τα οποία αναθέτονται στις επιτροπές μελετών γίνεται κατά το δυνατόν με αλληλογραφία.

425. 2. (1) Εν τούτοις, η Γενική Συνέλευση μπορεί να δίνει σε ό,τι αφορά τις συνόδους των επιτροπών μελετών κατευθυντήριες οδηγίες, οι οποίες κρίνονται απαραίτητες για την επεξεργασία των σημαντικών ομάδων θεμάτων.

426. (2) Κατά γενικό κανόνα, κατά το διάστημα το οποίο μεσολαβεί μεταξύ δύο Γενικών Συνελεύσεων μια επιτροπή μελετών δεν πραγματοποιεί περισσότερες από δύο συνόδους περιλαμβανομένης και της τελικής συνόδου η οποία προηγείται της Γενικής Συνελεύσεως.

427 (3) Εξάλλου εάν ένας κύριος εισηγητής μετά τη Γενική Συνέλευση είναι της γνώμης ότι μία ή περισσότερες σύνοδοι της επιτροπής του μελετών μη προβλεπόμενες από τη Γενική Συνέλευση, είναι αναγκαίες για την προφορική συζήτηση των θεμάτων που δεν κατέστη δυνατόν να επιλυθούν με αλληλογραφία μπορεί κατόπιν εγκρίσεως της Διευθύνσεώς του και αφού συμβουλευθεί τον αρμόδιο Διευθυντή και τα μέλη της Επιτροπής του, να προτείνει σύνοδο σε κατάλληλο τόπο λαμβάνοντα υπόψη και την ανάγκη περιορισμού των δαπανών στο ελάχιστο.

428. 3. Η Γενική Συνέλευση, σε περίπτωση ανάγκης, μπορεί να συγκροτήσει μικτές ομάδες εργασίας για τη μελέτη θεμάτων τα οποία απαιτούν τη συμμετοχή εμπειρογνωμόνων από πολλές επιτροπές μελετών.

429. 4. Ο Διευθυντής μιας Συμβουλευτικής Επιτροπής, αφού συμβουλευθεί τον Γενικό Γραμματέα και σε συμφωνία με τους κυρίους εισηγητές των διαφόρων ενδιαφερομένων επιτροπών μελετών, καταρτίζει το γενικό σχέδιο των συνόδων της ομάδας των Επιτροπών

μελετών, οι οποίες πρόκειται να συνέλθουν στον ίδιο τόπο κατά την ίδια περίοδο.

130. 5. Ο Διευθυντής αποστέλλει τις τελικές εκθέσεις των επιτροπών μελετών στις μετέχουσες διευθύνσεις στις αναγνωρισμένες ιδιωτικές επιχειρήσεις της Συμβουλευτικής Επιτροπής και ενδεχομένως, στους διεθνείς και περιοχικούς τηλεπικοινωνιακούς οργανισμούς οι οποίοι είχαν συμμετάσχει σ' αυτές. Οι εκθέσεις αυτές αποστέλλονται το ταχύτερο δυνατόν και οπωσδήποτε αρκετά νωρίς ώστε να περιέλθουν στους παραλήπτες των ένα τουλάχιστον μήνα πριν από την ημερομηνία της επόμενης Γενικής Συνελεύσεως. Δύναται να γίνει παρέκκλιση από τον όρο αυτό όταν οι σύνοδοι των επιτροπών μελετών λαμβάνουν χώρα αμέσως προ της Γενικής αυτής συνελεύσεως. Τα θέματα τα οποία δεν αποτέλεσαν αντικείμενο εκθέσεως που εστάλη κατά τον προαναφερθέντα τρόπο δεν μπορούν να αναγραφούν στην ημερήσια διάταξη της Γενικής Συνελεύσεως.

Άρθρο 74.

Καθήκοντα του Διευθυντού. Ειδικευμένη Γραμματεία.

131. 1. (1) Ο Διευθυντής της Συμβουλευτικής Επιτροπής συντονίζει τις εργασίες της Γενικής Συνελεύσεως και των επιτροπών μελετών. Είναι υπεύθυνος για την οργάνωση των εργασιών της Επιτροπής.

132. (2) Ο Διευθυντής έχει την ευθύνη των εγγράφων της Επιτροπής και λαμβάνει σε συνεννόηση με το Γενικό Γραμματέα, τα αναγκαία μέτρα για τη δημοσιευσή τους στις γλώσσες εργασίας της Ενώσεως.

133. (3) Ο Διευθυντής βοηθείται από μία γγραμματεία που αποτελείται από ειδικευμένο προσωπικό το οποίο εργάζεται υπό την άμεση εποπτεία του για την οργάνωση των εργασιών της Επιτροπής.

134. (4) Το προσωπικό των ειδικευμένων γραμματειών των εργαστηρίων και των τεχνικών εγκαταστάσεων των Συμβουλευτικών Επιτροπών υπάγεται από διοικητικής απόψεως στην αρμοδιότητα του Γενικού Γραμματέα σύμφωνα με τις διατάξεις του Αριθμού 282.

135. 2. Ο Διευθυντής εκλέγει το τεχνικό και διοικητικό προσωπικό της γραμματείας αυτής στα πλαίσια του εγκεχριμένου από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων ή το Διοικητικό Συμβούλιο προϋπολογισμού. Ο διορισμός του τεχνικού και διοικητικού αυτού προσωπικού γίνεται από το Γενικό Γραμματέα σε συμφωνία με τον Διευθυντή. Η τελική απόφαση διορισμού ή απολύσεως ανήκει στον Γενικό Γραμματέα.

136. 3. Ο Διευθυντής μετέχει αυτοδικαίως, αλλά υπό συμβουλευτική ιδιότητα, στις συζητήσεις της Γενικής Συνελεύσεως και των επιτροπών μελετών. Λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα για την προπαρασκευή των συνόδων της Γενικής Συνελεύσεως και των επιτροπών μελετών υπό την επιφύλαξη των διατάξεων του αριθμού 416.

137. 1. Ο Διευθυντής υποβάλλει στη Γενική Συνέλευση έκθεση επί των δραστηριοτήτων της Συμβουλευτικής Επιτροπής από της τελευταίας συνόδου της Γενικής Συνελεύσεως. Η έκθεση αυτή μετά την έγκρισή της, αποστέλλεται στο Γενικό Γραμματέα για να διαβιβασθεί στο Διοικητικό Συμβούλιο.

138. 5. Ο Διευθυντής υποβάλλει στο Διοικητικό Συμβούλιο, κατά την ετήσια σύνοδο αυτού, έκθεση επί των δραστηριοτήτων της Επιτροπής κατά τη διάρκεια του προηγούμενου έτους προς τον σκοπό ενημερώσεως του Συμβουλίου και των Μελών της Ενώσεως.

139. 6. Ο Διευθυντής, αφού συμβουλευθεί τον γενικό γραμματέα υποβάλλει για έγκριση από τη Γενική Συνέλευση εκτίμηση των οικονομικών αναγκών της Συμβουλευτικής Επιτροπής μέχρι της προσεχούς Γενικής Συνελεύσεως. Η εκτίμηση αυτή, κατόπιν εγκρίσεως, διαβιβάζεται στο γενικό γραμματέα για υποβολή στο Διοικητικό Συμβούλιο.

140. 7. Ο Διευθυντής καταρτίζει, με σκοπό την ενσωμάτωση από το γενικό Γραμματέα στις ετήσιες προϋπολογιστικές προβλέψεις της Ενώσεως, τις προβλέψεις δαπανών της Επιτροπής για το επόμενο έτος σε βάση την εκτίμηση των οικονομικών αναγκών της Επιτροπής η οποία εγκρίθηκε από τη Γενική Συνέλευση.

141. 8. Ο Διευθυντής μετέχει όσο είναι αναγκαίο, στις δραστηριότητες τεχνικής συνεργασίας και βοηθείας της Ενώσεως στα πλαίσια των διατάξεων της Συμβάσεως.

Άρθρο 75.

Προτάσεις για τις Διοικητικές Διασκέψεις.

142. 1. ΟΙ Γενικές Συνελεύσεις των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών εξουσιοδοτούνται να υποβάλουν στις διοικητικές διασκέψεις προτάσεις απορρέουσες απ' ευθείας από συστάσεις των ή πορίσματα των τρεχουσών μελετών των.

143. 2. Οι Γενικές Συνελεύσεις των Συμβουλευτικών Επιτροπών μπορούν επίσης να διατυπώνουν προτάσεις τροποποιήσεως των Διοικητικών Κανονισμών.

144. 3. Οι προτάσεις αυτές αποστέλλονται εγκαίρως στο Γενικό Γραμματέα που τις συγκεντρώνει, τις συντονίζει και τις ανακοινώνει σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στον Αριθμό 379.

Άρθρο 76.

Σχέσεις των Συμβουλευτικών Επιτροπών.
μεταξύ τους και με τους άλλους Διεθνείς Οργανισμούς.

145. 1. (1) Οι Γενικές Συνελεύσεις των Συμβουλευτικών Επιτροπών μπορούν να συνιστούν μικτές επιτροπές για τη διεξαγωγή μελετών και την έκδοση συστάσεων επί θεμάτων κοινού ενδιαφέροντος.

146. (2) Οι Διευθυντές των Συμβουλευτικών Επιτροπών μπορούν, σε συνεργασία με τους κυρίους εισηγητές να οργανώνουν μικτές συνόδους των επιτροπών μελετών και των δύο Συμβουλευτικών Επιτροπών, με σκοπό τη διεξαγωγή μελετών και προπαρασκευή σχεδίων συστάσεων επί θεμάτων κοινού ενδιαφέροντος. Αυτά τα σχέδια συστάσεων υποβάλλονται στην προσεχή σύνοδο της Γενικής Συνελεύσεως κάθε Συμβουλευτικής Επιτροπής.

147. 2. Όταν μία από τις Συμβουλευτικές Επιτροπές προσκαλείται να μετάσχει σε μία σύνοδο της άλλης Συμβουλευτικής Επιτροπής ή ενός άλλου διεθνούς οργανισμού, η Γενική Συνέλευση αυτής ή ο Διευθυντής της εξουσιοδοτείται να λαμβάνει μέτρα για να εξασφαλίσει την εκπροσώπηση αυτή υπό συμβουλευτική ιδιότητα, λαμβάνοντας υπόψη τις διατάξεις του Αριθ. 329.

148. 3. Ο Γενικός Γραμματέας, ο Αναπληρωτής Γενικός Γραμματέας, ο Πρόεδρος της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων και ο Διευθυντής της άλλης Συμβουλευτικής Επιτροπής ή οι αντιπρόσωποί τους, μπορούν να παρίστανται, υπό συμβουλευτική ιδιότητα, σε συνόδους μιας Συμβουλευτικής Επιτροπής. Αν είναι αναγαίο μία Επιτροπή μπορεί να προσκαλέσει στις συνόδους της, υπό συμβουλευτική ιδιότητα εκπροσώπους κάθε μόνιμου οργάνου της Ενώσεως, το οποίο δεν θεώρησε αναγκαίο να εκπροσωπηθεί.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ XI.

Εσωτερικός Κανονισμός των Διασκέψεων και άλλων Συνόδων.

Άρθρο 77.

Εσωτερικός Κανονισμός των Διασκέψεων και άλλων Συνόδων.

1. Σειρά θέσεων

449. Κατά τις συνεδριάσεις της διασκέψεως, οι αντιπροσωπείες κατατάσσονται κατά την αλφαβητική σειρά των ονομάτων στη γαλλική των αντιπροσωπευομένων χωρών.

2. Έναρξη της Διασκέψεως

450. 1. (1) Πριν από την εναρκτήριο συνεδρίαση της διασκέψεως προηγείται σύσκεψη των Αρχηγών των αντιπροσωπειών κατά τη διάρκεια της οποίας προπαρασκευάζεται η ημερήσια διάταξη της πρώτης Συνεδριάσεως Ολομελείας και υποβάλλονται προτάσεις για την οργάνωση και τον ορισμό των προέδρων και αντιπροέδρων της διασκέψεως και των επιτροπών της, λαμβανομένης υπόψη της αρχής της εκ περιτροπής της γεωγραφικής κατανομής των αναγκαίων κριτηρίων αρμοδιότητας και των διατάξεων του Αριθ. 454.

451. (2) Ο Πρόεδρος της συνόδου των Αρχηγών των αντιπροσωπειών ορίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις των Αριθμών 452 και 453.

452. 2. (1) Η έναρξη της διασκέψεως κηρύσσεται από προσωπικότητα η οποία ορίζεται από την προσκαλούσα κυβέρνηση.

453. (2) Εάν δεν υπάρχει προσκαλούσα κυβέρνηση, η έναρξη κηρύσσεται από τον πρεσβύτερο κατά ηλικία αρχηγό αντιπροσωπείας.

454. 3. (1) Ο Πρόεδρος της διασκέψεως εκλέγεται κατά την πρώτη Συνεδρίαση Ολομελείας και είναι κατά γενικό κανόνα μία προσωπικότητα που ορίζεται από την προσκαλούσα Κυβέρνηση.

455. (2) Εάν δεν υπάρχει προσκαλούσα Κυβέρνηση, ο Πρόεδρος εκλέγεται λαμβανομένης υπόψη της προτάσεως των Αρχηγών των Αντιπροσωπειών κατά τη διάρκεια της προβλεπομένης στον Αριθμό 450 συνόδου.

456. 4. Η πρώτη Συνεδρίαση Ολομελείας προβαίνει επίσης:

457. α) Στην εκλογή των Αντιπροέδρων της διασκέψεως.

458. β) Στη σύσταση των επιτροπών της διασκέψεως και στην εκλογή των αντιστοίχων Προέδρων και Αντιπροέδρων.

459. γ) Στη συγκρότηση της γραμματείας της διασκέψεως η οποία αποτελείται από προσωπικό της Γενικής Γραμματείας της Ενώσεως και ανάλογα με την περίπτωση από προσωπικό που διατίθεται από τη διεύθυνση της προσκαλούσας κυβερνήσεως.

3. Προνόμια του Προέδρου της Διασκέψεως.

460. 1. Ο Πρόεδρος εκτός των άλλων προσώπων τα οποία εκχωρούνται σ' αυτόν από τον παρόντα Κανονισμό, κηρύσσει την έναρξη και τη λήξη κάθε Συνεδριάσεως της Ολομελείας, διευθύνει τις συζητήσεις, μεριμνά για την εφαρμογή του Εσωτερικού Κανονισμού, δίνει το λόγο, θέτει τα θέματα σε ψηφοφορία και ανακοινώνει τις αποφάσεις που υιοθετήθηκαν.

461. 2. Έχει τη γενική διεύθυνση των εργασιών της διασκέψεως και μεριμνά για την τήρηση της τάξεως κατά τη διάρκεια των συνεδριάσεων της ολομέλειας. Αποφασίζει σε θέματα κανονισμού και έχει ιδιαιτέρως το δικαίωμα να προτείνει την αναβολή ή λήξη συζητήσεως, τη λύση ή τη διακοπή μιας συνεδριάσεως. Μπορεί επίσης να αποφασίζει την αναβολή της συγκλήσεως μιας ολομελείας εάν το κρίνει αναγκαίο.

462. 3. Προστατεύει το δικαίωμα όλων των αντιπροσωπειών να εκφράζουν ελεύθερα και πλήρως τη γνώμη των επί του συζητουμένου θέματος.

463. 4. Μεριμνά όπως οι συζητήσεις περιορίζονται στο συζητούμενο θέμα και μπορεί να διακόπτει κάθε ομιλητή ο οποίος παρεκκλίνει από το συζητούμενο θέμα για να του υπενθυμίσει την ανάγκη να περιοριστεί στο θέμα αυτό.

4. Σύσταση επιτροπών.

464. 1. Η Γενική Συνέλευση μπορεί να συνιστά επιτροπές για την εξέταση θεμάτων τα οποία υποβάλλονται για συζήτηση στη διάσκεψη. Οι επιτροπές αυτές μπορούν να συνιστούν υποεπιτροπές. Οι επιτροπές και υποεπιτροπές αυτές μπορούν να συνιστούν επίσης ομάδες εργασίας.

465. 2. Υποεπιτροπές και ομάδες εργασίας συνιστώνται μόνο όταν αυτό είναι απόλυτα αναγκαίο.

466. 3. Υπό την επιφύλαξη των διατάξεων των Αριθμών 464 και 465 θα συνιστά τις ακόλουθες επιτροπές:

467. 4. 1. Επιτροπή διευθύνσεως:

468. α) Η επιτροπή αυτή αποτελείται κανονικά από τον Πρόεδρο της διασκέψεως ή της συνόδου, ο οποίος προεδρεύει, από τους Αντιπροέδρους και από τους Προέδρους και Αντιπροέδρους των επιτροπών.

469. β) Η επιτροπή διευθύνσεως συντονίζει όλα τα θέματα που έχουν σχέση με την ομαλή διεξαγωγή των εργασιών και καταρτίζει τη σειρά και τον αριθμό των συνεδριάσεων, αποφεύγοντας χρονική επικάλυψη, όπου είναι δυνατόν, λόγω του περιορισμένου αριθμού μελών ορισμένων αντιπροσωπειών.

470. 4. 2. Επιτροπή Διαπιστευτηρίων:

471. Η επιτροπή ελέγχει τα διαπιστευτήρια των αντιπροσωπειών της διασκέψεως και υποβάλλει τα πορίσματά της στην Συνεδρίαση Ολομελείας εντός χρονικής προθεσμίας που ορίζεται από τη τελευταία.

472. 4. 3. Συντακτική Επιτροπή:

473. α) Τα κείμενα τα οποία καταρτίζονται κατά το δυνατόν στην οριστική τους μορφή από τις διάφορες επιτροπές λαμβάνοντας υπόψη τις εκφρασθείσες γνώμες υποβάλλονται στη συντακτική επιτροπή, που επιφορτίζεται με την τελειοποίηση της μορφής χωρίς να αλλοιώνει το νόημα και όπου απαιτείται, να τα συνδέει με τα μη βελτιωμένα προηγούμενα κείμενα.

474. β) Τα κείμενα αυτά υποβάλλονται από τη συντακτική επιτροπή στη συνεδρίαση της Ολομελείας, η οποία τα εγκρίνει ή τα παραπέμπει στην αρμόδια επιτροπή για νέα εξέταση.

475. 4. 4. Επιτροπή Ελέγχου Προϋπολογισμού:

476. α) Κατά την έναρξη κάθε διασκέψεως ή συνόδου, η Συνεδρίαση ολομελείας συνιστά μία επιτροπή ελέγχου προϋπολογισμού επιφορτισμένη να εποπτεύει την οργάνωση και μέσα δράσεως που τίθενται στη διάθεση των αντιπροσώπων, να εξετάζει και να εγκρίνει τους λογαριασμούς των γενομένων δαπανών καθ' όλη τη διάρκεια της διασκέψεως ή συνόδου. Η επιτροπή αυτή περιλαμβάνει εκτός από τα μέλη των αντιπροσωπειών που επιθυμούν να μετάσχουν, αντιπρόσωπο του γενικού γραμματέα και αν υπάρχει προσκαλούσα κυβέρνηση, αντιπρόσωπο της κυβερνήσεως αυτής.

477. β) Προ της εξαντλήσεως του εγκεκριμένου από το Διοικητικό Συμβούλιο προϋπολογισμού για τη διάσκεψη ή σύνοδο, η επιτροπή ελέγχου προϋπολογισμού, σε συνεργασία με τη γραμματεία της διασκέψεως ή συνόδου, υποβάλλει στη Γενική Συνέλευση προσωρινή κατάσταση δαπανών. Η Γενική Συνέλευση λαμβάνει αυτό υπόψη, προκειμένου να αποφασίσει εάν οι πρόοδοι που έχουν γίνει δικαιολογούν παράταση της διασκέψεως πέρα της ημερομηνίας κατά την οποία θα εξαντληθεί ο εγκεκριμένος προϋπολογισμός.

478. γ) Στο τέλος κάθε διασκέψεως ή συνόδου, η επιτροπή ελέγχου προϋπολογισμού υποβάλλει στη Γενική Συνέλευση έκθεση στην οποία παρουσιάζεται με τη μεγαλύτερη δυνατή ακρίβεια, το σύνολο των κατ' εκτίμηση δαπανών της διασκέψεως ή συνόδου καθώς επίσης μία εκτίμηση του κόστους το οποίο ενδεχομένως συνεπάγεται η εκτέλεση των αποφάσεων που λαμβάνονται από αυτή τη διάσκεψη ή σύνοδο.

479. δ) Η έκθεση αυτή μετά την εξέταση και έγκρισή της από τη Συνεδρίαση Ολομελείας, διαβιβάζεται μαζί με τις παρατηρήσεις της στο γενικό γραμματέα για υποβολή στο Διοικητικό Συμβούλιο κατά την προσεχή ετήσια σύνοδό του.

5. Σύνθεση Επιτροπών.

480. 5. 1. Διασκέψεις Πληρεξουσίων:

481. Οι επιτροπές συγκροτούνται από τους αντιπροσώπους των χωρών Μελών και παρατηρητές που προβλέπονται στους αριθμούς 344, 345 και 346 οι οποίοι το ζήτησαν ή υποδείχθηκαν από τη Γενική Συνέλευση.

482. 5. 2. Διοικητικές Διασκέψεις:

483. Οι επιτροπές συγκροτούνται από τους αντιπροσώπους των χωρών Μελών, παρατηρητές και αντιπροσώπους που προβλέπονται στους Αριθμούς 354 μέχρι 358 οι οποίοι το ζήτησαν ή υποδείχθηκαν από τη Γενική Συνέλευση.

484. 6. Πρόεδροι και Αντιπρόεδροι των Υποεπιτροπών

485. Ο Πρόεδρος κάθε επιτροπής προτείνει σ' αυτή την εκλογή Προέδρων και Αντιπροέδρων των υποεπιτροπών τις οποίες συνιστά.

7. Σύγκληση των Συνεδριάσεων

486. Οι Συνεδριάσεις της Γενικής Συνελεύσεως, των επιτροπών, υπο επιτροπών και ομάδων εργασίας αναγκέλλονται εγκαίρως στο χώρο συνόδου της διασκέψεως.

8. Προτάσεις που υποβάλλονται πριν από την Έναρξη της Διασκέψεως

487. Οι προτάσεις που υποβάλλονται πριν από την έναρξη της διασκέψεως κατανέμονται από τη Γενική Συνέλευση στις αρμόδιες επιτροπές οι οποίες συνιστώνται σύμφωνα με τις διατάξεις του τμήματος 4 του παρόντος εσωτερικού Κανονισμού. Εν τούτοις, η Γενική Συνέλευση μπορεί απ' ευθείας να συζητήσει οποιαδήποτε πρόταση.

9. Προτάσεις ή τροπολογίες που υποβάλλονται κατά τη διάρκεια της Διασκέψεως

488. 1. Οι προτάσεις ή τροπολογίες που υποβάλλονται μετά την έναρξη της διασκέψεως πρέπει να επιδίδονται στον Πρόεδρο της διασκέψεως ή στον Πρόεδρο της αρμόδιας επιτροπής κατά περίπτωση ή επιδίδονται ακόμη στη γραμματεία της διασκέψεως για δημοσίευση και διανομή σαν έγγραφα διασκέψεως.

489. 2. Καμμία έγγραφη πρόταση ή τροπολογία δεν μπορεί να υποβληθεί εάν δεν υπογράφεται από τον Αρχηγό της ενδιαφερομένης αντιπροσωπείας ή από τον αναπληρωτή του.

490. 3. Ο Πρόεδρος της διασκέψεως μιας επιτροπής, μιας υποεπιτροπής ή ομάδας εργασίας μπορεί να υποβάλλει οποτεδήποτε προτάσεις προοριζόμενες να επιταχύνουν το ρυθμό των συζητήσεων.

491. 4. Κάθε πρόταση ή τροπολογία πρέπει να περιλαμβάνει με τρόπο σαφή και συγκεχριμένο το προς εξέταση θέμα.

492. 5. (1) Ο Πρόεδρος της διασκέψεως ή ο Πρόεδρος της αρμόδιας επιτροπής, υποεπιτροπής ή ομάδας εργασίας αποφασίζει σε κάθε περίπτωση εάν μία πρόταση ή τροπολογία η οποία υποβάλλεται κατά τη διάρκεια μιας συνόδου μπορεί να αποτελέσει αντικείμενο προφορικής ανακοινώσεως ή εάν πρέπει να κατατεθεί για δημοσίευση και διανομή σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στον Αριθ. 488.

493. (2) Γενικά, το κείμενο κάθε σημαντικής πρότασης το οποίο πρέπει να αποτελέσει αντικείμενο ψηφοφορίας, διανέμεται εγκαίρως στις γλώσσες εργασίας της διασκέψεως ώστε να μελετηθεί προ της συζητήσεως.

494. (3) Εξ' άλλου ο Πρόεδρος της διασκέψεως ο οποίος λαμβάνει τις προτάσεις ή τροπολογίες που αναφέρονται στον Αριθ. 488, τις κατευθύνει στις αρμόδιες επιτροπές ή στη Γενική Συνέλευση, κατά περίπτωση.

495. 6. Κάθε εξουσιοδοτημένο πρόσωπο μπορεί να αναγνώσει ή να ζητήσει να αναγνωσθεί σε Συνεδρίαση Ολομελείας κάθε πρόταση ή τροπολογία η οποία υποβάλλεται από αυτό κατά τη διάρκεια της διασκέψεως και μπορεί να εκθέσει τους λόγους υποβολής αυτής.

10. Προϋποθέσεις οι οποίες απαιτούνται για την εξέταση και ψήφιση Προτάσεως ή Τροπολογίας

496. 1. Καμμία πρόταση ή τροπολογία που υποβάλλεται πριν από την έναρξη της διασκέψεως ή από μία αντιπροσωπεία κατά τη διάρκεια της διασκέψεως δεν μπορεί να συζητηθεί εάν δεν υποστηριχθεί κατά τη στιγμή εξετάσεώς της από μία τουλάχιστον ακόμη αντιπροσωπεία.

497. 2. Κάθε πρόταση ή τροπολογία δεόντως υποστηριχθείσα πρέπει να τίθεται, κατόπιν συζητήσεως σε ψηφοφορία.

11. Προτάσεις ή τροπολογίες οι οποίες παραλείπονται ή ανακαλούνται

498. Όταν μία πρόταση ή τροπολογία παραλείπεται ή αναβάλλεται η εξέτασή της, η αντιπροσωπεία από την οποία υποβλήθηκε οφείλει να παρακολουθεί ώστε η πρόταση ή τροπολογία αυτή να μη διαφύγει την εξέταση.

12. Διεξαγωγή Συζητήσεων στη Γενική Συνέλευση.

499. 12. 1. Απαρτία

500. Για να διεξαχθεί έγκυρα ψηφοφορία κατά τη διάρκεια συνεδριάσεως Γενικής Συνελεύσεως απαιτείται να παρίστανται ή να αντιπροσωπεύονται στη συνεδρίαση περισσότερες από τις μισές αντιπροσωπείες που έχουν διαπιστευθεί στη διάσκεψη και έχουν δικαίωμα ψήφου.

501. 12. 2. Σειρά συζητήσεων

502. (1) Τα πρόσωπα που επιθυμούν να λάβουν το λόγο δεν μπορούν να ομιλήσουν παρά μετά τη συγκατάθεση του Προέδρου. Κατά γενικό κανόνα αρχίζουν αναφέροντας με ποιά ιδιότητα ομιλούν.

503. (2) Κάθε πρόσωπο το οποίο λαμβάνει το λόγο οφείλει να εκφράζεται αργά και ευδιάκριτα, να διαχωρίζει καλά τις λέξεις και να τηρεί τους απαιτούμενους χρόνους παύσεως για να επιτρέπει σ' όλους να εννοούν καλά τη σκέψη του.

504. 12. 3. Προτάσεις επί ζητημάτων εσωτερικού κανονισμού και ζητήματα κανονισμού.

505. (1) Κατά τη διάρκεια συζητήσεων, μία αντιπροσωπεία μπορεί όποια στιγμή κρίνει κατάλληλη, να υποβάλλει πρόταση επί ζητήματος κανονισμού ή να εγείρει ζήτημα κανονισμού, τα ζητήματα αυτά επιλύονται αμέσως από τον Πρόεδρο σύμφωνα με τον παρόντα εσωτερικό Κανονισμό. Κάθε αντιπροσωπεία μπορεί να προσφύγει κατά της αποφάσεως του Προέδρου, όμως η απόφαση αυτή παραμένει ισχυρή στο σύνολό της εάν η πλειοψηφία των αντιπροσωπειών οι οποίες παρίστανται και ψηφίζουν δεν αντιτίθεται σ' αυτό.

506. (2) Η αντιπροσωπεία η οποία υποβάλλει πρόταση επί ζητήματος Κανονισμού δεν μπορεί κατά την παρέμβασή της να ασχοληθεί με την ουσία του υπό συζήτησιν θέματος.

507. 12. 4. Σειρά προτεραιότητας των προτάσεων επί ζητημάτων κανονισμού.

508. Η σειρά προτεραιότητας που τηρείται επί προτάσεως και ζητημάτων κανονισμού που μνημονεύονται στους αριθμούς 505 και 506 είναι η ακόλουθη:

509. α) Κάθε ζήτημα σχετικό με την εφαρμογή του παρόντος Εσωτερικού Κανονισμού, συμπεριλαμβανομένης της διαδικασίας ψηφοφορίας.

510. β) Διακοπή της συνεδριάσεως.

511. γ) Λύση της συνεδριάσεως.

512. δ) Αναβολή της συζητήσεως επί του συζητουμένου θέματος.

513. ε) Λήξη της συζητήσεως επί του συζητουμένου θέματος.

514. στ) Οποιεσδήποτε άλλες προτάσεις και ζητήματα κανονισμού τα οποία θα μπορούσαν να υποβληθούν και των οποίων η σχετική προτεραιότητα ορίζεται από τον Πρόεδρο.

515. 12. 5. Πρόταση διακοπής ή λύσεως της συνεδριάσεως.

516. Κατά τη διάρκεια συζητήσεως ενός θέματος, μία αντιπροσωπεία μπορεί να προτείνει τη διακοπή ή λύση της συνεδριάσεως και να εκθέσει τους λόγους της προτάσεώς της. Εάν η πρόταση αυτή υποστηριχθεί, ο λόγος δίνεται σε δύο ομιλητές που είναι αντίθετοι με την πρόταση και αποκλειστικά επί του θέματος αυτού, μετά δε η πρόταση τίθεται σε ψηφοφορία.

517. 12. 6. Η Πρόταση αναβολής της συζητήσεως.

518. Κατά τη διάρκεια συζητήσεως οποιουδήποτε θέματος μία αντιπροσωπεία μπορεί να προτείνει την αναβολή της συζητήσεως για ορισμένο χρονικό διάστημα. Από τη στιγμή που θα γίνει τέτοια πρόταση, τρεις μόνο ομιλητές επί πλέον του ομιλητού ο οποίος υποβάλλει την πρόταση, μπορούν να μετάσχουν σ' αυτή ένας υπέρ της προτάσεως και δύο κατ' αυτής. Μετά τούτα η πρόταση τίθεται σε ψηφοφορία.

519. 12. 7. Πρόταση πέρατος της συζητήσεως.

520. Οποτεδήποτε μία αντιπροσωπεία μπορεί να προτείνει τη λήξη της συζητήσεως επί του εξεταζομένου θέματος. Στην περίπτωση αυτή ο λόγος δίνεται σε δύο μόνο ομιλητές οι οποίοι αντιτίθενται στη λήξη και μετά ταύτα η πρόταση τίθεται σε ψηφοφορία. Εάν η πρόταση γίνει αποδεκτή, ο Πρόεδρος θέτει το υπό εξέταση θέμα αμέσως σε ψηφοφορία.

521. 12. 8. Περιορισμός των παρεμβάσεων

522. (1) Η Συνεδρίαση Ολομελείας μπορεί, ενδεχομένως να περιορίσει τον αριθμό και τη διάρκεια των παρεμβάσεων μία αντιπροσωπεία σ' ένα συγκεχριμένο θέμα.

523. (2) Εν τούτοις επί ζητημάτων διαδικασίας, ο Πρόεδρος περιορίζει τη διάρκεια κάθε παρεμβάσεως σε πέντε λεπτά κατ' ανώτατο όριο.

524. (3) Όταν ένα ομιλητής υπερβεί το χρονικό διάστημα για το οποίο του δόθηκε ο λόγος, ο Πρόεδρος πληροφορεί περί τούτου τη Συνέλευση και παρακαλεί τον ομιλητή να ολοκληρώσει σύντομα την ομιλία του.

525. 12. 9. Κλείσιμο του καταλόγου των ομιλητών.

526. (1) Κατά τη διάρκεια μιας συζητήσεως ο Πρόεδρος μπορεί να αποφασίζει να αναγνωσθεί ο κατάλογος των εγγεγραμμένων ομιλητών. Προσθέτει σ' αυτόν το όνομα των αντιπροσωπειών οι οποίες εκδηλώνουν την επιθυμία να λάβουν το λόγο και με τη συγκατάθεση της Συνελεύσεως, μπορεί να θεωρήσει τον κατάλογο κλειστό. Εν τούτοις, ο Πρόεδρος μπορεί, εάν το κρίνει σκόπιμο, να παραχωρήσει κατ' εξαίρεση, το δικαίωμα της απαντήσεως σε κάθε προηγούμενη παρέμβαση έστω και μετά το κλείσιμο του καταλόγου.

527. (2) Όταν εξαντληθεί ο κατάλογος των ομιλητών ο Πρόεδρος κηρύσσει το πέρας της συζητήσεως.

528. 12. 10. Ζητήματα αρμοδιότητας.

529. Τα ανακύπτοντα ζητήματα αρμοδιότητας πρέπει να ρυθμι-

ζονται πριν διεξαχθεί ψηφοφορία επί της ουσίας του υπό συζήτηση θέματος.

530. 12. 11. Ανάκληση και νέα υποβολή προτάσεως.

531. Ο υποβαλών μια πρόταση μπορεί να την αποσύρει πριν τεθεί σε ψηφοφορία. Κάθε πρόταση τροποποιηθείσα ή μη, μπορεί να υποβληθεί ξανά ή να αναληφθεί είτε από την αντιπροσωπεία η οποία πρότεινε την τροπολογία είτε από οποιαδήποτε άλλη αντιπροσωπεία.

13. Δικαίωμα ψήφου.

532. 1. Σε όλες τις συνεδριάσεις της διασκέψεως, η αντιπροσωπεία Μέλους της Ενώσεως δεόντως διαπιστευμένη από αυτό για να μετάσχει στις εργασίες της διασκέψεως έχει δικαίωμα μιας ψήφου σύμφωνα με το άρθρο 2.

533. 2. Η αντιπροσωπεία Μέλους της Ενώσεως ασκεί το δικαίωμα ψήφου σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται στο άρθρο 67.

14. Ψηφοφορία.

534. 14. 1. Ορισμός της πλειοψηφίας.

535. (1) Η πλειοψηφία αποτελείται από περισσότερες από τις μισές αντιπροσωπείες που παρίστανται και ψηφίζουν.

536. (2) Οι αποχές δεν λαμβάνονται υπόψη κατά τον υπολογισμό των αναγκαίων ψήφων για την επίτευξη πλειοψηφίας.

537. (3) Σε περίπτωση ισοψηφίας, η πρόταση, ή η τροπολογία θεωρείται απορριφθείσα.

538. (4) Για την εφαρμογή του παρόντος Κανονισμού θεωρείται σαν «παρούσα και ψηφίζουσα αντιπροσωπεία» κάθε αντιπροσωπεία η οποία χηρύσσεται υπέρ ή κατά μιας προτάσεως.

539. 14. 2. Μη συμμετοχή στη ψηφοφορία.

540. Οι αντιπροσωπείες οι οποίες είναι παρούσες και δεν μετέχουν σε μία ορισμένη ψηφοφορία ή δηλώνουν ρητώς ότι δεν θέλουν να μετάσχουν σ' αυτή, δεν θεωρούνται σαν απούσες, προχειμένου να εξαχριβωθεί η ύπαρξη απαρτίας όπως ορίζεται στον αριθμό 500 ούτε σαν απέχουσες από απόψεως της εφαρμογής των διατάξεων του αριθμού 544.

541. 14. 3. Ειδική πλειοψηφία.

542. Όσον αφορά την εισδοχή νέων Μελών της Ενώσεως, η απαιτούμενη πλειοψηφία ορίζεται στο άρθρο 1.

543. 14. 4. Αποχές υπερβαίνουσες το πενήντα τοις εκατό.

544. Όταν ο αριθμός των αποχών υπερβαίνει το μισό του αριθμού των ψήφων που δόθηκαν (υπέρ, κατά, αποχές), η εξέταση του υπό συζήτηση θέματος παραπέμπεται σε μεταγενέστερη συνεδρίαση κατά την οποία οι αποχές δεν υπολογίζονται πλέον.

545. 14. 5. Διαδικασίες ψηφοφορίας.

546. (1) Οι διαδικασίες ψηφοφορίας έχουν ως ακολούθως:

547. α) Με ανάταση του χεριού κατά γενικό κανόνα εκτός εάν ζητηθεί με ονομαστική κλήση κατά τη διαδικασία β) η μυστική ψηφοφορία κατά τη διαδικασία/

548. β) με ονομαστική κλήση κατά την αλφαβητική σειρά στη Γαλλική γλώσσα των ονομάτων των Μελών που παρίστανται και ψηφίζουν.

549. 1. Εαν δύο τουλάχιστον αντιπροσωπείες, παρούσες και ψηφίζουσες το ζητήσουν πριν από την έναρξη της ψηφοφορίας και εάν δεν έχει ζητηθεί μυστική ψηφοφορία σύμφωνα με τη διαδικασία γ, ή

550. 2. Εαν μία πλειοψηφία δεν προκύψει καθαρά από μία ψηφοφορία σύμφωνα με τη διαδικασία α)

551. γ) με μυστική ψηφοφορία, εάν πέντε τουλάχιστον από τις παρούσες και με δικαίωμα ψήφου αντιπροσωπείες το ζητήσουν πριν από την έναρξη της ψηφοφορίας

552. (2) Ο Πρόεδρος, πριν από την έναρξη μιας ψηφοφορίας, εξετάζει οποιοδήποτε αίτημα ως προς τον τρόπο κατά τον οποίο θα διεξαχθεί η ψηφοφορία και εν συνεχεία επίσημα ανακοινώνει τη διαδικασία ψηφοφορίας που θα εφαρμοσθεί καθώς και το θέμα το οποίο τίθεται σε ψηφοφορία. Εν συνεχεία χηρύσσει την έναρξη της ψηφοφορίας. Όταν αυτή τελειώσει ανακοινώνει τα αποτελέσματα.

553. (3) Στην περίπτωση μυστικής ψηφοφορίας, η γραμματεία λαμβάνει αμέσως τα αναγκαία μέτρα για την εξασφάλιση της μυστικότητας της ψηφοφορίας.

554. (4) Η ψηφοφορία μπορεί να διεξαχθεί με ηλεκτρονικό σύστημα εάν υπάρχει διαθέσιμο ανάλογο σύστημα και εάν το αποφασίσει αυτό η Διάσκεψη.

555. 14. 6. Απαγόρευση διακοπών μετά την έναρξη της ψηφοφορίας.

556. Όταν η ψηφοφορία έχει αρχίσει, χαμμία αντιπροσωπεία δεν μπορεί να τη διακόψει, εκτός εάν πρόχειται για ζήτημα κανονισμού που αφορά στον τρόπο διεξαγωγής της ψηφοφορίας. Το ζήτημα κανονισμού δεν μπορεί να συμπεριλαμβάνει πρόταση που συνεπάγεται αλλαγή στην ψηφοφορία που διεξάγεται η ουσιαστική τροποποίηση του θέματος που έχει τεθεί σε ψηφοφορία. Η ψηφοφορία αρχίζει με την ανακοίνωση του Προέδρου ότι η ψηφοφορία άρχισε και τελειώνει με την ανακοίνωση των αποτελεσμάτων αυτής από τον Πρόεδρο.

557. 14. 7. Επεξηγήσεις επί της ψηφοφορίας.

558. Ο Πρόεδρος δίνει το λόγο στις αντιπροσωπείες οι οποίες επιθυμούν να δικαιολογήσουν την ψήφον τους μετά την ψηφοφορία.

559. 14. 8 Ψηφοφορία επί των μερών μιας προτάσεως.

560. (1) Όταν αυτός που υποβάλλει μία πρόταση το ζητήσει ή όταν η Συνέλευση το κρίνει σκόπιμο ή όταν ο Πρόεδρος κατόπιν συγκαταθέσεως του υποβάλλοντος την πρόταση το ζητήσει, η πρόταση αυτή κατανέμεται, τα δε διάφορα μέρη της θέτονται χωριστά σε ψηφοφορία. Τα μέρη της προτάσεως τα οποία υιοθετούνται θέτονται ακολούθως σε ψηφοφορία σαν σύνολο.

561. (2) Εάν όλα τα μέρη μιας προτάσεως απορριφθούν, η πρόταση αυτή θεωρείται απορριφθείσα στο σύνολό της.

562. 14. 9. Σειρά ψηφοφορίας προτάσεων σχετικών προς το αυτό θέμα.

563. (1) Εάν υπάρχουν δύο ή περισσότερες προτάσεις επί του αυτού θέματος αυτές θέτονται σε ψηφοφορία κατά τη σειρά με την οποία υποβλήθηκαν εκτός εάν η Συνέλευση αποφασίσει διαφορετικά.

564. (2) Μετά από κάθε ψηφοφορία η Συνέλευση αποφασίζει εάν υπάρχει περίπτωση ή μη να τεθεί σε ψηφοφορία η επόμενη πρόταση.

565. 14. 10 Τροπολογίες.

566. (1) Τροπολογία θεωρείται κάθε τροποποιητική πρόταση η οποία έχει αποκλειστικό σκοπό την απαλειφή, προσθήκη σε μέρος της αρχικής προσθήκης ή αναθεώρηση μέρους της προτάσεως αυτής.

567. (2) Οποιαδήποτε τροπολογία επί μιας προτάσεως η οποία γίνεται αποδεκτή από την αντιπροσωπεία η οποία υπέβαλε την πρόταση αυτή, ενσωματώνεται αμέσως στο αρχικό κείμενο της προτάσεως.

568. (3) Καμμία τροποποιητική πρόταση δεν θεωρείται σαν τροπολογία εάν η Συνέλευση είναι της γνώμης ότι είναι ασυμβίβαστη με την αρχική πρόταση.

569. 14. 11. Ψηφοφορία επί τροπολογιών.

570. (1) Εάν μία πρόταση αποτελεί αντικείμενο τροπολογίας διεξάγεται ψηφοφορία κατά πρώτο λόγο επί της τροπολογίας αυτής.

571. (2) Εάν μία πρόταση αποτελεί αντικείμενο περισσοτέρων τροπολογιών κατά πρώτο λόγο διεξάγεται ψηφοφορία επί της τροπολογίας η οποία διαφέρει περισσότερο από το αρχικό κείμενο. Εάν η τροπολογία αυτή δεν τύχει υποστηρίξεως από την πλειοψηφία, διεξάγεται ψηφοφορία επί εκείνης από τις απομένουσες τροπολογίες η οποία διαφέρει περισσότερο από το αρχικό κείμενο και ούτω καθ' εξής μέχρις ότου μία τροπολογία τύχει υποστηρίξεως από την πλειοψηφία, εάν όλες οι τροπολογίες που έχουν υποβληθεί εξετασθούν και καμμία από αυτές δεν τύχει υποστηρίξεως από την πλειοψηφία, η μη τροποποιηθείσα πρόταση τίθεται σε ψηφοφορία.

572. (3) Εάν μία ή περισσότερες τροπολογίες υιοθετηθούν, η κατ' αυτό τον τρόπο τροποποιηθείσα πρόταση τίθεται ακολούθως σε ψηφοφορία.

573. 14. 12. Επανάληψη ψηφοφορίας.

574. (1) Στις επιτροπές, υποεπιτροπές ή ομάδες εργασίας μιας διασκέψεως, ή μιας συνόδου, μία πρόταση, ή ένα μέρος της προτάσεως ή μία τροπολογία η οποία έχει ήδη αποφασισθεί δια ψηφοφορίας από μια από τις επιτροπές, υποεπιτροπές ή ομάδες εργασίας, δεν μπορεί να τεθεί εκ νέου σε ψηφοφορία στην ίδια επιτροπή ή υποεπιτροπή ή ομάδα εργασίας. Η διάταξη αυτή εφαρμόζεται ανεξάρτητα από την επιλεχθείσα διαδικασία ψηφοφορίας.

575. (2) Στις Συνεδριάσεις Ολομελείας μία πρόταση, ένα μέρος προτάσεως ή μία τροπολογία δεν θα τίθεται ξανά σε ψηφοφορία εκτός εάν πληρούνται οι ακόλουθες δύο προϋποθέσεις:

576. α) ζητηθεί τούτο από την πλειοψηφία των Μελών με δικαίωμα ψήφου και

577. β) η αίτηση για επανάληψη της ψηφοφορίας γίνει τουλάχιστον μία ημέρα μετά τη διεξαγωγή της ψηφοφορίας.

15. Επιτροπές και υποεπιτροπές.
Διεξαγωγή των συζητήσεων και διαδικασία ψηφοφορίας.

578. 1. Οι Πρόεδροι των επιτροπών και υποεπιτροπών έχουν καθήκοντα ανάλογα με εκείνα τα οποία αναγνωρίζονται στον Πρόεδρο της διασκέψεως από το τμήμα 3 του παρόντος Εσωτερικού Κανονισμού.

579. 2. Οι διατάξεις που προβλέπονται στο τμήμα 12 του παρόντος Εσωτερικού Κανονισμού για τη διεξαγωγή των συζητήσεων στη Γενική Συνέλευση εφαρμόζονται και στις συζητήσεις των επιτροπών και υποεπιτροπών, εκτός από το θέμα της απαρτίας.

580. 3. Οι διατάξεις που προβλέπονται στο τμήμα 14 του παρόντος εσωτερικού κανονισμού εφαρμόζονται και στις ψηφοφορίες που διεξάγονται στις επιτροπές ή υποεπιτροπές.

16. Επιφυλάξεις.

581. 1. Κατά γενικό κανόνα, οι αντιπροσωπείες των οποίων τις απόψεις δεν συμμερίζονται οι υπόλοιπες αντιπροσωπείες, πρέπει να προσπαθούν στο μέτρο του δυνατού, να συντάσσονται με τη γνώμη της πλειοψηφίας.

582. 2. Εν τούτοις, εάν μία αντιπροσωπεία είναι της γνώμης ότι μία οποιαδήποτε απόφαση είναι τέτοιας φύσεως που να εμποδίζει την Κυβέρνησή της να κυρώσει τη Σύμβαση ή να αποδεχθεί την αναθεώρηση ενός Κανονισμού, η αντιπροσωπεία αυτή μπορεί να διατυπώσει επιφυλάξεις υπό τύπο προσωρινό ή οριστικό, για την απόφαση αυτή.

17. Πρακτικά των Γενικών Συνελεύσεων.

583. 1. Τα πρακτικά των Γενικών Συνελεύσεων συντάσσονται από τη Γραμματεία της Διασκέψεως, η οποία διασφαλίζει τη διανομή αυτών στις αντιπροσωπείες όσο το δυνατόν νωρίτερα και οπωσδήποτε όχι αργότερα από 5 εργάσιμες ημέρες μετά από κάθε συνεδρίαση.

584. 2. Όταν διανεμηθούν τα πρακτικά οι αντιπροσωπείες μπορούν να υποβάλλουν εγγράφως και μέσα στη βραχύτερη δυνατή προθεσμία στη γραμματεία της διασκέψεως τις διορθώσεις τις οποίες θεωρούν ότι επιβάλλονται, τούτο δε δεν τις εμποδίζει να υποβάλλουν προφορικά τροποποιήσεις κατά τη συνεδρίαση κατά την οποία κυρούνται τα πρακτικά.

585. 3. (1) Κατά γενικό κανόνα, τα πρακτικά περιέχουν μόνο τις προτάσεις και τα συμπεράσματα μαζί με τα βασικά επιχειρήματα επί των οποίων στηρίζονται, διατυπωμένα κατά τον πλέον σύντομο τρόπο.

586. (2) Εν τούτοις, κάθε αντιπροσωπεία έχει το δικαίωμα να ζητήσει την καταχώρηση είτε αναλυτικά είτε επί λέξει στα πρακτικά μιας δηλώσεως η οποία διατυπώνεται κατά τη διάρκεια των συζητήσεων. Στην περίπτωση αυτή, η αντιπροσωπεία οφείλει κατά γενικό κανόνα, να αναγγείλει αυτό στην αρχή της παρεμβάσεώς της με το σκοπό να διευκολύνει το έργο των εισηγητών.

Οφείλει επιπλέον να επιδώσει αυτή το κείμενο στη γραμματεία της διασκέψεως εντός δύο ωρών μετά το πέρας της συνεδριάσεως.

587. 4. Πρέπει εν τούτοις να χρησιμοποιείται με φειδώ η ευχέρεια που παρέχεται στον αριθμό 586 σε ότι αφορά στην καταχώρηση των δηλώσεων.

18. Πρακτικά και Εκθέσεις των Επιτροπών και Υποεπιτροπών.

588. 1. (1) Οι συζητήσεις των επιτροπών και υποεπιτροπών συνοψίζονται, μετά από κάθε συνεδρίαση σε πρακτικά που συντάσσονται από τη Γραμματεία της Διασκέψεως και διανέμεται στις αντιπροσωπείες όχι αργότερα από 5 εργάσιμες ημέρες μετά από κάθε συνεδρίαση. Στα πρακτικά εκθέτονται τα κύρια σημεία των συζητήσεων, οι διάφορες γνώμες οι οποίες επιβάλλεται να αναγραφούν, καθώς και οι προτάσεις και συμπεράσματα τα οποία εξάγονται από τις συζητήσεις γενικά.

589. (2) Εν τούτοις, κάθε αντιπροσωπεία έχει το δικαίωμα να κάνει χρήση της παρεχόμενης στον Αριθμό 586 ευχέρειας.

590. (3) Προσφυγή στην προβλεπόμενη ανωτέρω ευχέρεια πρέπει σε κάθε περίπτωση να γίνεται με φειδώ.

591. 2. Οι επιτροπές και υποεπιτροπές μπορούν να συντάσσουν τις μερικές εκθέσεις τις οποίες κρίνουν αναγκαίες και ενδεχομένως μπορούν να υποβάλλουν, στο τέλος των εργασιών τους, τελική έκθεση στην οποία ανακεφαλαιώνουν περιληπτικά τις προτάσεις και τα συμπεράσματα τα οποία προκύπτουν από τις μελέτες που τους ανατέθηκαν.

19. Έγκριση Πρακτικών, Συνοπτικών Πρακτικών και Εκθέσεων.

592. 1. (1) Κατά γενικό κανόνα, στην αρχή κάθε συνεδρίασης Γενικής Συνελεύσεως ή συνεδριάσεως μιας επιτροπής ή υποεπιτροπής, ο Πρόεδρος ερωτά εάν οι αντιπροσωπείες έχουν να διατυπώσουν παρατηρήσεις επί των πρακτικών ή των συνοπτικών πρακτικών της προηγουμένης συνεδριάσεως.

Τα πρακτικά αυτά θεωρούνται εγκριθέντα εάν δεν έχει ανακοινωθεί καμμία διόρθωση στη γραμματεία και δεν εκδηλώθηκε καμμία αντίρρηση προφορικά. Σε αντίθετη περίπτωση επιφέρονται οι αναγκαίες διορθώσεις στα πρακτικά ή στο συνοπτικό πρακτικό.

593. (2) Οποιαδήποτε έκθεση μερική ή τελική πρέπει να εγκρίνεται από την ενδιαφερόμενη επιτροπή ή υποεπιτροπή.

594. 2. (1) Τα πρακτικά των τελευταίων Γενικών Συνελεύσεων εξετάζονται και εγκρίνονται από τον Πρόεδρο.

595. (2) Τα συνοπτικά πρακτικά των τελευταίων συνεδριάσεων κάθε επιτροπής ή υποεπιτροπής εξετάζονται και εγκρίνονται από τον Πρόεδρο της Επιτροπής ή υποεπιτροπής.

20. Αρίθμηση.

596. 1. Οι αριθμοί των κεφαλαίων, άρθρων και παραγράφων των κειμένων που υποβάλλονται για αναθεώρηση διατηρούνται μέχρι της πρώτης αναγνώσεως σε Συνεδρίαση Γενικής Συνελεύσεως. Τα κείμενα που προσθέτονται φέρουν προσωρινά τον αριθμό της τελευταίας προηγουμένης παραγράφου του αρχικού κειμένου, με την προσθήκη του «Α», «Β», κ.λ.π.

597. 2. Η τελική αρίθμηση των κεφαλαίων, άρθρων και παραγράφων κανονικά αναθέτεται στην Επιτροπή Συντάξεως μετά την υιοθέτηση αυτών κατά την πρώτη ανάγνωση, αλλά μπορεί κατόπιν αποφάσεως της Γενικής Συνελεύσεως να ανατεθεί στον Γενικό Γραμματέα.

21. Τελική έγκριση.

598. Τα κείμενα των Τελικών Πράξεων θεωρούνται οριστικά όταν εγκριθούν σε δεύτερη ανάγνωση από την Γενική Συνέλευση.

22. Υπογραφή.

599. Τα τελικά κείμενα τα εγκρινόμενα από τη διάσκεψη υποβάλλονται προς υπογραφή στις αντιπροσωπείες οι οποίες είναι εφοδιασμένες με τα οριζόμενα διαπιστευτήρια στο Άρθρο 67 κατά την στη γαλλική γλώσσα αλφαβητική σειρά των ονομάτων των αντιπροσωπευομένων χωρών.

23. Δελτία τύπου.

600. Επίσημες ανακοινώσεις επί των εργασιών της Διασκέψεως πρέπει να δίδονται στον τύπο μόνο κατόπιν εγκρίσεως του Προέδρου της Διασκέψεως.

24. Ατέλεια.

601. Κατά τη διάρκεια της Διασκέψεως τα μέλη των αντιπροσωπειών, τα μέλη του Διοικητικού Συμβουλίου, οι ανώτεροι λειτουργοί των μονίμων οργάνων της Ενώσεως οι οποίοι παρακολουθούν τη Διάσκεψη και το προσωπικό της Γραμματείας της Ενώσεως που είναι σε απόσπαση στη Διάσκεψη, έχουν δικαίωμα ταχυδρομικής, τηλεγραφικής, τηλεφωνικής και TELEX ατέλειας στον βαθμό που έχει συνεννοηθεί η Κυβέρνηση της χώρας στην οποία συνέρχεται η Διάσκεψη, με τις άλλες ενδιαφερόμενες Κυβερνήσεις και αναγνωρισμένες ιδιωτικές επιχειρήσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XII.

Άλλες διατάξεις.

Άρθρο 78.
Γλώσσες.

602. 1. (1) Στις διατάξεις της Ενώσεως καθώς και στις συνελεύ-

σεις του Διοικητικού Συμβουλίου και των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών, μπορούν να χρησιμοποιούνται και άλλες γλώσσες εκτός εκείνων οι οποίες μνημονεύονται στους Αριθμούς 120 και 127.

603. α) Εάν ζητηθεί από τον Γενικό Γραμματέα ή τον επικεφαλής του ενδιαφερόμενου μόνιμου οργάνου όπως εξασφαλίσει τη χρησιμοποίηση μιας επιπλέον γλώσσας ή γλωσσών, γραπτώς ή προφορικώς και με την προϋπόθεση ότι οι πρόσθετες δαπάνες που θα προκύψουν θα βαρύνουν τα μέλη εκείνα τα οποία υπέβαλαν ή υποστήριξαν την αίτηση αυτή.

604. β) Εαν μία αντιπροσωπεία λάβει η ίδια όλα τα μέτρα για να εξασφαλίσει με δικές της δαπάνες την προφορική μετάφραση από τη δική της γλώσσα σε μία από τις γλώσσες οι οποίες μνημονεύονται στον Αριθμό 127.

605. (2) Στην περίπτωση η οποία προβλέπεται στον Αριθμό 603, ο γενικός γραμματέας ή ο επικεφαλής του ενδιαφερομένου μόνιμου οργάνου συμμορφώνεται με την αίτηση αυτή, στο μέτρο του δυνατού, αφού προηγουμένως τα ενδιαφερόμενα Μέλη αναλάβουν την υποχρέωση προς αυτόν να καταβάλλουν στην Ένωση τις δαπάνες οι οποίες θα προκύψουν εκ του λόγου αυτού.

606. (3) Στην περίπτωση που προβλέπεται στον Αριθμό 604, η ενδιαφερόμενη αντιπροσωπεία μπορεί επιπλέον, εάν το επιθυμεί να εξασφαλίσει με δικές της δαπάνες στην ίδια αυτή γλώσσα προφορική μετάφραση από μία από τις γλώσσες που αναφέρονται στον Αριθμό 127.

607. 2. Όλα τα στοιχεία για τα οποία γίνεται λόγος στους αριθμούς 122 μέχρι 126 μπορούν να δημοσιεύονται σε γλώσσα άλλη εκτός εκείνων οι οποίες καθορίζονται στους αριθμούς αυτούς με την προϋπόθεση ότι τα μέλη τα οποία ζητούν τη δημοσίευση αυτή αναλαμβάνουν την επιβάρυνση του συνόλου των δαπανών μεταφράσεως και δημοσιεύσεως.

Άρθρο 79.

Οικονομικά.

608. 1. (1) Κάθε Μέλος γνωστοποιεί στο γενικό γραμματέα έξι μήνες τουλάχιστον προ της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως, την κλάση συμμετοχής την οποία επέλεξε.

609. (2) Ο γενικός γραμματέας ανακοινώνει την απόφαση αυτή στα Μέλη.

610. (3) Τα Μέλη τα οποία δεν θα ανακοινώσουν την απόφασή τους εντός του χρόνου που ορίζεται στον αριθμό 608 διατηρούν την κλάση συμμετοχής την οποία είχαν προηγουμένως επιλέξει.

611. (4) Τα Μέλη μπορούν σε κάθε στιγμή να επιλέξουν κλάση συμμετοχής ανώτερης εκείνης την οποία είχαν πρότερα αποδεχθεί.

612. 2. (1) Κάθε νέο Μέλος καταβάλλει, για το έτος της προσχωρήσεώς του, εισφορά υπολογιζόμενη από την πρώτη ημέρα του μηνός της προσχωρήσεως.

613. (2) Σε περίπτωση καταγγελίας της Συμβάσεως από ένα Μέλος, η εισφορά πρέπει να καταβληθεί μέχρι της τελευταίας ημέρας του μηνός που γίνεται η καταγγελία.

614. 3. Τα οφειλόμενα ποσά υπόκεινται σε τόκο από την έναρξη κάθε οικονομικού έτους της Ενώσεως. Ο τόκος αυτός ορίζεται σε 3% (τρία τοις εκατό) ετησίως κατά τους πρώτους έξι μήνες και σε 6% (έξι τοις εκατό) ετησίως από τον έβδομο μήνα.

615. 4. Οι επόμενες διατάξεις εφαρμόζονται για τις εισφορές των αναγνωρισμένων ιδιωτικών επιχειρήσεων, των επιστημονικών ή βιομηχανικών Οργανισμών και των διεθνών Οργανισμών:

616. α) Οι αναγνωρισμένες ιδιωτικές επιχειρήσεις και οι επιστημονικοί ή βιομηχανικοί Οργανισμοί μετέχουν στις δαπάνες των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών στις εργασίες των οποίων συμφώνησαν να μετάσχουν. Κατά τον ίδιο τρόπο, οι αναγνωρισμένες ιδιωτικές επιχειρήσεις, μετέχουν στις δαπάνες των διοικητικών διασκέψεων στις οποίες έχουν συμφωνήσει να μετάσχουν ή έχουν μετάσχει, κατά τους όρους του αριθμ. 358.

617. β) Οι διεθνείς Οργανισμοί μετέχουν επίσης στις δαπάνες των διασκέψεων ή συνόδων στις οποίες έγιναν δεκτοί προς συμμετοχή, εκτός εάν, υπό τον όρο της αμοιβαιότητας απαλλάχτηκαν από το Διοικητικό Συμβούλιο.

618. γ) Οι αναγνωρισμένες ιδιωτικές επιχειρήσεις, οι επιστημονικοί ή βιομηχανικοί οργανισμοί και οι διεθνείς οργανισμοί οι οποίοι μετέχουν στις δαπάνες των διασκέψεων ή συνόδων σύμφωνα με τους Αριθμούς 616 και 617 επιλέγουν ελεύθερα από τον πίνακα ο οποίος εμφαίνεται στον Αριθμό 111 της Συμβάσεως, την κλάση συμμετοχής με την οποία συμφωνούν να μετάσχουν στις δαπάνες, με εξαίρεση τις κλάσεις μονάδων 1/4 ή 1/8 που προορίζονται για τα Μέλη της Ενώσεως και ειδοποιούν τον γενικό γραμματέα για την κλάση που επέλεξαν.

619. δ) Οι αναγνωρισμένες ιδιωτικές επιχειρήσεις, οι επιστημονικοί ή βιομηχανικοί Οργανισμοί και οι Διεθνείς Οργανισμοί οι οποίοι μετέχουν στις δαπάνες των διασκέψεων ή συνόδων, μπορούν οποτεδήποτε να επιλέξουν μία κλάση συμμετοχής ανώτερη εκείνης την οποία είχαν υιοθετήσει προηγουμένως.

620. ε) Δεν μπορεί να πραγματοποιηθεί καμμιά μείωση του αριθμού των μονάδων συμμετοχής κατά τη διάρκεια ισχύος της Συμβάσεως.

621. στ) Σε περίπτωση καταγγελίας της συμμετοχής στις εργασίες μιας Διεθνούς Συμβουλευτικής Επιτροπής, η εισφορά πρέπει να καταβληθεί μέχρι της τελευταίας ημέρας του μηνός που πραγματοποιείται η καταγγελία.

622. ζ) Το ποσόν της ανά μονάδα συμμετοχής των αναγνωρισμένων ιδιωτικών επιχειρήσεων, των επιστημονικών ή βιομηχανικών οργανισμών και των διεθνών Οργανισμών, στις δαπάνες των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών στις εργασίες των οποίων συμφώνησαν να συμμετέχουν καθορίζεται στο 1/5 της μονάδας συμμετοχής των Μελών της Ενώσεως. Οι εισφορές αυτές θεωρούνται έσοδο της Ενώσεως. Υπόκεινται σε τόκο σύμφωνα με τις διατάξεις του Αριθμού 614.

623. η) Το ποσόν της μονάδας συμμετοχής στις δαπάνες μιας διοικητικής διασκέψεως των αναγνωρισμένων ιδιωτικών επιχειρήσεων οι οποίες μετέχουν σύμφωνα με τους όρους του αριθμ. 358 και των διεθνών οργανισμών που συμμετέχουν σ' αυτήν καθορίζεται με διαίρεση του συνολικού ποσού του προϋπολογισμού της εν λόγω διασκέψεως διά του συνολικού αριθμού των πληρωτέων από τα Μέλη μονάδων σαν συμμετοχή των στις δαπάνες της Ενώσεως. Οι εισφορές αυτές θεωρούνται έσοδο της Ενώσεως. Υπόκεινται σε τόκο από την εξηκοστή ημέρα μετά την αποστολή των λογαριασμών προς επιτόκια που ορίζονται στον Αριθμ. 614.

624. 5. Οι δαπάνες οι οποίες πραγματοποιούνται στα εργαστήρια και σε τεχνικές εγκαταστάσεις της Ενώσεως για μετρήσεις, δοκιμές ή ειδικές έρευνες για λογαριασμό ορισμένων Μελών, ομάδων Μελών, περιοχικών Οργανισμών ή άλλων, βαρύνουν τα Μέλη αυτού, τις ομάδες, τους Οργανισμούς ή τους άλλους.

625. 6. Η τιμή πωλήσεως των εκδόσεων στις διευθύνσεις, στις αναγνωρισμένες ιδιωτικές επιχειρήσεις ή σε ιδιώτες ορίζεται από τον Γενικό Γραμματέα, σε συνεργασία με το Διοικητικό Συμβούλιο, με γνώμονα την κάλυψη, γενικά, με την πώληση των εκδόσεων αυτών των δαπανών εκτυπώσεως και διανομής.

626. 7. Η Ένωση διατηρεί ένα Λογαριασμό Αποθεματικού προκειμένου να εξασφαλίζει κεφάλαιο κινήσεως για την κάλυψη των βασικών δαπανών και για να διατηρεί επαρκή ταμειακά αποθέματα προς αποφυγή προσφυγής σε δάνεια κατά το μέτρο του δυνατού. Το ποσό του Λογαριασμού Αποθεματικού ορίζεται ετησίως από το Διοικητικό Συμβούλιο με βάση τις προβλεπόμενες ανάγκες. Στο τέλος κάθε οικονομικού έτους όλες οι πιστώσεις προϋπολογισμού οι οποίες δεν έχουν δαπανηθεί ή δεσμευθεί καταχωρούνται στο Λογαριασμό Αποθεματικού. Άλλες λεπτομέρειες σχετικές με το λογαριασμό αυτό παρέχονται στον Οικονομικό Κανονισμό.

Άρθρο 80.

Οικονομικές Ευθύνες των Διοικητικών Διασκέψεων και Γενικών Συνελεύσεων των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών.

627. 1. Οι διοικητικές διασκέψεις και οι Γενικές Συνελεύσεις των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών πριν από την υιοθέτηση προτάσεων με οικονομικές επιπτώσεις, λαμβάνουν υπόψη όλες τις παροχές του προϋπολογισμού προκειμένου να εξασφαλισθεί ότι οι προτάσεις αυτές δεν θα προκαλέσουν δαπάνες μεγαλύτερες των πιστώσεων που το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να διαθέσει.

628. 2. Δεν θα δίδεται συνέχεια σε καμμιά απόφαση διοικητικής διασκέψεως ή Γενικής Συνελεύσεως μιας διεθνούς συμβουλευτικής επιτροπής που έχει σαν συνέπεια την άμεση ή έμμεση αύξηση των δαπανών πέραν των πιστώσεων τις οποίες το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να διαθέσει.

Άρθρο 81.

Κατάρτιση και εξόφληση των λογαριασμών.

629. 1. Οι Διευθύνσεις των Μελών και οι αναγνωρισμένες ιδιωτικές επιχειρήσεις, οι οποίες εκμεταλλεύονται υπηρεσίες διεθνών Τηλεπικοινωνιών, οφείλουν να έρχονται σε συμφωνία για το ποσό των πιστώσεων και των χρεών των.

630. 2. Οι λογαριασμοί χρεώσεως και πιστώσεως που προβλέπονται στον αριθμό 629 καταρτίζονται σύμφωνα με τις διατάξεις των Διοικητικών Κανονισμών, εκτός εάν υπάρχουν ιδιαίτερες συμφωνίες μεταξύ των ενδιαφερομένων μερών.

Άρθρο 82.

Διαιτησία: Διαδικασία.

)Βλέπε άρθρο 50)

631. 1. Το μέρος το οποίο προσφεύγει στη διαιτησία αρχίζει τη διαδικασία διαιτησίας διαβιβάζοντας στο άλλο μέρος ανακοίνωση σχετική με την αίτηση διαιτησίας.

632. 2. Τα μέρη αποφασίζουν με κοινή συμφωνία εάν θα αναθέσουν τη διαιτησία σε πρόσωπα, διευθύνσεις ή κυβερνήσεις. Εάν εντός ενός μηνός μετά την ανακοίνωση της αιτήσεως περί διαιτησίας, τα ενδιαφερόμενα μέρη δεν μπορούν να συμφωνήσουν επί του σημείου αυτού, η διαιτησία αναθέτεται σε κυβερνήσεις.

633. 3. Εάν η διαιτησία αναθέτεται σε πρόσωπα, οι διαιτητές δεν πρέπει ν α είναι υπήκοοι των ενδιαφερομένων χωρών, ούτε να κατοικούν σε αυτές ούτε να χρησιμοποιούνται στις υπηρεσίες τους.

634. 4. Εάν η διαιτησία αναθέτεται σε Κυβερνήσεις ή σε Διευθύνσεις των Κυβερνήσεων αυτών, πρέπει να εκλέγονται μεταξύ Μελών ξένων προς τη διαφορά αλλά που μετέχουν στη συμφωνία, η εφαρμογή της οποίας προκάλεσε τη διαφορά.

635. 5. Εντός προθεσμίας τριών μηνών από την ημερομηνία λήψεως της ανακοινώσεως περί αιτήσεως διαιτησίας, κάθε ένα από τα δύο μέρη ορίζει ένα διαιτητή.

636. 6. Εάν περισσότερα από δύο μέρη έχουν εμπλακεί στη διαφορά, κάθε ομάδα η οποία έχει κοινά συμφέροντα στη διαφορά, ορίζει ένα διαιτητή σύμφωνα με την προβλεπόμενη στους Αριθμούς 634 και 635 διαδικασία.

637. 7. Οι με τον τρόπο αυτό οριζόμενοι δύο διαιτητές συνεννοούνται για το διορισμό τρίτου διαιτητού, ο οποίος εάν οι δύο πρώτοι είναι πρόσωπα και όχι κυβερνήσεις ή διευθύνσεις πρέπει να πληρεί τους όρους που αναφέρονται στον Αριθμό 633 και επιπλέον να έχει διαφορετική εθνικότητα από εκείνη των δύο άλλων διαιτητών. Σε περίπτωση ασυμφωνίας μεταξύ των δύο διαιτητών ως προς την εκλογή τρίτου, ο καθένας από αυτούς προτείνει τρίτο διαιτητή ο οποίος δεν έχει κανένα συμφέρον στη διαφορά. Ο γενικός γραμματέας της Ενώσεως προβαίνει τότε σε κλήρωση για την ανάδειξη του ενός από τους δύο που έχουν προταθεί σαν τρίτος διαιτητής.

638. 8. Τα διαφωνούντα μέρη μπορούν να συμφωνήσουν όπως διακανονισθεί η διαφορά τους από ένα μόνο διαιτητή που ορίζεται κατόπιν κοινής συμφωνίας. Μπορούν επίσης τα μέρη να ορίζουν από ένα διαιτητή και να ζητούν από το Γενικό Γραμματέα να εκλέξει διά κληρώσεως μοναδικό διαιτητή.

639. 9. Ο διαιτητής ή οι διαιτητές αποφασίζουν ελεύθερα για τη διαδικασία που θα ακολουθηθεί.

640. 10 Η απόφαση του μοναδικού διαιτητή είναι τελεσίδικος και δεσμεύει τους διαδίκους. Εάν η διαιτησία αναθέτεται σε περισσότερους από ένα διαιτητές, η απόφαση που λαμβάνεται διά πλειοψηφίας των διαιτητών είναι τελεσίδικη και δεσμεύει τα μέρη.

641. 11. Κάθε μέρος επιβαρύνεται με τις δαπάνες τις οποίες το ίδιο προκάλεσε κατά την έρευνα και προπαρασκευή της διαιτησίας. Οι δαπάνες της διαιτησίας, εκτός εκείνων που προκαλούνται από τα ίδια τα μέρη, κατανέμονται εξ ίσου μεταξύ των διαδίκων.

642. 12. Η Ένωση παρέχει όλες τις σχετικές με τη διαφορά πληροφορίες τις οποίες ο διαιτητής ή οι διαιτητές μπορεί να έχουν ανάγκη.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIII.

Διοικητικοί Κανονισμοί.

Άρθρο 83.

Διοικητικοί Κανονισμοί.

643. Οι διατάξεις της Συμβάσεως συμπληρώνονται από τους ακόλουθους Διοικητικούς Κανονισμούς:

Τον Τηλεγραφικό Κανονισμό.
τον Τηλεφωνικό Κανονισμό.
τον Κανονισμό Ραδιοεπικοινωνιών.

ΣΕ ΒΕΒΑΙΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ

Οι αντίστοιχοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν τη Σύμβαση σε ένα αντίτυπο το οποίο έχει συνταχθεί στην Αγγλική, Γαλλική, Ισπανική, Κινεζική και Ρωσσική, σε περίπτωση δε αμφισβητήσεως επικρατέστερο είναι το Γαλλικό κείμενο. Το αντίτυπο τούτο θα παραμείνει κατατεθειμένο στα αρχεία της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών, η οποία θα επιδώσει ένα αντίγραφο σε κάθε μία από τις χώρες οι οποίες υπέγραψαν.

Έγινε στο NAIROBI, την 6ην Νοεμβρίου 1982.

Για τη Δημοκρατία του Αφγανιστάν :

MOHAMMAD ASLAM WATANJAR
MOHAMMAD ZAREEN KARIMI
KHOWAJA AQA SHAKAR
AZIZULLAH BURHANI

Για το Βασίλειο της Σαουδικής Αραβίας

RABEA SADIK DAHLAN
TAHER JAMEL AABED
SAMY S. AL-BASHEER
OBAIDULLA H. MOHAMED

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Αλγερίας :

N. BOUHIRED
M. ALI BELHADJ
A. HAMZA

Για τη Δημοκρατία της Αργεντινής

NICOLAS JOAQUIN MAZZARO
GRACIELA BRIGIDA MEALLA
MARCELO OTERO MOSTE[illegible]
ANTONIO ERMETE CRISTIANI

Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας :

H. VENHAUS
J. VON VACANO

Για την Αυστραλία

E. J. WILKINSON
M. R. RAMSAY
E. F. SANDBACH

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Αγκόλας

MARIA EDITH PINTO ALVES
JOSÉ ANTÓNIO SMITH

Για την Αυστρία

DR. HEINRICH ÜBLEIS
DR. HEINRICH GÄRTNER
DR. WALTER KUDRNA
DR. KURT HENSELY

Για το Βέλγιο

VICOMTE GEORGES VILAIN XIIII
JOZEF DE PROFT
MICHEL GONY

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία του Μπαγκλαντές

A. B. M. TAHER
A. M. RASHED CHOWDHURY

Για το Μπαρμπάντος

NIGEL A. BARROW
C. M. THOMPSON
EUGENE V. FINGALL

Για το Μπελίζ

J.F.R. Martin

J. F. R. MARTIN

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία του Μπενίν

FRANÇOIS DOSSOU
TAOFIQUI BOURAÏMA
ALPHONSE D'OLIVEIRA
FIDELIA AZODOGBEHOU
PATRICE HOUNGAVOU
DÉSIRÉ ADADJA
NASSIROU MACHIOUDI

Για τη Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Λευκορωσίας :

I. M. GRITSUK

Για τη Δημοκρατία της Μποτσουάνα :

JOSEPH M. B. SEKETE

Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Βραζιλίας :

ARTHUR CEZAR ARAUJO ITUASSU

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Βουλγαρίας :

N. KREKMANSKY

Για τη Δημοκρατία του Μπουρούντι :

PIERRE CLAVER GAHUNGU
ZACHARIE BANYIYEZAKO
THARCISSE NYAMWANA

Για την Ενωμένη Δημοκρατία του Καμερούν :

P. KAMOA NJIKÊ
J. JIPGUEP
H. DJOUAKA
V. VEGA

Για τον Καναδά :

ALAIN GOURD
JOHN A. GILBERT

Για τη Δημοκρατία του Πράσινου Ακρωτηρίου :

MARIA EDITH PINTO ALVES

Για τη Δημοκρατία της Κεντρικής Αφρικής :

COMMANDANT EMMANUEL MOKALO
JEAN-CYRILLE KOUNKOU
DOMINIQUE VIDAKOUA
JOSEPH KONDAOULE
JOSUÉ YONGORO
SIMON KOSSIGNON

Για τη Χιλή :

JULIO SERGIO POLLONI PEREZ
MIGUEL L. PIZARRO ARAGONES
SERGIO A. ANGELLOTTI CÁDIZ
JORGE OSSA ARANGUA

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Κίνας :

LI YUKUI
LIU YUAN

Για τη Δημοκρατία της Κύπρου :

ANDREAS O. SKARPARIS

Για το Κράτος της Πόλης του Βατικανού :

MONSEIGNEUR P. PHAM VAN THUONG
ANTONIO STEFANIZZI

Για τη Δημοκρατία της Κολομβίας :

HECTOR CHARRY SAMPER
ORLANDO GALLO SUAREZ

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία του Κογκό :

BERNARD BALOUNDA
ISIDORE N'DONGABEKA
FLORENTIN BOUCKACKA
JULIEN BOUKAMBOU MIAKAMIOUE

Για τη Δημοκρατία της Κορέας :

SUK JAE KANG

Για την Κόστα Ρίκα :

MIGUEL LEÓN SOLER
MARCO T. DELGADO MORA

Για την Αραβική Δημοκρατία της Αιγύπτου

MOHAMED WAGDI ABDEL HAMID
IBRAHIM FATHI HASSAN KHATTAB
OLFAT ABDELHAI ABDEL HAMID SHAWKAT

Για τη Δημοκρατία της Ακτής του Ελεφαντόδοντος

KOUASSI APETE
YAPO SAMSON BROU
LEON AKA BONNY
KOUASSI BLE
JULIENNE KOFFI
OUMAR DICOH

Για τη Δημοκρατία του Ελ Σαλβαντόρ :

MIGUEL LEÓN SOLER
MARCO T. DELGADO MORA

Για την Κούβα :

FERNANDO GALINDO CASTELLANOS

Για τον Ισημερινό :

NELSON F. RUIZ CORAL
GABRIEL BERNAL GOMEZ

Για τη Δανία :

HANS JESPERSEN
J. F. PEDERSEN
JØRN JENSBY

Για την Ισπανία :

F. MOLINA NEGRO
J. M. NOVILLO-FERTRELL Y PAREDES

Για τις Ηνωμένες Πολιτείας της Αμερικής:

MICHAEL R. GARDNER
FRANCIS S. URBANY
KALMANN SCHAEFER

Για τη Γαλλία:

YVES PLATTARD
MICHEL TOUTAN
MARIE HUET

Για την Αιθιοπία:

INGIDAYEHU GIRMAW
GABRECHRISTO SEYOUM
ABEBE GOSHU
ALEMSEGED DEGEFA

Για το Φίτζι:

G. H. RAILTON

Για τη Φινλανδία:

PEKKA TARJANNE
JORMA NIKKILÄ

Για τη Δημοκρατία του Γκαμπόν:

DOMINIQUE HELLA-ONDO
NESTOR TCHIMINA
AARON NGUEMA-ALLOGO
JULES LEGNONGO
FABIEN MBENG EKOGHA

Για τη Δημοκρατία της Γκάμπια:

ASSANE NDIAYE

Για την Γκάνα :

PETER TETTEH DEBRAH
JOHN KOFI OYIMAH

Για την Ελλάδα :

ALEXANDRE G. AFENDOULIS
VASSILI G. CASSAPOGLOU

Για την Γκρενάντα :

FENNIS AUOUSTINE
RAY SMITH

Για τη Δημοκρατία της Γουατεμάλα :

RAFAEL A. LEMUS M.

Για την Επαναστατική Λαϊκή Δημοκρατία της Γουϊνέας :

ALAFE KOUROUMA
MAMADOU SALIOU DIALLO
KADIO KOLON LOFANA
M. FALILOU BAH

Για τη Δημοκρατία της Γουϊνέας του Ισημερινού

DEMETRIO ELO NDONO NSEFUMU
EMILIO MANOUE OYONO MEYE
CRISTOBAL NDONG MBA AYANO

Για τη Γουϊάνα :

KENNETH R. SHORTT
RONALD CASE

Για τη Δημοκρατία του Άνω Βόλτα

GABRIEL SEMPORÉ
GASTON ZONGO
AUGUSTINE BALIMA

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Ουγκαρίας :

FERENC VALTER

Για τη Δημοκρατία της Ινδίας :

T. V. SRIRANGAN
M. K. RAO
P. K. GARG
V. S. SESHADRI

Για τη Δημοκρατία της Ινδονησίας :

R. SOEPANGAT
R. WIKANTO
ARNOLD PH. DJIWATAMPU
S. SOEGIHARTO
NAZARUDDIN NASUTION
P. SARTONO
MUNTOYO HADISUWARNO
S. A. JASIN

Για την Ισλαμική Δημοκρατία του Ιράν :

SAYED MOSTAFA SAFAVI

Για τη Δημοκρατία του Ιράκ :

ALI M. ABDULAH SHABAN
JAWAD ABDUL AMIN KHAKI
DR. AMER JOMARD

Για την Ιρλανδία :

H. E. MICHAEL C. GREENE
F. G. McGOVERN
P. M. Ó CIONNAITH

Για την Ισλανδία :

JÓN A. SKÚLASON

Για το Κράτος του Ισραήλ :

M. SHAKKÉD
URI M. GORDON
G. ROSENHEIMER

Για την Ιταλία :

MARCELLO SERAFINI

Για την Ιαμαϊκή :

P. D. CROSS

Για την Ιαπωνία :

TERUO KOSUGI
MORIYA KOYAMA
MITSUO KOJIMA
TOSHIRO TAKAHASHI

Για το Χασεμιτικό Βασίλειο της Ιορδανίας :

ENG. M. DABBAS

Για τη Δημοκρατία της Κένυα :

Hon. HENRY KIPRONO ARAP KOSGEY

Για το Κράτος του Κουβέιτ :

ABDULLA M. AL SABEJ
SALMAN Y. AL ROOMI
AHEMAD R. AL HUMAIDA
ADEL A. AL EBRAHIM

Για το Βασίλειο του Λεζότο :

M. MATHIBELI
F. M. RAMAKOAE

Για το Λίβανο :

MAURICE-HABIB GHAZA

Για τη Λιβυκή Αραβική Σοσιαλιστική και Λαϊκή Τζαμαριχία της Λιβύης :

ZAKARIA AHMED FAHMI EL HAMMALI
ALI MOHAMMED SALEM ENAYLI
MOHAMED SALEH ALSABEY
MOHAMED ABULGASSEM GHAWI

Για το Πριγκηπάτο του Λιχτενστάϊν :

M. APOTHÉLOZ
J. MANZ

Για το Λουξεμβούργο :

CHARLES DONDELINGER

Για τη Δημοκρατία της Μαδαγασκάρης :

PASCAL RATOVONDRAHONA
BERNARD RABENORO

Για τη Μαλαισία :

MOHAMED BIN DARUS

Για το Μαλάουϊ

JASPER ANTOINE MBEKEANI
JAMES CHIDAMBO KAMFOSE
EWEN SANOSTER HIWA

Για τη Δημοκρατία των Μαλντίβων :

HASSAN MAHIR

Για τη Δημοκρατία του Μαλί :

MAMADOU BA

Για το Βασίλειο του Μαρόκου :

MOHAMED MOUHCINE
MOHAMED MEZIATI
HASSAN LEBBADI
AHMED KHAOUJA

Για την Ισλαμική Δημοκρατία της Μαυριτανίας :

OUSMANE SAÏDOU SOW

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Μοζαμβίκης :

SMART EDWARD KATAWALA

Για το Νεπάλ :

RAM PRASAD SHARMA

Για το Μεξικό :

AD REFERENDUM

ENRIQUE BUJ FLORES

Για τη Νικαράγουα :

DR. NORMAN LACAYO RENER
ING. AUGUSTO GOMEZ ROMERO

Για το Μονακό

ETIENNE FRANZI

Για τη Δημοκρατία του Νίγηρος :

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Μογγολίας :

D. GARAM-OCHIR
L. BALGANSHOSH
L. NATSAGDORJ

DANDARE NAMEOUA
IDRISSA IBRAHIM
MOUNKAILA MOUSSA
HAMANI KINDO HASSANE

Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Νιγηρίας :

NUHU MOHAMMED
STEPHEN JERRY OKAFOR MBANEFO
IDRIS OLA LEDIJU
SHEHU ADEBAYO NASIRU
KEHINDE AYOOLA FADAHUNSI
JOHN ADEBAYO LATEJU
ALBERT ADEBAYO BEECROFT

Για το Σουλτανάτο του Ομάν :

H. E. KARIM AHMED AL HAREMI

Για τη Νορβηγία :

KJELL HOLLER
IVAR MØKLEBUST
PER MORTENSEN
ARNE BØE

Για τη Δημοκρατία της Ουγκάντα :

Hon. AKENA P'OJOK
S. ELIPHAZ K. MBABAALI
BARNABAS L. KATO

Για τη Νέα Ζηλανδίας :

D. C. ROSE
A. TURPIE
C. W. SINGLETON
W. J. GRAY

Για την Ισλαμική Δημοκρατία του Πακιστάν :

ABDULLAH KHAN

Για την Παπούα -Νέα Γουϊνέα :

D. P. KAMARA
K. MAITAVA
G. H. RAILTON

Για τη Δημοκρατία της Παραγουάης :

RAUL FERNANDEZ GAOLIARDONE
JALEI GARCIA

Για το Βασίλειο των Κάτω Χωρών :

PHILIPPUS LEENMAN

Για το Περού :

CARLOS A. ROMERO SANJINES
ROBERTO KANNA UESU

Για τη Δημοκρατία των Φιλιππίνων

CEFERINO S. CARREON

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Πολωνίας :

LEON KOŁATKOWSKI

Για την Πορτογαλλία :

AFONSO DE CASTRO
JOSÉ ANTÓNIO DA SILVA GOMES
JOÃO VERSTEEG

Για το Κράτος του Κατάρ :

FUAD ABBAS
IBRAHIM A. AL MAHMOOD

Για την Αραβική Δημοκρατία της Συρίας :

ENG. M. R. AL KURDI
ENG. M. OBEID
ENG. A. M. NAFFAKH

Για τη Δημοκρατία της Ρουάντα :

JEAN KAJYIBWAMI
ASSUMANI BIZIMANA

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Γερμανίας :

DR. MANFRED CALOV

Για τη Δημοκρατία του Αγίου Μαρίνου

PIETRO GIACOMINI

Για τη Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Ουκρανίας :

VLADIMIR DELIKATNYI

Για τη Δημοκρατία της Σενεγάλης

ASSANE NDIAYE
MAHMOUDOU SAMOURA
MARIE-JEANNE NDIAYE
LEON DIA
ASSANE GUEYE
SOULEYMANE MBAYE
ALIOUNE BADARA KEBE
GUILA THIAM
MAMADOU NDIAYE

Για τη Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Ρουμανίας :

I. TĂNASE

Για το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας και Βορείου Ιρλανδίας :

J. H. M. SOLOMON
A. MARSHALL
J. P. R. MARTIN

Για τη Δημοκρατία της Σιγκαπούρης :

LIM CHOON SAI

Για τη Δημοκρατία της Σομαλίας :

H. E. ABDUKAHMAN HUSSEIN MOHAMOUD
ABDULKADIR MOHAMOUD WALAYO

Για τη Δημοκρατία του Σουδάν :

ABDALLA SIRAG ELDIN
HASSAN BABIKER MOHAMED
AWAD BABIKER ABDELGADIR
MAHMOUD TAMIM

Για τη Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Σρι Λάνκα.

AMBALAVARNAR SHANMUGARAJAH

Για τη Σουηδία :

TONY HAGSTRÖM
T. LARSSON
ARNE RÅBERG

Για την Ομοσπονδία της Ελβετίας

M. APOTHÉLOZ
O. DUPUIS
J. MANZ
TH. MOECKLI-PELET
P. L. GALLI

Για τη Δημοκρατία του Σουρινάμ :

JOHAN RICARDO NEEDE

Για το Βασίλειο της Σουαζιλάνδης :

VICTOR SYDNEY LEIBBRANDT
JOHN SELBY SIKHONDZE
BASILIO FANUKWENTE MANANA
JAMES FENZIE MBAYIYANE MHLANGA

Για την Ηνωμένη Δημοκρατία της Τανζανίας :

J. A. MSAMBICHAKA
CHARLES KAZUKA
ABDULLA H. KHAMIS
W. J. O. MALLYA

Για τη Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Τσεχοσλοβακίας

MICHAL ONDREJKA

Για την Ταϋλάνδη

Kanes Schmarakkul

SUCHART P. SAKORN*
KANES SCHMARAKKUL
MANOTE MITRSOMWANG
WIDHYA BHOOLSUWAN

Για τη Δημοκρατία του Τόγκο :

A. DO AITHNARD
KOUMA SETHI NENONENE
KOSSIVI AYIKOE
K. HINVI EDJOSSAN
MAHAMA BOUKARI

Για το Βασίλειο των Τόγκα :

D. C. ROSE
A. TURPIE
C. W. SINGLETON
W. J. GRAY

Για την Τυνησία :

BRAHIM KHOUADJA
BECHIR GUEBLAOUI
RAOUF CHKIR
MOHAMED EZZEDINE
CHEDLY HELAL

Για την Τουρκία :

AHMET AKYAMAÇ
A. MÜNIR ÇAĞAVI
ENVER IBEK

Για την Ένωση Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών

Y. ZOUBAREV

Για την Ανατολική Δημοκρατία της Ουρουγουάης :

GILBERTO L. VERDIER
LUIS M. MELIDE

Για τη Δημοκρατία της Βενεζουέλας :

LUIS MANUEL LEAÑEZ LUGO
HECTOR MIGUEL PALMA NUÑEZ
MARIA ELENA RODRIGUEZ C.
ABRAHAM EDUARDO MIZRAHI R
CARLOS JULIO MARTINEZ G.
CARLOS A. SANCHEZ
MIGUEL LEON CASTRO

Για τη Σοσιαλιστική Δημοκρατία του Βιετνάμ :

TRUONG VAN THOAN

Για την Αραβική Δημοκρατία της Υεμένης :

ABDULLA ALI AL-KHOURABI

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Υεμένης :

KAMAL ABDULRAHIM

Για την Ομοσπονδιακή Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Γιουγκοσλαβίας

VUČIĆ ČAGOROVIĆ

Για τη Δημοκρατία της Ζάμπια :

H. E. MUSONDA JUSTIN CHIMBA
THOMAS NELSON CHINYONGA

Για τη Δημοκρατία του Ζαΐρ :

NDEZE MATABARO
LUTULA ELONGA

Για τη Δημοκρατία της Ζιμπάμπουε :

DR. NAOMI NHIWATIWA
RAYMOND MUTAMBIRWA
ABNIEL WHENDERO
CHEMIST SIZIBA
DAVIS DAURAMANZI

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

(Βλέπε αριθμό 5)

Αφγανιστάν	(Δημοκρατία του)
Αλβανία	(Σοσιαλιστική Λαϊκή Δημοκρατία της)
Αλγερία	(Λαϊκή Δημοκρατία της)
Γερμανία	(Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της)
Ανγκόλα	(Λαϊκή Δημοκρατία της)
Σαουδική Αραβία	(Βασίλειο της)
Αργεντινή	(Δημοκρατία)
Αυστραλία	
Αυστρία	
Μπαχάμες	(Κοινοπολιτεία των)
Μπαχρέϊν	(Κράτος του)
Μπαγκλαντές	(Λαϊκή Δημοκρατία του)
Μπαρμπάντος	
Βέλγιο	
Μπελίζ	
Μπενίν	(Λαϊκή Δημοκρατία του)
Λευκορωσία	(Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της)
Βιρμανία	(Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Ενώσεώς της)
Βολιβία	(Δημοκρατία της)
Μποτσουάνα	(Δημοκρατία της)
Βραζιλία	(Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της)
Βουλγαρία	(Λαϊκή Δημοκρατία της)
Μπουρούντι	(Δημοκρατία του)
Καμερούν	(Ηνωμένη Δημοκρατία του)
Καναδάς	
Πράσινο Ακρωτήριο	(Δημοκρατία του)
Κεντρική Αφρική	(Δημοκρατία της)
Χιλή	
Κίνα	(Λαϊκή Δημοκρατία της)
Κύπρος	(Δημοκρατία της)
Πόλις του Βατικανού	(Κράτος της)
Κολομβία	(Δημοκρατία της)
Κομόρες	(Ισλαμική Ομοσπονδιακή Δημοκρατία των)

Κογκό	(Λαϊκή Δημοκρατία του)
Κορέα	(Δημοκρατία της)
Κόστα Ρίκα	
Ακτή του Ελεφαντόδοντος	(Δημοκρατία της)
Κούβα	
Δανία	
Τζιμπουτί	(Δημοκρατία του)
Δομινικανή Δημοκρατία	
Αίγυπτος	(Αραβική Δημοκρατία της)
Ελ Σαλβαντόρ	(Δημοκρατία του)
Ηνωμένα Αραβικά Εμιράτα	
Ισημερινός	
Ισπανία	
Ηνωμένες Πολιτείες Αμερικής	
Αιθιοπία	
Φίτζι	
Φινλανδία	
Γαλλία	
Δημοκρατία του Γκαμπόν	
Γκάμπια	(Δημοκρατία της)
Γκάνα	
Ελλάς	
Γκρενάντα	
Γουατεμάλα	(Δημοκρατία της)
Γουϊνέα	(Επαναστατική Λαϊκή Δημοκρατία της)
Γουϊνέα Μπισσάου	(Δημοκρατία της)
Γουϊνέα του Ισημερινού	(Δημοκρατία της)
Γουϊάνα	
Αϊτή	(Δημοκρατία της)
Ανω Βόλτα	(Δημοκρατία του)
Ονδούρα	(Δημοκρατία της)
Ουγγαρία	(Λαϊκή Δημοκρατία της)
Ινδία	(Δημοκρατία της)
Ινδονησία	(Δημοκρατία της)
Ιράν	(Ισλαμική Δημοκρατία του)
Ιράκ	(Δημοκρατία του)

Ιρλανδία	
Ισλανδία	
Ισραήλ	(Κράτος του)
Ιταλία	
Ιαμαϊκή	
Ιαπωνία	
Ιορδανία	(Χασεμιτικό Βασίλειό της)
Δημοκρατική Καμπουτσέα	
Κένυα	(Δημοκρατία της)
Κουβέϊτ	(Κράτος του)
Λάος	(Λαϊκή Δημοκρατία του)
Λεζότο	(Βασίλειό του)
Λίβανος	
Λιβερία	(Δημοκρατία της)
Λιβύη	(Λιβυκή Αραβική Σοσιαλιστική και Λαϊκή Τζαμαριχια)
Λιχτενστάϊν	(Πριγκηπάτο του)
Λουξεμβούργο	
Μαδαγασκάρη	(Δημοκρατία της)
Μαλαισία	
Μαλάουϊ	
Μαλντίβες	(Δημοκρατία των)
Μαλί	(Δημοκρατία του)
Μάλτα	(Δημοκρατία της)
Μαρόκο	(Βασίλειό του)
Μαυρίκιος	
Μαυριτανία	(Ισλαμική Δημοκρατία της)
Μεξικό	
Μονακό	
Μογγολία	(Λαϊκή Δημοκρατία της)
Μοζαμβίκη	(Λαϊκή Δημοκρατία της)
Ναμίμπια	
Ναουρού	(Δημοκρατία της)
Νεπάλ	
Νικαράγουα	

Νίγηρας	(Δημοκρατία του)
Νιγηρία	(Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της)
Νορβηγία	
Νέα Ζηλανδία	
Ομάν	(Σουλτανάτο του)
Ουγκάντα	(Δημοκρατία της)
Πακιστάν	(Ισλαμική Δημοκρατία του)
Παναμάς	(Δημοκρατία του)
Παπούα Νέα Γουϊνέα	
Παραγουάη	(Δημοκρατία της)
Κάτω Χώρες	(Βασίλειό των)
Περού	
Φιλιππίνες	(Δημοκρατία των)
Πολωνία	(Λαϊκή Δημοκρατία της)
Πορτογαλία	
Κατάρ	(Κράτος του)
Αραβική Δημοκρατία της Συρίας	
Λαϊκή Δημοκρατία της Γερμανίας	
Λαϊκή Δημοκρατία της Κορέας	
Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Ουκρανίας	
Ρουμανία	(Σοσιαλιστική Δημοκρατία της)
Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας & Βορ.Ιρλανδίας	
Ρουάντα	(Δημοκρατία της)
Άγιος Μαρίνος	(Δημοκρατία του)
Σάο Τομέ και Πρινσίπε	(Δημοκρατία του)
Σενεγάλη	(Δημοκρατία της)
Σιέρα Λεόνε	
Σιγκαπούρη	(Δημοκρατία της)
Σομαλία	(Δημοκρατία της)
Σουδάν	(Δημοκρατία του)
Σρι Λάνκα	(Σοσιαλιστική Δημοκρατία της)
Νοτιαφρικανική	(Δημοκρατία)
Σουηδία	
Ελβετία	(Συνομοσπονδία της)
Σουρινάμ	(Δημοκρατία του)
Σουαζιλάνδη	(Βασίλειό της)

Τανζανία	(Ηνωμένη Δημοκρατία της)
Τσαντ	(Δημοκρατία του)
Τσεχοσλοβακία	(Σοσιαλιστική Δημοκρατία της)
Ταϋλάνδη	
Τόγκο	(Δημοκρατία του)
Τόγκα	(Βασίλειό των)
Τρινιτέα και Τομπάγκο	
Τυνησία	
Τουρκία	
Ένωση Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών	
Ουρουγουάη	(Ανατολική Δημοκρατία της)
Βενεζουέλα	(Δημοκρατία της)
Βιετνάμ	(Σοσιαλιστική Δημοκρατία του)
Υεμένη	(Αραβική Δημοκρατία της)
Υεμένη	(Λαϊκή Δημοκρατία της)
Γιουγκοσλαβία	(Ομοσπονδιακή Σοσιαλιστική Δημοκρατία της)
Ζαΐρ	(Δημοκρατία του)
Ζάμπια	(Δημοκρατία της)
Ζιμπάμπουε	(Δημοκρατία της)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

Καθορισμός ορισμένων Όρων που χρησιμοποιούνται στη Σύμβαση και στους Κανονισμούς της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών.

Καθορισμός ορισμένων όρων που χρησιμοποιούνται στη Σύμβαση και στους Κανονισμούς της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών.

2001 Για την εφαρμογή της παρούσας Συμβάσεως οι ακόλουθοι όροι έχουν την έννοια που δίδεται από τους ορισμούς οι οποίοι τους συνοδεύουν.

2002 Διεύθυνση: Κάθε κυβερνητική υπηρεσία υπεύθυνη για τη λήψη μέτρων με σκοπό την εκτέλεση των υποχρεώσεων από τη διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών και τους Κανονισμούς.

2003 Επιβλαβής παρενόχληση: Παρενόχληση που παρακωλύει τη λειτουργία μιας υπηρεσίας ραδιοπλοΐας ή άλλων υπηρεσιών ασφαλείας ή προξενεί σοβαρή βλάβη, παρεμποδίζει ή διακόπτει επανειλημμένα υπηρεσία ραδιοεπικοινωνίας η οποία λειτουργεί σύμφωνα με τον Κανονισμό Ραδιοεπικοινωνιών.

2004 Δημόσια Ανταπόκριση: Κάθε είδος τηλεπικοινωνίας την οποία τα γραφεία και οι σταθμοί πρέπει λόγω του γεγονότος ότι έχουν τεθεί στη διάθεση του κοινού, να δέχονται για μεταβίβαση.

2005 Αντιπροσωπεία: Το σύνολο των αντιπροσώπων και ενδεχομένως εκπροσώπων, συμβούλων, ακολούθων ή διερμηνέων οι οποίοι αποστέλλονται από την ίδια χώρα.

Κάθε μέλος είναι ελεύθερο να καταρτίζει την αντιπροσωπεία του κατά βούληση. Συγκεκριμένα, μπορεί να περιλαμβάνει σ' αυτήν με την ιδιότητα των αντιπροσώπων, συμβούλων ή ακολούθων πρόσωπα ανήκοντα σε αναγνωρισμένες από αυτό ιδιωτικές επιχειρήσεις ή πρόσωπα ανήκοντα σε άλλες ιδιωτικές επιχειρήσεις που ενδιαφέρονται για τις τηλεπικοινωνίες.

2006 Αντιπρόσωπος: Πρόσωπο που αποστέλλεται από την κυβέρνηση Μέλους της Ενώσεως στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων, ή πρόσωπο που αντιπροσωπεύει την κυβέρνηση ή τη Διεύθυνση ενός Μέλους της Ενώσεως σε διοικητική διάσκεψη ή σε σύνοδο Διεθνούς Συμβουλευτικής Επιτροπής.

2007 Εμπειρογνώμων: Πρόσωπο που αποστέλλεται από επιστημονικό ή βιομηχανικό εθνικό οργανισμό εξουσιοδοτημένο από την Κυβέρνηση ή τη Διεύθυνση της χώρας του, για να παραστεί στις συνόδους των επιτροπών μελετών Διεθνούς Συμβουλευτικής Επιτροπής.

2008 Ιδιωτική Επιχείρηση: Κάθε ιδιώτης ή εταιρεία μη κρατική ή επιχείρηση που εκμεταλλεύεται εγκατάσταση τηλεπικοινωνίας προοριζόμενη να εξασφαλίζει υπηρεσία διεθνούς τηλεπικοινωνίας ή ικανή να προκαλέσει επιβλαβείς παρενοχλήσεις σε μια τέτοια υπηρεσία.

2009 Αναγνωρισμένη Ιδιωτική Επιχείρηση: Κάθε ιδιωτική επιχείρηση, όπως ορίζεται ανωτέρω, που εκμεταλλεύεται υπηρεσία δημόσιας ανταποκρίσεως , ή ραδιοφωνίας και στην οποία οι προβλεπόμενες στο άρθρο 44 της Συμβάσεως υποχρεώσεις επιβάλλονται από το Μέλος στο έδαφος του οποίου είναι εγκαταστημένη η έδρα της επιχειρήσεως αυτής ή από Μέλος το οποίο έχει εξουσιοδοτήσει την επιχείρηση αυτή να εγκαθιστά και να εκμεταλλεύεται στο έδαφός του υπηρεσία τηλεπικοινωνίας.

2010 Παρατηρητής: Πρόσωπο που αποστέλλεται από:

— Τα Ηνωμένα Έθνη, ένα εξειδικευμένο οργανισμό των Ηνωμένων Εθνών, τον Διεθνή Οργανισμό Ατομικής Ενέργειας ή ένα περιοχικό τηλεπικοινωνιακό οργανισμό για να συμμετάσχει σε Διάσκεψη Πληρεξουσιών, μια διοικητική διάσκεψη ή σύνοδο Διευθνούς Συμβουλευτικής Επιτροπής υπό συμβουλευτική ιδιότητα.

— Διεθνή οργανισμό για να λάβει μέρος σε διοικητική διάσκεψη ή σύνοδο Διεθνούς Συμβουλευτικής Επιτροπής υπό συμβουλευτική ιδιότητα.

— Την Κυβέρνηση Μέλους της Ενώσεως για να λάβει μέρος χωρίς δικαίωμα ψήφου σε μια περιοχική διοικητική διάσκεψη σύμφωνα με τις σχετικές διατάξεις της Συμβάσεως.

2011 Ραδιοεπικοινωνία: Τηλεπικοινωνία που πραγματοποιείται με τη βοήθεια των ραδιοηλεκτρικών κυμάτων.

Σημείωση 1: Τα ραδιοηλεκτρικά κύματα είναι ηλεκτρομαγνητικά κύματα των οποίων η συχνότης κατά συνθήκη είναι χαμηλότερη των 3000 GHZ, διαδιδόμενα στο χώρο χωρίς τεχνητό μέσο.

Σημείωση 2: Για τις ανάγκες του Αριθ. 83 της Συμβάσεως ο όρος «Ραδιοεπικοινωνία» περιλαμβάνει επίσης τηλεπικοινωνίες για τις οποίες χρησιμοποιούνται ηλεκτρομαγνητικά κύματα των οποίων η συχνότης είναι ανωτέρα των 3000 GHZ διαδιδόμενα στο χώρο χωρίς τεχνητό μέσον.

2012 Ραδιοφωνική Υπηρεσία: Υπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας της οποίας οι εκπομπές προορίζονται για τη λήψη απευθείας από το κοινό εν γένει. Η υπηρεσία αυτή μπορεί να περιλαμβάνει ηχητικές εκπομπές τηλεοπτικές εκπομπές ή άλλων ειδών εκπομπές.

2013 Διεθνής Υπηρεσία: Υπηρεσία τηλεπικοινωνίας μεταξύ κινητών γραφείων ή σταθμών Τηλεπικοινωνίας πάσης φύσεως που βρίσκονται ή ανήκουν σε διάφορες χώρες.

2014 Κινητή Υπηρεσία: Υπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας μεταξύ κινητών σταθμών και σταθμών ξηράς, ή μεταξύ κινητών σταθμών.

2015 Τηλεπικοινωνία: Κάθε μεταβίβαση, εκπομπή ή λήψη σημείων, σημάτων, κειμένων, εικόνων ήχων ή πληροφοριών πάσης φύσεως ενσυρμάτως ραδιοηλεκτρικώς οπτικώς ή μέσω άλλων ηλεκτρομαγνητικών συστημάτων.

2016 Τηλεγράφημα: Κείμενο το οποίο προορίζεται να μεταβιβασθεί τηλεγραφικώς για επίδοση στον παραλήπτη. Στον όρο αυτό περιλαμβάνεται και το ραδιοτηλεγράφημα εκτός αντιθέτου ορισμού.

2017 Υπηρεσιακά Τηλεγραφήματα: Τηλεγραφήματα που ανταλλάσσονται μεταξύ:

α) των Διευθύνσεων

β) των Αναγνωρισμένων Ιδιωτικών Επιχειρήσεων

γ) των Διευθύνσεων και των Αναγνωρισμένων Ιδιωτικών Επιχειρήσεων

δ) των Διευθύνσεων και των Αναγνωρισμένων Ιδιωτικών Επιχειρήσεων αφ' ενός και του Γενικού Γραμματέα της Ενώσεως αφ' ετέρου και τα οποία είναι σχετικά με τις δημόσιες διεθνείς τηλεπικοινωνίες.

2018 Κρατικά τηλεγραφήματα και κρατικές τηλεφωνικές συνδιαλέξεις: Τηλεγραφήματα και τηλεφωνικές συνδιαλέξεις που αποστέλλονται από μια από τις ακόλουθες αρχές:

— Αρχηγό Κράτους

— Πρόεδρο Κυβερνήσεως και μέλη Κυβερνήσεως

— Αρχηγός στρατιωτικών δυνάμεων ξηράς, θάλασσας ή αέρος

— Διπλωματικές ή Προξενικές Αρχές

— Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, Προϊστάμενος των κυρίων οργάνων των Ηνωμένων Εθνών

— Διεθνές Δικαστήριο.

Οι απαντήσεις στα κρατικά τηλεγραφήματα όπως αυτά ορίζονται ανωτέρω, θεωρούνται επίσης σαν κρατικά τηλεγραφήματα.

2019 Ιδιωτικά Τηλεγραφήματα: Όλα τα άλλα τηλεγραφήματα, εκτός των υπηρεσιακών ή κρατικών.

2020 Τηλεγραφία: Σύστημα τηλεπικοινωνίας στο οποίο οι μεταβιβαζόμενες πληροφορίες προορίζεται να καταγράφονται κατά την άφιξη σε μορφή γραπτού στοιχείου. Οι πληροφορίες αυτές μπορούν σε ορισμένες περιπτώσεις να παρουσιάζονται με εναλλακτική μορφή ή να καταγράφονται για μεταγενέστερη χρήση.

Σημείωση: Γραπτό στοιχείο είναι ένα πληροφοριακό γραπτό βάσεως στο οποίο καταγράφεται κατά μόνιμο τρόπο ένα γραπτό ή έντυπο κείμενο ή μια σταθερή εικόνα και που ταξινομείται για πληροφοριακούς σκοπούς.

2021 Τηλεφωνία: Σύστημα τηλεπικοινωνίας προοριζόμενο κυρίως για την ανταλλαγή πληροφοριών υπό τη μορφή λόγου.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3

(Βλέπε Άρθρο 39)

Συμφωνία μεταξύ του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών και της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών.

Πρόλογος.

Τα Ηνωμένα Έθνη και η Διεθνής Ένωση Τηλεπικοινωνιών, λαμβάνοντας υπόψη τις διατάξεις του Άρθρου 57 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών και του Άρθρου 26 της Συμβάσεως της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπ/νιών του ATLANTIC CITY 1947, συμφωνούν τα ακόλουθα:

Άρθρο Ι.

Τα Ηνωμένα Έθνη αναγνωρίζουν τη Διεθνή Ένωση Τηλεπικοι-

νωνιών καλουμένη κατωτέρω «η Ένωση» σαν τον ειδικευμένο οργανισμό που επιφορτίζεται να λαμβάνει όλα τα κατάλληλα μέτρα σύμφωνα με το καταστατικό της Χάρτη για την εκπλήρωση των σκοπών που καθορίζονται σ' αυτό το χάρτη.

Άρθρο II.

Αμοιβαία Αντιπροσώπευση.

1. Ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών προσκαλείται για την αποστολή αντιπροσώπων προς συμμετοχή, χωρίς δικαίωμα ψήφου, στις συσκέψεις όλων των Διασκέψεων Πληρεξουσίων και των Διοικητικών Διασκέψεων της Ενώσεως. Επίσης μετά από σχετική συνεννόηση, προσκαλείται να αποστείλει αντιπροσώπους για παρακολούθηση συνόδων διεθνών συμβουλευτικών επιτροπών ή οποιωνδήποτε άλλων συνόδων που συγκαλούνται από την Ένωση, με δικαίωμα συμμετοχής χωρίς ψήφο, στις συζητήσεις θεμάτων τα οποία ενδιαφέρουν τα Ηνωμένα Έθνη.

2. Η Ένωση προσκαλείται γι' αποστολή αντιπροσώπων προς παρακολούθηση των συνεδριάσεων της Γενικής Συνελεύσεως των Ηνωμένων Εθνών με σκοπό την παροχή πληροφοριών επί τηλεπικοινωνιακών θεμάτων.

3. Η Ένωση καλείται να αποστείλει αντιπροσώπους προς παρακολούθηση των συνεδριάσεων του Οικονομικού και Κοινωνικού Συμβουλίου των Ηνωμένων Εθνών και του Συμβουλίου Κηδεμονίας, καθώς και των επιτροπών αυτών, για συμμετοχή, χωρίς δικαίωμα ψήφου, στις συζητήσεις θεμάτων της ημερήσιας διατάξεως τα οποία ενδιαφέρουν την Ένωση.

4. Η Ένωση καλείται να αποστείλει αντιπροσώπους προς παρακολούθηση των συνεδριάσεων των κυρίων επιτροπών της Γενικής Συνελεύσεως όταν συζητούνται θέματα αρμοδιότητας της Ενώσεως και να συμμετέχουν στις συζητήσεις αυτές χωρίς δικαίωμα ψήφου.

5. Γραπτές εκθέσεις που υποβάλλονται από την Ένωση διανέμονται κατά περίπτωση από τη Γραμματεία των Ηνωμένων Εθνών στα Μέλη της Γενικής Συνελεύσεως, στα μέλη του Οικονομικού και Κοινωνικού Συμβουλίου και των επιτροπών τους και στα μέλη του Συμβουλίου Κηδεμονίας. Επίσης γραπτές εκθέσεις που υποβάλλονται από τα Ηνωμένα Έθνη διανέμονται από την Ένωση στα μέλη της.

Άρθρο III.

Εγγραφή θεμάτων Ημερήσιας Διάταξης.

Η Ένωση, μετά από προκαταρκτικές συνεννοήσεις που κρίνονται ενδεχομένως αναγκαίες περιλαμβάνει στην ημερήσια διάταξη των Διασκέψεων Πληρεξουσίων ή Διοικητικών Διασκέψεων, ή συνόδων άλλων οργάνων της Ενώσεως τα θέματα που προτείνονται σ' αυτή από τα Ηνωμένα Έθνη. Επίσης το Οικονομικό και Κοινωνικό Συμβούλιο και οι επιτροπές αυτού καθώς και το Συμβούλιο Κηδεμονίας περιλαμβάνουν θέματα στην ημερήσια διάταξή τους που προτείνονται από τις Διασκέψεις ή από άλλα όργανα της Ενώσεως.

Άρθρο IV.

Συστάσεις των Ηνωμένων Εθνών.

1. Η Ένωση, λαμβάνοντας υπόψη την υποχρέωση των Ηνωμένων Εθνών για προώθηση των σκοπών οι οποίοι προβλέπονται από το Άρθρο 55 του Χάρτου και το καθήκον και τη δικαιοδοσία του Οικονομικού και Κοινωνικού Συμβουλίου, σύμφωνα με το Άρθρο 62 του χάρτου, να ενεργεί ή προκαλεί μελέτες και εκθέσεις αναφερόμενες στα διεθνή οικονομικά, κοινωνικά, πολιτιστικά, εκπαιδευτικά, δημόσιας υγείας θέματα ή άλλα συναφή θέματα και να απευθύνει συστάσεις επί όλων αυτών των θεμάτων προς τους ενδιαφερόμενους εξειδικευμένους οργανισμούς. Η Ένωση, έχοντας επίσης υπόψη την αρμοδιότητα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών, σύμφωνα με τα Άρθρα 58 και 63 του Χάρτη, να εκδίδει συστάσεις για τον συντονισμό των δραστηριοτήτων των ειδικευμένων αυτών Οργανισμών και των Γενικών Αρχών από τις οποίες διέπονται, πρέπει να λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για την υποβολή, το συντομότερο δυνατόν στο αρμόδιο όργανό της όλων των επίσημων συστάσεων τις οποίες ο Οργανισμός των Ηνωμένων Εθνών απευθύνει σ' αυτήν.

2. Η Ένωση πρέπει κατόπιν αιτήσεως του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών, να λαμβάνει μέρος σε διαβουλεύσεις σχετικές με τις ανωτέρω συστάσεις και στον κατάλληλο χρόνο να γνωστοποιεί στα Ηνωμένα Έθνη τα μέτρα τα οποία ελήφθησαν από την Ένωση ή τα Μέλη της προς υλοποίηση αυτών των συστάσεων, ή κάθε άλλο αποτέλεσμα μελετών τους.

3. Η Ένωση συνεργάζεται για τη λήψη οποιωνδήποτε επιπλέον αναγκαίων μέτρων ώστε να αποβαίνει πιο αποτελεσματικός ο συντονισμός των δραστηριοτήτων των ειδικευμένων οργανισμών και εκείνων των Ηνωμένων Εθνών. Συγκεκριμένα, συμφωνεί να συνεργάζεται με οποιοδήποτε όργανο ή όργανά τους τα οποία ενδέχεται να ιδρυθούν από το Οικονομικό και Κοινωνικό Συμβούλιο προς διευκόλυνση του συντονισμού αυτού και να παρέχει τις αναγκαίες πληροφορίες για την ολοκλήρωση αυτού του σκοπού.

Άρθρο V.

Ανταλλαγή εγγράφων και πληροφοριών.

1. Μεταξύ των Ηνωμένων Εθνών και της Ενώσεως πραγματοποιείται πλήρης και άμεση ανταλλαγή εγγράφων και πληροφοριών για την κάλυψη των αναγκών τους, υπό την επιφύλαξη της απαιτούμενης ενδεχομένως ειδικής διαδικασίας για προστασία του εμπιστευτικού υλικού.

2. Με την επιφύλαξη του γενικού χαρακτήρα των διατάξεων της προηγουμένης παραγράφου:

α) Η Ένωση υποβάλλει στα Ηνωμένα Έθνη ετήσια έκθεση για τη δραστηριότητά της.

β) Η Ένωση ανταποκρίνεται στα πλαίσια του δυνατού, σε κάθε αίτηση των Ηνωμένων Εθνών για υποβολή ειδικών εκθέσεων, μελετών ή πληροφοριών.

γ) Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών, κατόπιν αιτήσεως, ανταλλάσσει απόψεις με την αρμόδια αρχή της Ενώσεως προς το σκοπό παροχής στην Ένωση πληροφοριών ιδιαίτερου ενδιαφέροντος γι' αυτήν.

Άρθρο VI.

Παροχή βοηθείας προς τα Ηνωμένα Έθνη.

Η Ένωση συμφωνεί να συνεργάζεται και να παρέχει κάθε δυνατή βοήθεια προς τα Ηνωμένα Έθνη και τους κύριους και δευτερεύοντες οργανισμούς αυτού, σύμφωνα με τις διατάξεις του χάρτου των Ηνωμένων Εθνών και της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών, λαμβάνοντας πλήρως υπόψη την ιδιάζουσα θέση των Μελών εκείνων των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο VII.

Σχέσεις με το Διεθνές Δικαστήριο.

1. Η Ένωση συμφωνεί να παρέχει κάθε πληροφορία που θα ζητείται από το Διεθνές Δικαστήριο σύμφωνα με το Άρθρο 34 του Κανονισμού της.

2. Η Γενική Συνέλευση εξουσιοδοτεί την Ένωση να ζητά από το Διεθνές Δικαστήριο συμβουλευτικές γνωμοδοτήσεις επί νομικών θεμάτων που ανακύπτουν κατά την άσκηση των αρμοδιοτήτων της και τα οποία δεν αναφέρονται στις αμοιβαίες σχέσεις της Ενώσεως και των Ηνωμένων Εθνών ή άλλων εξειδικευμένων οργανισμών.

3. Η αίτηση που αναφέρεται ανωτέρω απευθύνεται προς το Δικαστήριο από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων ή από το Διοικητικό Συμβούλιο που ενεργεί κατόπιν εξουσιοδοτήσεως της Διασκέψεως Πληρεξουσίων.

4. Η Ένωση ενημερώνει το Οικονομικό και Κοινωνικό Συμβούλιο για την υποβολή αιτήσεως προς το Διεθνές Δικαστήριο για παροχή συμβουλευτικής γνωμοδοτήσεως.

Άρθρο VIII.

Διατάξεις που αφορούν το Προσωπικό.

1. Ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών και η Ένωση συμφωνούν όπως, στο μέτρο του δυνατού, καθιερώσουν για το προσωπικό κοινά

πρότυπα, μεθόδους και διατάξεις αποσκοπούσες στην αποφυγή σοβαρών αντιφάσεων στους όρους και συνθήκες απασχολήσεώς του. Επίσης συμφωνούν να αποφεύγουν τον ανταγωνισμό κατά την πρόσληψη προσωπικού και να διευκολύνουν τις ανταλλαγές προσωπικού, που κρίνονται ευκταίες και από τις δύο πλευρές, για την καλύτερη χρησιμοποίηση των υπηρεσιών του προσωπικού αυτού.

2. Ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών και η Ένωση συμφωνούν όπως συνεργάζονται κατά τον καλύτερο δυνατό τρόπο για την επίτευξη των ανωτέρω σκοπών.

Άρθρο IX.

Στατιστικές Υπηρεσίες.

1. Ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών και η Ένωση συμφωνούν να καταβάλλουν προσπάθειες για στενότερη δυνατή συνεργασία, για εξάλειψη κάθε παράλληλης εκτέλεσης του ίδιου έργου και από τους δύο και για την πλέον αποτελεσματική χρησιμοποίηση του τεχνικού τους προσωπικού για τη συλλογή, ανάλυση, δημοσίευση, τυποποίηση, βελτίωση και διανομή πληροφοριών στατιστικής φύσεως. Συμφωνούν να συνδυάζουν τις προσπάθειές τους για εξασφάλιση της μέγιστης δυνατής ωφέλειας από τη χρησιμοποίηση των στατιστικών πληροφοριών και για περιορισμό στο ελάχιστο της απασχόλησης που προκαλείται στις Κυβερνήσεις ή τους άλλους Οργανισμούς από τους οποίους ζητούνται οι ανωτέρω πληροφορίες.

2. Η Ένωση αναγνωρίζει τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών σαν τον κεντρικό φορέα, αρμόδιο για τη συγκέντρωση, ανάλυση, δημοσίευση, τυποποίηση βελτίωση και διανομή στατιστικών στοιχείων που εξυπηρετούν γενικούς σκοπούς διεθνών Οργανισμών.

3. Ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών αναγνωρίζει την Ένωση σαν τον κεντρικό φορέα, υπεύθυνο για τη συλλογή, ανάλυση, δημοσίευση, τυποποίηση, βελτίωση και διανομή στατιστικών στοιχείων, μέσα στα πλαίσια της ειδικής δικαιοδοσίας της, με την επιφύλαξη των δικαιωμάτων του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών να ενδιαφέρεται γι' αυτά τα στατιστικά στοιχεία, ιδιαίτερα εφόσον τα στοιχεία αυτά μπορούν να είναι αναγκαία για τους σκοπούς του ή για τη βελτίωση των παγκόσμιων στατιστικών. Εναπόκειται στην Ένωση να αποφασίζει για τον τύπο σύμφωνα με τον οποίο θα καταρτίζονται τα υπηρεσιακά τους έγγραφα.

4. Με σκοπό τη δημιουργία ενός κέντρου στατιστικών πληροφοριών για γενική χρήση συμφωνείται όπως τα στοιχεία που συγκεντρώνονται από την Ένωση για ενσωμάτωση στις βασικές της στατιστικές σειρές ή ειδικές εκθέσεις της, θέτονται, στο μέτρο του δυνατού, στη διάθεση του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών κατόπιν αιτήσεώς του.

5. Συμφωνείται όπως τα στοιχεία που συγκεντρώνονται από τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών για ενσωμάτωση στις βασικές του στατιστικές σειρές ή ειδικές εκθέσεις, θέτονται στο μέτρο του δυνατού και πρόσφορου στη διάθεση της Ενώσεως κατόπιν αιτήσεώς της.

Άρθρο X.

Διοικητικές και Τεχνικές Υπηρεσίες.

1. Ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών και η Ένωση αναγνωρίζουν ότι είναι σκόπιμη για την πλέον αποτελεσματική χρησιμοποίηση του προσωπικού και των διαθέσιμων μέσων η αποφυγή δημιουργίας στο μέτρο του δυνατού, ανταγωνιζομένων ή επικαλυπτομένων υπηρεσιών και σε περίπτωση ανάγκης η συνεννόηση για την επίτευξη του σκοπού αυτού.

2. Ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών και η Ένωση λαμβάνουν από κοινού μέτρα αναφορικά με την καταχώρηση και τη διαφύλαξη των επίσημων εγγράφων.

Άρθρο XI.

Διατάξεις αναφερόμενες στον Προϋπολογισμό.

1. Ο προϋπολογισμός ή το σχέδιο προϋπολογισμού της Ενώσεως διαβιβάζεται ταυτόχρονα στον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών και στα Μέλη της Ενώσεως, η δε Γενική Συνέλευση μπορεί να προβαίνει σε συστάσεις επ' αυτού προς την Ένωση.

2. Η Ένωση δικαιούται να αποστέλλει αντιπροσώπους για συμμετοχή χωρίς δικαίωμα ψήφου, στις συζητήσεις της Γενικής Συνελεύσεως ή σ' οποιεσδήποτε επιτροπές της Συνελεύσεως αυτής, τις οποίες συζητείται ο προϋπολογισμός της Ενώσεως.

Άρθρο XII.

Χρηματοδότηση Ειδικών Υπηρεσιών.

1. Στην περίπτωση που Ένωση αντιμετωπίζει την ανάγκη πραγματοποιήσεως σημαντικών συμπληρωματικών δαπανών κατόπιν αιτήσεως συνδρομής που υποβάλλει ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών για την εκπόνηση ειδικών εκθέσεων ή μελετών σύμφωνα με το Άρθρο VI ή άλλες διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως, πραγματοποιούνται διαβουλεύσεις με σκοπό τον καθορισμό του πλέον δίκαιου τρόπου για την κάλυψη των αναγκών αυτών.

2. Επίσης παρόμοιες διαβουλεύσεις πραγματοποιούνται μεταξύ του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και της Ενώσεως με σκοπό την επίτευξη δίκαιων συμφωνιών για κάλυψη των δαπανών των κεντρικών διοικητικών, τεχνικών ή οικονομικών υπηρεσιών και όλων των ειδικών διευκολύνσεων ή συνδρομών παρεχομένων από τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών, κατόπιν αιτήσεως της Ενώσεως.

Άρθρο XIII.

Άδεια (LAISSEZ-PASSER) των Ηνωμένων Εθνών.

Οι υπάλληλοι της Ενώσεως θα έχουν το δικαίωμα της χρήσης της αδείας (LAISSEZ-PASSER) των Ηνωμένων Εθνών σύμφωνα με ειδικές συμφωνίες που θα συναφθούν μεταξύ του Γενικού Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών και των αρμοδίων αρχών της Ενώσεως.

Άρθρο XIV.

Συμφωνίες μεταξύ Οργανισμών.

1. Η Ένωση συμφωνεί όπως ενημερώνει το Οικονομικό και Κοινωνικό Συμβούλιο σχετικά με τη φύση και τον σκοπό κάθε σχεδιαζόμενης επίσημης συμφωνίας μεταξύ της Ενώσεως και οποιουδήποτε εξειδικευμένου Οργανισμού ή άλλου διακυβερνητικού Οργανισμού ή διεθνούς μη κυβερνητικού Οργανισμού, επιπλέον δε όπως ενημερώνει το Οικονομικό και Κοινωνικό Συμβούλιο επί των λεπτομερειών της συμφωνίας αυτής όταν συναφθεί.

2. Ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών συμφωνεί όπως ενημερώνει την Ένωση σχετικά με τη φύση και τον σκοπό οποιασδήποτε επίσημης συμφωνίας σχεδιαζομένης από οποιονδήποτε άλλο εξειδικευμένο οργανισμό επί θεμάτων τα οποία μπορεί να ενδιαφέρουν την Ένωση, επιπλέον δε όπως την ενημερώνει επί των λεπτομερειών της συμφωνίας αυτής όταν συναφθεί.

Άρθρο XV.

Σχέσεις.

1. Ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών και η Ένωση αποδέχονται τις προηγούμενες διατάξεις πιστεύοντας ότι αυτές θα συντελέσουν στη διατήρηση αποδοτικής σχέσεως μεταξύ των δύο οργανισμών. Διαβεβαιώνουν ότι έχουν την πρόθεση να λάβουν κάθε μέτρο που θα ήταν αναγκαίο για τον σκοπό αυτό.

2. Οι διατάξεις που αφορούν στις σχέσεις τις προβλεπόμενες από την παρούσα συμφωνία, θα έχουν εφαρμογή, σε βαθμό που είναι κατάλληλος, στις σχέσεις μεταξύ της Ενώσεως και του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, περιλαμβανομένων των περιφερειακών ή βοηθητικών γραφείων του.

Άρθρο XVI.

Τηλεπικοινωνιακές Υπηρεσίες των Ηνωμένων Εθνών.

1. Η Ένωση αναγνωρίζει ότι είναι σημαντικό όπως ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών απολαμβάνει τα ίδια δικαιώματα με τα Μέλη της Ενώσεως κατά την εκμετάλλευση τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών.

2. Ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών αναλαμβάνει την υποχρέωση όπως η λειτουργία των υπό τον έλεγχό του τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών πραγματοποιείται σύμφωνα με τις διατάξεις της Διεθνούς

Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών και των προσαρτημένων σ' αυτήν κανονισμών.

3. Οι ακριβείς διαδικασίες εφαρμογής του παρόντος άρθρου θα αποτελέσουν αντικείμενο ιδιαίτερων διακανονισμών.

Άρθρο XVII.

Εκτέλεση της Συμφωνίας.

Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών και η αρμόδια αρχή της Ενώσεως μπορούν να συνάπτουν όλες τις συμπληρωματικές συμφωνίες οι οποίες θα εκρίνοντο επιθυμητές με σκοπό την εφαρμογή της παρούσας συμφωνίας.

Άρθρο XVIII.

Αναθεώρηση.

Η παρούσα συμφωνία υπόκειται σε αναθεώρηση κατόπιν συνεννοήσεως μεταξύ των Ηνωμένων Εθνών και της Ενώσεως, υπό την προϋπόθεση ειδοποίησης προ έξη μηνών από το ένα ή το άλλο μέρος.

Άρθρο XIX.

Έναρξη Ισχύος.

1. Η παρούσα συμφωνία θα τεθεί προσωρινά σε ισχύ κατόπιν της εγκρίσεως από την Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών και τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων των Τηλεπικοινωνιών που θα συνέλθει στο ATLANTIC CITY το έτος 1947.

2. Η παρούσα συμφωνία θα τεθεί επισήμως σε ισχύ, υπό την προϋπόθεση της αναφερομένης στην παράγραφο 1 εγκρίσεως, μαζί με τη διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών η οποία θα συναφθεί στο ATLANTIC CITY το έτος 1947 ή και νωρίτερα, εφόσον αποφασισθεί αυτό από την Ένωση.

ΤΕΛΙΚΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ (*)

στη

Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών

(NAIROBI 1982)

Κατά την υπογραφήν της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI, 1982), οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι λαμβάνουν σημείωση των ακολούθων δηλώσεων οι οποίες αποτελούν τμήμα των Τελικών Πράξεων της Διασκέψεως Πληρεξουσίων (NAÏROBI, 1982):

1

Για την Επαναστατική Λαϊκή Δημοκρατία της Γουϊνέας:

Η Αντιπροσωπεία της Επαναστατικής Λαϊκής Δημοκρατίας της Γουϊνέας επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα τα οποία θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση κατά την οποία ορισμένα μέλη της Ενώσεως δεν θα αναλάμβαναν το μερίδιό τους στις δαπάνες της Ενώσεως, ή θα παρέλειπαν καθ' οποιονδήποτε άλλο τρόπο να συμμορφωθούν με τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982), των Παραρτημάτων αυτής ή των Πρωτοκόλλων τα οποία είναι συνημμένα σ' αυτήν, ή εάν οι διατυπούμενες επιφυλάξεις από άλλες χώρες θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της.

2

Για τη Γαλλία:

Η Γαλλική Αντιπροσωπεία επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα τα οποία θα έκρινε αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση κατά την οποία ορισμένα μέλη δεν θα αναλάμβαναν το μερίδιό τους στις δαπάνες της Ενώσεως ή θα παρέλειπαν καθ' οποιονδήποτε άλλο τρόπο να συμμορφωθούν με τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982), των Παραρτημάτων της ή των Πρωτοκόλλων τα οποία είναι συνημμένα σ' αυτήν, ή ακόμη εάν επιφυλάξεις διατυπούμενες από άλλες χώρες θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της.

3

Για την Ταϋλάνδη:

Η Αντιπροσωπεία της Ταϋλάνδης επιφυλάσσει το δικαίωμα της Κυβερνήσεώς της να λαμβάνει όλα τα μέτρα τα οποία θα θεωρήσει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση που μία οποιαδήποτε χώρα δεν θα τηρούσε, καθ' οποιονδήποτε τρόπο, τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) ή εάν επιφυλάξεις διατυπούμενες από άλλες χώρες θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της Ταϋλάνδης ή θα οδηγούσαν σε αύξηση της συμμετοχικής μερίδας της στις δαπάνες της Ενώσεως.

4

Για την Ισλαμική Δημοκρατία της Μαυριτανίας:

Η Αντιπροσωπεία της Κυβερνήσεως της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982) επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να μη δεχθεί κανένα οικονομικό μέτρο που θα μπορούσε να προκαλέσει αύξηση της συμμετοχικής μερίδας της στις δαπάνες της Ενώσεως και να λαμβάνει όλα τα μέτρα τα οποία θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της, σε περίπτωση που οποιοδήποτε Μέλος δεν θα τηρούσε τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982).

5

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Αλγερίας:

Η Αντιπροσωπεία της Λαϊκής Δημοκρατίας της Αλγερίας στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982) επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα τα οποία θα θεωρήσει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση που οποιαδήποτε Μέλη δεν θα τηρούσαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982), ή εάν οι διατυπούμενες επιφυλάξεις από άλλα Μέλη παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της ή θα προκαλούσαν αύξηση του συμμετοχικού μεριδίου της Αλγερίας στις δαπάνες της Ενώσεως.

6

Για τη Μαλαισία:

Η Αντιπροσωπεία της Μαλαισίας,

1. Επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα τα οποία δυνατόν να κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της, σε περίπτωση που ορισμένα Μέλη δεν θα αναλάμβαναν το μερίδιό των στις δαπάνες της Ενώσεως, ή θα παρέλειπαν με οποιονδήποτε τρόπο να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982), των Παραρτημάτων της ή των Πρωτοκόλλων τα οποία είναι συνημμένα σ' αυτήν, ή ακόμη εάν επιφυλάξεις άλλων χωρών παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της Μαλαισίας.

2. Δηλώνει ότι η υπογραφή και η ενδεχόμενη επικύρωση από την Κυβέρνηση της Μαλαισίας της ανωτέρω μνημονευομένης Συμβάσεως, δεν ισχύουν σ' ό,τι αφορά το Μέλος που εμφανίζεται στο Παράρτημα Ι με το όνομα Ισραήλ και δεν συνεπάγονται καθ' οποιονδήποτε τρόπο την αναγνώριση αυτού του μέλους από τη Κυβέρνηση της Μαλαισίας.

(*) Σημείωση της Γενικής Γραμματείας: Τα κείμενα του Τελικού Πρωτοκόλλου αναγράφονται κατά τη χρονολογική σειρά της καταθέσεώς τους.

Στον Πίνακα των Περιεχομένων τα κείμενα αυτά καταχυρούνται κατά την αλφαβητική σειρά των χωρών.

7

Για το Μονακό:

Η Αντιπροσωπεία του Πριγκηπάτου του Μονακό επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση που ορισμένα Μέλη δεν θα αναλάμβαναν το μερίδιό τους στις δαπάνες της Ενώσεως, ή θα παρέλειπαν να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Συμβάσεως (NAIROBI 1982), των Παραρτημάτων της ή των Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτήν ή ακόμη εάν επιφυλάξεις διατυπούμενες από άλλα μέλη θα παρεμπόδιζαν την ομαλή και αποδοτική λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της.

8

Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Νιγηρίας:

Υπογράφουσα την παρούσα Σύμβαση, η Αντιπροσωπεία της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Νιγηρίας δηλώνει ότι η Κυβέρνησή της επιφυλάσσει σ' αυτήν το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση που ορισμένα Μέλη της Ενώσεως δεν θα αναλάμβαναν το μερίδιό τους στις δαπάνες της Ενώσεως ή θα παρέλειπαν με οποιονδήποτε τρόπο να συμμορφωθούν προς τις Διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982), των Παραρτημάτων αυτής ή των Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτήν ή ακόμη εάν επιφυλάξεις διατυπούμενες από άλλες χώρες θα παρεμπόδιζαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Νιγηρίας.

9

Για τη Συνομοσπονδία της Ελβετίας και το Πριγκηπάτο του Λιχτενστάιν:

1. Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω μνημονευομένων χωρών επιφυλάσσουν το δικαίωμα των κυβερνήσεών τους να λαμβάνουν τα αναγκαία μέτρα για την προστασία των συμφερόντων τους εάν κατατιθέμενες επιφυλάξεις ή άλλα λαμβανόμενα μέτρα έχουν σαν αποτέλεσμα την παρακώλυση της καλής λειτουργίας των τηλεπικοινωνιακών τους υπηρεσιών ή την αύξηση των συμμετοχικών τους μεριδίων στις δαπάνες της Ενώσεως.

2. Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω μνημονευομένων χωρών δηλώνουν επισήμως όσον αφορά το Άρθρο 83 της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982), ότι διατηρούν τις επιφυλάξεις που διατυπώθηκαν για λογαριασμό των Διευθύνσεών τους κατά την υπογραφή των Κανονισμών που αναφέρονται στο εν λόγω άρθρο.

10

Για τη Δημοκρατία της Αργεντινής:

1. Υπογράφουσα την παρούσα Σύμβαση, η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Αργεντινής δηλώνει εξ ονόματος της Κυβερνήσεώς της ότι οποιαδήποτε αναφορά του Τελικού Πρωτοκόλλου της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, Κένυα 1982), ή οποιουδήποτε άλλου εγγράφου της Διασκέψεως, για τα νησιά MALOUINES GEORGIE DU SUD και SANDWICH με την εσφαλμένη ονομασία «Νησιά Φώκλαντ και εξαρτήσεις των» με κανένα τρόπο δεν επηρεάζει τα κυριαρχικά δικαιώματα της Δημοκρατίας της Αργεντινής στα εν λόγω νησιά.

2. Η κατοχή των νησιών αυτών από το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιρλανδίας σαν αποτέλεσμα μιας πράξεως βίας που ουδέποτε αποδέχθηκε η Δημοκρατία της Αργεντινής οδήγησε τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών στις αποφάσεις της Γενικής Συνελεύσεως 2065 (XX), 3160 (XXVIII) και 31/49 να καλέσει και τα δύο μέρη να αναζητήσουν ειρηνικό διακανονισμό της διενέξεως αυτής σχετικά με την κυριαρχία στα νησιά αυτά και να τα παρακαλέσει επίμονα να διεξάγουν διαπραγματεύσεις με σκοπό τον τερματισμό της αποικιακής καταστάσεως.

3. Επιπλέον, πρέπει να σημειωθεί ότι οποιαδήποτε αναφορά στα ίδια αυτά έγγραφα για τα λεγόμενα «Βρεταννικά Ανταρκτικά Εδάφη» με κανένα τρόπο δεν επηρεάζει τα δικαιώματα της Δημοκρατίας της Αργεντινής στον Ανταρκτικό Τομέα της Αργεντινής και ότι η μνεία αυτή περιλαμβάνεται στο Άρθρο IV της Ανταρκτικής Συνθήκης της συνυπογραφείσας στην Ουάσιγκτον την 1 Δεκεμβρίου 1959, την οποία η Δημοκρατία της Αργεντινής και το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιρλανδίας έχουν υπογράψει.

11

Για τη Δημοκρατία των Φιλιππίνων:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας των Φιλιππίνων επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λάβει όλα τα μέτρα που θα μπορούσαν να είναι αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της, εάν ορισμένα Μέλη δεν αναλάμβαναν το μερίδιό τους στις δαπάνες της Ενώσεως πράγμα που θα μπορούσε να επιφέρει αύξηση της συνεισφοράς των Φιλιππίνων ή δεν θα τηρούσαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών της Ενώσεως (NAÏROBI, 1982), των Παραρτημάτων της ή των Πρωτοκόλλων τα οποία είναι συνημμένα σ' αυτήν, ή εάν επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλες χώρες θα έβλαπταν τα συμφέροντα των Φιλιππίνων.

12

Για το Μπαρμπάντος:

Η Αντιπροσωπεία του Μπαρμπάντος επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα τα οποία θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της, εάν ένα ή περισσότερα Μέλη δεν καταβάλουν τα συμμετοχικά μεριδιά τους στις δαπάνες της Ενώσεως, ή εάν δεν θα τηρούσαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI 1982), των Παραρτημάτων της ή των Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτήν, ή εάν επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλα Μέλη θα παρεμποδίζουν τις υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών του Μπαρμπάντος.

13

Για τη Δημοκρατία της Βενεζουέλας:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Βενεζουέλας επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της, εάν κάποια άλλα από τα υφιστάμενα ή μελλοντικά Μέλη δεν καταβάλουν τα μερίδιά τους στις δαπάνες της Ενώσεως, ή θα παρέλειπαν να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (ΝΑΪΡΟΒΙ 1982), των Παραρτημάτων της ή των Πρωτοκόλλων τα οποία είναι συνημμένα σ' αυτήν, ή ακόμη εάν επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλα Μέλη θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

Εξάλλου σύμφωνα με τη διεθνή της πολιτική, η Κυβέρνηση της Βενεζουέλας δεν αποδέχεται την διαιτησία σαν μέσο διακανονισμού των διαφορών.

Για τον λόγο αυτό, εκφράζει επιφυλάξεις όσον αφορά τα Άρθρα της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI 1982) τα οποία αναφέρονται σ' αυτό το θέμα.

14

Για τη Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Ρουμανίας:

Κατά την υπογραφή της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI 1982) η Αντιπροσωπεία της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας δηλώνει ότι η διατήρηση της καταστάσεως εξαρτήσεως ορισμένων εδαφών, στην οποία αναφέρονται οι διατάξεις του Πρόσθετου Πρωτοκόλλου III, δεν είναι σύμφωνη με τα υιοθετηθέντα από τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών έγγραφα τα οποία αφορούν την παραχώρηση ανεξαρτησίας στις αποικιακές χώρες και στους αποικιακούς λαούς περιλαμβανομένης της Δηλώσεως της σχετικής προς τις αρχές του διεθνούς δικαίου που αφορούν τις φιλικές σχέσεις και τη συνεργασία μεταξύ των Κρατών, σύμφωνα με τον Καταστατικό Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, που υιοθετήθηκε ομόφωνα με την Απόφαση της Γενικής Συνελεύσεως του Ο.Η.Ε. 2625 (XXV) της 24ης Οκτωβρίου 1970 και που διακηρύσσει επισήμως την υποχρέωση των Κρατών να προωθούν την πραγματοποίηση της αρχής της ισότητας των δικαιωμάτων των λαών και του δικαιώματος αυτοδιαθέσεώς τους με σκοπό να τεθεί τέρμα χωρίς καθυστέρηση στην αποικιοκρατία.

15

Για τη Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Ρουμανίας:

Υπογράφουσα τις Τελικές Πράξεις της Διασκέψεως των Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI 1982) η Αντιπροσωπεία της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

1. Να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία σχετικά με τις οικονομικές συνέπειες οι οποίες θα μπορούσαν να προκύψουν από τις Τελικές Πράξεις της Διασκέψεως, ή από τις επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλα Κράτη Μέλη και χυρίως εκείνων που συνεπάγονται αύξηση της συμμετοχικής μερίδας στις δαπάνες της Ενώσεως.

2. Να διατυπώνει οποιαδήποτε δήλωση ή επιφύλαξη μέχρι την επικύρωση της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI 1982).

16

Για τη Δημοκρατία της Ρουάντα:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Ρουάντα στη Διάσκεψη επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για την προστασία των συμφερόντων της:

— εάν ορισμένα Μέλη δεν αναλάμβαναν το μερίδιό τους στις δαπάνες της Ενώσεως με συνέπεια την αύξηση του συμμετοχικού μεριδίου των άλλων χωρών Μελών

— εάν ορισμένα Μέλη δεν τηρούσαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI, 1982), των Παραρτημάτων αυτής ή των Πρωτοκόλλων των συνημμένων σ' αυτήν

— εάν οι διατυπούμενες επιφυλάξεις από άλλες διευθύνσεις παρεμποδίζουν τη σωστή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

17

Για την Ιταλία:

Η Αντιπροσωπεία της Ιταλίας δηλώνει ότι η Ιταλική Κυβέρνηση δεν μπορεί να αποδεχθεί καμμία οικονομική συνέπεια απορρέουσα από τις επιφυλάξεις που διατυπώθησαν από άλλες Κυβερνήσεις που μετέχουν στη Διάσκεψη των Πληρεξουσίων (NAÏROBI, 1982).

Επιφυλάσσει επίσης στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη παρέλειπαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI 1982), ή εάν οι διατυπούμενες επιφυλάξεις από άλλες χώρες παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της.

18

Για τη Δημοκρατία της Γουατεμάλα:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Γουατεμάλα στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων (NAÏROBI, 1982).

1. Επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία και επαρκή για την προστασία των συμφερόντων της, σε περίπτωση που άλλα Μέλη δεν θα τηρήσουν τις διατάξεις, της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI, 1982), των Παραρτημάτων αυτής ή των πρωτοκόλλων των συνημμένων σ' αυτήν, ή εάν οποιεσδήποτε επιφυλάξεις που διατυπώθησαν από άλλες χώρες παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

2. Επιφυλάσσει επιπλέον στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να διατυπώνει κάθε δήλωση ή επιφύλαξη μέχρις ότου επικυρώσει τη Σύμβαση (NAÏROBI, 1982).

19

Για τη Δημοκρατία της Κεντρικής Αφρικής:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Κεντρικής Αφρικής στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων (NAÏROBI, 1982) δηλώνει ότι η Κυβέρνησή της επιφυλάσσει σ' αυτήν το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένες χώρες Μέλη της Ενώσεως δεν τηρήσουν τις διατάξεις της παρούσας Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών ή διατυπώνονται κατά τρόπο αντικανονικό, επιφυλάξεις που θα είχαν σα συνέπεια την αύξηση των συμμετοχικών μεριδίων της χώρας της στις δαπάνες της Ενώσεως.

20

)Ο αριθμός αυτός δεν έχει χρησιμοποιηθεί).

21

Για το Μαλάουι:

Υπογράφουσα την παρούσα Σύμβαση, η Αντιπροσωπεία του Μαλάουϊ επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν καταβάλουν τις συμμετοχικές των μερίδες στις δαπάνες της Ενώσεως ή δεν τηρούσαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως, των Παραρτημάτων της ή των συνημμένων σ' αυτήν Πρωτοκόλλων, ή εάν οι επιφυλάξεις άλλων χωρών παρεμπόδιζαν τις τηλεπικοινωνιακές της υπηρεσίες.

22

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία του Μπαγκλαντές:

Η Αντιπροσωπεία της Λαϊκής Δημοκρατίας του Μπαγκλαντές επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της:

1. Εάν επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλες κυβερνήσεις χωρών Μελών της Ενώσεως επιφέρουν αύξηση του συμμετοχικού μεριδίου της στις δαπάνες της Ενώσεως.

2. Εάν ορισμένα Μέλη δεν τηρούσαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI, 1982), ή των Παραρτημάτων της ή Πρωτοκόλλων.

3. Εάν οι διατυπούμενες επιφυλάξεις από άλλες Κυβερνήσεις παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

23

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία του Κογκό:

1. Η Αντιπροσωπεία της Λαϊκής Δημοκρατίας του Κογκό, κατά την υπογραφή του Τελικού Πρωτοκόλλου της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI 1982), επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της, στην περίπτωση που ορισμένα Μέλη δεν συμμορφώνονται καθ' οιονδήποτε τρόπο προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI, 1982) ή αν οι επιφυλάξεις οι διατυπούμενες από άλλα Μέλη θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

2. Εξάλλου η Αντιπροσωπεία της Λαϊκής Δημοκρατίας του Κογκό επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να μην αποδεχθεί κανένα οικονομικό μέτρο που θα μπορούσε να προκαλέσει ενδεχόμενη αύξηση του συμμετοχικού του μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως.

24

Για τη Δημοκρατία του Ιράκ:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας του Ιράκ δηλώνει ότι η Κυβέρνησή της επιφυλάσσει σ' αυτήν το δικαίωμα να λαμβάνει κάθε μέτρο που θα κρίνει αναγκαίο για τη διαφύλαξη των συμφερόντων της, εάν ένα Μέλος δεν θα τηρούσε με οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), ή εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώθησαν από το μέλος αυτό παρεμπόδιζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών του Ιράκ ή οδηγούσαν σε μία αύξηση του συμμετοχικού μεριδίου του Ιράκ στις δαπάνες της Ενώσεως.

25

Για το Λίβανο:

Η Αντιπροσωπεία του Λιβάνου δηλώνει ότι η Κυβέρνησή της επιφυλάσσει σ' αυτή το δικαίωμα να λαμβάνει κάθε μέτρο που θα κρίνει αναγκαίο για τη διαφύλαξη των συμφερόντων της εάν κάποιο Μέλος

δεν θα τηρούσε με οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973 και NAIROBI 1982), ή εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώθηκαν από αυτό το Μέλος θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών του Λιβάνου ή θα οδηγούσαν σε μία αύξηση του συμμετοχικού μεριδίου του Λιβάνου στις δαπάνες της Ενώσεως.

26

Για την Αραβική Σοσιαλιστική Λαϊκή Δημοκρατία της Λιβύης:

Η Αντιπροσωπεία της Αραβικής Σοσιαλιστικής Λαϊκής Δημοκρατίας της Λιβύης επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να αποδεχθεί ή να αρνηθεί τις συνέπειες που απορρέουν απ' οποιαδήποτε επιφύλαξη που διατυπώνεται από άλλες χώρες και θα έχει σαν αποτέλεσμα να επιφέρει αύξηση της συμμετοχικής της μερίδας στις δαπάνες της Ενώσεως καθώς επίσης και να λαμβάνει όλα τα μέτρα τα οποία κρίνονται αναγκαία για τη διαφύλαξη των συμφερόντων της και των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της εάν ένα Μέλος θα παρέλειπε να συμμορφωθεί προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982) ή τους προσηρτημένους σ' αυτήν Κανονισμούς.

27

Για την Κόστα Ρίκα:

Η Αντιπροσωπεία της Κόστα Ρίκα επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

1. Να μην αποδεχθεί οικονομικά μέτρα τα οποία ενδεχομένως θα οδηγούσαν σε μία αύξηση της εισφοράς της στην Ένωση.

2. Να λάβει όλα τα μέτρα τα οποία κρίνει αναγκαία για την προστασία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών, εάν άλλα Μέλη της Ενώσεως δεν θα τηρούσαν τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982).

3. Να διατυπώνει οποιεσδήποτε επιφυλάξεις κρίνει κατάλληλες σχετικά με οποιοδήποτε κείμενο που περιλαμβάνεται στη Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) και το οποίο μπορεί άμεσα ή έμμεσα να επηρεάζει την κυριαρχία της.

28

Για το Κράτος του Ισραήλ:

Η Αντιπροσωπεία του Κράτους του Ισραήλ εν ονόματι της Κυβερνήσεώς της επαναλαμβάνουσα τον Αριθ. XCIX του Τελικού Πρωτοκόλλου της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών, MALAGA - TORREMOLINOS, 1973, δηλώνει ότι τα μέρη τα οποία αναφέρονται στο Ισραήλ στην Απόφαση Αριθ. 74 βασίζονται σε ψευδείς ισχυρισμούς. Αναφέρονται σε πραγματικούς και νομικούς προσδιορισμούς οι οποίοι δεν βασίζονται ούτε σε γεγονότα ούτε στον νόμο. Δεν εξυπηρετούν τους πραγματικούς στόχους και σκοπούς της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών και απορρίπτονται από το Ισραήλ.

29

Για τη Δημοκρατία της Ινδονησίας:

1. Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Ινδονησίας επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

α) Να λαμβάνει όλα τα μέτρα τα οποία κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν Μέλη δεν θα τηρούσαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών του 1982 ή εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλες χώρες θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

β) Να λαμβάνει οποιαδήποτε άλλα μέτρα σύμφωνα με το Σύνταγμα και τους Νόμους της Δημοκρατίας της Ινδονησίας.

2. Η Αντιπροσωπεία της Ινδονησίας, εν ονόματι της Κυβερνήσεως της Δημοκρατίας της Ινδονησίας, δηλώνει ότι δεν θεωρεί ότι δεσμεύεται από τις διατάξεις του Άρθρου 50, παρ. 2, της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών, NAÏROBI, 1982.

30

Για την Ομοσπονδιακή Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Γιουγκοσλαβίας:

Η Αντιπροσωπεία της Ομοσπονδιακής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

1. Να λάβει όλα τα αναγκαία μέτρα τα οποία κρίνονται αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων των τηλεπικοινωνιών της εάν ορισμένα Μέλη δεν τηρήσουν τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως, ή εάν επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλες χώρες θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

2. Να λάβει όλα τα μέτρα τα οποία θα έκρινε αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν συμμετάσχουν στις δαπάνες της Ενώσεως, ή εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλες χώρες θα προκαλούσαν ενδεχομένως αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως.

31

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία του Μπενίν:

Η Αντιπροσωπεία της Λαϊκής Δημοκρατίας του Μπενίν στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λάβει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν τηρήσουν τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) ή εάν οι επιφυλάξεις άλλων Μελών παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών ή προκαλούν αύξηση της εισφοράς της στις δαπάνες της Ενώσεως.

32

Για τη Δημοκρατία του Τόγκο:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας του Τόγκο επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λάβει όλα τα μέτρα που θα κρίνει κατάλληλα εάν μία χώρα δεν θα τηρούσε τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως ή εάν οι επιφυλάξεις οι οποίες διατυπώθησαν από ορισμένα μέλη κατά τη διάρκεια της Διασκέψεως (NAÏROBI, 1982) ή κατά την υπογραφή ή την προσχώρηση θα επέφεραν επιβλαβείς καταστάσεις στις Τηλεπικοινωνιακές της υπηρεσίες ή μία πολύ σημαντική αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως.

33

Για την Ανατολική Δημοκρατία της Ουρουγουάης:

Η Αντιπροσωπεία της Ανατολικής Δημοκρατίας της Ουρουγουάης δηλώνει εξ ονόματος της Κυβερνήσεώς της, ότι επιφυλάσσει σ' αυτήν το δικαίωμα να λάβει τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν θα τηρήσουν τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAÏROBI, 1982), ή των Παραρτημάτων ή Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτή, ή εάν οι επιφυλάξεις άλλων χωρών θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

34

Για τη Δημοκρατία του Αφγανισταν:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας του Αφγανιστάν στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

1. Να λάβει όλα τα μέτρα που κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ένα Μέλος δεν θα τηρήσει με οποιοδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), ή των Παραρτημάτων και πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτήν ή ακόμη εάν οι συνέπειες κάθε επιφύλαξης που διατυπώνεται από άλλη χώρα βλάπτουν τα συμφέροντά της και ειδικότερα παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

2. Να μη αποδεχθεί οικονομικά μέτρα που θα οδηγούσαν σε αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως.

3. Να διατυπώσει κάθε επιφύλαξη ή δήλωση προτού να επικυρώσει τη Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982).

35

Για το Κράτος του Κουβέϊτ και το Κράτος του Κατάρ:

Οι Αντιπροσωπείες του Κράτους του Κουβέϊτ και του Κράτους του Κατάρ δηλώνουν ότι οι Κυβερνήσεις τους επιφυλάσσουν το δικαίωμα σ' αυτές να λάβουν όλα τα μέτρα τα οποία κρίνουν αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων τους εάν ένα Μέλος της Ενώσεως δεν τηρήσει, καθ' οποιονδήποτε τρόπο, τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, Κένυα, 1982) ή εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώθηκαν παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών τους υπηρεσιών, ή επέφεραν αύξηση της εισφοράς του Κουβέϊτ και του Κατάρ στις δαπάνες της Ενώσεως.

36

Για το Βασίλειο του Λεζότο:

Η Αντιπροσωπεία του Λεζότο δηλώνει εξ ονόματος της Κυβερνήσεώς της:

1. Ότι δεν αποδέχεται καμιά συνέπεια απορρέουσα από επιφυλάξεις που διατυπώνονται από οποιαδήποτε χώρα και επιφυλάσσει στην κυβέρνησή της το δικαίωμα να λάβει μέτρο που θα κρίνει αναγκαίο.

2. Ότι επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λάβει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν άλλες χώρες δεν τηρούσαν τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως (NAIROBI, 1982) ή των Παραρτημάτων ή Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτήν ή εάν οι επιφυλάξεις άλλων χωρών θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

37

Για τη δημοκρατία του Αφγανιστάν, τη Λαϊκή Δημοκρατία της Αλγερίας, το Βασίλειο της Σαουδικής Αραβίας, τη Λαϊκή Δημοκρατία του Μπαγκλαντές, την Ισλαμική Δημοκρατία του Ιράν, τη Δημοκρατία του Ιράκ, το Χασεμιτικό Βασίλειο της Ιορδανίας, το Κράτος του Κουβέϊτ, τον Λίβανο, την Αραβική Σοσιαλιστική Λαϊκή Δημοκρατία της Λιβύης, τη Δημοκρατία των Μαλντίβων, το Βασίλειο του Μαρόκου, την Ισλαμική Δημοκρατία της Μαυριτανίας, το Σουλτανάτο του Ομάν, την Ισλαμική Δημοκρατία του Πακιστάν, το Κράτος του Κατάρ, την Αραβική Δημοκρατία της Συρίας, τη Δημοκρατία της Σομαλίας, τη Δημοκρατία του Σουδάν, την Τυνησία, την Αραβική Δημοκρατία της Υεμένης, τη Λαϊκή Δημοκρατία της Υεμένης:

Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων (NAIROBI, 1982) δηλώνουν ότι η υπογραφή εκ μέρους των της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), ως και η ενδεχόμενη επικύρωση αυτής της Πράξεως από τις αντίστοιχες Κυβερνήσεις των δεν ισχύουν όσον αφορά τη Σιωνιστική οντότητα την εγγεγραμμένη στο Παράρτημα 1 της Συμβάσεως με την ονομασία Ισραήλ και κατ' ουδένα τρόπο συνεπάγονται την αναγνώρισή του.

38

Για τη Δημοκρατία της Σιγκαπούρης:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Σιγκαπούρης επιφυλάσσει στην Κυβέρνησής της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ένα μέλος της Ενώσεως παραλείψει καθ' οποιονδήποτε τρόπο, τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τη Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), ή των Παραρτημάτων και Πρωτοκόλλων, που είναι συνημμένα σ' αυτή, ή εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώνονται από μία χώρα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών ή επιφέρουν αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως.

39

Για τη Δημοκρατία της Κορέας:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Κορέας, επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λάβει όλα τα αναγκαία μέτρα που κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ένα Μέλος της Ενώσεως δεν συμμετέχει στις δαπάνες της Ενώσεως ή εάν δεν τηρήσει τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως, ή των Παραρτημάτων, Πρωτοκόλλων και Κανονισμών που είναι συνημμένα σ' αυτήν ή εάν επιφυλάξεις άλλων χωρών παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

40

Για τη Δημοκρατία της Σενεγάλης:

Κατά την υπογραφή της παρούσας Συμβάσεως, η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Σενεγάλης δηλώνει, εξ ονόματος της Κυβερνήσεώς της, ότι δεν αποδέχεται καμιά συνέπεια από επιφυλάξεις άλλων Κυβερνήσεων, που έχουν σαν συνέπεια την αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως.

Εξ άλλου η Δημοκρατία της Σενεγάλης επιφυλάσσει σ' αυτή το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα τα μέτρα που θα κρίνει χρήσιμα για την διαφύλαξη των συμφερόντων της σε περίπτωση που ορισμένα Μέλη δεν θα τηρήσουν τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), των Παραρτημάτων ή Πρωτοκόλλων, που είναι συνημμένα σ' αυτήν ή εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλες χώρες τείνουν να παρεμποδίσουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

41

Για τη Δημοκρατία του Μπουρούντι:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας του Μπουρούντι επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

1. Να λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν θα τηρήσουν, καθ' οποιονδήποτε τρόπο, τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), των Παραρτημάτων της ή των Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτήν.

2. Να αποδέχεται ή όχι κάθε μέτρο που θα οδηγούσε σε αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου.

42

Για την Γκάνα:

Η Αντιπροσωπεία της Γκάνα επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση εάν η μη τήρηση της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), των παραρτημάτων και πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτήν ή οι επιφυλάξεις άλλων χωρών παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

43

Για τη Δημοκρατία της Μαδαγασκάρης:

Η Αντιπροσωπεία της Μαδαγασκάρης επιφυλάσσει στη Κυβερνήσή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει χρήσιμα για την προστασία των συμφερόντων της εάν τα Μέλη της Ενώσεως δεν θα τηρήσουν καθ' οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) ή εάν επιφυλάξεις που διατυπώθηκαν από άλλες χώρες παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

Επιφυλάσσει επίσης στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να μην απο-

δέχεται οικονομικές συνέπειες που απορρέουν από επιφυλάξεις άλλων Κυβερνήσεων που συμμετέχουν στην παρούσα Διάσκεψη.

44

Για την Ισλαμική Δημοκρατία του Πακιστάν:

Η Αντιπροσωπεία της Κυβερνήσεως του Πακιστάν στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) επιφυλάσσει σ' αυτή το δικαίωμα αν αποδέχεται ή όχι τις επιπτώσεις που θα προκαλούσε ή μη τήρηση από κάθε άλλο Μέλος της Ενώσεως, των διατάξεων της Συμβάσεως (1982) ή των προσαρτημένων σ' αυτήν Κανονισμών.

45

Για την Ηνωμένη Δημοκρατία του Καμερούν:

Η Αντιπροσωπεία της Ηνωμένης Δημοκρατίας του Καμερούν στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) δηλώνει ότι η Κυβέρνησή της επιφυλάσσει σ' αυτή το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα για τη διαφύλαξη των συμφερόντων της εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλες αντιπροσωπείες ή η μη τήρηση της παρούσας Συμβάσεως τείνουν να παρεμποδίσουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

Επιπλέον, η Κυβέρνηση της Ηνωμένης Δημοκρατίας του Καμερούν δεν αποδέχεται χαμιά συνέπεια απορρέουσα από επιφυλάξεις άλλων αντιπροσωπειών στην παρούσα Σύμβαση που θα [illegible] αποτέλεσμα την αύξηση της εισφοράς της στις δαπάνες της Ενώσεως.

46

Για την Τουρκία:

Η Αντιπροσωπεία της Κυβερνήσεως της Τουρκίας στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλα Μέλη της Ενώσεως οδηγούσαν σε μία αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως.

Επιπλέον, επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να προβαίνει σε αναλογική μείωση της εισφοράς της Τουρκίας σε οποιαδήποτε κατηγορία ή υποκατηγορία δαπανών του προϋπολογισμού, εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλα μέρη θα είχαν σαν αποτέλεσμα τη μη πληρωμή από τα μέρη αυτά των οφειλομένων συμμετοχικών μεριδίων της κατηγορίας ή υποκατηγορίας αυτής.

47

Για την Αραβική Δημοκρατία της Συρίας:

Η Αντιπροσωπεία της Αραβικής Δημοκρατίας της Συρίας δηλώνει ότι η Κυβέρνησή της επιφυλάσσει σ' αυτή το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της, εάν ένα Μέλος θα παρέλειπε, καθ' οποιονδήποτε τρόπο να συμμορφωθεί προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπ/νιών (NAIROBI, 1982) ή εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώνονται από ένα Μέλος θα παρεμπόδιζαν τις τηλ/κές υπηρεσίες ή θα οδηγούσαν σε αύξηση του συμμετοχικού μεριδίου της Αραβικής Δημοκρατίας της Συρίας στις δαπάνες της Ενώσεως.

48

Για τη Σοσιαλιστική Δημοκρατία του Βιετ Νάμ:

Η Αντιπροσωπεία της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας του Βιετ Νάμ στη Διάσκεψη των Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) δηλώνει εξ ονόματος της Κυβερνήσεώς της τα ακόλουθα:

1. Διαβεβαιώνει για μία ακόμη φορά τη θέση της Κυβερνήσεως της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας του Βιετ Νάμ όπως διατυπώθηκε στη δήλωση της 7ης Αυγούστου 1979 από τον Υπουργό της των Εξωτερικών, δηλαδή ότι τα αρχιπελάγη HOANG Sa (PARACEL S)και TRUONG Sa (SPRATLY ήSPRATLEY) αποτελούν αναπόσπαστα μέρη του εδάφους της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας του Βιετ Νάμ.

Συνεπώς η Κυβέρνηση του Βιετ Νάμ, δεν μπορεί να αποδεχθεί τις τροποποιήσεις εχχώρησης συχνοτήτων και της οριοθετήσεως των υποδιαιρέσεων των ζωνών 6D, 6F και 6G όπως περιέχονται στις Τελικές Πράξεις (ADD 27/132A) της Παγκόσμιας Διοικητικής Διασκέψεως Ραδιοεπικοινωνιών για τις Κινητές Αεροναυτικές Υπηρεσίες (GENOVA, 1978).

Δεδομένου ότι οι διατάξεις αυτές επηρεάζουν τις αεροναυτικές τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες του Βιετ Νάμ και εκείνες ορισμένων άλλων χωρών της Περιοχής, θα πρέπει να αναθεωρηθούν από τις προσεχείς παγκόσμιες Διοικητικές Διασκέψεις Ραδιοεπικοινωνιών για τις κινητές υπηρεσίες.

2. Επιπλέον επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να μην αποδεχθεί χαμιά άλλη διάταξη του Κανονισμού Ραδιοεπικοινωνιών που θα ήταν δυνατόν να παρενοχλούν τις τηλεπικοινωνιακές της υπηρεσίες κια να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της και των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

49

Για τη Δημοκρατία της Γκαμπόν:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Γκαμπόν επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

1. Να λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν τηρήσουν καθ' οιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) ή εάν οι επιφυλάξεις άλλων Μελών παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

2. Να αποδέχεται ή όχι τις οικονομικές συνέπειες που ενδεχομένως θα απορρέουν από τις επιφυλάξεις αυτές.

50

Για τη Δημοκρατία της Ακτής του Ελεφαντοστού:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Ακτής του Ελεφαντοστού, δηλώνει ότι επιφυλάσσει για την Κυβέρνησή της το δικαίωμα να αποδέχεται ή να αρνείται τις συνέπειες των επιφυλάξεων που διατυπώνονται στην παρούσα Σύμβαση (NAIROBI, 1982) από άλλες Κυβερνήσεις και που θα μπορούσαν να οδηγήσουν σε μια αύξηση της συμμετρικής της μερίδας στις δαπάνες της Ενώσεως ή θα παρεμπόδιζαν τις τηλεπικοινωνιακές της υπηρεσίες.

51

(Ο αριθμός αυτός δεν έχει χρησιμοποιηθεί)

52

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Βουλγαρίας:

Κατά την υπογραφή της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών, η Λαϊκή Δημοκρατία της Βουλγαρίας δηλώνει ότι επιφυλάσσει σ' αυτήν το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα για την προστασία των συμφερόντων της, σε περίπτωση που άλλα Κράτη δεν θα τηρήσουν τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών ή εάν άλλες πράξεις θα προσέβαλαν τα κυριαρχικά της δικαιώματα.

53

Για την Πορτογαλλία:

Η Αντιπροσωπεία της Πορτογαλλίας δηλώνει εξ ονόματος της Κυβερνήσεώς της ότι δεν αποδέχεται χαμιά συνέπεια απορρέουσα από επιφυλάξεις άλλων Κυβερνήσεων που θα μπορούσαν να οδηγήσουν σε μία αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως. Δηλώνει επίσης ότι επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση που ορισμένα μέλη δεν θα συμμετείχαν στις δαπάνες της Ενώσεως ή θα παρέλειπαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο να συμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) των Παραρτημάτων της ή Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτήν ή ακόμη εάν επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλες χώρες παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

54

Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Βραζιλίας:

Κατά την υπογραφή αυτών των Τελικών Πράξεων, που θα πρέπει να επικυρωθούν από το Εθνικό της Κογκρέσσο, η Αντιπροσωπεία της Βραζιλίας επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για τη προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση που άλλα Μέλη θα παρέλειπαν να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) ή των Παραρτημάτων της και των συνημμένων Πρωτοκόλλων, ή ακόμη εάν οι επιφυλάξεις άλλων Μελών θα επέφεραν αύξηση της εισφοράς της Βραζιλίας στις δαπάνες της Ενώσεως ή τέλος οι επιφυλάξεις άλλων μελών θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

55

Για τη Δημοκρατία της Σομαλίας:

Η Αντιπροσωπεία της Σομαλίας δηλώνει ότι η Κυβέρνησή της δεν μπορεί να αποδεχθεί οποιεσδήποτε οικονομικές συνέπειες που θα μπορούσαν να προκύψουν εξ αιτίας διατυπουμένων επιφυλάξεων από άλλες κυβερνήσεις που συμμετέχουν στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων (NAIROBI, 1982).

Επιφυλάσσει επίσης στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για τη διαφύλαξη των συμφερόντων της σε περίπτωση που ορισμένα Μέλη δεν θα τηρούσαν καθ' οποιονδήποτε τρόπον τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) ή εάν επιφυλάξεις άλλων χωρών θα παρεμπόδιζαν τις τηλεπικοινωνιακές τους υπηρεσίες.

56

Εξ ονόματος της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας:

Η Αντιπροσωπεία της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας επίσημα δηλώνει αναφορικά με το Άρθρο 83 της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) ότι διατηρεί τις επιφυλάξεις που διατυπώθησαν εξ ονόματος της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας κατά την υπογραφή των Κανονισμών που αναφέρονται στο εν λόγω άρθρο.

57

Εξ ονόματος της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας:

Η Αντιπροσωπεία της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν θα συμμετείχαν στις δαπάνες της Ενώσεως, ή δεν θα τηρούσαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Συμβάσεως, των Παραρτημάτων της ή Πρωτοκόλλων, που είναι συνημμένα σ' αυτήν ή εάν οι διατυπούμενες επιφυλάξεις από άλλες χώρες πιθανώς θα επέφεραν αύξηση της εισφοράς στις δαπάνες της Ενώσεως ή θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών. Επιπλέον, η Αντιπροσωπεία της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας διατυπώνει για λόγους προνοίας, επιφύλαξη εναντίον κάθε τροποποίησης του Άρθρου 4 της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπ/νιών που θα είχε αποτέλεσμα να περιληφθεί στη Σύμβαση η τεχνική συνεργασία σαν σκοπός της Ενώσεως επιφυλάσσει επίσης στην Κυβέρνηση της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα σε περίπτωση που ο τακτικός προϋπολογισμός της Ενώσεως θα επιβαρυνθεί με δαπάνες σχετικές με την τεχνική συνεργασία.

58

Για τη Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Τσεχοσλοβακίας:

Η Αντιπροσωπεία της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Τσεχοσλοβακίας δηλώνει εξ ονόματος της Κυβερνήσεώς της ότι, κατά την υπογραφή της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) αφήνει ανοικτό το θέμα της αποδοχής του Κανονισμού Ραδιοεπικοινωνιών (GENOVA, 1979).

59

Για τη Χιλή:

Η Αντιπροσωπεία της Χιλής επιθυμεί να επισημάνει ότι σε κάθε περίπτωση που στη Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών, στα Παραρτήματα και στους Κανονισμούς της ή σε οποιασδήποτε φύσεως έγγραφα εμφανίζονται μνείες ή αναφορές στα «Ανταρκτικά εδάφη» σαν εξαρτώμενα απ' οποιοδήποτε Κράτος, οι μνείες η αναφορές αυτές δεν ισχύουν και δεν μπορούν να ισχύουν για την Χιλιανή Ανταρκτική Περιοχή, που περιλαμβάνεται μεταξύ 53° και 90° μήκους δυτικά και η οποία αποτελεί αναπόσπαστο τμήμα του εθνικού εδάφους της Δημοκρατίας της Χιλής και επί της οποίας η Δημοκρατία αυτή έχει απαράγραπτα δικαιώματα και ασκεί κυριαρχία. Υπό το φως των προαναφερθέντων, η Κυβέρνηση της Χιλής επιφυλάσσει σ' αυτή το δικαίωμα, σε περίπτωση που άλλα Κράτη θα καταπατούσαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο το σύνολο ή μέρος του εδάφους που περιγράφεται ανωτέρω, να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της διά της επικλήσεως των διατάξεων της παρούσας Συμβάσεως και των Παραρτημάτων της ή των Πρωτοκόλλων της ή και των αναφερομένων σ' αυτά Κανονισμών.

60

Για τη Χιλή:

Η Αντιπροσωπεία της Χιλής στη Διάσκεψη των Πληρεξουσίων επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα, να διατυπώνει τις επιφυλάξεις που θα κρίνει αναγκαίες ως προς τα κείμενα τα περιλαμβανόμενα στην Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) στα Παραρτήματα, Πρωτόκολλα αυτής ή στους Κανονισμούς, και τα οποία θα μπορούσαν άμεσα ή έμμεσα να επηρεάσουν τη λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών ή να βλάψουν την κυριαρχία της.

Επιφυλάσσει επίσης σ' αυτή το δικαίωμα να προστατεύει τα συμφέροντά της εάν επιφυλάξεις διατυπούμενες από άλλες Κυβερνήσεις θα οδηγούσαν σε μία αύξηση της εισφοράς στις δαπάνες της Ενώσεως.

61

Για την Δημοκρατία του Νίγηρα:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας του Νίγηρα στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

1. Να λαμβάνει τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση που ορισμένα Μέλη της Ενώσεως θα παρέλειπαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Συμβάσεως ή τους Κανονισμούς, ή ακόμη εάν επιφυλάξεις που διατυπώνονται από τα Μέλη αυτά θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών του Νίγηρα.

2. Να αποδέχεται ή να αρνείται τις συνέπειες επιφυλάξεων που θα μπορούσαν να οδηγήσουν σε αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως.

62

Για την Ελλάδα:

Κατά την υπογραφή της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Ελλάδας στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) δηλώνει επίσημα ότι επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα σύμφωνα με το Σύνταγμα, τη νομοθεσία και τις διεθνείς υποχρεώσεις της Δημοκρατίας της Ελλάδας, που θα θεωρήσει ή θα κρίνει αναγκαία ή χρήσιμα για την προστασία και διασφάλιση των εθνικών δικαιωμάτων της και συμφερόντων της, σε περίπτωση που Κράτη Μέλη της Ενώσεως θα παρέλειπαν καθ' οιονδήποτε τρόπον να σεβαστούν τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως και των Παραρτημάτων της, ή Πρωτοκόλλων και Κανονισμών που είναι συνημμένοι σ' αυτήν ή να συμμορφωθούν προς αυτές ή ακόμη σε περίπτωση που δεν θα αναλάμβαναν το μεριδιό τους στις δαπάνες της Ενώσεως.

Επιφυλάσσει επίσης το δικαίωμα στη Κυβέρνησή της να μην αποδεχθεί καμιά συνέπεια όλων των επιφυλάξεων που διατυπώνονται από άλλα συμβαλλόμενα μέρη οι οποίες μεταξύ άλλων, θα οδηγούσαν σε μία αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της

Ενώσεως, ή ακόμη εάν οι επιφυλάξεις αυτές θα παρεμπόδιζαν την καλή και αποδοτική λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της Δημοκρατίας της Ελλάδας.

63

Για την Παπούα Νέα Γουϊνέα:

Η Αντιπροσωπεία της Παπούα Νέας Γουϊνέας επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν συμμετείχαν στις δαπάνες της Ενώσεως ή παρέλειπαν, καθ' οποιονδήποτε τρόπο, τις υποχρεώσεις που απορρέουν από την Διεθνή σύμβαση Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) ή τα Παραρτήματα και τα Πρωτόκολλα που είναι συνημμένα ή ακόμη εάν επιφυλάξεις που διατυπώθηκαν από άλλες χώρες παρεμπόδιζαν, την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της Παπούα Νέας Γουϊνέας.

64

Για την Ηνωμένη Δημοκρατία της Τανζανίας:

Η Αντιπροσωπεία της Ηνωμένης Δημοκρατίας της Τανζανίας επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση που Μέλη δεν θα τηρούσαν, καθ' οποιονδήποτε τρόπο, τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), ή εάν οι διατυπούμενες από άλλες χώρες επιφυλάξεις παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών ή οδηγούσαν σε μία αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως.

65

Για την Γουϊάνα:

Η Αντιπροσωπεία της Γουϊάνας επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της στην περίπτωση που ορισμένα Μέλη δεν τηρούσαν, καθ' οποιονδήποτε τρόπο, τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), ή εάν οι επιφυλάξεις και οι ενέργειες άλλων χωρών παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών ή οδηγούσαν σε μια αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως.

66

Για τη Δημοκρατία της Άνω Βόλτα:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Άνω Βόλτα, στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

1. Να μη αποδέχεται οποιαδήποτε οικονομικά μέτρα που θα μπορούσαν να αυξήσουν τη συμμετοχή της μερίδα στις δαπάνες της Ενώσεως.

2. Να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για τη διαφύλαξη των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν θα τηρήσουν τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) ή των Παραρτημάτων, Κανονισμών και Πρωτοκόλλων αυτής, ή ακόμη εάν οι επιφυλάξεις άλλων Κρατών Μελών θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

67

Για τη Δημοκρατία της Ινδίας:

1. Κατά την υπογραφή των Τελικών Πράξεων της Διασκέψεως Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Ινδίας δεν αποδέχεται καμιά οικονομική συνέπεια για την Κυβέρνησή της απορρέουσα από επιφυλάξεις που θα μπορούσαν να διατυπωθούν από οποιοδήποτε Μέλος ως προς τα οικονομικά της Ενώσεως.

2. Επιπλέον η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Ινδίας επιφυλάσσει για την Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει τα κατάλληλα μέτρα, εάν χρειασθεί, για την εξασφάλιση της καλής λειτουργίας της Ενώσεως και των μονίμων οργάνων της καθώς και για την εφαρμογή των Βασικών Διατάξεων του Γενικού Κανονισμού και των Διοικητικών Κανονισμών που είναι προσηρτημένοι στη Σύμβαση εάν οποιαδήποτε χώρα διατυπώσει επιφυλάξεις ή και δεν αποδεχθεί τις διατάξεις της Συμβάσεως.

68

Για την Ιαμαϊκή:

Η Αντιπροσωπεία της Ιαμαϊκής επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση που ορισμένα Μέλη θα παρέλειπαν καθ' οποιονδήποτε τρόπον να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) των Παραρτημάτων της ή των Πρωτοκόλλων, που είναι συνημμένα σ' αυτά ή εάν επιφυλάξεις άλλων χωρών θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της Ιαμαϊκής, ή θα οδηγούσαν σε μία αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στις δαπάνες της Ενώσεως.

69

Για την Κούβα:

Κατά την υπογραφήν των Τελικών Πράξεων της παρούσας Διασκέψεως Πληρεξουσίων, η Διεύθυνση της Δημοκρατίας της Κούβας επιθυμεί να καταστήσει σαφές ότι έναντι των δηλώσεων με τις οποίες η Κυβέρνηση των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής εγνώρισε την πρόθεσή της να εκπέμπει προς την Κούβα προγράμματα ραδιοφωνίας για σκοπούς ανατρεπτικούς και αποσταθεροποιήσεως, δηλώσεις που είναι αντίθετοι προς τις διατάξεις της Συμβάσεως της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών, επιφυλάσσει σ' αυτή το δικαίωμα να χρησιμοποιεί, οποτεδήποτε αυτό κρίνεται αναγκαίο, τα μέσα τα οποία διαθέτει και να εφαρμόζει όλα τα μέτρα που θα κρίνει σκόπιμα για την επιφύλαξη της καλύτερης δυνατής λειτουργίας των ραδιοφωνικών της υπηρεσιών.

70

Για τις Ηνωμένες Πολιτείες Αμερικής:

Οι Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής έντονα ενοχλημένες από την εξέλιξη των συζητήσεων της Διάσκεψης Πληρεξουσίων 1982 της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών, επιφυλάσσουν το δικαίωμα να διατυπώσουν όλες τις κατάλληλες ειδικές επιφυλάξεις και δηλώσεις πριν από την επικύρωση της Συμβάσεως της διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών. Γενική ανησυχία των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής δικαιολογείται από τη λυπηρή απουσία σ' όλους τους τομείς της Ενώσεως ενός ρεαλιστικού οικονομικού προγραμματισμού με την πολιτικοποίηση της Ενώσεως και την επιβληθείσα υποχρέωση σ' αυτή να προσφέρει τεχνική συνεργασία και βοήθεια που θα εξασφαλίζοντο καλύτερα με το πρόγραμμα των Ηνωμένων Εθνών για την ανάπτυξη και του Ιδιωτικού τομέα. Η δήλωση αυτή είναι αναγκαστικά γενικού χαρακτήρος λόγω της ανικανότητος στην οποία βρίσκεται η Διάσκεψη να ολοκληρώσει το βασικό της έργο μέχρι το χρόνο που απαιτείται για την υποβολή επιφυλάξεων.

71

Για την Νέα Ζηλανδία:

Η Αντιπροσωπεία της Νέας Ζηλανδίας επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση που ορισμένα Μέλη δεν θα συμμετείχαν στις δαπάνες της Ενώσεως ή θα παρέλειπαν καθ' οποιονδήποτε τρόπο να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI,1982), των Παραρτημάτων της ή Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτά, ή ακόμη εάν επιφυλάξεις άλλων χωρών θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της Νέας Ζηλανδίας.

72

Για το Βασίλειο των Τόνγκα:

Η Αντιπροσωπεία της Νέας Ζηλανδίας, εξ ονόματος της Κυβερνήσεως του Βασιλείου των Τόνγκα, επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή αυτή το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για

την συμμετοχή στις δαπάνες της Ενώσεως, ή θα παρέλειπαν, με οποιονδήποτε τρόπο, να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), των Παραρτημάτων της ή Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτά ή ακόμη εάν οι επιφυλάξεις άλλων χωρών θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών του Βασιλείου των Τόνγκα.

73

Για την Λαϊκή Δημοκρατία της Βουλγαρίας, τη Λαϊκή Δημοκρατία της Ουγγαρίας, τη Λαϊκή Δημοκρατία της Μογγολίας, τη Λαϊκή Δημοκρατία της Πολωνίας, τη Δημοκρατία της Γερμανίας και τη Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Τσεχοσλοβακίας:

Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών επιφυλάσσουν στις αντίστοιχες Κυβερνήσεις τους το δικαίωμα να μην αποδέχονται κανένα οικονομικό μέτρο που θα μπορούσε να οδηγήσει σε μία αδικαιολόγητη αύξηση των συμμετοχικών τους μεριδίων στις δαπάνες της Ενώσεως, ως και το δικαίωμα να λαμβάνουν όλα τα μέτρα που θα κρίνουν αναγκαία για την διαφύλαξη των συμφερόντων τους.

Επιπλέον, επιφυλάσσουν σ' αυτές το δικαίωμα να διατυπώσουν οποιαδήποτε δήλωση ή επιφύλαξη κατά την επικύρωση της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982).

74

Για τη Δημοκρατία της Κένυα:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Κένυα διά της παρούσας δηλώνει, εξ ονόματος της Κυβερνήσεως και σύμφωνα με τις εξουσίες που παρέχονται σ' αυτή:

1. Ότι επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για τη διαφύλαξη και προστασία των συμφερόντων της εάν ένα οποιοδήποτε μέλος δεν θα τηρήσει όπως επιβάλλεται τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982)

2. Ότι η Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Κένυα δεν αποδέχεται ευθύνες για συνέπειες που θα προκύψουν από επιφυλάξεις Μελών της Ενώσεως.

75

(Ο αριθμός αυτός δεν έχει χρησιμοποιηθεί)

76

Για το Μεξικό:

Η Αντιπροσωπεία του Μεξικού δηλώνει ότι η Κυβέρνησή της επιφυλάσσει σ' αυτή το δικαίωμα να λαμβάνει τα μέτρα που κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν άλλα Μέλη δεν τηρήσουν με οποιονδήποτε τρόπον τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), ή εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώνονται από Μέλη παρεμποδίζουν τις τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες του Μεξικού ή θα οδηγήσουν σε αύξηση της συμμετοχικής του μερίδας, στις δαπάνες της Ενώσεως.

77

Για τη Νικαράγουα:

Κατά την υπογραφή της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Νικαράγουα επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώνονται από άλλες Κυβερνήσεις θα οδηγούσαν σε μία αύξηση της συμμετοχικής της μερίδας στις δαπάνες της Ενώσεως ή θα παρεμπόδιζαν τις τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες της Νικαράγουα.

78

Για τη Δημοκρατία της Κολομβίας:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Κολομβίας επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία, σύμφωνα με την εθνική της νομοθεσία και το διεθνές δίκαιο, για τη διαφύλαξη των συμφερόντων της, σε περίπτωση που επιφυλάξεις από αντιπροσώπους άλλων χωρών θα παρεμπόδιζαν τις τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες της Κολομβίας ή την πλήρη άσκηση των κυριαρχικών της δικαιωμάτων, ως και σε περίπτωση που η εφαρμογή ή ερμηνεία οποιασδήποτε διατάξεως της Συμβάσεως θα επέβαλε αυτά τα αναγκαία μέτρα.

79

Για τη Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Λευκορωσίας, τη Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Ουκρανίας και την Ένωση Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών:

Κατά την υπογραφή της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών, η Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Λευκορωσίας, η Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Ουκρανίας και η Ένωση Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών δηλώνουν ότι επιφυλάσσουν σ' αυτές το δικαίωμα να λαμβάνουν όλα τα μέτρα που θα κρίνουν αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων τους, σε περίπτωση που άλλα Κράτη θα παρέλειπαν να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών, ή θα ελάμβαναν άλλα μέτρα που θα προσέβαλλαν την κυριαρχία της Ε.Σ.Σ.Δ.

Η Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Λευκορωσίας, η Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Ουκρανίας και η Ένωση Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών θεωρούν παράνομη και δεν αναγνωρίζουν την υπογραφή της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982) από την Αντιπροσωπεία της Χιλής.

Οι Αντιπροσωπείες της Σοβιετικής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Λευκορωσίας, της Σοβιετικής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ουκρανίας και της Ένωσης Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών επιφυλάσσουν στις Κυβερνήσεις τους το δικαίωμα να μην αποδέχονται καμιά απόφαση οικονομικής φύσεως που θα οδηγούσε σε αδικαιολόγητη αύξηση των ετησίων εισφορών τους και που θα προερχόταν ιδιαίτερα από τροποποιήσεις που έγιναν στον Αριθ. 107, Άρθρο 15, της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) από την Διάσκεψη Πληρεξουσιών.

80

Για τον Ισημερινό:

Η αντιπροσωπεία του Ισημερινού δηλώνει εξ ονόματος της Κυβερνήσεώς της ότι θα προσπαθήσει όσο τούτο είναι δυνατόν, να τηρεί τις διατάξεις της Συμβάσεως που εγκρίθηκε από την παρούσα Διάσκεψη (NAIROBI, 1982) και επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

α) Να υιοθετεί όλα τα αναγκαία μέτρα για την προστασία των φυσικών πηγών της, των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών και άλλων συμφερόντων της, σε περίπτωση που θα εθίγοντο συνεπεία μη εφαρμογής των διατάξεων της εν λόγω Συμβάσεως και των Παραρτημάτων της, ή από επιφυλάξεις άλλων χωρών Μελών της Ενώσεως και

β) Να λαμβάνει οποιαδήποτε άλλη απόφαση σύμφωνα με τη νομοθεσία της και με το διεθνές δίκαιο για την προάσπιση των κυριαρχικών της δικαιωμάτων.

81

Για την Ισπανία:

Η Αντιπροσωπεία της Ισπανίας δηλώνει εξ ονόματος της Κυβερνήσεώς της ότι η λέξη «χώρα» που χρησιμοποιείται στον Πρόλογο, στα Άρθρα 1 και 2 και σ' άλλες διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) σχετικά με τα Μέλη και τα δικαιώματα και υποχρεώσεις των, είναι για την εν λόγω Κυβέρνηση συνώνυμη του όρου «Κυρίαρχο Κράτος» και έχει την ίδια αξία, την ίδια σημασία και το ίδιο νομικό και πολιτικό περιεχόμενο.

82

Για την Ισπανία:

Η Αντιπροσωπεία της Ισπανίας δηλώνει, εξ ονόματος τη Κυβερνή-

σεώς της, ότι δεν αποδέχεται επιφυλάξεις διατυπούμενες από άλλες Κυβερνήσεις που συνεπάγονται αύξηση των οικονομικών της υποχρεώσεων έναντι της Ενώσεως.

83

Για τη Νικαράγουα:

Η Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Νικαράγουα επιφυλάσσει σ' αυτή το δικαίωμα να διατυπώσει κάθε δήλωση ή επιφύλαξη μέχρις ότου επικυρώσει τη Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982)

84

Για το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιρλανδίας:

I. Η Αντιπροσωπεία του Ηνωμένου Βασίλειου της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιρλανδίας επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν συμμετάσχουν στις δαπάνες της Ενώσεως ή παρέλειπαν με οποιοδήποτε τρόπο να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) των Παραρτημάτων ή Πρωτοκόλλων, που είναι συνημμένα σ' αυτή ή ακόμη εάν οι διατυπούμενες από άλλες χώρες επιφυλάξεις θα παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών τους υπηρεσιών.

II. Το Ηνωμένο Βασίλειο σημειώνει ότι, η Διάσκεψη υιοθέτησε μία μείωση κατά 10% σε ορισμένα από τα ανώτατα οικονομικά όρια τα προταθέντα στο σχέδιο του Πρόσθετου Πρωτοκόλλου I για την περίοδο που αρχίζει το 1984. Εν τούτοις η μείωση αυτή δεν ανταποκρίνεται πλήρως στην εκφρασθείσα κατ' επανάληψη προειδοποίηση από πολλές αντιπροσωπείες ότι η Ένωση πρέπει να εναρμονίσει τις μελλοντικές δαπάνες της με τους οικονομικούς πόρους όλων των Μελών της Ενώσεως.

Η αποτυχία αυτή ενισχύει την ανάγκη όπως το Διοικητικό Συμβούλιο αναλάβει με πολύ ζήλο το έργο του να πραγματοποιήσει κάθε δυνατή οικονομία στον ετήσιο προϋπολογισμό της Ενώσεως. Από την πλευρά του το Ηνωμένο Βασίλειο επιφυλάσσει τη στάση του σχετικά με οποιαδήποτε πρόταση η οποία συνεπάγεται δαπάνες ανώτερες του συνολικού αριθμού που καθορίζεται στον προϋπολογισμό της Ενώσεως για το 1983.

III. Το Ηνωμένο Βασίλειο υποστήριξε τις δραστηριότητες τεχνικής βοήθειας των μονίμων οργάνων της Ενώσεως και τον ενδεχόμενο ρόλο της Ενώσεως σαν ενθαρρυντικό της τεχνικής συνεργασίας μέσω Ειδικού Εθελοντικού Προγράμματος που υιοθετήθηκε από την παρούσα Διάσκεψη ως και μέσω του Προγράμματος των Ηνωμένων Εθνών για την ανάπτυξη. Εν τούτοις, ελλείψει σαφών οδηγιών της παρούσας Διασκέψεως ως προς τις οικονομικές επιπτώσεις της εισαγωγής «της τεχνικής βοήθειας» στους αντικειμενικούς σκοπούς της Ενώσεως, το Ηνωμένο Βασίλειο οφείλει να εκφράσει την ανησυχία του εξ αιτίας της επιπτώσεως που οι διατιθέμενες γι' αυτές τις δραστηριότητες δαπάνες θα μπορούσε να επηρεάσει την ικανότητα της Ενώσεως να ασκεί τα κανονικά τεχνικά της καθήκοντα. Συνεπώς το Ηνωμένο Βασίλειο επιφυλάσσει σ' αυτό το δικαίωμα, σε μελλοντικές συζητήσεις του προϋπολογισμού της Ενώσεως να επιμείνει όπως αυτά τα κανονικά τεχνικά καθήκοντα έχουν προτεραιότητα κατά την απονομή των πιστώσεων της Ενώσεως.

85.

Για τον Καναδά:

Η Αντιπροσωπεία του Καναδά, σημειώνουσα το μέγεθος των αυξήσεων στα οικονομικά ανώτατα όρια του Πρόσθετου Πρωτοκόλλου I για τα έτη 1983 έως 1989 επιφυλάσσει τη στάση της Κυβερνήσεώς της αναφορικά με την αποδοχή των οικονομικών υποχρεώσεων σύμφωνα με το Πρόσθετο Πρωτόκολλο I, Δαπάνες της Ενώσεως για την περίοδο 1983 μέχρι 1989.

Η Αντιπροσωπεία του Καναδά εξάλλου επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα σύμφωνα με τη παράγραφο 2, τμήμα 16 του Άρθρου 77, της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών, να διατυπώνει κάθε συμπληρωματική επιφύλαξη που θα έκρινε αναγκαία μέχρι και της στιγμής που η Διεθνής Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) θα επικυρωθεί από τον Καναδά.

86

Για το Περού:

Η αντιπροσωπεία του Περού επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

1. Να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της σε περίπτωση που ορισμένα Μέλη της Ενώσεως θα παρέλειπαν, με οποιονδήποτε τρόπο, να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Συμβάσεως ή των Κανονισμών της ή ακόμη εάν οι επιφυλάξεις που διατυπώνονται απ' αυτά τα Μέλη θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των Τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών του Περού.

2. Ν' αποδέχεται ή όχι τις συνέπειες των επιφυλάξεων που θα μπορούσαν να οδηγήσουν σε αύξηση της συμμετοχικής της μερίδας στις δαπάνες της Ενώσεως.

3. Να διατυπώνει κάθε άλλη δήλωση ή επιφύλαξη μέχρις ότου επικυρωθεί η παρούσα Σύμβαση.

87

Για την Ισλαμική Δημοκρατία του Ιράν:

1. Κατά την υπογραφή των Τελικών Πράξεων της Διασκέψεως Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982) η Αντιπροσωπεία της Ισλαμικής Δημοκρατίας του Ιράν επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν συμμετείχαν στις δαπάνες της Ενώσεως, ή εάν ένα Μέλος δεν θα τηρεί καθ' οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Συμβάσεως (NAIROBI, 1982) ή των Παραρτημάτων αυτών και Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτή ή ακόμη εάν οι διατυπούμενες από άλλες χώρες επιφυλάξεις παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

2. Εξάλλου η Αντιπροσωπεία της Ισλαμικής Δημοκρατίας του Ιράν επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει αν χρειαστεί τα κατάλληλα μέτρα προς εξασφάλιση της καλής λειτουργίας της Ενώσεως και των νομίμων οργάνων της.

88

Για την Αυστραλία:

Η Αντιπροσωπεία της Αυστραλίας, εξ ονόματος της Κυβερνήσεώς της, σημειώνουσα ότι η συζήτηση κατά τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων (NAIROBI) για τους αριθμούς 14 και 20 (άρθρο 4), αρ. 110 (άρθρο 15) και του Αριθ. I.I, του προσθέτου πρωτοκόλλου I αφήνουν αμφιβολίες ως προς τα αποτελέσματα της εφαρμογής των νέων διατάξεων του άρθρου 4 για τους οικονομικούς πόρους της Ενώσεως, δηλώνει ότι αποδέχεται τις νέες διατάξεις του Άρθρου 4 υπό τον όρο ότι:

1. Οι δραστηριότητες της τεχνικής συνεργασίας και της τεχνικής βοήθειας που χρηματοδοτούνται από τον τακτικό προϋπολογισμό δεν συμπεριλαμβάνουν δραστηριότητες για έργα όπως η παροχή υλικών για συστήματα και

2. Η εξασφάλιση τεχνικής συνεργασίας και τεχνικής βοήθειας δια της χρησιμοποιήσεως των ιδίων των πόρων της Ενώσεως δεν θα συνεπάγεται μία βασική και σημαντική αλλαγή στα οικονομικά της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών.

89

Για τη Δανία, Φινλανδία, Ισλανδία, Νορβηγία και Σουηδία:

1. Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών δηλώνουν επισήμως αναφορικά με τα Άρθρα 42 και 83 της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) ότι διατηρούν τις επιφυλάξεις που διατυπώθηκαν εξ ονόματος των Διευθύνσεών τους κατά την υπογραφή των Κανονισμών που αναφέρονται στο Άρθρο 83.

2. Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών δηλώνουν εξ ονόματος των αντιστοίχων Κυβερνήσεών τους ότι δεν αποδέχονται καμιά συνέπεια των επιφυλάξεων που θα οδηγούσαν σε μία αύξηση των συμμετοχικών τους μεριδίων στις δαπάνες της Ενώσεως.

3. Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών επιφυλάσσουν στις Κυβερνήσεις τους το δικαίωμα να λαμβάνουν όλα τα μέτρα που θα κρίνουν αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων τους εάν ορισμένα Μέλη της Ενώσεως δεν θα συμμετέχουν στις δαπάνες της

Ενώσεως ή εάν κάποιο Μέλος παρέλειπε με οποιονδήποτε τρόπο να συμμορφωθεί προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) των Παραρτημάτων, ή Πρωτοκόλλων, που είναι συνημμένα σ' αυτή ή εάν οι επιφυλάξεις άλλων χωρών θα παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών τους υπηρεσιών.

90

Για τη Δημοκρατία της Κολομβίας της Λαϊκής Δηχοκρατίας του Κονγκό, τον Ισημερινό, τη Δημοκρατία της Γκαμπόν, τη Δημοκρατία της Ινδονησίας, τη Δημοκρατία της Κένυα, τη Δημοκρατία της Ουγκάντα, τη Δημοκρατία της Σομαλίας:

Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών επιβεβαιώνουν, ως προς την ουσία και υπό το φως των νέων διατάξεων που συμπεριελήφθησαν στη Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) τις επιφυλάξεις Αριθ. 40, 42 και 79 οι οποίες διετυπώθησαν κατά την Παγκόσμια Διοικητική Διάσκεψη Ραδιοεπικοινωνιών (Γενεύη, 1979) στο μέτρο που εφαρμόζονται για τις Αποφάσεις, Συστάσεις, Πρωτόκολλα και Τελικές Πράξεις της Διασκέψεως Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982).

91

Για την Αυστρία, το Βέλγιο, το Λουξεμβούργο και το Βαλίλειο των Κάτω Χωρών:

Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών επιφυλάσσουν στις Κυβερνήσεις τους το δικαίωμα να λαμβάνουν όλα τα μέτρα που θα κρίνουν αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων τους εάν ορισμένα Μέλη δεν θα συμμετείχαν στις δαπάνες της Ενώσεως ή θα παρέλειπαν με οποιονδήποτε τρόπο να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) των Παραρτημάτων της ή Πρωτοκόλλων, που είναι συνημμένα σ' αυτή, ή ακόμη εάν οι επιφυλάξεις άλλων χωρών θα μπορούσαν να προκαλέσουν μία αύξηση των συμμετοχικών τους μεριδίων στις δαπάνες της Ενώσεως, ή τέλος, εάν οι επιφυλάξεις άλλων χωρών θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών τους υπηρεσιών.

92

Για την Αυστρία, το Βέλγιο, το Λουξεμβούργο και το Βασίλειο των Κάτω Χωρών:

Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών επισήμως δηλώνουν αναφορικά με το Άρθρο 83 της Διευθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) ότι διατηρούν τις επιφυλάξεις που διατυπώθησαν εξ ονόματος των Διευθύνσεών τους κατά την υπογραφή των Κανονισμών οι οποίοι αναφέρονται στο Άρθρο 83.

93

Για τη Δημοκρατία της Ζιμπάμπουε:

Κατά την υπογραφή της παρούσας Συμβάσεως και πριν από την επικύρωσή της, η Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Ζιμπάμπουε διατυπώνει τις ακόλουθες επιφυλάξεις:

1. Η υπογραφή της δεν σημαίνει σε καμιά περίπτωση ότι ανέχεται τις επιθετικές πράξεις του Ισραήλ εναντίον των γειτόνων του.

2. Κατ' ουδένα τρόπο αναγνωρίζει την πολιτική φυλετικού διαχωρισμού της Δημοκρατίας Νοτίου Αφρικής, ούτε τις επιθετικές ενέργειες στη Ναμίμπια και τις ενέργειες αποσταθεροποιήσεως της Νοτιο Αφρικανικής περιοχής.

3. Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Ζιμπάμπουε επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν θα αναλάμβαναν το μερίδιό των στις δαπάνες της Ενώσεως ή θα παρέλειπαν με οποιονδήποτε τρόπο να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) των Παραρτημάτων της ή Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτή, ή ακόμη εάν οι επιφυλάξεις άλλων χωρών θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

94

Για τη Δημοκρατία της Κύπρου:

Α. Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Κύπρου στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), δηλώνει ότι επιφυλάσσει στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να μην αποδέχεται οικονομικές συνέπειες που θα μπορούσαν να προκύψουν από επιφυλάξεις διατυπούμενες από άλλα Κράτη μέρη της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIPOBI, 1982).

Επιφυλάσσει επίσης στην Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία ή χρήσιμα για την προστασία ή διαφύλαξη των εθνικών της συμφερόντων ή δικαιωμάτων εάν τα Κράτη Μέλη της Ενώσεως δεν θα τηρούσαν καθ' οιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της προαναφερομένης Συμβάσεως, των Παραρτημάτων της, Πρωτοκόλλων και Κανονισμών, ή εάν επιφυλάξεις άλλων Κρατών Μελών θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

Β. Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Κύπρου στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), κατά την υπογραφή της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (1982) επισήμως και ρητά δηλώνει ότι η Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Κύπρου αρνείται, απορρίπτει και θεωρεί απαράδεκτη κάθε αμβισβήτηση, εγερθείσα στο παρελθόν ή που θα μπορούσε να γίνει σε κάθε στιγμή στο μέλλον από οποιοδήποτε Κράτος Μέλος της Ενώσεως, μέρος της προαναφερομένης Συμβάσεως, αναφορικά με την εδαφική ακεραιότητα και εθνική κυριαρχία της Δημοκρατίας της Κύπρου επί του συνόλου του εδάφους της.

Δηλώνει επίσης ότι οι παράνομα και προσωρινά κατεχόμενες περιοχές του εδάφους της Δημοκρατίας είναι και παραμένουν αναπόσπαστο και αδιαίρετο μέρος του εδάφους αυτής, για τις διεθνείς σχέσεις για τις οποίες η Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Κύπρου είναι νομίμως αρμοδία και υπευθύνη.

Δυνάμει των ανωτέρω, η Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Κύπρου έχει το αποκλειστικό πλήρες, απόλυτο και χυριαρχικό δικαίωμα να αντιπροσωπεύει στις διεθνείς σχέσεις τη Δημοκρατία της Κύπρου στο σύνολό της δοθέντος ότι αναγνωρίζεται όχι μόνον από το διεθνές δίκαιο αλλ' επίσης από όλα τα Κράτη, από τον Οργανισμό των Ηνωμένων Εθνών και τους εξειδικευμένους οργανισμούς του καθώς επίσης απ' όλους τους άλλους διεθνείς ή διακυβερνητικούς οργανισμούς.

95

Για τη Δημοκρατία του Ελ Σαλβαντόρ:

Η Κυβέρνηση της Δημοκρατίας του Ελ Σλβαντόρ επιφυλάσσει σ' αυτή το δικαίωμα να μην αποδέχεται κανένα οικονομικό μέτρο το οποίο δυνατόν να συνεπάγεται αύξηση της εισφοράς του και να διατυπώνει επιφυλάξεις που θα κρίνει αναγκαίες σχετικά με τα κείμενα που περιλαμβάνονται στη Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), που θα μπορούσαν άμεσα ή έμμεσα να βλάψουν την κυριαρχία της.

Επιφυλάσσει επίσης το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών εάν χώρες Μέλη θα παρέλειπαν να συμμορφωθούν προς τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982).

96

Για τη Γρενάδα:

Σχετικά με τη δήλωση της Αντιπροσωπείας της Δημοκρατίας της Βενεζουέλας (Αριθ. 13) την αναφερόμενη στην πολιτικήτης Κυβερνήσεώς της σε διεθνή θέματα και σύμφωνα με την οποία η Βενεζουέλα αποδέχεται τη διαιτησία ως μέσον διακανονισμού διαφορών, η Αντιπροσωπεία της Γρενάδα επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για τη διαφύλαξη των συμφερόντων εάν κάποιο Μέλος δεν τηρήσει τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982,), των Παραρτημάτων και Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτή ή εάν οι διατυπούμενες από άλλα Μέλη επιφυλάξεις θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της Γρενάδα.

97

Για το Κράτος του Ισραήλ :

Οι δηλώσεις που διατυπώθηκαν από ορισμένες αντιπροσωπείες στους Αριθμούς 6, 37,93 (1) του Τελικού Πρωτοκόλλου, βρισκόμενες σε καταφανή αντίθεση με τις αρχές και σκοπούς της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών και συνεπώς στερούμενες κάθε νομικής αξίας, η Κυβέρνηση του Ισραήλ επιθυμεί να καταστήσει επισήμως γνωστό ότι απορρίπτει ανεπιφύλακτα τις δηλώσεις αυτές και θεωρεί ότι δεν μπορούν να έχουν χαμιά αξία σε σχέση με τα δικαιώματα και υποχρεώσεις των Κρατών Μελών της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών.

Σε οποιαδήποτε περίπτωση, η Κυβέρνηση του Ισραήλ θα υπεραμύνεται των δικαιωμάτων της προς προστασία των συμφερόντων της εάν οι Κυβερνήσεις των αντιπροσωπειών αυτών θα παραβιάζουν με οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Συμβάσεως, ή των συνημμένων σ' αυτήν Παραρτημάτων, Πρωτοκόλλων ή Κανονισμών.

98

Για το Βασίλειο της Σουαζιλάνδης:

Η Αντιπροσωπεία του Βασιλείου της Σουαζιλάνδης επιφυλάσσει το δικαίωμα της Κυβερνήσεώς της να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για τη διαφύλαξη των συμφερόντων της σε περίπτωση κατά την οποία Μέλη δεν θα τηρούσαν καθ' οιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), ή των συνημμένων σ' αυτήν Παραρτημάτων και Κανονισμών, ή εάν οι διατυπούμενες από άλλες χώρες επιφυλάξεις θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

99

Για τη Δημοκρατία της Ουγκάντα:

Κατά την υπογραφή της παρούσας Συμβάσεως η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Ουγκάντα δηλώνει ότι η Κυβέρνηση επιφυλάσσει σ' αυτή το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ορισμένα Μέλη δεν τηρούν τις υποχρεώσεις τους προς την Ένωση όσον αφορά τη συμμετοχή στις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982), των Παραρτημάτων της, ή Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτήν ή ακόμη εάν οι διατυπούμενες από άλλες χώρες επιφυλάξεις θα παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών της Δημοκρατίας της Ουγκάντα.

100

Για τη Δημοκρατία του Μαλί:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας του Μαλί δηλώνει ότι η Κυβέρνησή της δεν θα αποδεχθεί καμιά αύξηση του συμμετοχικού της μεριδίου στον προϋπολογισμό της Ενώσεως λόγω αδυναμίας οποιασδήποτε χώρας για το διακανονισμό των εισφορών της και των άλλων συναφών εξόδων, ή λόγω επιφυλάξεων άλλων χωρών ή ακόμη λόγω μη τήρησης της παρούσας συμβάσεως από ορισμένες χώρες.

Επιφυλάσσει επιπλέον στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα ήταν ενδεχομένως αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της στον τομέα των τηλεπικοινωνιών λόγω μη τήρησης συμβάσεως του Ναϊρόμπι (1982) από μια οποιαδήποτε χώρα Μέλος της Ενώσεως.

101

Για το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιρλανδίας:

Η αντιπροσωπεία του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιρλανδίας επισημαίνει τη δήλωση Αριθ. 59 της Αντιπροσωπείας της Χιλής την αναφερόμενη στα Ανταρκτικά Εδάφη. Στο μέτρο που αυτή η δήλωση μπορεί να αφορά το Βρεταννικό Ανταρκτικό Έδαφος, η Κυβέρνηση του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιρλανδίας επιθυμεί να διευκρινίσει ότι δεν έχει καμιά αμφιβολία όσον αφορά το κυριαρχικό της δικαίωμα επί του Βρεταννικού Ανταρκτικού Εδάφους. Σχετικά με την προαναφερθείσα δήλωση, η Αντιπροσωπεία του Ηνωμένου Βασιλείου επισύρει την προσοχή στις διατάξεις της Συνθήκης για την Ανταρκτική και ειδικότερα στο Άρθρο IV της Συνθήκης αυτής.

102

Για το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιρλανδίας:

Η Αντιπροσωπεία του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιραλανδίας δηλώνει ότι δεν αποδέχεται τη δήλωση (Αριθ. 10) της Αντιπροσωπείας της Αργεντινής επειδή η δήλωση αυτή αμφισβητεί την κυριαρχία της Κυβερνήσεως της Αυτής Μεγαλειότητος του Ηνωμένου Βασιλείου επί των Νήσων Φώλκλαντ και των εξαρτήσεών τους καθώς και επί του Βρεταννικού Ανταρκτικού εδάφους και επιθυμεί σαφώς να διαφυλάξει τα δικαιώματα της Κυβερνήσεως της Αυτής Μεγαλειότητος επί του θέματος αυτού.

Οι Νήσοι Φώλκλαντ και οι εξαρτήσεις τους καθώς και το Βρεταννικό Ανταρκτικό έδαφος είναι και συνεχίζουν να είναι αναπόσπαστο τμήμα των εδαφών των οποίων οι διεθνείς σχέσεις εξασφαλίζονται από την Κυβέρνηση του Ηνωμένου Βασιλείου της Μ. Βρεταννίας και της Βορ. Ιρλανδίας.

Η αντιπροσωπεία του Ηνωμένου Βασιλείου δεν μπορεί ουδόλως να δεχθεί την άποψη που διατυπώθηκε από την Αντιπροσωπεία της Αργεντινής σύμφωνα με την οποία η ονομασία «Εξαρτήσεις των Νήσων Φώλκλαντ» είναι εσφαλμένη ακόμη περισσότερο στο μέτρο που η άποψη αυτή αναφέρεται στην ονομασία «Νήσοι Φώλκλαντ» ότι αυτή η ονομασία είναι εσφαλμένη. Εξάλλου, η Αντιπροσωπεία του Ηνωμένου Βασιλείου δεν μπορεί να δεχθεί την άποψη που διατυπώθηκε από την αντιπροσωπεία της Αργεντινής σύμφωνα με την οποία πρέπει να ενσωματωθεί ο όρος «Μαλουΐνες» στον ορισμό των Νήσων Φώλκλαντ και των Εξαρτήσεών τους. Η απόφαση της ειδικής επιτροπής των Ηνωμένων Εθνών να προστεθεί «Μαλουΐνες» μετά τον ορισμό αυτό δεν είχε σχέση παρά μόνο στα έγγραφα της ειδικής επιτροπής των Ηνωμένων Εθνών επιφορτισμένης να μελετήσει την ονομασία της δηλώσεως σχετικά με την παραχώρηση της ανεξαρτησίας στις αποικιακές χώρες και στους λαούς τους και δεν υιοθετήθηκε από τα Ηνωμένα Έθνη για όλα τα έγγραφά τους.

Η απόφαση αυτή δεν αφορά συνεπώς ουδόλως τη Διεθνή Σύμβαση «Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI,1982), ούτε τα Παραρτήματά της ή όλα τα άλλα έγγραφα που δημοσιεύονται από τη Διεθνή Ένωση Τηλεπικοινωνιών.

Σχετικά με τις Αποφάσεις 2065 (XX), 3160 (XXVIII) και 31/49 της Γενικής Συνελεύσεως των Ηνωμένων Εθνών, η Αντιπροσωπεία του Ηνωμένου Βασιλείου δεν αποδέχεται τις αιτιολογίες που δίδονται από την Αντιπροσωπεία της Αργεντινής για τις αποφάσεις αυτές.

Το Ηνωμένο Βασίλειο απέσχε κατά την ψηφοφορία των δύο πρώτων Αποφάσεων και απεφάνθη εναντίον της τρίτης. Η αντιπροσωπεία του Ηνωμένου Βασιλείου υπογραμμίζει επίσης ότι, το τρέχον έτος, η Αργεντινή χωρίς ειδοποίηση, ή αφορμή διέκοψε τις διαπραγματεύσεις οι οποίες είχαν σαν σκοπό την διευθέτηση αυτής της διενέξεως για να εισβάλλει στις Νήσους Φώλκλαντ.

Η αντιπροσωπεία του Ηνωμένου Βασιλείου σημειώνει την αναφορά της Αντιπροσωπείας της Αργεντινής στο άρθρο IV της Συνθήκης για την Ανταρκτική την υπογραφείσα στην Ουάσιγκτον την 1η Δεκέμβρη 1959, επιθυμεί όμως να δηλώσει ότι το Άρθρο αυτό κατ' ουδένα τρόπο επιβεβαιώνει ούτε δικαιολογεί την εξουσία ή την κυριαρχία οποιασδήποτε Δυνάμεως επί οποιουδήποτε εδάφους της Ανταρκτικής: η Κυβέρνηση της Αυτής Μεγαλειότητος δεν έχει καμιά αμφιβολία ως προς την κυριαρχία του Ηνωμένου Βασιλείου επί του Βρεταννικού Ανταρκτικού Εδάφους.

103

Για την Τουρκία:

Αναφορικά με τη δήλωση 94 (B) της αντιπροσωπείας της Κύπρου, η Τουρκική Κυβέρνηση θεωρεί ότι η σημερινή Ελληνο - Κυπριακή Διεύθυνση αντιπροσωπεύει μόνο το Νότιο τμήμα της νήσου Κύπρου.

104

Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, την Αυστραλία, την Αυστρία, το Βέλγιο, τον Καναδά, τη Δανία, τις Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής, την Φινλανδία, τη Γαλλία, την Ελλάδα, την Ισλανδία, την Ιταλία, την Ιαπωνία, το Πριγκηπάτο του Λιχτενστάιν,

το Λουξεμβούργο, το Μονακό, τη Νορβηγία τη Νέα Ζηλανδία, την Παπούα - Νέα Γουϊνέα, το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, την Πορτογαλλία, το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιρλανδίας, τη Σουηδία και την Ελβετική Συνομοσπονδία:

Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών αναφερόμενες στην επιφύλαξη που διατυπώθηκε από τη Δημοκρατία της Κολομβίας, τη Λαϊκή Δημοκρατία του Κόγκο, τον Ισημερινό, τη Δημοκρατία της Γκαμπόν, τη Δημοκρατία της Ινδονησίας, τη Δημοκρατία της Κένυα, τη Δημοκρατία της Ουγκάντα και τη Δημοκρατία της Σομαλίας στη Δήλωση Αριθ. 90, θεωρούν ότι, εφ' όσον η δήλωση αυτή αναφέρεται στη Δήλωση του Μπογκοτά που υπογράφηκε την 3η Δεκεμβρίου 1976 από Ισημερινές χώρες και στη διεκδίκηση των χωρών αυτών να εξασκούν κυριαρχικό δικαίωμα επί των τομέων της τροχιάς των γεωστατικών δορυφόρων, η διεκδίκηση αυτή δεν μπορεί να γίνει δεκτή από την παρούσα Διάσκεψη. Εξάλλου οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών επιθυμούν να επαναλάβουν τη δήλωση που έγινε γι' αυτό το θέμα, εξ ονόματος των Διευθύνσεών τους κατά την υπογραφή των Τελικών Πράξεων της Παγκοσμίας Διοικητικής Διασκέψεως Ραδιοεπικοινωνιών (Γενεύη 1979). Επιθυμούν επίσης να δηλώσουν ότι η αναφορά στη «Γεωγραφική κατάσταση ορισμένων χωρών» του άρθρου 33 δεν σημαίνει ότι αποδέχονται τη διεκδίκηση οπουδήποτε δικαιώματος προτεραιότητος επί της τροχιάς των γεωστατικών δορυφόρων.

105

Για τη Δημοκρατία του Αφγανιστάν, τη Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Λευκορωσίας, τη Λαϊκή Δημοκρατία της Βουλγαρίας, τη Λαϊκή Δημοκρατία της Ουγγαρίας, τη Λαϊκή Δημοκρατία της Μογγολίας, τη Λαϊκή Δημοκρατία της Πολωνίας, τη Δημοκρατία της Γερμανίας, τη Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Ουκρανίας, τη Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Τσεχοσλοβακίας και της Ενώσεως Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών:

Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών δεν αναγνωρίζουν τις αξιώσεις που έχουν σαν στόχο την επέκταση της Κρατικής κυριαρχίας στα τμήματα της τροχιάς των γεωστατικών δορυφόρων διότι είναι αντίθετες με το καταστατικό του εξωατμοσφαιρικού διαστήματος σύμφωνα με το παγκοσμίως αναγνωρισμένο διεθνές δίκαιο (δήλωση αριθ. 90)

106

Για την Ένωση των Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών:

Όπως έχει ήδη επανειλημμένα δηλώσει η Σοβιετική Κυβέρνηση, αναφορικά με το θέμα των εδαφικών αξιώσεων στην Ανταρκτική που διατυπώθηκαν από ορισμένα Κράτη, η Ένωση Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών δεν αναγνώρισε ούτε μπορεί να αναγνωρίσει σαν νόμιμη καμιά χωριστή διευθέτηση του θέματος της εξαρτήσεως της Ανταρκτικής (δηλώσεις Αριθ.10 και 59).

107

Για τη Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Λευκορωσίας, τη Σοβιετική Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Ουκρανίας και την Ένωση Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών:

Οι Αντιπροσωπείες των ανωτέρω χωρών επιφυλάσσουν στις Κυβερνήσεις τους το δικαίωμα να διατυπώνουν όλες τις δηλώσεις ή επιφυλάξεις που θα κρίνουν αναγκαίες κατά την επικύρωση της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982).

108

Για τη Δημοκρατία της Αργεντινής:

Σχετικά με τη δήλωση Αριθ. 59 του Τελικού Πρωτοκόλλου της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών που υιοθετήθηκε από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων (NAIROBI 1982), η Δημοκρατία της Αργεντινής δεν δέχεται τη δήλωση που περιέχεται σ' αυτή όπως διατυπώθηκε ιδιαίτερα από το Κράτος που την εξέδωσε ή από οποιοδήποτε άλλο Κράτος που θα μπορούσε να θίξει τα δικαιώματα που έχει στον τομέα που περιλαμβάνεται μεταξύ των μεσημβρινών κύκλων 25° και 74° Δυτικά του GREENUICH και νότια του παραλλήλου των 60° νότια, εδάφη επί των οποίων η Δημοκρατία της Αργεντινής ασκεί τα ανέκλητα και αναπαλλοτρίωτα κυριαρχικά της δικαιώματα.

109

Για τη Δημοκρατία της Αργεντινής:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Αργεντινής επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα:

1. Να μην αποδέχεται οικονομικά μέτρα που θα μπορούσαν να προκαλέσουν αύξηση της εισφοράς της.

2. Να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει σκόπιμα για την προστασία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών σε περίπτωση που χώρες Μέλη δεν θα τηρούσαν τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI,1982).

3. Να διατυπώνει τις επιφυλάξεις που θα κρίνει σκόπιμες σχετικά με τα κείμενα που περιλαμβάνονται στη Διεθνή σύμβαση Τηλεπικοινωνιών(NAIROBI, 1982) και που θα μπορούσαν άμεσα ή έμμεσα να θίξουν την κυριαρχία της.

110

Για τη Δημοκρατία της Μποτσουάνα:

Η Αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Μποτσουάνα δηλώνει ότι επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα έκρινε αναγκαία για τη διαφύλαξη των συμφερόντων της, σε περίπτωση που ορισμένα Μέλη δεν θα τηρούσαν με οποιονδήποτε τρόπο τις διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI 1982), ή των Κανονισμών, Παραρτημάτων και Πρωτοκόλλων που είναι συνημμένα σ' αυτήν ή ακόμα εάν οι διατυπούμενες από άλλες χώρες επιφυλάξεις θα παρεμποδίζουν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

111

Για της Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής:

Οι Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής λαμβάνοντας υπόψη τη δήλωση (Αριθ. 69) που διατυπώθηκε από τη Διεύθυνση της Κούβας, επαναβεβαιώνουν το δικαίωμά τους να εκπέμπουν προς την Κούβα σε κατάλληλες συχνότητες χωρίς παρεμβολές ή άλλες επιβλαβείς παρενοχλήσεις και επιφυλάσσουν σ' αυτές το δικαίωμα να λαμβάνουν όλα τα αναγκαία μέτρα σε ό,τι αφορά την υφιστάμενη ή κάθε άλλη ενδεχόμενη παρενόχληση την οποία η Κούβα θα προκαλούσε στην υπηρεσία Ραδιοφωνίας των Ηνωμένων Πολιτειών.

112

Για τη Χιλή:

Η Αντιπροσωπεία της Χιλής στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων αντιτίθεται στην ουσία και στη μορφή, της δηλώσεως των Σοβιετικών Δημοκρατιών Λευκορωσίας Ουκρανίας, ΕΣΣΔ που περιλαμβάνεται στον αριθ. 79 του Τελικού Πρωτοκόλλου που την αφορά και θεωρεί ότι οι αντιπροσωπείες αυτές δεν έχουν ούτε την ισχύ ούτε το «ηθικό κύρος» να αναδεικνύονται νομικώς ικανές να κρίνουν τη νομιμότητα των αντιπροσωπειών των διαπιστευμένων στην παρούσα Διάσκεψη, υπερβαίνοντας έτσι τις αποφάσεις της Επιτροπής πιστοποιήσεως των Διαπιστευτηρίων, νομίμου οργάνου που συστήθηκε από τη Διάσκεψη που αναγνώρισε τη νομιμότητα και νομιμοποίηση της αντιπροσωπείας της Χιλής όπως τις αναγνώρισαν επίσης στις άλλες αντιπροσωπείες Μέλη της Ενώσεως.

Συνεπώς, η Αντιπροσωπεία της Χιλής ενεργά, απορρίπτει και θεωρεί σαν παράνομη την αναφερομένη ανωτέρω δήλωση, διότι στερείται νομικής βάσεως και δικαιολογείται αποκλειστικά και μόνο από πολιτικούς λόγους, άσχετους προς τους αντικειμενικούς σκοπούς της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών και την εντολή της παρούσας Διασκέψεως και έτσι αυτομάτως τίθεται εκτός του νόμιμου πλαισίου της εν λόγω Διασκέψεως.

113

Για τη Δημοκρατία της Αργεντινής:

Η Δημοκρατία της Αργεντινής δηλώνει ότι δεν αποδέχεται τη δήλωση αριθ. 102 που έγινε, κατά την υπογραφή του τελικού πρωτοκόλλου, από το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιρλανδίας ως προς τα δικαιώματά της επί των μνημονευομένων εδαφών και αναφερομένη στις νήσους Μαλουΐνες, στις νήσους της Γεωργίας και στις νήσους του νοτίου Σάντουιτς.

114

Για την Ισλαμική Δημοκρατία του Ιράν:

Εξ ονόματος του Θεού, του Φιλεύσπλαχνου του Ελεήμονος,

Η Αντιπροσωπεία της Ισλαμικής Δημοκρατίας του Ιράν στη Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) απορρίπτει κατηγορηματικά τις δηλώσεις που διατυπώνονται στο Τελικό Πρωτόκολλο με τους αριθμούς 9, 28, 57, 70, 79, 84, 85, 88, 89, 90, 92.

Επιπλέον δηλώνει ότι, λόγω του γεγονότος ότι δεν υπάρχει αρκετός χρόνος για την υποβολή αντεπιφυλάξεων, επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να διατυπώνει τις συμπληρωματικές επιφυλάξεις και αντεπιφυλάξεις που θα κριθούν αναγκαίες μέχρι και του χρόνου της επικυρώσεως της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) από την Κυβέρνηση της Ισλαμικής Δημοκρατίας του Ιράν.

115

Για τη Λαϊκή Δημοκρατία της Κίνας:

Κατά την υπογραφή της παρούσας Συμβάσεως, η Αντιπροσωπεία της Λαϊκής Δημοκρατίας της Κίνας δηλώνει:

1. Ότι κάθε κυριαρχική διεκδίκηση που διατυπώθηκε ενδεχομένως από άλλη χώρα στο Τελικό Πρωτόκολλο της Συμβάσεως της ΔΕΤ (NAIROBI, 1982) και σε άλλα έγγραφα στα νησιά XISHA και NANSHA, που είναι αδιάσπαστα τμήματα του εδάφους της Λαϊκής Δημοκρατίας της Κίνας θα είναι παράνομη και άκυρη. Εξάλλου μια τέτοια αναιτιολόγητη διεκδίκηση δεν θα επηρεάσει κατ' ουδένα τρόπο τα απόλυτα και αδιαμφισβήτητα κυριαρχικά δικαιώματα της Λαϊκής Δημοκρατίας της Κίνας στα εν λόγω νησιά.

2. Ότι επιφυλάσσει στη Κυβέρνησή της το δικαίωμα να λαμβάνει όλα τα μέτρα που θα κρίνει αναγκαία για την προστασία των συμφερόντων της εάν ένα Μέλος δεν συμμορφωθεί προς τις διατάξεις της Συμβάσεως (NAIROBI, 1982), ή εάν οι διατυπούμενες από άλλες χώρες επιφυλάξεις παρεμπόδιζαν την καλή λειτουργία των τηλεπικοινωνιακών της υπηρεσιών.

Σε πίστωση, οι αντίστοιχοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν αυτό το Τελικό Πρωτόκολλο σ' ένα αντίτυπο και σε κάθε μία από τις γλώσσες: Αγγλική, Κινεζική, Ισπανική, Γαλλική και Ρωσική. Το Πρωτόκολλο αυτό θα κατατεθεί στα αρχεία της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών, η οποία θα αποστείλει από ένα αντίγραφο σε κάθε μία από τις χώρες που υπέγραψαν.

Έγινε στο NAIROBI την 6η Νοεμβρίου 1982

Ακολουθούν οι ίδιες υπογραφές όπως και στη Σύμβαση.

ΠΡΟΣΘΕΤΑ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΑ

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ I

Δαπάνες της Ενώσεως για την Περίοδο 1983 μέχρι 1989.

1.1. Το Διοικητικό Συμβούλιο εξουσιοδοτείται να καταρτίζει τον ετήσιο προϋπολογισμό της Ενώσεως κατά τέτοιο τρόπο ώστε οι ετήσιες δαπάνες:

- του Διοικητικού Συμβουλίου,
- της Γενικής Γραμματείας,
- της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων,
- των γραμματειών των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών,
- των Εργαστηρίων και τεχνικών εγκαταστάσεων της Ενώσεως,
- της τεχνικής συνεργασίας και βοηθείας που παρέχονται στις αναπτυσσόμενες χώρες

να μην υπερβαίνουν τα κατωτέρω ποσά για τα έτη 1983 και επόμενα μέχρι την προσεχή Διάσκεψη Πληρεξουσίων:

66.950.000 Ελβετικά φράγκα για το έτος 1983
72.300.000 Ελβετικά φράγκα για το έτος 1984
72.850.000 Ελβετικά φράγκα για το έτος 1985
74.100.000 Ελβετικά φράγκα για το έτος 1986
75.050.000 Ελβετικά φράγκα για το έτος 1987
75.400.000 Ελβετικά φράγκα για το έτος 1988
76.550.000 Ελβετικά φράγκα για το έτος 1989

1.2. Για τα επόμενα του 1989 έτη, οι ετήσιοι προϋπολογισμοί δεν θα πρέπει να υπερβαίνουν το καθορισμένο ποσό για το προηγούμενο έτος.

1.3. Στα ποσά τα οποία καθορίζονται ανωτέρω δεν περιλαμβάνονται τα ποσά που προορίζονται για τις διασκέψεις, συνόδους, σεμινάρια και ειδικά έργα τα οποία περιλαμβάνονται στις παραγράφους 2 και 3.

2. Το Διοικητικό Συμβούλιο έχει την δυνατότητα να εγκρίνει τις δαπάνες τις αναφερόμενες στις διασκέψεις που προβλέπονται στον Αριθ. 109 της Συμβάσεως ως και στις συνόδους των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών και σεμινάρια. Το ποσόν που προορίζεται για το σκοπό αυτό πρέπει να καλύπτει τις δαπάνες που αναφέρονται στις προπαρασκευαστικές συνόδους των διασκέψεων, στις εργασίες μεταξύ των συνόδων, στις ίδιες τις συνόδους και τις δαπάνες που γίνονται αμέσως μετά από αυτές τις συνόδους περιλαμβανομένων, εάν υπάρχουν σχετικές πληροφορίες, των άμεσων δαπανών που δυνατόν να απορρέουν από τις αποφάσεις των διασκέψεων ή συνόδων αυτών.

2.1. Κατά τη διάρκεια των ετών 1983 μέχρι 1989, ο προϋπολογισμός που εγκρίνεται από το Διοικητικό Συμβούλιο για τις διασκέψεις, συνόδους και σεμινάρια δεν πρέπει να υπερβαίνει τα ακόλουθα ποσά:

α) Διασκέψεις

1.950.000 ελβετικά φράγκα για την Παγκόσμια Διοικητική Διάσκεψη Ραδιοεπικοινωνιών για τις Κινητές Υπηρεσίες, 1983.

10.000.000 ελβετικά φράγκα για την Παγκόσμια Διοικητική Διάσκεψη Ραδιοεπικοινωνιών για τον Προγραμματισμό Ζωνών Βραχέων Κυμάτων εχχωρουμένων στη Ραδιοφωνική Υπηρεσία, 1984/1986 (Προϋπολογισμοί 1983 μέχρι 1986).

11.100.000 ελβετικά φράγκα για την Παγκόσμια Διοικητική Διάσκεψη Ραδιοεπικοινωνιών επί της χρησιμοποιήσεως της τροχιάς των γεωστατικών δορυφόρων και του Προγραμματισμού των διαστημικών υπηρεσιών που χρησιμοποιούν την τροχιά αυτή, 1985/1988 (Προϋπολογισμοί 1983 μέχρι 1988).

4.600.000 ελβετικά φράγκα για την Παγκόσμια Διοικητική Διάσκεψη Ραδιοεπικοινωνιών για τις Κινητές Υπηρεσίες, 1987 (Προϋπολογισμοί 1986 και 1987).

1.130.000 ελβετικά φράγκα για την Παγκόσμια Διοικητική Διάσκεψη Τηλεφωνίας και Τηλεγραφίας, 1988 (Προϋπολογισμοί 1987 και 1988).

4.130.000 ελβετικά φράγκα για τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων, 1989.

4.550.000 ελβετικά φράγκα για την εφαρμογή μόνο των αποφάσεων των διασκέψεων. Εάν το ποσόν αυτό δεν χρησιμοποιηθεί δεν μπορεί να μεταφερθεί σε άλλα κονδύλια του προϋπολογισμού. Οι σχετικές δαπάνες είναι υπό την επιφύλαξη έγκρισης του Διοικητικού Συμβουλίου.

β) Σύνοδοι CCIR

2.700.000 ελβετικά φράγκα για το 1983
2.200.000 ελβετικά φράγκα για το 1984
5.250.000 ελβετικά φράγκα για το 1985
1.100.000 ελβετικά φράγκα για το 1986
3.450.000 ελβετικά φράγκα για το 1987
3.500.000 ελβετικά φράγκα για το 1988
5.300.000 ελβετικά φράγκα για το 1989

γ) Σύνοδοι CCITT

4.800.000 ελβετικά φράγκα για το 1983
6.900.000 ελβετικά φράγκα για το 1984
6.100.000 ελβετικά φράγκα για το 1985
6.300.000 ελβετικά φράγκα για το 1986
6.500.000 ελβετικά φράγκα για το 1987
6.650.000 ελβετικά φράγκα για το 1988
7.000.000 ελβετικά φράγκα για το 1989

δ) Σεμινάρια

800.000 ελβετικά φράγκα για το 1983
200.000 ελβετικά φράγκα για το 1984
420.000 ελβετικά φράγκα για το 1985
200.000 ελβετικά φράγκα για το 1986
330.000 ελβετικά φράγκα για το 1987

200.000 ελβετικά φράγκα για το 1988
330.000 ελβετικά φράγκα για το 1989

2.2. Εάν δεν συνέλθει η Διάσκεψη Πληρεξουσίων κατά το 1989, το Διοικητικό Συμβούλιο πρέπει να καταρτίσει τη δαπάνη κάθε μίας των διασκέψεων που αναφέρονται στον Αριθ. 109, ως και τον ετήσιο προϋπολογισμό των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών που θα συνέλθουν μετά το 1989 και η έγκριση των αντιστοίχων πιστώσεων του προϋπολογισμού πρέπει να γίνει προηγουμένως από τα μέλη της Ενώσεως, σύμφωνα με τις διατάξεις της παρ. 7 του παρόντος Πρωτοκόλλου. Οι αντίστοιχες πιστώσεις δεν μπορούν να μεταβιβασθούν.

2.3. Το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να εγκρίνει υπέρβαση των ορίων που καθορίζονται για τις συνόδους και σεμινάρια σε κάθε μία από τις ανωτέρω παραγράφους 2.1 β), 2.1, γ) και 2.1δ), εάν η υπέρβαση αυτή μπορεί να αντισταθμισθεί από ποσά περιλαμβανόμενα εντός των ορίων των δαπανών:

— που είναι διαθέσιμη από προηγούμενο έτος
— ή μπορούν να κρατηθούν για το επόμενο έτος.

3. Οι δαπάνες για το Πρόγραμμα «Αυξημένη χρησιμοποίηση από την IFRB» που εγκρίνονται από το Διοικητικό Συμβούλιο δεν μπορούν να υπερβούν τα ακόλουθα ποσά:

3.976.000 ελβετικά φράγκα για το 1983
3.274.000 ελβετικά φράγκα για το 1984
3.274.000 ελβετικά φράγκα για το 1985
3.274.000 ελβετικά φράγκα για το 1986
3.274.000 ελβετικά φράγκα για το 1987
3.274.000 ελβετικά φράγκα για το 1988
3.274.000 ελβετικά φράγκα για το 1989

3.1. Το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να εγκρίνει υπέρβαση των ορίων των ανωτέρω ορίων εάν η υπέρβαση αυτή μπορεί να αντισταθμισθεί από ποσά περιλαμβανόμενα εντός των ορίων των δαπανών:

— που είναι διαθέσιμα από προηγούμενο έτος
— ή που κρατούνται για το επόμενο έτος.

---

4. Το Συμβούλιο εκτιμά αναδρομικά κάθε χρόνο τις αποκλίσεις που γίνονται κατά τα δύο προηγούμενα έτη, τις αποκλίσεις που μπορεί να γίνουν στο τρέχον έτος και τις πιθανές αποκλίσεις που βασίζονται στις καλλίτερες εκτιμήσεις, που μπορούν να γίνουν στα δύο μελλοντικά έτη (το επόμενο και μεθεπόμενο οικονομικό έτος), στα ακόλουθα κονδύλια:

4.1. Κλίμακες αποδοχών, παροχές υπό μορφή συντάξεων και αποζημιώσεων, περιλαμβανομένων και των αποζημιώσεων θέσεως που εφαρμόζονται από τα Ηνωμένα Έθνη για το προσωπικό τους που υπηρετεί στη Γενεύη.

4.2. Διακυμάνσεις του συναλλάγματος μεταξύ του Ελβετικού φράγκου και του δολλαρίου των Ηνωμένων Πολιτειών στο μέτρο που επηρεάζουν τις δαπάνες του προσωπικού που πληρώνεται βάσει της κλίμακος των Ηνωμένων Εθνών.

4.3. Η αγοραστική αξία του Ελβετικού φράγκου σε σχέση με δαπάνες εκτός εκείνων που αναφέρονται στο προσωπικό.

5. Υπό το φως αυτών των στοιχείων, το Συμβούλιο μπορεί να εγκρίνει για το επόμενο οικονομικό έτος (και προσωρινά για το έτος που ακολουθεί) δαπάνες συμπληρώσεως των ποσών που αναφέρονται στις ανωτέρω παραγράφους 1, 2 και 3, προσαρμοσμένων σε σχέση με την παρ. 4 λαμβάνοντας υπόψη τη σκοπιμότητα χρηματοδότησης ενός μεγάλου μέρους των αυξήσεων αυτών από τις εξοικονομήσεις εντός του οργανισμού, αναγνωρίζοντας ότι ορισμένες δαπάνες δεν είναι δυνατόν να προσαρμοστούν ταχέως λόγω αποκλίσεων που εκφεύγουν του ελέγχου της Ενώσεως.

Εντούτοις, οι πραγματικές δαπάνες δεν μπορούν να υπερβαίνουν το ποσόν που προκύπτει από τις πραγματικές αποκλίσεις που αναφέρονται στην ανωτέρω παράγραφο 4.

6. Το Διοικητικό Συμβούλιο έχει ως αποστολή να πραγματοποιεί όλες τις δυνατές οικονομίες. Προς το σκοπό αυτό οφείλει να ορίζει τις εγκρινόμενες δαπάνες κάθε έτος στο πλέον δυνατό χαμηλό επίπεδο σύμφωνα με τις ανάγκες της Ενώσεως, εντός των ορίων που καθορίζονται στις ανωτέρω παραγράφους 1, 2 και 3 λαμβάνοντας υπόψη, αν χρειασθεί, τις διατάξεις της παρ. 4.

7. Εάν οι πιστώσεις που μπορούν να χρησιμοποιηθούν από το Συμβούλιο δυνάμει των ανωτέρω παραγράφων 1 μέχρι 4, δεν επαρκούν για τη χρηματοδότηση απροβλέπτων αλλά επειγουσών δραστηριοτήτων, το Συμβούλιο μπορεί να υπερβεί μέχρι 1% το ανώτατο όριον των πιστώσεων που καθορίστηκε από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων. Εάν οι προτεινόμενες πιστώσεις υπερβούν το ανώτατο όριο κατά 1% ή περισσότερο, το Συμβούλιο μπορεί να εγκρίνει τις πιστώσεις αυτές μόνον κατόπιν συγκαταθέσεως της πλειοψηφίας των Μελών της Ενώσεως μετά από σχετικές διαβουλεύσεις.

Κάθε αίτηση συμβουλής των Μελών της Ενώσεως πρέπει να συνοδεύεται από πλήρη έκθεση των στοιχείων που δικαιολογούν αυτή την αίτηση.

8. Για τον καθορισμό του ποσού της συμμετοχικής μονάδος οποιουδήποτε έτους, το Διοικητικό Συμβούλιο λαμβάνει υπόψη το πρόγραμμα μελλοντικών διασκέψεων και συνόδων και τις κατ' εκτίμηση αντίστοιχες δαπάνες τους προκειμένου να αποφευχθούν μεγάλες διακυμάνσεις από έτος σε έτος.

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ II

Ακολουθητέα Διαδικασία από τα Μέλη
για την εκλογή της κλάσης εισφοράς τους.

1. Κάθε Μέλος ενημερώνει πριν από την 1η Ιουλίου 1983 τον Γενικό Γραμματέα για την κλάση εισφοράς την οποία επέλεξε από τον πίνακα των κλάσεων εισφοράς που αναφέρεται στον αριθ. III της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπ/νιών (NAIROBI, 1982).

2. Τα Μέλη που δεν θα γνωστοποιήσουν την απόφασή τους πριν από την 1η Ιουλίου 1983, σύμφωνα με τις διατάξεις της ανωτέρω παραγράφου 1, θα καταβάλουν τον ίδιο αριθμό μονάδων που κατέβαλαν δυνάμει της Συμβάσεως MALAGA TORREMOLINOS (1973).

3. Κατά την πρώτη σύνοδο του Διοικητικού Συμβουλίου που ακολουθεί την έναρξη ισχύος της παρούσας Συμβάσεως, τα Μέλη μπορούν κατόπιν εγκρίσεως του Διοικητικού Συμβουλίου, να μειώσουν το ύψος της συμμετοχικής μονάδος που επέλεξαν εάν η σχετική συμμετοχική τους θέση σύμφωνα με τη νέα Σύμβαση είναι σημαντικά κατώτερη της θέσης τους σύμφωνα με την προηγούμενη Σύμβαση.

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ III

Μέτρα που θα δώσουν στα Ηνωμένα Έθνη τη δυνατότητα να εφαρμόσουν την Σύμβαση όσον αφορά κάθε Εντολή η οποία ασκείται δυνάμει του Άρθρου 75 του Καστατικού Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

Η Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) απεφάσισε να λάβει τα ακόλουθα μέτρα προκειμένου να δώσει στα Ηνωμένα Έθνη τη δυνατότητα συνεχίσεως της εφαρμογής της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών μετά από την απόφαση της Διασκέψεως Πληρεξουσίων MALAGA-TORREMOLINOS 1973 να καταργήσει την ιδιότητα του Συνεργαζόμενου Μέλους:

Συμφωνείται ότι η δυνατότητα την οποία απολαμβάνουν σήμερα τα Ηνωμένα Έθνη σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 75 του Καταστατικού Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών και προς τους όρους της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX, 1965) θα συνεχισθεί κατά τους όρους της Συμβάσεως (NAIROBI, 1982) όταν τεθεί σε ισχύ η Σύμβαση αυτή. Κάθε περίπτωση θα εξετάζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο της Ενώσεως.

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ IV

Ημερομηνία αναλήψεως καθηκόντων από το Γενικό Γραμματέα
και τον Αναπληρωτή Γενικό Γραμματέα.

Ο Γενικός Γραμματέας και ο Αναπληρωτής Γενικός Γραμματέας οι οποίοι εξελέγησαν από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων (NAIROBI, 1982) κατά τους προβλεπόμενους από την ίδια αυτή Διάσκεψη όρους, θα αναλάβουν τα καθήκοντά τους την 1η Ιανουαρίου 1983.

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ V

Ημερομηνία Αναλήψεως Καθηκόντων
από τα Μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Καταγραφής Συχνοτήτων

Τα μέλη της Διεθνούς Επιτροπής καταγραφής Συχνοτήτων τα οποία εξελέγησαν από την Διάσκεψη Πληρεξουσίων (NAIROBI,

1982) κατά τους προβλεπόμενους από την ίδια αυτή Διάσκεψη όρους, θα αναλάβουν τα καθήκοντά τους την 1η Μαΐου 1983.

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ VI

Εκλογή των Διευθυντών των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών.

Η Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) υιοθέτησε διατάξεις που προβλέπουν την εκλογή των Διευθυντών των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών από τη Διάσκεψη Πληρεξουσίων.

Αποφασίστηκε να εφαρμοστούν τα ακόλουθα μεταβατικά μέτρα:

1. Μέχρι την επόμενη Διάσκεψη Πληρεξουσίων οι Διευθυντές των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών θα εκλέγονται από τις Γενικές Συνελεύσεις, σύμφωνα με την καθιερωθείσα από την Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών (MALAGA-TORREMOLINOS 1973) διαδικασία.

2. Οι Διευθυντές των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών που εκλέχτηκαν σύμφωνα με τις διατάξεις της ανωτέρω παραγράφου 1 θα παραμείνουν σε υπηρεσία μέχρι την ημερομηνία κατά την οποία οι εκλεγμένοι από την επόμενη Διάσκεψη Πληρεξουσίων διάδοχοί τους θα αναλάβουν τα καθήκοντά τους σύμφωνα με την απόφαση της Διασκέψεως αυτής.

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ VII

Μεταβατικές Διατάξεις.

Η Διάσκεψη Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) υιοθέτησε τις ακόλουθες διατάξεις που θα εφαρμοσθούν προσωρινά μέχρι την έναρξη ισχύος της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982):

1. Το Διοικητικό Συμβούλιο, που θα αποτελείται από σαράντα ένα Μέλη που εκλέχτηκαν από τη Διάσκεψη σύμφωνα με τη διαδικασία που ορίζεται στην εν λόγω Σύμβαση, μπορεί να συνέλθει αμέσως μετά την εκλογή του και να εκτελεί τα καθήκοντα που του ανατέθηκαν σύμφωνα με τη Σύμβαση.

2. Ο Πρόεδρος και ο Αντιπρόεδρος που θα εκλέξει το Διοικητικό Συμβούλιο κατά τη διάρκεια της πρώτης συνόδου που θα παραμείνουν σε υπηρεσία μέχρι της εκλογής των διαδόχων τους, που θα λάβει χώρα κατά την έναρξη της ετήσιας συνόδου του 1984 του Συμβουλίου.

Σε πίστωση, οι αντίστοιχοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν τα πρόσθετα αυτά Πρωτόκολλα σ' ένα αντίτυπο και σε κάθε μία από τις ακόλουθες γλώσσες: Αγγλική, Κινεζική, Ισπανική, Γαλλική και Ρωσική. Τα Πρωτόκολλα αυτά θα παραμείνουν κατατεθειμένα στ' αρχεία της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών, η οποία θα αποστείλει ένα αντίγραφο σε κάθε χώρα που υπέγραψε.

Έγινε στο NAIROBI, την 6η Νοεμβρίου 1982

Ακολουθούν οι ίδιες υπογραφές όπως στη Σύμβαση.

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΟΑΙΡΕΤΙΚΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

ΣΤΗ

ΔΙΕΘΝΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

NAIROBI, 1982

ΥΠΟΧΡΕΩΤΙΚΟΣ ΔΙΑΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΔΙΑΦΟΡΩΝ

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΟΑΙΡΕΤΙΚΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ
στη
Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών
(NAIROBI, 1982)

Υποχρεωτικός Διακανονισμός Διαφορών.

Κατά την υπογραφή της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν το ακόλουθο Πρόσθετο Προαιρετικό Πρωτόκολλο σχετικά με τον υποχρεωτικό Διακανονισμό Διαφορών, που αποτελεί τμήμα των Τελικών Πράξεων της Διασκέψεως Πληρεξουσίων (NAIROBI, 1982).

Τα Μέλη της Ενώσεως, μέρη στο παρόν πρόσθετο Προαιρετικό Πρωτόκολλο της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (NAIROBI, 1982) εκφράζοντας την επιθυμία προσφυγής, για ότι τους αφορά, σε υποχρεωτική διαιτησία, για την επίλυση όλων των διαφορών των σχετικών με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της Συμβάσεως ή των Κανονισμών που προβλέπονται στο άρθρο 42 αυτής, συνεφώνησαν επί των ακολούθων διατάξεων:

Άρθρο 1.

Εκτός εάν ένας από τους τρόπους διακανονισμού που αναφέρονται στο άρθρο 50 της Συμβάσεως, δεν επελέγη διά κοινής συμφωνίας οι διαφορές οι σχετικές με την εφαρμογή της Συμβάσεως ή των Κανονισμών που προβλέπονται στο άρθρο 42 αυτής, υποβάλλονται μετά από αίτηση ενός από τα μέρη, σε υποχρεωτική διαιτησία. Η διαδικασία είναι εκείνη του άρθρου 82 της Συμβάσεως, της οποίας η παράγραφος 5 τροποποιείται ως ακολούθως:

«5. Εντός προθεσμίας τριών μηνών από της ημερομηνίας λήψεως της ανακοινώσεως της αιτήσεως διαιτησίας, κάθε ένα από τα δύο εν λόγω μέρη ορίζει ένα διαιτητή. Εάν, εντός της προθεσμίας αυτής το ένα από τα μέρη δεν ορίσει το διαιτητή του, ο ορισμός αυτός γίνεται, μετά από αίτηση του άλλου μέρους, από το Γενικό Γραμματέα, που ενεργεί σύμφωνα με τις διατάξεις των παραγράφων 3 και 4 του άρθρου 82 της Συμβάσεως».

Άρθρο 2.

Το παρόν Πρωτόκολλο θα είναι ανοικτό για υπογραφή από τα Μέλη που θα υπογράψουν τη Σύμβαση. Θα επικυρωθεί σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται για τη Σύμβαση και θα παραμείνει ανοιχτό για προσχώρηση των Μελών που θα γίνουν Μέλη της Ενώσεως.

Άρθρο 3.

Το παρόν Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ την ίδια ημέρα με τη Σύμβαση ή τριάντα ημέρες μετά την ημερομηνία καταθέσεως του δεύτερου οργάνου επικυρώσεως ή προσχωρήσεως, αλλά όχι νωρίτερα από την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως.

Για κάθε Μέλος που θα επικυρώσει το παρόν Πρωτόκολλο ή θα προσχωρήσει σ' αυτό μετά την έναρξη ισχύος του, το Πρωτόκολλο αυτό θα τεθεί σε ισχύ τριάντα μέρες μετά από την κατάθεση του οργάνου επικυρώσεως ή προσχωρήσεως.

Άρθρο 4.

Ο Γενικός Γραμματέας θα ανακοινώσει σ' όλα τα Μέλη:

α) τις υπογραφές οι οποίες έχουν τεθεί στο πρωτόκολλο αυτό και την κατάθεση των οργάνων επικυρώσεως ή προσχωρήσεως.

β) την ημερομηνία κατά την οποία το παρόν Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ.

Σε πίστωση, οι αντίστοιχοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο σ' ένα αντίγραφο, σε κάθε μία από τις γλώσσες: Αγγλική, Κινεζική, Ισπανική, Γαλλική και Ρωσική, σε περίπτωση δε διαφοράς επικρατέστερο θεωρείται το Γαλλικό κείμενο. Το αντίτυπο αυτό θα κατατεθεί στα αρχεία της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών, η οποία θα αποστείλει αντίγραφο αυτού σε κάθε μία από τις χώρες που υπέγραψαν.

Έγινε στο NAIROBI, 6 Νοεμβρίου 1982

Σημείωση του Γενικού Γραμματέα:

Το Πρόσθετο αυτό Προαιρετικό Πρωτόκολλο υπογράφηκε από τις ακόλουθες αντιπροσωπείες:

Δημοκρατία του Αφγανιστάν, Βασίλειο της Σαουδικής Αραβίας, Δη-

μοκρατία της Αργεντινής, Αυστραλία, Αυστρία, Λαϊκή Δημοκρατία του Μπαγκλαντές, Μπαρμπάντος, Βέλγιο, Μπελίζ, Λαϊκή Δημοκρατία του Μπενίν, Δημοκρατία της Μποτσουάνα, Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Βραζιλίας, Δημοκρατία του Μπουρούντι, Ηνωμένη Δημοκρατία του Καμερούν, Καναδάς, Δημοκρατία Κεντρικής Αφρικής, Χιλή, Δημοκρατία της Κύπρου, Δημοκρατία της Κολομβίας, Λαϊκή Δημοκρατία του Κογκό, Δημοκρατία της Κορέας, Κόστα Ρίκα,Δημοκρατία της Ακτής του Ελεφαντόδοντος, Κούβα, Δανία, Αραβική Δημοκρατία της Αιγύπτου, Δημοκρατία του Ελ Σαλβαντόρ, Ισημερινός, Φίτζι, Φινλανδία, Δημοκρατία της Γκαμπόν, Δημοκρατία της Γκάμπια, Γκάνα, Ελλάς, Γρενάδα, Δημοκρατία της Γουατεμάλα, Λαϊκή Επαναστατική Δημοκρατία της Γουϊνέας, Δημοκρατία της Γουϊνέας του Ισημερινού, Γουϊάνα, Δημοκρατία του Άνω Βόλτα, Ισλανδία, Ιταλία, Ιαμαϊκή, Ιαπωνία, Χασιμιτικό Βασίλειο της Ιορδανίας, Κράτος του Κουβέϊτ, Λίβανος, Λαϊκή Σοσιαλιστική Αραβική Δημοκρατία της Λιβύης, Πριγκηπάτο του Λιχτενστάϊν, Λουξεμβούργο, Δημοκρατία της Μαδαγασκάρης, Μαλάουι, Δημοκρατία των Μαλντιβών, Δημοκρατία του Μαλί, Βασίλειο του Μαρόκο, Ισλαμική Δημοκρατία της Μαυριτανίας, Μεξικό, Νεπάλ, Νικαράγουα, Δημοκρατία του Νίγηρος, Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Νιγηρίας, Νορβηγία, Νέα Ζηλανδία, Σουλτανάτο του Ομάν, Δημοκρατία της Ουγκάντα, Παπούα-Νέα Γουϊνέα, Δημοκρατία της Παραγουάης, Βασίλειο των Κάτω Χωρών, Δημοκρατία των Φιλιππίνων, Κράτος του Κατάρ, Συριακή Αραβική Δημοκρατία, Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρεταννίας και Βορείου Ιρλανδίας, Δημοκρατία της Ρουάντα, Δημοκρατία του Αγίου Μαρίνου, Δημοκρατία της Σενεγάλης, Δημοκρατία του Σουδάν, Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Σριλάνκα, Σουηδία, Συνομοσπονδία της Ελβετίας, Δημοκρατία της Σουρινάμε, Βασίλειο της Σουαζιλάνδης, Ηνωμένη Δημοκρατία της Τανζανίας, Ταϊλάνδη, Δημοκρατία του Τόγκο, Τυνησία, Ανατολική Δημοκρατία της Ουρουγουάης, Αραβική Δημοκρατία της Υεμένης, Λαϊκή Δημοκρατία της Υεμένης, Δημοκρατία του Ζαΐρ, Δημοκρατία της Ζάμπια, Δημοκρατία της Ζιμπάμπουε.

Άρθρο δεύτερο.

1. Οι, κατά τη διάρκεια ισχύος της σύμβασης, αναθεωρήσεις των κατά τα άρθρα 42, 43 και 83 προσαρτημένων σ' αυτή κανονισμών (τηλεγραφικού, τηλεφωνικού και ραδιοεπικοινωνιών), κυρώνονται με προεδρικό διάταγμα που εκδίδεται μετά από πρόταση του Υπουργού Συγκοινωνιών. Κατά την ίδια διαδικασία κυρώνονται και οι κατά τη διάρκεια ισχύος της συμβάσεως συμφωνίες που συνάπτονται βάσει των άρθρων 31 και 32 αυτής.

2. Με αποφάσεις του Υπουργού Συγκοινωνιών, που δημοσιεύονται στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίζονται οι λεπτομέρειες της εφαρμογής των διατάξεων της σύμβασης, των κανονισμών και συμφωνιών και ρυθμίζονται τα θέματα που είναι σχετικά με την εφαρμογή των προαιρετικών διατάξεων αυτών.

Άρθρο τρίτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 30 Νοεμβρίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ — **ΓΙΑΝ. ΠΑΠΑΔΟΝΙΚΟΛΑΚΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 3 Δεκεμβρίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ